

Mission

La Caisse de dépôt
et placement du Québec
a pour mission
de réaliser un rendement
financier optimal et de
contribuer par son action
au dynamisme de l'économie,
tout en veillant à la sécurité
des capitaux sous gestion.

RAPPORT D' ACTIVITÉS 1998

Profil	3
Message du président du conseil et directeur général	4
Répartition des placements et rendements	7
Activités – Grands marchés.....	12
Gestion du risque	22
Activités – Placements négociés	23
Groupe immobilier Caisse.....	23
Groupe Participations Caisse	30
Gestion des comptes des déposants	39
Administration, ressources humaines, affaires institutionnelles et communications.....	45
Réalisations 1998 et défis	50
Aperçu de la régie interne.....	53
Conseil d' administration et direction de la Caisse.....	55
Information administrative	
Groupe immobilier Caisse.....	55
Groupe Participations Caisse	57
Autres participations d' affaires et bureaux à l' étranger.....	58
Glossaire.....	59
États financiers	61
Statistiques financières et rétrospective.....	85
Contribution au dynamisme de l' économie.....	157

Tableaux et graphiques

Rétrospective financière et rendements	6
Répartition des placements par portefeuille spécialisé	7
Rendements des portefeuilles spécialisés	9
Indices de rendement	10
Rendements de la Caisse 1966-1998	11
États-Unis – Évolution des taux sur obligations à 30 ans	12
Canada - États-Unis – Évolution des écarts sur obligations à 10 ans	13
Québec - Canada – Évolution des écarts sur obligations à 10 ans	13
Achats de nouvelles émissions d'obligations du Gouvernement du Québec et du secteur public québécois en 1998	14
Sommaire du portefeuille obligataire	14
Canada - États-Unis – Évolution des écarts sur les bons du Trésor à 3 mois et du taux de change	15
Taux de change YEN/\$ US	16
Évolution de l'indice TSE 300	18
TSE 300 - Rendements sectoriels	18
Évolution de l'indice S&P 500	19
MSCI-Europe – Évolution de l'indice Europe	19
MSCI-Pacifique – Évolution de l'indice Pacifique excluant Japon	20
Portefeuille du Groupe immobilier Caisse	23
Répartition sectorielle des placements du portefeuille spécialisé d' immeubles	24
Répartition géographique des placements du portefeuille spécialisé d' immeubles	25
Répartition des biens immobiliers	28
Ventilation des immeubles	28
Portefeuille du Groupe Participations Caisse	30
Ventilation du portefeuille du Groupe Participations Caisse	30
Évolution du portefeuille du Groupe Participations Caisse	30
Investissements réalisés par les filiales du Groupe Participations Caisse	31
Déposants	42
Ventilation de l'avoir des déposants	43
Évolution de l'avoir des déposants	43
Valeur ajoutée aux fonds des déposants depuis 1966	43

Information financière

Rapport de la direction	63
Rapport du vérificateur	63
États financiers	64
Renseignements supplémentaires – États financiers sommaires des fonds	80
Renseignements supplémentaires – États financiers sommaires des portefeuilles spécialisés	82

Statistiques financières et rétrospective des dix dernières années

Évolution de l'avoir des déposants en 1998	86
Intérêt ou revenu annuel versé sur les dépôts moyens	87
Achats de nouvelles émissions d'obligations du Gouvernement du Québec et du secteur public québécois	87
Participation à de nouvelles émissions d'obligations du Gouvernement du Québec en 1998	88
Relevé des obligations achetées directement du Gouvernement du Québec ou d'Hydro-Québec	89
Investissements en actions et en obligations d'entreprises canadiennes par secteur d'activité	90
Évolution des participations	90
Relevé des biens immobiliers	91
Hypothèques CDPQ - Financements de 5 M\$ et plus	95
Relevé des biens immobiliers détenus à des fins de revente	96
Groupe immobilier Caisse - Sommaire des portefeuilles spécialisés	97
Investissements en actions et en obligations de sociétés ouvertes	98
Investissements en actions et en obligations de sociétés fermées	136
Statistiques administratives	147
Statistiques administratives - gestion externe	147
Fonds des déposants	148
Ventilation de l'avoir des déposants	150
Actif net des fonds	150
Revenu net attribué aux déposants	151
Sommaire des placements	151
Ventilation des placements en pourcentage	152
Ventilation des placements en millions de dollars	154
Sommaire des valeurs à court terme	156
Sommaire des placements à l'étranger	156

PROFIL

LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC, UN GRAND GESTIONNAIRE DE FONDS

La Caisse de dépôt et placement du Québec se classe au premier rang des gestionnaires de fonds au Canada et parmi les grands gestionnaires de portefeuille en Amérique du Nord. Toujours soucieuse d'assurer la sécurité des capitaux qu'elle gère, la Caisse vise, par ses investissements, à réaliser un rendement financier optimal tout en contribuant au dynamisme de l'économie. Son métier d'investisseur, elle l'exerce au profit de ses nombreux déposants et clients, caisses de retraite, régime d'assurances, organismes publics et privés ainsi que fonds communs de placements.

Très active sur les grandes places boursières dans le monde, la Caisse est le principal investisseur en actions des marchés québécois et canadiens et le plus grand détenteur de titres obligataires du gouvernement du Québec. Elle détient le plus grand portefeuille immobilier au Canada. Ce portefeuille, diversifié dans les secteurs commercial, résidentiel et des bureaux, est géré de façon dynamique par les sociétés du Groupe immobilier Caisse. La Caisse possède également le plus important portefeuille de participations au Canada, dont la gestion est assurée par le Groupe Participations Caisse, ses filiales et leurs sociétés satellites. Menant ses activités dans plus de 40 pays répartis sur les cinq continents, sa principale place d'affaires est située à Montréal. Elle compte également onze bureaux d'affaires composant son réseau panquébécois Accès Capital, ainsi que des bureaux de représentation et d'affaires qui lui assurent une présence à Hong Kong, Bangkok, Hanoï, Milan, Varsovie et Mexico.

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL ET DIRECTEUR GÉNÉRAL

À la fin de l'année 1998, l'actif total géré par les équipes de la Caisse de dépôt et placement du Québec atteint plus de 83 milliards de dollars. L'actif net, pour sa part, dépasse 68 milliards et le rendement global obtenu en 1998 se situe à 10,2 %, ce qui place la Caisse aux premiers rangs des gestionnaires de fonds institutionnels diversifiés, d'origine canadienne et québécoise.

UN RENDEMENT REMARQUABLE

Ce rendement est remarquable, dans un contexte où les marchés financiers mondiaux ont subi, tout au cours de cette année, l'influence de nombreux événements : perturbations économiques affectant plusieurs régions du globe, restructuration de grandes entreprises d'envergure internationale et mutation des marchés, depuis les matières premières jusqu'aux industries du savoir.

Cependant, d'autres facteurs - outre la conjoncture mondiale de l'économie - doivent être pris en considération pour apprécier pleinement ce rendement. Soulignons d'abord que pour la première fois cette année, la Caisse a pu, en vertu d'un amendement à sa loi constitutive, augmenter la part de son portefeuille détenu sous forme d'actions au-delà de la limite de 40 %, ce qui constituait un défi de taille dans le contexte des marchés. Par ailleurs, un rendement annuel n'est qu'une photographie dans l'existence d'un portefeuille. En effet, s'il repose sur un niveau de risque très élevé, il se peut qu'il porte également la probabilité d'un rendement médiocre à brève échéance. C'est pourquoi nous soutenons que seul un horizon suffisamment long convient pour apprécier la qualité d'une gestion.

Or, les résultats dégagés en 1998 complètent une période de cinq ans qui illustre la grande qualité des rendements dans chacune des catégories d'actif. Ces résultats prouvent la justesse de la politique de gestion de la Caisse, basée sur l'analyse fondamentale, sur une approche de prudence - qui n'exclut pas une certaine audace - et sur la diversification par produits financiers, par territoire géographique et par modes et unités de gestion.

DES PARTENARIATS EFFICACES AVEC LES ENTREPRISES

La Caisse se distingue aussi par l'importance de ses placements privés dans les entreprises, qu'ils soient négociés directement par ses équipes ou encore par l'intermédiaire de fonds spécialisés dans lesquels elle investit. Cette approche exige non seulement des analyses approfondies mais également la création de partenariats à travers des relations suivies avec les directions d'entreprises. Les rendements supérieurs obtenus dans ces placements justifient largement les efforts consentis.

Ainsi, pour l'année 1998, ces placements totalisent 6,9 milliards de dollars et représentent 10 % de l'actif net de la Caisse. Le rendement global des filiales de participations s'élève à 27,8 %, résultat qui confirme la justesse de l'orientation adoptée en 1995, qui visait à faire croître ce type d'investissement. L'importance des placements négociés continuera ainsi d'augmenter au cours des prochaines années, l'objectif étant d'accroître le portefeuille de placements sur le marché domestique et d'effectuer une percée importante sur le marché mondial.

Quant aux placements négociés dans le secteur immobilier, tant en avoir propre qu'en prêts, ils représentent 7,5 % du portefeuille global. Non seulement fournissent-ils un revenu courant élevé, mais leur gestion globale et active permet d'en attendre un rendement intéressant.

Aujourd'hui, grâce à l'expertise développée dans le placement négocié, la Caisse et ses partenaires sont en mesure d'offrir une gamme complète de services techniques et d'outils de financement pour le démarrage, la croissance et la consolidation des entreprises de toutes tailles. L'industrie reconnaît d'ailleurs que la Caisse et ses filiales font maintenant figure de chefs de file au Canada et qu'elles se situent à l'avant-garde du monde industrialisé en ce domaine.

LA GESTION DE FONDS EN RAPIDE ÉVOLUTION

La gestion de fonds a été profondément marquée par les récentes innovations des technologies de l'information et des télécommunications, grâce auxquelles les investisseurs peuvent aujourd'hui effectuer plus facilement et plus rapidement leurs opérations à travers le monde. Cela va de pair avec un accès instantané à une information de plus en plus sophistiquée qui permet d'effectuer des analyses de plus en plus fines, dans un laps de temps de plus en plus court. Pour la Caisse, ces exigences impliquent la nécessité de pouvoir compter sur des spécialistes qualifiés et des outils technologiques performants.

C'est ainsi qu'au sein de ses nombreuses équipes de placement et d'administration, la Caisse, incluant ses filiales, compte 47 analystes financiers agréés (CFA), soit la plus grande concentration au Canada. De plus, la formation est au cœur de ses priorités et elle veille à l'amélioration soutenue des compétences de ses équipes et à la formation d'une relève de qualité.

Parallèlement, au plan technologique, la Caisse a amorcé il y a quelques années une migration majeure vers une nouvelle génération de logiciels de gestion et d'outils de communication parmi les plus performants de l'industrie. Des phases cruciales de ce programme ont été franchies en 1998, incluant notamment des mesures destinées à assurer un passage sans heurt vers l'an 2000. Toutes ces adaptations ont été réalisées avec le souci de maintenir les coûts d'exploitation à un niveau compétitif et avec l'objectif d'optimiser la gestion de fonds à l'échelle mondiale. En effet, les portefeuilles gérés par la Caisse se composent d'éléments d'actif provenant de tous les continents et libellés dans la plupart des grandes monnaies.

RÉPONDRE AUX EXIGENCES DU MARCHÉ GLOBAL PAR L'EXCELLENCE

La compétence de ses équipes et la qualité de son environnement technologique permet à la Caisse de proposer à ses déposants et clients des politiques de placement toujours plus dynamiques et mieux adaptées à leurs besoins. Cette expertise lui fournira également la capacité d'accueillir et de servir de nouveaux clients, au Québec comme ailleurs dans le monde. Il s'agit là d'un défi que la Caisse de dépôt et placement du Québec se prépare à relever avec enthousiasme à l'orée de l'an 2000.

Cette excellence, toutefois, n'est pas le fruit du hasard. Elle est le résultat d'un ensemble d'orientations, de décisions, d'actions et d'efforts auxquels chacun contribue à sa façon, selon sa spécialité et ses responsabilités. Cela inclut évidemment le conseil d'administration de la Caisse et ceux de ses filiales, qui apportent une compréhension éclairée des enjeux et fournissent appui et conseils à nos équipes dans des décisions porteuses. J'offre des remerciements particuliers à messieurs Claude Legault et Jacques O'Bready et Clément Godbout qui ont siégé respectivement pendant dix-huit, sept et quatre ans au conseil. De même, je salue l'arrivée de deux nouveaux membres, messieurs Guy Morneau, président de la Régie des rentes du Québec, et Henri Massé, président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec.

Par ailleurs, je tiens à souligner le travail accompli en 1998 par nos équipes de soutien administratif et technique et, tout particulièrement, par celles chargées de relever les défis informatiques et d'implanter les nouveaux systèmes comptables. Enfin, au nom du conseil d'administration, je remercie et félicite nos équipes de placement pour les résultats remarquables obtenus.



Jean-Claude Scraire

RÉTROSPECTIVE FINANCIÈRE ET RENDEMENTS

	1998	1997	1996	1995	1994
	(en millions de dollars)				
ACTIF NET					
Placements au coût					
Obligations	29 330	28 653	23 653	22 661	21 948
Actions et valeurs convertibles	27 304	22 653	19 742	16 127	15 504
Financements hypothécaires	1 706	1 444	1 487	1 642	1 874
Biens immobiliers	7 402	4 874	4 375	3 424	2 412
Valeurs à court terme	4 649	1 578	2 075	3 067	1 796
Titres achetés en vertu de conventions de revente	2 583	1 673	1 324	62	-
Total des placements	72 974	60 875	52 656	46 983	43 534
Autres éléments d'actif et de passif	(12 434)	(5 508)	(2 905)	(657)	333
Total de l'actif net au coût	60 540	55 367	49 751	46 326	43 867
Excédent de la juste valeur des placements sur le coût	8 028	8 244	7 463	4 859	993
Total de l'actif net à la juste valeur	68 568	63 611	57 214	51 185	44 860
AVOIR DES DÉPOSANTS					
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (niveau syndicable)	25 555	22 781	19 828	16 690	13 706
Régie des rentes du Québec	15 831	15 838	15 660	15 361	14 409
Commission de la santé et de la sécurité du travail	7 644	6 883	5 705	4 962	4 219
Commission de la construction du Québec	6 637	6 128	5 568	4 943	4 264
Société de l'assurance automobile du Québec	6 436	6 027	5 543	4 974	4 692
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (niveau non syndicable)	4 057	3 722	3 309	2 812	2 340
Fonds d'amortissement des régimes de retraite gouvernementaux	1 359	1 232	1 088	939	803
Autres déposants	1 049	1 000	513	504	427
Total de l'avoir des déposants	68 568	63 611	57 214	51 185	44 860
REVENU NET DES DÉPOSANTS					
Revenu net de placement	2 902	2 757	2 819	2 867	2 717
Gains et pertes cumulés à la vente de placements	3 694	3 726	2 213	1 212	166
Revenu net cumulé	6 596	6 483	5 032	4 079	2 883
Plus-value (moins-value) cumulée non matérialisée	(230)	778	2 604	3 863	(3 975)
Total du revenu net des déposants	6 366	7 261	7 636	7 942	(1 092)
Retraits nets des déposants	1 409	864	1 607	1 617	1 165
Actif total sous gestion	83 327	70 524	61 333	52 699	45 940
	1998	1995-1998 (4 ans)	1994-1998 (5 ans)	1989-1998 (10 ans)	
Rendement global	10,2	14,2	10,7	11,1	

Juste valeur - en pourcentage.

Les données antérieures à 1995 n'ont pas été redressées conformément à la présentation de 1998.

Le rendement global est calculé selon la méthode pondérée par le temps.

RÉPARTITION DES PLACEMENTS ET RENDEMENTS

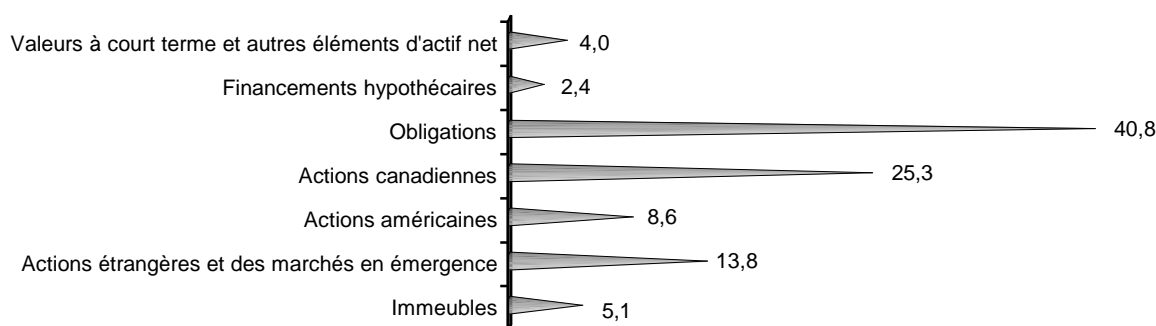
La Caisse a entrepris, en 1998, d'augmenter la pondération des actions dans le portefeuille global. En effet, un amendement à sa loi constitutive, adopté en 1997 par l'Assemblée nationale, portait la limite de l'actif qu'elle peut détenir sous forme d'actions au-delà de 40 %. Réalisée à la faveur de la baisse des marchés et combinée à une diversification géographique, cette stratégie de pondération du portefeuille s'est avérée fructueuse.

L'actif total géré par les équipes de la Caisse de dépôt et placement du Québec dépasse 83 milliards dollars.

RÉPARTITION DES PLACEMENTS PAR PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ

au 31 décembre 1998

juste valeur - en pourcentage



VALEURS À COURT TERME

L'évolution du dollar canadien a fortement teinté la politique monétaire de la Banque du Canada et le rendement des valeurs à court terme. En 1998, la politique monétaire a été utilisée pour soutenir le dollar canadien et éviter qu'il ne baisse en deçà de 0,65 \$US. En d'autres termes, la Banque du Canada a augmenté les taux d'intérêt à court terme pour soutenir le dollar. Les taux d'intérêt de trois mois sont ainsi passés de 4 % à plus de 4,5 % au cours de l'année. Ainsi, le rendement de l'indice des valeurs à court terme de SCM affiche 4,7 %. Quant au rendement du portefeuille de valeurs à court terme de la Caisse, il s'élève à 5,4 %, un résultat qui se compare très avantageusement à l'indice, le dépassant de 0,7 %.

PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ D'OBLIGATIONS

Depuis quelques années, le marché obligataire tire profit de l'assainissement des finances publiques et du faible taux d'inflation. En 1998, ce marché a également été favorisé par les grands gestionnaires qui cherchaient à se retirer des marchés boursiers mondiaux pour investir dans les marchés obligataires, plus stables. Cette demande de titres obligataires a poussé les prix et les rendements à la hausse. Par contre, le rendement des titres du secteur public québécois qui occupent une large part dans le portefeuille, n'a pas suivi cette tendance. Plus particulièrement, l'écart entre les taux d'intérêt des obligations québécoises et canadiennes a augmenté en 1998. Dans ce contexte, bien que les titres du secteur public québécois aient produit un rendement élevé, ils n'ont pas bonifié le rendement du portefeuille obligataire de la Caisse.

Néanmoins, la rentabilité de la gestion active conjuguée à l'évolution des taux d'intérêt a permis un rendement de 9,3 % du portefeuille obligataire en 1998, un résultat intéressant compte tenu des taux d'intérêt à long terme qui sont demeurés sous la barre des 6 %.

PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ D' ACTIONS CANADIENNES ET QUÉBÉCOISES

Les marchés boursiers canadien et québécois avaient bien débuté l'année 1998, avec un rendement de près de 15 % au premier semestre. Par contre, le recul de plus de 20 %, enregistré au mois d'août, a rappelé la fragilité de ces marchés face à l'économie mondiale et au prix des matières premières. Les derniers mois de l'année ont été favorables mais n'ont pas suffi pour permettre à l'indice TSE 300 de clore l'année par un rendement positif.

Du côté du portefeuille de la Caisse, il en a été tout autrement. En effet, le choix judicieux des titres a permis au portefeuille de dégager un rendement de 7,6 %, soit un rendement de plus de 9,2 % supérieur à celui du TSE 300, qui a affiché -1,6 %. À la Caisse, toutes les équipes de placement qui investissent dans les marchés boursiers canadien et québécois ont contribué à ce résultat. Il faut souligner la contribution toute particulière des gestionnaires du Groupe Participations Caisse à ce résultat exceptionnel. En effet, le rendement du GPC sur ces marchés s'est élevé à 36 % en 1998, une performance qui met en évidence les résultats concrets des efforts liés à la gestion active.

PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS D' ACTIONS AMÉRICAINES, ÉTRANGÈRES ET DES MARCHÉS EN ÉMERGENCE

Le portefeuille d'actions américaines occupe encore, en terme de performance (bien que celle-ci ne surpasse pas l'indice), la première place dans les grandes catégories d'actif de la Caisse, avec un rendement qui s'élève à 25,4 % en 1998. Sur une période de cinq ans, ce portefeuille affiche un rendement de plus de 10 % supérieur à celui de tous les grands marchés obligataires et boursiers. En l'occurrence, l'évolution du prix des matières premières est associée à l'écart de rendement entre le marché boursier canadien et américain. En effet, la baisse du prix des matières premières a eu pour effet de réduire la rentabilité des entreprises exportatrices canadiennes et québécoises. Par contre, du côté américain il en est tout autrement puisque les entreprises sont surtout consommatrices de matières premières, et la baisse du prix de ces produits a pour effet au contraire d'augmenter leur rentabilité. Ce portefeuille est géré en partie de façon indicielle, et en gestion active externe et interne : son rendement total ne surpasse pas l'indice en 1998.

Les résultats des marchés asiatiques ont été de nouveau décevants en 1998. Le Japon ne réussit pas à sortir de sa léthargie et le reste de l'Asie tout comme les marchés en émergence, ont souffert de problèmes économiques et politiques majeurs. C'est ainsi que les indices MSCI-Pacifique et MSCI-EMF ont reculé dans l'année de 5,6 % et 27,8 % respectivement. Le rendement des marchés boursiers européens tels celui de l'Allemagne, à 20 %, et de la France, à 31,7 %, ont toutefois compensé les difficultés des marchés asiatiques et en émergence. C'est ainsi que l'indice MSCI-EAFE + EMF a dégagé un rendement de 8 %. Le portefeuille spécialisé d'actions étrangères, autres qu'américaines, et des marchés en émergence de la Caisse se compare favorablement à celui de l'indice, avec un rendement de 8,5 %

PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS DE FINANCEMENTS HYPOTHÉCAIRES ET D'IMMEUBLES

Au chapitre immobilier, les stratégies de diversification et de financement mises en place au cours des années récentes portent fruit. Le rendement du portefeuille immobilier de la Caisse, à 9,7 %, dépasse celui des marchés obligataires et de la plupart des grands marchés boursiers en 1998. Par ailleurs, du côté des immeubles en exploitation, qui représentent environ 70 % du portefeuille, le rendement s'établit à 19,7 % contre 17 % pour le sous-indice AON – immeubles. Ces résultats, étroitement associés aux stratégies du Groupe immobilier Caisse, sont très encourageants compte tenu du climat économique nord-américain qui n'est guère favorable au

marché immobilier. En l'occurrence, soulignons que l'indice boursier des titres du secteur immobilier canadien a reculé de 13,2 % en 1998. Le rendement du portefeuille spécialisé de financements hypothécaires s'établit à 7,1 %, un rendement intéressant par rapport aux obligations canadiennes et québécoises de même échéance.

PORTEFEUILLE GLOBAL

La Caisse vise également à bonifier les rendements par une gestion active de la répartition de l'actif. Dans cette perspective, des décisions stratégiques, tactiques et de choix de pays ont été mises de l'avant et les résultats ont été encourageants. Ces activités ont dégagé des profits dépassant les 180 M\$ en 1998.

En matière de rendement, la Caisse vise à surclasser les indices établis dans les divers marchés, et ce, pour chacune des catégories de son actif. Nommément, pour les portefeuilles de la Caisse, les principaux indices de référence sont l'indice SCM-bons du Trésor canadien (91 jours), l'indice obligataire SCM-univers, l'indice boursier canadien TSE 300, les indices boursiers étrangers S & P 500 couvert, MSCI - EAFE et MSCI - EMF couverts, et enfin l'indice immobilier AON.

Comme nous l'avons vu, l'année a été caractérisée par de fortes fluctuations sur toutes les grandes places boursières mondiales. Malgré ce contexte difficile, les gestionnaires de la Caisse ont dégagé un rendement global de 10,2 %, un résultat intéressant et largement supérieur à celui des indices de référence reconnus. Ce résultat place la Caisse dans le peloton de tête des gestionnaires de portefeuilles québécois et canadiens. En fait, il s'agit de la quatrième année consécutive de rendements élevés compte tenu du faible taux d'inflation. Les activités de placement ont procuré en 1998 des revenus de 6,4 G\$ qui, déduction faite des retraits nets de 1,4 G\$ effectués par les déposants, ont fait passer l'actif net de 63,6 G\$ qu'il était en 1997, à 68,6 G\$.

RENDEMENTS DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS				
<i>en pourcentage</i>				
	1998	1995-1998 (4 ans)	1994-1998 (5 ans)	1989-1998 (10 ans)
Valeurs à court terme	5,4	5,5	5,5	7,6
Financements hypothécaires	7,1	9,7	8,0	10,3
Obligations	9,3	13,5	9,7	11,9
Actions canadiennes	7,6	16,6	13,4	11,1
Actions américaines	25,4	28,4	-	-
Actions étrangères et des marchés en émergence ¹	8,5	11,0	8,4	8,3
Immeubles	9,7	10,9	6,2	2,5
Rendement global²	10,2	14,2	10,7	11,1

¹ Pour la période antérieure à avril 1994, les données incluent les actions américaines.

² Le rendement global comprend les résultats des opérations de répartition de l'actif et des placements tactiques et stratégiques qui font principalement appel aux instruments financiers dérivés.

Par ailleurs, le rendement global de la Caisse à moyen et à long terme est également élevé. En l'occurrence, le rendement des quatre dernières années atteint 14,2 %, celui des cinq dernières années, 10,7 % et celui des dix dernières années, 11,1 %. En somme, sur toutes ces périodes, le rendement global de la Caisse est supérieur à 10 % et supérieur à celui des indices de référence. De plus, ce résultat représente un rendement réel élevé de 9,2 % pour le portefeuille global, un objectif important pour la Caisse et ses déposants.

INDICES DE RENDEMENT				
<i>en pourcentage</i>				
	1998	1995-1998	1994-1998	1989-1998
		(4 ans)	(5 ans)	(10 ans)
VALEURS À COURT TERME				
SCM - bons du Trésor canadien (91 jours)	4,7	5,1	5,1	7,3
OBLIGATIONS				
SCM - univers	9,2	12,8	9,2	11,5
SCM - moyen terme	9,1	13,2	9,3	11,8
Salomon Brothers Canada ¹	9,4	12,7	9,0	11,2
ACTIONS CANADIENNES				
TSE 35	(0,1)	14,8	12,8	10,1
TSE 100	(0,4)	13,9	11,3	9,9
TSE 200	(6,5)	11,9	7,9	8,5
TSE 300	(1,6)	13,6	10,7	9,7
XXM – Montréal ⁵	(2,1)	13,0	10,1	-
MSCI - Canada ²	1,2	15,9	13,2	10,3
LBG des sociétés de petite capitalisation du Québec	14,2	22,6	11,2	-
ACTIONS AMÉRICAINES				
S & P 500 ²				
Couvert ³	26,7	29,2	23,2	20,2
Non couvert	38,0	33,5	27,7	22,2
MSCI – US ^{2,4}	30,7	31,7	25,1	19,9
Dow Jones ^{2,4}	18,1	27,0	22,3	18,8
NYSE ^{2,4,5}	16,6	24,1	18,1	14,3
Wilshire 5000 ^{2,4,5}	23,5	27,9	21,8	18,1
AUTRES ACTIONS ÉTRANGÈRES				
MSCI – EAFE + EMF ⁶	8,0	10,5	7,9	7,9
MSCI – EAFE				
Couvert ³	12,6	12,5	9,7	7,4
Non couvert	28,8	12,1	12,5	8,3
Financial Times World, sauf États-Unis ^{2,4}	9,8	10,7	8,3	5,5
CAC 40 – France ^{2,4,5,7}	31,5	20,3	11,7	9,6
DAX – Allemagne ^{2,4,5}	17,7	24,1	17,2	14,2
FT-SE 100 – Royaume-Uni ^{2,4,5}	14,5	17,7	11,5	12,6
NIKKEI 225 – Japon ^{2,4,5}	(9,3)	(8,5)	(4,5)	(7,5)
SECTEUR IMMOBILIER				
Financements hypothécaires				
SCM - hypothèques résidentielles (3 ans) ⁸	8,4	10,1	7,8	10,3
Immeubles				
AON ⁹	13,9	9,9	5,1	2,8
¹ Titres venant à échéance dans un an ou plus. ² Ne tient pas compte de la retenue d'impôt applicable aux étrangers non visés par une convention de double imposition. ³ Couvert contre les risques de change. ⁴ Devises locales. ⁵ Indice des prix. ⁶ Pour la période antérieure à janvier 1991, les données n'incluent pas la couverture du risque de change. Pour la période antérieure à avril 1994, l'indice mondial MSCI est utilisé, et pour la période d'avril 1994 à décembre 1995, l'indice MSCI-EAFE est utilisé. ⁷ Comprend le rendement du MSCI - France pour le premier semestre de 1987. ⁸ Ne tient pas compte des prêts improductifs ou des reprises hypothécaires. ⁹ Avant 1998, l'indice s'appelait MLH+A et avant 1993, l'indice de référence était le Frank Russell Canada.				

RENDEMENTS DE LA CAISSE 1966-1998

	Rendement global¹	Indice des prix à la consommation¹	Rendement réel
1998	10,2	1,0	9,2
1997	13,0	0,7	12,3
1996	15,6	2,0	13,6
1995	18,2	1,7	16,5
1994	(2,1)	0,2	(2,3)
1993	19,7	1,7	18,0
1992	4,5	2,1	2,4
1991	17,2	3,8	13,4
1990	0,5	5,0	(4,5)
1989	16,9	5,2	11,7
1988	10,5	4,0	6,5
1987	4,7	4,1	0,6
1986	13,5	4,2	9,3
1985	24,0	4,4	19,6
1984	10,1	3,8	6,3
1983	17,0	4,5	12,5
1982	32,8	9,2	23,6
1981	(1,9)	12,2	(14,1)
1980	9,9	11,2	(1,3)
1979	7,2	9,7	(2,5)
1978	9,9	8,4	1,5
1977	10,9	9,4	1,5
1976	18,3	5,9	12,4
1975	12,5	9,5	3,0
1974	(5,6)	12,3	(17,9)
1973	3,4	9,4	(6,0)
1972	10,8	4,9	5,9
1971	14,1	5,2	8,9
1970	12,8	1,3	11,5
1969	(4,4)	4,8	(9,2)
1968	4,4	3,9	0,5
1967	(1,2)	4,1	(5,3)
1966	6,4	3,5	2,9

¹ Le rendement est calculé selon la méthode pondérée par le temps - en pourcentage.

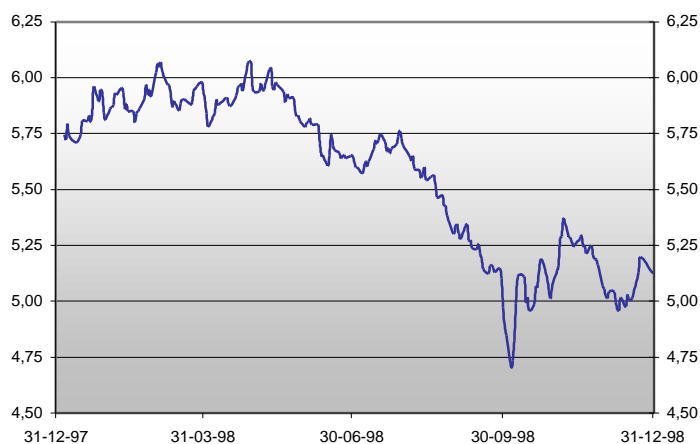
ACTIVITÉS – GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ OBLIGATAIRE

Marchés internationaux

Les marchés internationaux ont subi de nombreux soubresauts en 1998. Devant l'incertitude régnant sur ces marchés, les investisseurs ont préféré la relative certitude que pouvaient leur procurer les obligations des pays du G7, et plus particulièrement les obligations américaines. Cet engouement pour les titres du gouvernement américain était d'autant plus justifié que l'inflation tant redoutée ne se manifestait pas.

ÉTATS-UNIS
ÉVOLUTION DES TAUX SUR OBLIGATIONS À 30 ANS
en pourcentage



Source : Caisse de dépôt et placement du Québec

Aux États-Unis, les taux sur les obligations à échéance de 30 ans n'ont que rarement dépassé la barre des 6 % en 1998. Lorsqu'il est devenu évident que l'inflation ne constituait pas une menace, tout au moins à court terme, les taux ont amorcé une baisse.

Sont ensuite survenus plusieurs événements jugés inquiétants par les investisseurs : problèmes politiques en Indonésie, suspension par la Russie des paiements sur sa dette extérieure, introduction d'un contrôle sur les flux de capitaux en Malaisie et difficultés, aux

États-Unis, du fonds de couverture Long Term Capital Management. Ces situations ont fait craindre que d'autres fonds de couverture ne se retrouvent en situation de faillite technique et que cela n'entraîne des répercussions sur les contreparties à leurs opérations. Des baisses de taux par la plupart des banques centrales ont réussi à apaiser les marchés.

Les investisseurs ont alors redouté que la crise s'étende, crainte qui a été exacerbée par la mise sous surveillance par Moody's de la cote de crédit du Japon et par la décote de Hong Kong, du Venezuela et du Brésil. Les investisseurs se sont alors précipités sur les titres américains, ce qui a eu pour effet de pousser les taux des obligations à échéance de 30 ans sous la barre des 5 %. Une légère hausse est survenue par la suite et l'année a clôturé à 5,12 %.

En Europe, l'avènement prochain de l'euro a fait converger les taux d'intérêt sur les obligations des onze pays en voie d'adopter la monnaie unique.

Dans ce contexte, la Caisse a appliqué une **stratégie** en deux volets tant aux États-Unis qu'en Europe : d'une part, elle a vendu des options pour profiter de la faible volatilité des taux d'intérêt sur les marchés obligataires et, d'autre part, elle a maintenu une durée plus longue que l'indice pour profiter de la baisse des taux.

Marché canadien

Le Canada n'a pas échappé à la tourmente. Au début de l'année, les obligations canadiennes à échéance de 10 ans se négociaient à un taux de 9 points centésimaux inférieur à leur contrepartie américaine. Au deuxième trimestre, le prix des matières premières a chuté, et comme le Canada est perçu comme un pays producteur de matières premières, le dollar canadien est devenu vulnérable. La combinaison d'une probable baisse de la monnaie canadienne et des taux

inférieurs à ceux pratiqués aux États-Unis ont incité les investisseurs à vendre leurs titres en dollars canadiens, notamment des obligations du gouvernement du Canada. Cela s'est traduit par des écarts de rendement, sur les obligations à échéance de 10 ans, de moins en moins défavorables aux titres du gouvernement du Canada par rapport aux titres américains. La situation s'est alors inversée et les écarts des obligations du Canada ont atteint un rendement à l'échéance de 74 points de plus que les titres américains.

Pendant ce temps, le dollar canadien connaissait son niveau le plus bas. La hausse rapide du taux directeur par la Banque du Canada, le 27 août, lui a redonné une certaine stabilité. Puis, trois baisses successives du taux directeur par la Réserve fédérale, suivies de baisses identiques par la Banque du Canada, ont redonné confiance aux investisseurs qui ont recommencé à acheter des obligations du gouvernement du Canada. Les écarts de rendement sur les titres obligataires de 10 ans ont clôturé l'année à 23 points.

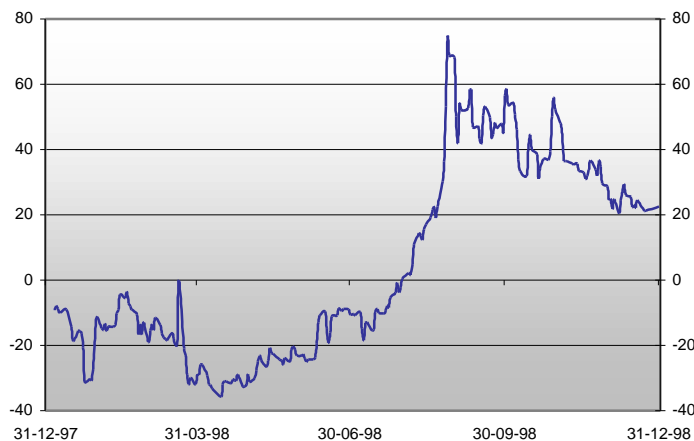
Dans ce marché, la Caisse a aussi adopté une **stratégie** en deux volets, vendant d'une part des obligations du Canada, tandis qu'elle achetait des obligations à long terme d'échéance 30 ans du gouvernement américain et, d'autre part, en se déplaçant sur la courbe de rendement des titres canadiens vers des titres à plus longues échéances.

Marché québécois

Les obligations du Québec ont subi des pressions semblables à celles des obligations du Canada. C'est ainsi que les écarts de rendement entre les obligations du Québec et les obligations du Canada à échéance de 10 ans ont débuté l'année à 42 points centésimaux, pour atteindre un sommet à 88 points et terminer l'année à 53.

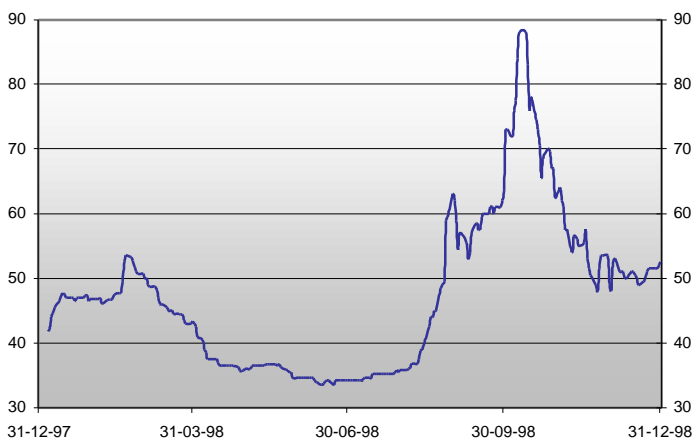
Dans ce contexte, la Caisse a acheté des obligations du Québec lorsque les écarts de rendement avaient tendance à augmenter. Sur l'ensemble de l'année, elle a acquis environ 2,5 G\$ d'obligations du Québec, tant sur les marchés primaire que secondaire.

CANADA - ÉTATS-UNIS
ÉVOLUTION DES ÉCARTS SUR OBLIGATIONS À 10 ANS
en points centésimaux



Source : Caisse de dépôt et placement du Québec

QUÉBEC-CANADA
ÉVOLUTION DES ÉCARTS SUR OBLIGATIONS À 10 ANS
en points centésimaux



Source : Caisse de dépôt et placement du Québec

**ACHATS DE NOUVELLES ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET DU SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS EN 1998**

valeur nominale - en millions de dollars

	Gouvernement du Québec			Hydro-Québec			Total		
	Émissions	Achats		Émissions	Achats		Émissions	Achats	
	\$	\$	%	\$	\$	%	\$	\$	%
Marché canadien	3 811,2	1 052,0	27,6	1 764,0	-	-	5 575,2	1 052,0	18,9
Autres marchés ¹	2 724,5	-	-	677,8	-	-	3 402,3	-	-
Total	6 535,7	1 052,0	16,1	2 441,8	-	-	8 977,5	1 052,0	11,7

¹ Émissions libellées en devises ou en eurodollars canadiens.

Faits saillants

La portion du portefeuille de la Caisse composée d'obligations de sociétés négociées sur le marché public s'est accrue substantiellement, ce qui porte la valeur totale à 2 G\$, contre 1,2 GS en 1997. Les obligations acquises sur le marché public ont une cote de crédit minimum de BBB.

La Caisse a également poursuivi le développement de son portefeuille d'ingénierie financière. Ce portefeuille est principalement composé de nouveaux produits financiers uniques qui se négocient partout dans le monde. La gestion de ce portefeuille fait appel à une expertise en analyse financière et en élaboration de nouveaux produits.

SOMMAIRE DU PORTEFEUILLE OBLIGATAIRE

*au 31 décembre 1998
en millions de dollars*

Titres	Juste valeur		Taux nominal moyen ¹	Échéance moyenne ¹ (en années)	Durée modifiée ² (volatilité)
	\$	%	%		
Émis par un gouvernement					
Gouvernement du Québec	11 352,4	35,87	8,03	10,87	6,61
Gouvernement du Canada	4 453,9	14,08	6,78	5,18	3,88
Autres gouvernements	565,3	1,79	7,15	26,93	12,68
Garantis par un gouvernement					
Gouvernement du Québec	5 236,2	16,55	7,20	12,18	7,55
Gouvernement du Canada	114,7	0,36	10,75	9,81	6,58
Autres gouvernements	211,4	0,67	8,36	4,60	3,75
Garantis par octrois, par des municipalités et des commissions scolaires					
	1 974,5	6,24	10,46	5,05	3,87
Entreprises ³	2 013,9	6,36	6,93	6,65	4,13
	25 922,3	81,92	7,64	9,57	6,01
Étrangers					
Gouvernement des États-Unis	3 947,7	12,48	4,81	3,37	2,61
Autres	1 771,1	5,60	6,25	12,76	6,11
	31 641,1	100,00	6,50	8,45	5,26

¹ Pondéré(e) selon la valeur nominale.

² Pondérée selon la juste valeur.

³ Incluant les obligations gérées par le Groupe Participations Caisse.

MARCHÉ MONÉTAIRE

Le comportement des taux d'intérêt à court terme a été dicté en 1998 par la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, comme le démontre clairement le graphique ci-contre.

Au début de l'année, les bons du Trésor canadien à échéance de trois mois se négociaient à un taux de 3,95 % alors que les bons du Trésor américain se négociaient à 5,09 %. Or, outre que cet écart de 114 points centésimaux était défavorable aux titres canadiens, la valeur du dollar canadien était alors de 0,70 \$US. Cependant, la crise asiatique qui avait débuté en 1997 s'est amplifiée, a maintenu un climat aigu d'incertitude et a eu raison des investisseurs, qui ont alors vendu leurs titres libellés en dollars canadiens pour concentrer leurs investissements dans les titres libellés en dollars américains. C'est alors que le dollar canadien a commencé à chuter.

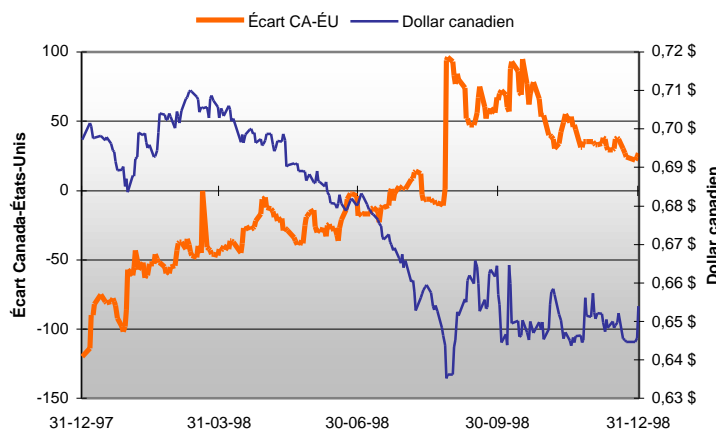
La Banque du Canada a dû intervenir une première fois, le 30 janvier, en haussant de 50 points centésimaux son taux directeur. Cela n'a pas suffi et les investisseurs ont continué à réduire les écarts de taux qui se sont détériorés par rapport aux bons du Trésor canadien.

À l'été, lorsque la Russie a annoncé qu'elle suspendait les paiements sur sa dette extérieure, les investisseurs ont craint que les répercussions de la crise asiatique sur l'économie russe ne s'étendent à l'Amérique du Sud. À cela se sont ajoutées les difficultés du fonds de couverture Long Term Capital Management aux États-Unis, ce qui a fait redouter le pire aux investisseurs. La chute du dollar canadien s'est alors accélérée, et la Banque du Canada a dû intervenir une deuxième fois en haussant son taux directeur de 100 points centésimaux le 27 août. Les taux des bons du Trésor canadien sont alors devenus favorables aux titres canadiens. À partir de ce moment, le dollar canadien et les écarts de taux se sont stabilisés; le dollar canadien a terminé l'année à 0,65 \$US et les écarts de taux sur les bons du Trésor se sont établis à 27 points centésimaux en faveur du Canada.

Stratégie

Les écarts de taux défavorables aux bons du Trésor canadien en début d'année ne semblaient pas devoir durer. La Caisse a alors vendu des titres canadiens pour acheter des titres émis par le gouvernement des États-Unis, stratégie qu'elle a poursuivie jusqu'au mois d'août. Parallèlement, prévoyant une hausse des taux par la Banque du Canada, la Caisse a subséquemment réduit de façon marquée la durée de son portefeuille de titres à court terme.

CANADA - ÉTATS-UNIS —ÉVOLUTION DES ÉCARTS SUR LES BONS DU TRÉSOR À 3 MOIS ET DU TAUX DE CHANGE
en points centésimaux et en dollars US



Source : Caisse de dépôt et placement du Québec

Faits saillants

Les activités sur le marché monétaire donnent lieu au règlement quotidien de volumes élevés d'opérations. Or, malgré les perturbations occasionnées par la tempête de verglas dans le sud du Québec en janvier, tous les engagements financiers quotidiens, soit environ 3 G\$, ont été respectés.

Par ailleurs, la Caisse a créé un portefeuille spécialisé de valeurs à court terme, ce qui permet de fournir à chaque déposant des unités d'un portefeuille commun géré de façon intégrée. De plus, la Caisse a séparé ses activités de trésorerie de ses opérations de placement du marché monétaire et les a confié à différentes équipes de gestionnaires. Cette nouvelle structure permet de mieux gérer les comptes débiteurs ou créditeurs quotidiens des déposants et des gestionnaires.

MARCHÉ DES CHANGES

Le dollar américain est demeuré la valeur refuge par excellence pour les investisseurs en 1998. En effet, la situation sur la scène financière marquée par les crises asiatiques et russes et par la crainte d'une propagation à l'Amérique du Sud a poussé les investisseurs à acheter des titres libellés en dollars américains.

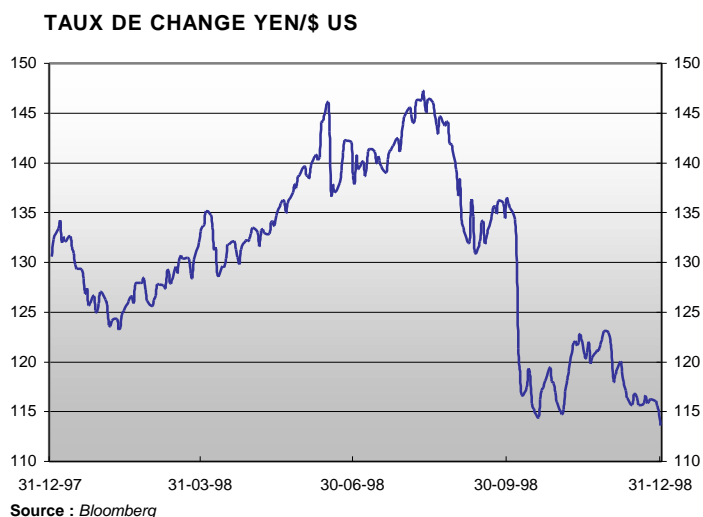
Encore une fois, le dollar canadien a déjoué les prévisions et a connu sa part de difficultés en cours d'année. De fait, alors que les milieux financiers s'attendaient à une hausse du dollar, une forte baisse du prix des matières premières et des écarts de taux défavorables aux titres canadiens ont rendu le huard moins attrayant et incité les investisseurs à vendre leurs dollars canadiens pour acheter des dollars américains.

En Europe, la lente, mais irréversible marche vers l'euro a dominé la scène, et la volatilité entre les devises européennes a été particulièrement faible. Le taux de change de chaque devise a convergé vers le taux attendu au moment du passage à l'euro au début de 1999.

En Asie, c'est un tout autre contexte qui a prévalu. Après une baisse marquée des devises asiatiques en 1997, certaines d'entre elles ont récupéré une bonne partie de la perte qu'elles avaient subie. C'est le cas du won coréen, qui a progressé de 28 %, grâce notamment à l'amélioration du compte courant de la Corée du Sud, de son inflation plus faible que prévu et de l'approbation par le FMI des mesures de redressement proposées par ce pays.

Faits saillants

Dans le cadre de la gestion tactique des devises, la Caisse a adopté, depuis plusieurs années, une politique de couverture complète de ses risques de change. Ainsi en 1998, face à la baisse du dollar, la Caisse n'a pas pu profiter pleinement de la vigueur des devises de ses placements internationaux.



Par ailleurs, la Caisse a accordé un premier mandat à Windham, une société de gestion de Boston, qui possède une expertise particulière dans la gestion active des devises. Cette entente s'inscrit dans une perspective de collaboration et de transfert d'expertise.

L'avènement de l'euro

En 1998, le marché des devises européennes a été dominé par la marche vers l'euro. En effet, les onze pays participant à la création de la zone euro initiale, soit l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Irlande, l'Autriche et la Finlande, avaient pour objectif de commencer à effectuer leurs opérations institutionnelles, notamment les opérations inter-bancaires, en euro dès le 1^{er} janvier 1999. Depuis cette date, les monnaies nationales de ces onze pays n'existent plus qu'en tant que monnaie dérivée de l'euro, et elles seront retirées de la circulation définitivement entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juin 2002.

Un changement d'une telle ampleur n'a pas d'effet que sur les devises. Les indices boursiers, les marchés obligataires, les instruments financiers dérivés et les contrats à long terme, comme les hypothèques, sont tous touchés, bien qu'à des niveaux différents. La Caisse a dû s'adapter à cette nouvelle réalité et tous les systèmes ont été modifiés pour refléter ces changements.

La Caisse a lancé le projet euro en juin 1998, avec l'objectif de poursuivre normalement ses activités dans cette nouvelle zone, celle-ci représentant environ 5 % de l'ensemble de ses placements. Elle a ainsi choisi de remplacer les onze devises par l'euro dès janvier 1999, sauf en ce qui concerne certains placements négociés ou particuliers.

MARCHÉS BOURSIERS QUÉBÉCOIS ET CANADIENS

Les marchés boursiers ont connu une année plutôt tumultueuse, marquée par plusieurs événements : faiblesse des prix des matières premières accentuée par la chute du prix du pétrole; projets de fusion dans le monde bancaire et chute des marchés boursiers internationaux pendant les mois traditionnellement creux de juillet et août. Dans ce contexte, l'indice TSE 300 a enregistré un rendement total de -1,6% en tenant compte des dividendes.

L'année avait pourtant bien débuté. Non seulement l'économie ne ralentissait pas, mais elle s'accélérait sans pour autant entraîner une reprise de l'inflation. Toutefois au troisième trimestre, la crise asiatique venait de s'étendre à la Russie dont l'économie était déjà chancelante. En outre, la crise menaçait de se propager à l'Amérique du Sud. Or, plusieurs banques internationales ont accordé des prêts en Amérique du Sud, et l'économie américaine, le dernier bastion de croissance, risquait de ralentir à son tour. Les marchés boursiers mondiaux, y compris le marché canadien, ont ressenti cette onde de choc et ont chuté de près de 20 %.

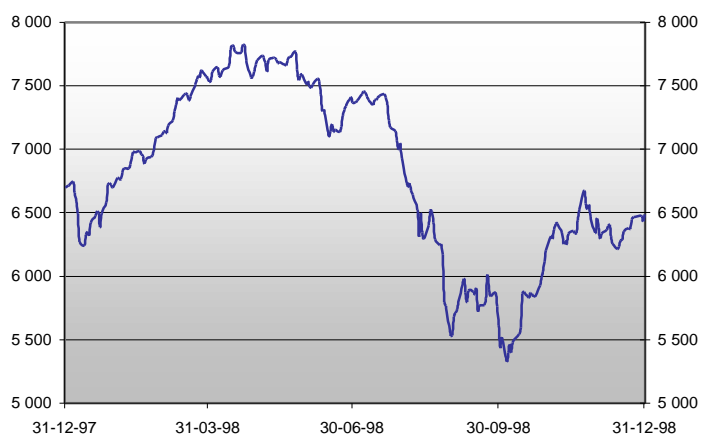
Dans une tentative de maintenir la confiance, la Réserve fédérale américaine a baissé son taux directeur à trois reprises au quatrième trimestre, suivie de près par la Banque du Canada. À la suite de cette intervention, les marchés boursiers se sont alors fortement redressés.

Dans un contexte de baisse des profits, les rendements des différents secteurs du TSE 300 ont été marqués par de fortes divergences en 1998.

Certains titres ont produit des rendements enviables. Ainsi, les titres du secteur des télécommunications ont affiché des rendements nettement supérieurs à celui de l'indice TSE 300, notamment BCE, grâce à Nortel, Téléglobe qui a connu d'excellents résultats financiers, ainsi que les sociétés de téléphonie cellulaire dont la situation financière s'est sensiblement améliorée.

Le secteur des produits de consommation a également dégagé un rendement supérieur à celui du marché, à la suite des résultats d'Imasco qui a enregistré une bonne progression des bénéfices, et des opérations réalisées par Seagram, telles la vente de Tropicana et l'acquisition de Polygram.

ÉVOLUTION DE L'INDICE TSE 300



Source : Reuters

Enfin, le marché a valorisé les titres du secteur de la câblodistribution, leur reconnaissant un potentiel de croissance accru dans les marchés d'Internet et de la téléphonie.

Par contre, les résultats du secteur des ressources, particulièrement des papiers, mines et métaux, métaux précieux, et pétrole et gaz, ont affiché un net recul par rapport à 1997, imputable aux surplus de capacité causés par le ralentissement des économies asiatiques.

Stratégie

Dans un tel contexte d'incertitude générale, la Caisse a favorisé les titres non cycliques et réduit ses positions de valeurs reliées aux ressources naturelles. La valeur ajoutée élevée qui a été dégagée provient principalement d'un judicieux choix de titres.

TSE 300 - RENDEMENTS SECTORIELS				
	1998	1995-1998 (4 ans)	1994-1998 (5 ans)	1989-1998 (10 ans)
Mines et métaux	(17,62)	(5,66)	(0,97)	2,13
Métaux précieux	(6,54)	(10,75)	(10,55)	1,80
Pétrole et gaz naturel	(29,85)	3,94	1,82	3,95
Papiers et produits forestiers	(10,34)	(4,16)	(2,80)	1,45
Produits de consommation	21,09	19,03	14,76	13,76
Production industrielle	2,56	16,27	14,45	11,54
Immeubles et construction	(13,16)	4,58	(5,23)	(14,52)
Transport et services environnementaux	(24,50)	7,12	10,46	(0,68)
Pipelines	(5,04)	19,54	14,16	13,91
Services publics	21,49	26,42	21,06	16,71
Communications	18,35	18,64	14,88	9,24
Distribution et services	(2,75)	13,94	6,92	6,34
Services financiers	3,69	31,80	24,52	18,11
Conglomérats	(8,98)	16,63	12,24	8,04
Rendement global	(1,58)	13,57	10,67	9,65

MARCHÉS BOURSIERS INTERNATIONAUX

Marché américain

En début d'année, deux grandes questions préoccupaient les investisseurs. D'abord, la crise asiatique aurait-elle l'impact négatif qu'on craignait sur l'économie américaine et, ensuite, la croissance soutenue de l'économie américaine des dernières années relancerait-elle l'inflation tant redoutée? Pendant la première moitié de l'année, la situation a semblé donner tort aux inquiets, mais au troisième trimestre, la scène financière a subi l'impact de la crise asiatique, puis de celle de la Russie. Le marché boursier a alors subi des corrections sévères.

La Réserve fédérale a réagi promptement en baissant les taux d'intérêt, ce qui a redonné confiance aux investisseurs et a éloigné la crainte d'une grave récession. Cette intervention a favorisé une reprise du marché boursier, pour permettre à l'indice S&P 500 de progresser de 26,7 % sur l'ensemble de l'année.

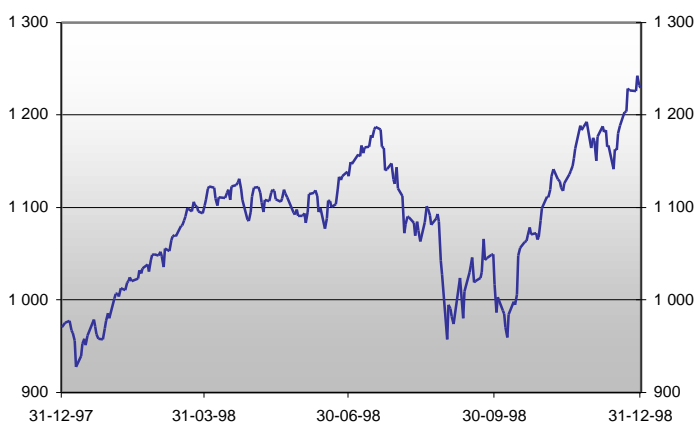
Dans un contexte de marché extrêmement volatil où il était très difficile d'atteindre les rendements des indices, les gestionnaires ont adopté une **stratégie** d'augmentation des fonds gérés dans les secteurs des services financiers, des biens d'équipement et de l'énergie, ainsi que des fonds gérés de façon indicielle.

Marché européen

Les marchés boursiers européens ont été particulièrement influencés par la crise asiatique et par la convergence des taux d'intérêt et des taux de change liées à l'arrivée imminente de l'euro. En effet, les répercussions de la crise asiatique ont frappé l'Europe plus tôt et plus fortement que l'Amérique du Nord. Néanmoins, la situation économique générale des pays européens est demeurée fondamentalement saine en 1998. L'indice MSCI-Europe, exprimé en dollars canadiens, est passé de 1399 au 31 décembre 1997 à 1900 au 31 décembre 1998, une progression de 36 % sur l'ensemble de l'année.

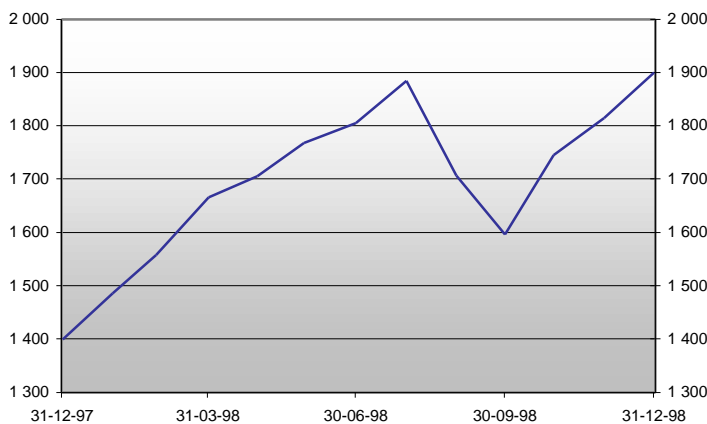
La **stratégie** de placement de la Caisse sur ce marché s'est traduite par une surpondération temporaire des titres de certains pays selon le mode de l'alternance.

ÉVOLUTION DE L'INDICE S&P 500



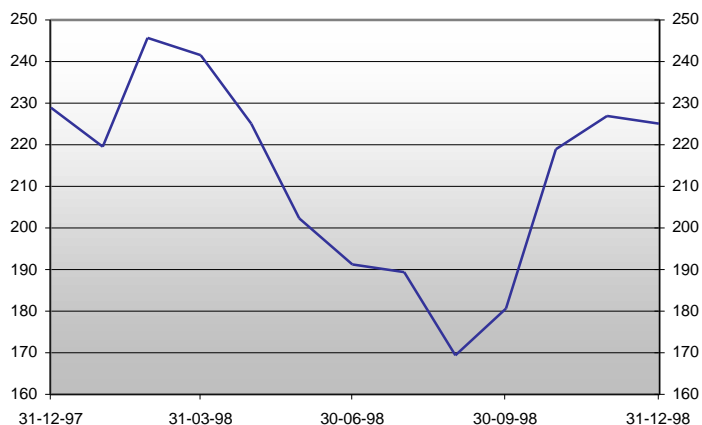
Source : Reuters

MSCI-EUROPE ÉVOLUTION DE L'INDICE EUROPE en dollars canadiens



Source : Fame Investors

MSCI-PACIFIQUE
ÉVOLUTION DE L'INDICE PACIFIQUE EXCLUANT JAPON
en dollars canadiens



Source : Fame Investors

Marché asiatique

En Asie, la situation économique du Japon n'a cessé de se détériorer tout au long de l'année. Les autorités politiques ont bien voté des mesures de stimulation, mais les résultats ont malheureusement été plus ou moins probants. Ailleurs en Asie, les problèmes politiques en Indonésie et les interventions des autorités politiques à Hong Kong et en Malaisie n'ont guère plu aux investisseurs. Ce n'est qu'à la suite d'une baisse généralisée des taux d'intérêt, à la fin de l'année, que les marchés

boursiers se sont légèrement redressés. L'indice MSCI-Pacifique-hors Japon, exprimé en dollars canadiens, a diminué de 22 points centésimaux au cours de l'année et les bourses asiatiques ont régressé de 3 % sur l'ensemble de l'année.

La stratégie de la Caisse a consisté à sous-pondérer les titres du Japon pendant plus de la moitié de l'année et à choisir des titres prometteurs dans les autres pays.

Marché sud-américain

Les économies d'Amérique du Sud sont demeurées fragiles, menacées qu'elles étaient par la propagation de la crise asiatique qui avait déjà frappé la Russie. Si le Brésil devait succomber, c'est l'ensemble de l'Amérique du Sud qui risquait d'être entraîné dans la tourmente.

La stratégie de placement de la Caisse a été de privilégier certains secteurs stables, comme celui de l'électricité dans différents pays, dont le Brésil.

Gestion des placements

Au cours de l'année, la Caisse a accordé divers mandats de gestion de portefeuilles d'actions étrangères à des sociétés de gestion établies à Montréal. C'est ainsi qu'elle a ajouté 105 M\$ US au mandat de gestion de titres américains de Capital Guardian qui, en plus d'afficher de bons résultats, a maintenant pignon sur rue à Montréal. Elle a également confié des mandats de 65 M\$ US au bureau montréalais de Standard Life et de 50 M\$ US à Gestion de placements Holdun inc.

PLACEMENTS TACTIQUES

Le contexte financier prévalant à l'échelle mondiale a créé certains déséquilibres sur les marchés et, partant, des occasions pour la Caisse de réaliser des placements intéressants.

Les gestionnaires de l'équipe des activités tactiques utilisent des véhicules de placement comme les contrats à terme et les options pour prendre des positions à court terme sur les marchés des actions, des obligations et des devises des grands pays industrialisés.

Stratégie

Dans un contexte difficile au Japon, en Russie et en Amérique du Sud, la pondération des titres du marché boursier japonais a été réduite et une plus large part du portefeuille a été accordée aux titres des marchés boursiers européens et américain pendant les deux premiers

trimestres. Lorsque la crise mondiale s'est étendue, la Caisse s'est d'abord tournée vers les obligations du gouvernement américain pour finalement adopter une position neutre.

Au cours de l'année 1998, dans un contexte d'extrême volatilité, l'expertise de l'équipe aura permis de dépasser l'objectif annuel en réalisant des profits de 63 M\$.

Créée sous l'égide d'un partenariat de gestion externe avec les conseillers en gestion globale Northern Trust et couplée à d'autres fonds gérés en Europe, en Asie et en Amérique du Sud, le fonds tactique Varan, dont la gestion est assurée par une équipe de spécialistes de la Caisse, se classe en 1998 dans le 1^{er} quartile mondial des fonds de couverture de même type. S'appuyant sur l'expertise d'équipes de gestion situées près des marchés visés, ce partenariat permet une répartition du risque sur quatre continents.

GESTION STRATÉGIQUE DE LA RÉPARTITION DE L'ACTIF

Les actions sont demeurées le véhicule de placement le plus rentable au niveau mondial en 1998, malgré les corrections boursières des mois de juillet et août.

Le marché boursier américain arrive bon premier à ce chapitre, suivi de l'Europe. En Amérique du Nord, une main-d'œuvre au sommet de sa productivité, ainsi que des avancées technologiques majeures et l'accès à des importations à meilleur prix ont maintenu les perspectives inflationnistes à un niveau relativement faible.

Le marché européen a été dominé par la déréglementation adoptée en prévision de l'avènement de l'euro, ce qui a contribué à créer un climat de fusions et d'acquisitions. À cela, il faut ajouter les flux monétaires des gestionnaires de fonds qui étaient structurellement peu investis en actions.

Quant à l'Asie, si la situation demeure précaire au Japon, il souffle dans plusieurs autres pays un vent de libéralisation des économies, de déréglementation des marchés et de rationalisation des entreprises, autant de facteurs favorables à une reprise économique et à de bons rendements des marchés à plus long terme.

Stratégie

Profitant des corrections boursières survenues pendant l'été, la Caisse a adopté une stratégie à deux volets. D'une part, elle a augmenté la pondération des titres à revenu variable en déplaçant 6 % de son actif en titres à revenu fixe vers des titres à revenu variable, surtout aux États-Unis et en Europe. D'autre part, elle a réduit le poids des actions japonaises au profit des actions américaines.

Au cours de l'année, les placements effectués auront permis de générer des profits de 74 M\$.

GESTION DU RISQUE

Il y a plusieurs années déjà que, au vu de l'évolution rapide et soutenue des grands marchés nationaux et internationaux, la direction de la Caisse accorde une importance particulière à la mesure des risques. Il est en effet indispensable, pour assurer une saine répartition de l'actif du portefeuille global, de bien comprendre et de savoir interpréter la volatilité de chaque marché dans lequel la Caisse investit ainsi que la corrélation entre ceux-ci.

MÉTHODOLOGIE DE LA MESURE DU RISQUE

La méthodologie de la mesure du risque qui a été adoptée est celle de la valeur à risque, ou VaR. Celle-ci repose sur une étude statistique qui tient compte de la volatilité de chacune des positions de marché ainsi que de leurs corrélations.

PORTEFEUILLES DE MARCHÉ

L'ensemble des risques des portefeuilles est calculé sur une base régulière par une équipe de spécialistes indépendante des équipes de gestionnaires de portefeuilles. Compte tenu du fait que les rendements des marchés n'évoluent pas toujours en synchronisme, le risque global du portefeuille de la Caisse est toujours plus faible que la somme des risques liés aux portefeuilles individuels de chacune des directions de placement. Ainsi, apprécier régulièrement les risques de marché aide à déterminer une répartition plus efficace du capital entre les gestionnaires et les directions de placement.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les risques induits par les instruments financiers dérivés sont également calculés par une équipe indépendante des gestionnaires de portefeuilles. Celle-ci utilise les outils et les modèles mathématiques d'évaluation ou de mesure du risque mis en place en 1993. Ces outils permettent de traiter chaque produit en fonction de son caractère unique et de l'intégrer ensuite au calcul global des risques de marché, où il est important de ne pas dissocier les risques de marché induits par les instruments financiers dérivés des risques de marché générés par les instruments financiers au comptant. Ainsi, dans la mesure du risque de marché, les comportements potentiels d'un montage financier, si complexe soit-il, sont captés selon différentes conditions de marché.

RISQUE ABSOLU ET RELATIF

Les risques de marché auxquels les portefeuilles sont exposés sont calculés et gérés à deux niveaux. Le premier niveau mesure le comportement d'un portefeuille ou d'un groupe de portefeuilles face à une perte en capital qui pourrait découler de fortes variations des marchés financiers. Ce risque est défini comme le risque de marché absolu, qui est lié uniquement aux fluctuations de marché. Le second niveau de risque mesure le comportement du portefeuille par rapport à l'indice de référence qui lui est relié. Ce risque, qu'on appelle relatif, représente l'écart entre le portefeuille et son indice de référence.

RECHERCHE ET RENDEMENT

L'équipe de la Recherche et du rendement fournit une expertise indépendante en mesure du risque des produits financiers ainsi qu'une évaluation de certains produits financiers détenus en portefeuille. En 1998, l'équipe a concentré ses efforts sur le comportement des marchés financiers, particulièrement à l'égard des produits qui composent les divers portefeuilles, afin d'en étudier les incidences sur les rendements.

ACTIVITÉS – PLACEMENTS NÉGOCIÉS

La Caisse est une importante ressource pour les entreprises dans lesquelles elle investit sous forme d'actions, de titres d'emprunt, de débentures traditionnelles et participatives, ainsi que de crédits relais et de prêts participatifs, et ceci, dans tous les secteurs depuis le financement d'entreprise jusqu'à l'immobilier. En 1998, le montant global des placements réalisés s'est élevé à 5,2 G\$. En effet, les filiales de participations ont effectué des investissements de 2,8 G\$ et celles des secteurs hypothécaire et immobilier, de près de 2,4 G\$.

GRUPE IMMOBILIER CAISSE (GIC)

Les activités du Groupe immobilier Caisse regroupent les opérations des portefeuilles spécialisés d'immeubles et de financements hypothécaires. Leur gestion est assurée par une équipe restreinte de spécialistes qui veillent à l'élaboration des stratégies, assurent le suivi du rendement et supervisent les activités des filiales et des sociétés responsables de la gestion opérationnelle.

- **Ivanhoé** est propriétaire, gestionnaire, promoteur et investisseur dans le secteur des centres commerciaux situés dans les grands centres urbains et détenus en propriété exclusive ou en partenariat avec d'autres investisseurs.
- **SITQ IMMOBILIER** se spécialise dans le secteur des immeubles de bureaux, des complexes industriels et des petits centres commerciaux, surtout en région, détenus en propriété exclusive ou en partenariat avec d'autres investisseurs.
- **Cadim** concentre ses activités dans le secteur résidentiel et les véhicules d'investissement à court terme et moins traditionnels, investissant en partenariat avec des promoteurs, des constructeurs ou des groupes qui assument habituellement la gestion de l'actif et la gestion immobilière courante.
- **Cadev** assure la gestion des terrains appartenant aux sociétés du Groupe ainsi que la promotion et la réalisation de projets immobiliers avec des partenaires investisseurs.
- **Hypothèques CDPQ** est la spécialiste des investissements sous forme de prêts, de titres hypothécaires, et de véhicules financiers qui en sont dérivés.

Les réalisations sont nombreuses au chapitre des acquisitions et des nouveaux placements, qui totalisent 2,4 G\$ en 1998 contre 1,4 G\$ en 1997.

L'avoir net combiné des portefeuilles spécialisés d'immeubles et de financements hypothécaires s'élève à 5,1 G\$, soit 7,5 % de l'avoir net de la Caisse, comparativement à 4,8 G\$ en 1997.

PORTEFEUILLE DU GROUPE IMMOBILIER CAISSE¹

au 31 décembre 1998
juste valeur - en millions de dollars

Filiales	Valeur ²	Pourcentage
Cadim	732,4	13,8
Ivanhoé	1 487,4	28,0
SITQ IMMOBILIER	1 442,9	27,1
Hypothèques CDPQ	1 655,6	31,1
Total	5 318,3	100,0

¹ Comprend les portefeuilles spécialisés de financements hypothécaires et d'immeubles à l'exception des éléments d'actif et de passif gérés directement par la Caisse.

² Représente la valeur de l'avoir net de la Caisse dans les filiales.

PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ D'IMMEUBLES

En 1998, le Groupe immobilier Caisse a poursuivi sa stratégie d'optimisation des rendements en tirant profit de l'asynchronisme des cycles économiques, soit en choisissant les placements en fonction des produits et des marchés géographiques, et en maximisant les opportunités d'arbitrage entre la détention directe d'immeubles et de titres immobiliers.

Les marchés publics (obligations et actions) ont battu des records en termes de volumes et de prix en début d'année mais, en juillet, la situation se détériorait sérieusement. Aussi, au 31 décembre 1998, le sous-indice TSE immobilier et construction affichait-il un rendement de -13,2 %, et l'indice immobilier américain Wilshire, de -17,4 %. Les fiducies de placement immobilier et les sociétés immobilières ouvertes ont été fortement frappées par la chute des marchés boursiers et ont grandement réduit leurs acquisitions.

La crise de liquidité aux États-Unis a entraîné une augmentation des taux de capitalisation, créant ainsi, pour les investisseurs bénéficiant de bonnes liquidités, dans un marché par ailleurs fort avancé dans le cycle, la possibilité de réaliser des acquisitions avantageuses.

En somme, malgré les turbulences qui ont marqué l'année, les conditions sur les marchés immobiliers occidentaux ont continué de s'améliorer. Les taux d'occupation et les taux de location ont augmenté, et le ralentissement de l'activité immobilière induit par l'incertitude des marchés financiers au milieu de l'année a assaini le marché en freinant plusieurs projets de construction, ce qui a favorisé le maintien de l'équilibre fondamental du marché.

Au Canada, et particulièrement au Québec, le cycle immobilier était moins avancé qu'il ne l'était aux États-Unis. Cette conjoncture a été propice à la conclusion de nombreuses opérations. À l'étranger, c'est dans les pays industrialisés d'Europe, en France et dans la Péninsule ibérique plus particulièrement, que se sont concentrés les meilleurs rapports rendement-risque des marchés. Le marché immobilier français avait en effet amorcé une reprise en 1997, et celle-ci s'est accélérée en 1998 avec l'entrée en scène de nombreux investisseurs étrangers. Quant aux marchés britannique et américain, dont les cycles étaient plus avancés, ils ont favorisé les prises de profit. Les marchés immobiliers des nouvelles économies, ou des pays dont l'économie s'est comportée comme telle, ont été particulièrement turbulents et, dans l'ensemble, seuls les marchés polonais et japonais ont offert des rapports rendement-risque favorables aux yeux des investisseurs. Plusieurs marchés sont toutefois à surveiller en Asie et en Europe centrale.

Cette année, le portefeuille spécialisé d'immeubles affiche un rendement de 9,7 %. Au chapitre des immeubles en exploitation, qui représentent environ 70 % du portefeuille, le rendement s'établit à 19,7 %. Les placements atteignent 8,6 G\$, en hausse de 3,4 G\$ par rapport à l'an dernier. Les emprunts bancaires et hypothécaires afférents, participations minoritaires de tiers et autres éléments d'actif et de passif s'élèvent à 5,1 G\$, contre 2,0 \$ en 1997. Ces augmentations découlent principalement de la consolidation du portefeuille de Bentall détenue par SITQ IMMOBILIER dont l'effet est plus marqué que celui des investissements nets effectués en 1998. L'avoir net consolidé du portefeuille spécialisé d'immeubles s'élève à 3,5 G\$, soit 5,1 % de l'avoir net de la Caisse.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PLACEMENTS DU PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ D'IMMEUBLES

au 31 décembre

juste valeur – en millions de dollars

	1998		1997	
	\$	%	\$	%
Biens immobiliers	7 298,7	85,3	4 193,2	80,3
Actions et valeurs convertibles	954,4	11,1	798,8	15,3
Financements hypothécaires	270,1	3,2	143,7	2,8
Valeurs à court terme et autres	33,2	0,4	87,7	1,6
Total	8 556,4	100,0	5 223,4	100,0

Le portefeuille spécialisé d'immeubles a généré des revenus bruts de 754 M\$ et dégagé un revenu net de placement de 222 M\$ comparativement à 555 M\$ et 149 M\$ en 1997.

Dans l'ensemble, la juste valeur des biens immobiliers situés au Québec et à Toronto s'est appréciée depuis le 31 décembre 1997. À l'étranger, les augmentations de valeur sont

particulièrement marquées dans le cas des immeubles de bureaux détenus dans le quartier de la Défense à Paris, des immeubles commerciaux en Angleterre ainsi que des centres commerciaux et immeubles résidentiels aux États-Unis. Ces variations sont attribuables à un redressement du marché de la location en général, notamment au chapitre des loyers marchands et des taux d'occupation, ainsi qu'à celui du marché de l'investissement immobilier qui a bénéficié de la baisse des rendements exigés par les investisseurs immobiliers.

Investissements de 221 M\$ au Québec

SITQ IMMOBILIER a fait l'acquisition d'un portefeuille de quatre immeubles de bureaux totalisant 32 200 m² à Laval. Elle est par ailleurs devenue l'unique propriétaire de Place Laval après en avoir acheté la participation résiduelle, et des centres commerciaux Carrefour Alma, Place du Saguenay, Galeries Jonquière ainsi que Carrefour Rimouski, à la suite du rachat des participations de ses partenaires Westcliff et Les Coopérants.

SITQ IMMOBILIER a acheté de ses actionnaires, Régime de rentes du Mouvement des caisses Desjardins, Fonds commun de placement des régimes de retraite de l'Université Laval et Fiducie globale des régimes complémentaires de retraite de la STCUM, des participations dans six centres commerciaux, quatre immeubles industriels et deux terrains.

Cadim et son nouveau partenaire Thibault, Messier, Savard et Associés, ont acquis trois résidences pour personnes âgées totalisant 482 logements ainsi qu'une participation de 25 % dans un terrain à

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PLACEMENTS DU PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ D'IMMEUBLES

*au 31 décembre
juste valeur - en pourcentage*

	1998	1997
Québec	27,8	42,3
Canada hors Québec	14,7	15,2
Hors Canada	57,5	42,5

Investissements de 175 M\$ au Canada hors Québec

En 1998, Ivanhoé a réinvesti 22 M\$ dans Centres commerciaux Cambridge, portant sa participation à 41,7 %. Par ailleurs, le 1er mars 1999, à la suite de l'achat de 25 millions d'actions additionnelles de cette société, Ivanhoé en est devenue l'actionnaire majoritaire. Cette acquisition, un investissement de 331 M\$, s'inscrit dans un objectif de diversification géographique et de complémentarité de ses activités.

SITQ IMMOBILIER a acheté, par l'intermédiaire de sa filiale PenYork Properties, le parc immobilier Burloak Tech, constitué de six immeubles de bureaux à Burlington, en Ontario, qui totalisent 38 600 m², ainsi qu'un immeuble de bureaux d'une superficie locative de 24 200 m² à North York, également en Ontario. De plus, SITQ IMMOBILIER a consolidé sa position dans la société immobilière Bentall de Vancouver en y investissant 16 M\$, ce qui porte sa participation à 47,9 %.

Cadim s'est associée à Intracorp pour créer Hearthstone Communities, une entreprise de promotion, d'acquisition et de gestion de résidences pour personnes âgées au Canada, à l'extérieur du Québec.

Investissements de 1,7 G\$ sur la scène internationale

• Acquisitions de 881 M\$ aux États-Unis

Ivanhoé a acquis un portefeuille de six centres commerciaux totalisant 547 400 m² en partenariat avec General Growth Properties : Oglethorpe Mall (88 300 m²) à Savannah, Georgie, Meadows Mall (87 900 m²) à Las Vegas, Nevada, Park City Center (128 500 m²) à Lancaster, Pennsylvanie, Northgate Mall (74 800 m²) à Chattanooga, Tennessee, Landmark Mall (89 700 m²) à Alexandria, Virginie, et Mayfair Mall (78 200 m²) à Milwaukee, Wisconsin.

SITQ IMMOBILIER a fait l'acquisition du Campus at Cherry Creek, un immeuble de bureaux de 33 000 m² à Denver, Colorado, et acheté les participations de son partenaire New York Life dans les immeubles de bureaux Cherry Creek (22 200 m²) et Republic Place (20 000 m²) situés à Denver, Colorado, et à Washington D.C., respectivement.

SITQ IMMOBILIER s'est également portée acquéreur d'un portefeuille de neuf immeubles de bureaux totalisant 127 300 m² dans les états du Texas et de la Louisiane, en partenariat avec la société immobilière québécoise Canderel.

Dans le cadre de son partenariat avec Boston Financial, Cadim a acheté une participation de 49,4 % dans des ensembles résidentiels représentant un total de 1423 logements, à Vista, Californie, en banlieue de Chicago, à Billerica, près de Boston, à Reston, Virginie et à Columbia, Maryland.

Cadim a par ailleurs investi 45 M\$ et 24 M\$ dans les fonds immobiliers Lazard Frères et Lone Star Opportunity Fund I et II, le premier s'intéressant principalement aux entreprises immobilières aux États-Unis et le second, à l'achat à escompte de divers produits immobiliers.

SITQ IMMOBILIER a investi 16,4 M\$ dans les fonds immobiliers Blackstone Real Estate Partners II et III.

• Acquisitions de 783 M\$ en Europe

Avec son partenaire Pillar Properties, SITQ IMMOBILIER a fait l'acquisition du centre commercial Castle Quay à Banbury, en Angleterre, et s'est assurée ainsi une participation dans un important projet de remise en valeur qui vise à augmenter la superficie du centre à 37 200 m². Dans le cadre d'une nouvelle association incluant un troisième partenaire, Schroder Properties, SITQ IMMOBILIER s'est portée acquéreur de deux mégacentres également en Angleterre, les Fosse Retail Park et Fosse South Retail Park, totalisant 38 600 m². Elle a également procédé à l'acquisition de trois immeubles de bureaux totalisant 46 500 m² à Paris, qui s'ajoutent aux cinq immeubles acquis en 1997 en partenariat avec la CGIS, filiale de la société française Vivendi. Par ailleurs, en partenariat avec Blackstone, elle a acquis une participation de 10 % dans un portefeuille d'hôtels du groupe Savoy à Londres, lesquels totalisent 651 chambres.

Cadim s'est associée à l'Immobilière Batibail, société dont les titres sont inscrits à la cote de la Bourse de Paris et qui possède un important portefeuille de biens immobiliers dans les métropoles régionales françaises ainsi qu'à Paris, et a acquis 21 immeubles résidentiels de qualité supérieure totalisant 600 logements. L'opération qui prévoit l'acquisition de 47 immeubles, sera complétée en 1999. Ces immeubles, dont la plupart sont d'architecture hausmanienne, se situent dans des quartiers prestigieux de Paris et à Neuilly-sur-Seine.

Cadim a poursuivi son programme d'acquisition d'hôtels en France, en partenariat avec Lone Star et Astotel, achetant les hôtels Beau Rivage et Alexander, ce qui porte à 530 le nombre de chambres d'hôtel détenues avec ces partenaires.

Autres investissements

Cadim a complété la mise en place d'un programme d'investissement sur les marchés boursiers et effectué plusieurs acquisitions de titres de sociétés ouvertes au Canada et aux États-Unis. En partenariat avec Lone Star Opportunity Fund, elle a également acheté deux portefeuilles de prêts au Japon, et participé à deux fonds immobiliers, soit le Schroder Asian Properties et le Polish Real Estate Fund. Cadim a conclu par ailleurs une entente en partenariat avec Capital d'Amérique CDPQ dans le fonds d'investissement Cherokee Investment Partners II L.P. visant l'acquisition d'éléments d'actif immobilier aux États-Unis et au Canada.

Enfin Cadim a lancé le Fonds Cadim-FSTQ nouveaux marchés, afin d'appuyer l'industrie québécoise de la construction dans les marchés prometteurs d'Europe centrale et d'Amérique latine, doté d'un capital de 50 M\$, en association avec Capital International CDPQ et le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec. Le financement d'un projet de construction de 300 unités en copropriété situé à Piaseczno en Pologne constitue le premier investissement découlant de cette initiative; les partenaires dans ce projet incluent les sociétés québécoises J.O. Lévesque et LSR Construction.

Présence active au Québec

SITQ IMMOBILIER :

- a amorcé la construction du Complexe Sphèretch à Ville Saint-Laurent, un investissement de plus de 100 M\$;
- s'est associée avec la Société de développement de Montréal ainsi que le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec dans le projet du Centre de développement des technologies de l'information (CDTI) de Montréal et de la Cité du Multimédia, des investissements qui pourront atteindre 70 M\$;
- a conclu une alliance stratégique avec Laval Technopole et lance le Centre de développement des technologies de l'information (CDTI) de Laval, un projet totalisant 60 M\$;

Cadim :

- a conclu une entente avec Développement Germain-des-Prés, lui assurant une participation dans un projet de conversion d'un immeuble de bureaux au centre-ville de Montréal en un hôtel-boutiques, Le Germain;
- a poursuivi la mise en valeur de ses terrains à l'Île-des-Sœurs en partenariat avec LSR Construction, projet résidentiel qui remporte un vif succès, notamment en ce qui a trait aux ventes.

Cadev :

- a poursuivi la mise en valeur du parc d'affaires industriel de Blainville, en association avec la firme Myre, Pageau et Associés;
- a poursuivi la mise en valeur de l'ensemble résidentiel Anjou-sur-le-Lac, de concert avec le promoteur Groupe Montclair Boisfrancs;
- a mené plus avant le projet de mise en valeur du quartier international de Montréal en vue du démarrage des travaux pour le compte de la société du Quartier international de Montréal (QIM).

Investissements en immobilisations

L'année 1998 a été riche en projets de construction, de reconstruction et d'améliorations locatives, qui se sont élevés à plus de 108,5 M\$:

- achèvement du projet de revitalisation de la galerie commerciale Place Montréal Trust, permettant l'accueil des nouveaux locataires Planet Hollywood, Le Super Monde des Athlètes et la Boutique Nike, ainsi que la mégalibrairie Indigo, Livres, Musique & Café;

- projet de construction d'une tour de bureaux de huit étages totalisant 10 200 m² à proximité de l'aéroport Pearson à Toronto;
- projet de mise en valeur du mégacentre Eastview de 33 000 m² à Victor, dans l'État de New York;
- projets d'agrandissement et de rénovation des centres commerciaux dans la grande région et en banlieue de Montréal : Les Promenades Saint-Bruno, Place Bourassa et Mail Champlain pour accueillir la boutique Archambault, et des centres Pont-Viau, Galeries des Sources et Greenfield Park pour accueillir les cinémas Guzzo;
- achèvement des travaux d'aménagement de l'immeuble de bureaux Tour de la Place-Victoria pour accueillir l'IATA, nouveau locataire d'envergure;
- projet de rénovation du parc d'hôtels parisiens;
- projet de remise en valeur et d'agrandissement du centre Castle Quay à Banbury en Angleterre;
- poursuite des travaux de remise en valeur du centre commercial Mercat à Kirkcaldy en Écosse.

RÉPARTITION DES BIENS IMMOBILIERS

au 31 décembre 1998

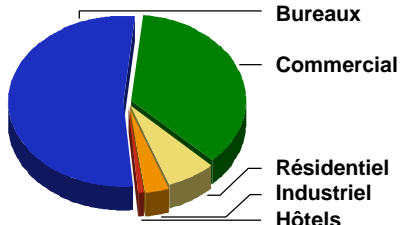
juste valeur - en millions de dollars

Filiales	Commercial	Bureaux	Industriel	Résidentiel et hôtels	Terrains ¹	Total
Cadim	86,4	102,8	2,2	572,7	90,1	854,2
Ivanhoé	2 099,1	-	25,2	-	40,0	2 164,3
SITQ IMMOBILIER	345,3	3 554,4	207,0	-	173,5	4 280,2
Total	2 530,8	3 657,2	234,4	572,7	303,6	7 298,7

¹ Regroupe les participations des filiales dans Cadev.

VENTILATION DES IMMEUBLES

	1998	1997
Bureaux	53,1	37,3
Commercial	35,8	50,3
Résidentiel	7,0	5,6
Industriel	3,3	5,1
Hôtels	0,8	1,7



Enfin, les filiales immobilières ont effectué des ventes de 538,1 M\$ en 1998. Les principales opérations ont porté sur un portefeuille de huit centres commerciaux détenus en partenariat avec Pillar Properties, en Angleterre et la cession au partenaire Groupe Aaron d'une participation de 5 % dans le parc

d'immeubles du quartier de la Défense, à Paris. La vente du complexe Place Dupuis, des hôtels Place Dupuis et Radisson ainsi que du Palais du Commerce, tous situés à Montréal, deux immeubles de bureaux dans la région métropolitaine de Toronto et des immeubles résidentiels à New York et à Toronto, de même que des maisons en Pologne et des terrains au Québec, principalement à l'Île-des-Sœurs et à Mascouche complètent ces opérations.

PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ DE FINANCEMENTS HYPOTHÉCAIRES

L'environnement hypothécaire a été passablement mouvementé en 1998. Durant la première moitié de l'année, le marché a été dominé par une vive concurrence au sein des marchés des actions et des obligations. Les entreprises du secteur immobilier ont donc eu recours, de manière intensive comme ils l'avaient fait en 1996 et en 1997, à des sources de financement autres que le financement hypothécaire, se tournant notamment vers les obligations et les

débiteures hypothécaires, le financement de société et les actions de sociétés immobilières. Ces financements pouvaient en effet être réalisés à meilleur coût.

En réaction à la turbulence des marchés financiers, les investisseurs se sont désintéressés des nouvelles émissions de titres de sociétés immobilières. Au cours des mois de septembre à novembre, il ne s'est effectué aucune nouvelle émission de titres d'emprunt ou d'actions de sociétés immobilières, et les primes sur les obligations hypothécaires en cours ont augmenté fortement. Les marchés se sont ensuite redressés en décembre et quelques émissions ont été lancées, à prix fort, sur le marché public. Sur l'ensemble de l'année, la demande de prêts hypothécaires a été plus forte qu'en 1997. Toutefois, la prime sur les obligations canadiennes n'a guère dépassé 150 points de base au premier semestre, pour atteindre 200 points de base entre septembre et novembre.

Vers la fin de l'année, les primes sur les obligations hypothécaires et les prêts hypothécaires commerciaux s'étaient rétrécies suffisamment pour permettre un premier placement privé de titres adossés à des hypothèques commerciales au Canada.

En 1998, les activités d'Hypothèques CDPQ ont dégagé un écart favorable de 194 points de base par rapport aux obligations canadiennes. Toutefois, l'industrie traditionnelle du prêt hypothécaire est en concurrence directe avec ces nouveaux produits. Aussi, en vue d'optimiser ses rendements, Hypothèques CDPQ s'est positionnée pour se spécialiser dans de nouveaux créneaux et offrir toute une gamme de produits de financement aux investisseurs et propriétaires immobiliers qui composent sa clientèle.

Au 31 décembre 1998, l'avoir net du portefeuille spécialisé de financements hypothécaires s'élève à 1,6 G\$, soit 2,4 % de l'avoir net de la Caisse, comparativement à 1,5 G\$ en 1997.

Nouveaux prêts

Les investissements approuvés en 1998 s'élèvent à 271 M\$, dont plus de 140 M\$ ont été affectés à de nouveaux prêts au Québec et plus de 130 M\$ à l'extérieur du Québec. De nombreux financements hypothécaires de divers montants ont été consentis à un large éventail de partenaires relativement à différents types d'immeubles. Les principaux investissements sont les suivants :

- acquisition d'un portefeuille hypothécaire de la Banque Royale, lié à des immeubles situés principalement dans la grande région de Montréal;
- prêts de 17 M\$ visant un portefeuille diversifié d'immeubles commerciaux et industriels et de bureaux situés dans la grande région de Montréal.

Par ailleurs, Hypothèques CDPQ a conclu les principales opérations de financement suivantes :

- deux prêts totalisant 45 M\$ sur des immeubles de bureaux à Vancouver;
- un financement de 30 M\$ visant un immeuble industriel à Brampton, en Ontario;
- une première obligation hypothécaire sur le marché public, reliée à un centre commercial régional en Ontario, soit un investissement de 55 M\$.

Enfin, les activités de renouvellement ont totalisé 364 M\$ en 1998, contre 112 M\$ en 1997, soit une progression de 252 M\$.

Prêts improductifs et reprises

Au cours de l'année, quinze prêts totalisant 16,5 M\$ sont devenus improductifs alors que quatre immeubles ayant une valeur de 5,5 M\$ ont été repris.

Au chapitre des éléments d'actif immobilier détenus en portefeuille, Hypothèques CDPQ vise à améliorer la rentabilité des immeubles, à maximiser leur valeur et à les vendre au moment opportun. Dans cette optique, la société a conclu plusieurs ventes lui permettant de réduire la valeur de ses immeubles de près de 43,2 % en 1998.

GRUPE PARTICIPATIONS CAISSE (GPC)

PORTEFEUILLE DU GROUPE PARTICIPATIONS CAISSE

au 31 décembre 1998

juste valeur - en millions de dollars

Filiales	Nombre	Placements
		\$
Capital CDPQ - Réseau Accès Capital	88	58
Capital Communications CDPQ	51	1 696
Capital d'Amérique CDPQ	210	3 733
Sociétés de petite capitalisation	47	227
Moyennes entreprises	89	537
Grandes entreprises	23	1 430
Titres d'emprunt	51	1 539
Capital International CDPQ	32	571
Services financiers CDPQ	19	161
Sofinov, Société financière d'innovation	105	680
Total consolidé¹	491	6 899

¹ Certains placements sont gérés par plus d'une filiale.

Les filiales composant le Groupe Participations Caisse ont été particulièrement actives en 1998, affichant un nombre record de placements autorisés, pour un total de 229. La juste valeur du portefeuille consolidé s'élève à 6,9 G\$, soit 10 % de l'actif net de la Caisse, contre respectivement 4,6 G\$ et 7,2 % en 1997.

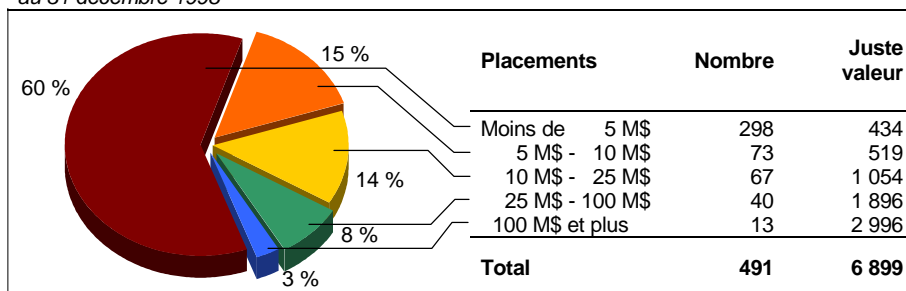
Le portefeuille qui regroupe 491 placements, dont 355 sous forme de participations

dans des entreprises, 88 dans des fonds d'investissement et 48 dans des titres boursiers de sociétés québécoises de petite capitalisation, a enregistré une croissance exceptionnelle de 50 % à la juste valeur. Les équipes du Groupe Participations Caisse ont réalisé un remarquable rendement de 27,8 %. La croissance remarquable des activités des filiales depuis leur création a nécessité une augmentation rapide des ressources. Le nombre d'employés est ainsi passé de 37 en 1995, à 86 à la fin de cette année.

Les placements négociés dans les petites et moyennes entreprises québécoises ont de nouveau représenté une part appréciable des activités de la Caisse et de ses filiales de participations en 1998. En fin d'année, le portefeuille comprend 342 placements dans des entreprises québécoises, dont le montant investi dans 73 % d'entre elles est inférieur à 5 M\$.

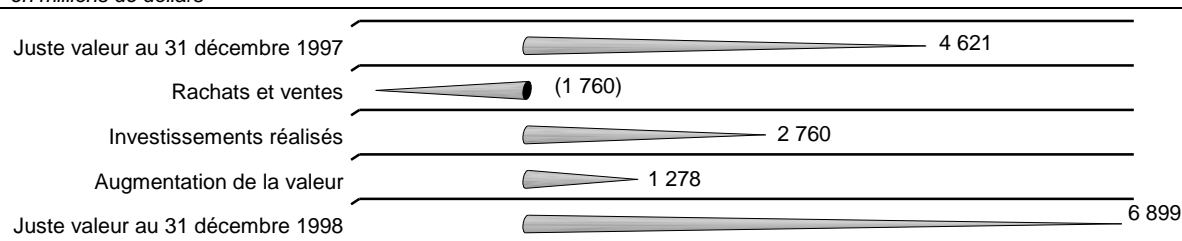
VENTILATION DU PORTEFEUILLE DU GROUPE PARTICIPATIONS CAISSE

au 31 décembre 1998



ÉVOLUTION DU PORTEFEUILLE DU GROUPE PARTICIPATIONS CAISSE

en millions de dollars



Le Groupe Participations Caisse cherche sans cesse de nouveaux moyens de mieux répondre à l'évolution des besoins dans les différents secteurs de l'activité économique. C'est dans cette perspective que les filiales ont pris part, en 1998, au lancement de véhicules financiers innovateurs et de nouvelles sociétés :

- Montréal Mode, destinée à la promotion des vêtements de créateurs québécois;
- Corporation Alter Moneta, qui assurera le financement de biens d'équipement au moyen de contrats de location ou de ventes sous condition;
- Orléans Compagnie d'assurance générale, qui s'adresse aux entreprises du secteur de la construction;
- Capital Teraxis, société de fonds communs de placement;
- SDA Panorama, un entreprise spécialisée dans la production et la distribution de films IMAX;
- Le fonds Asia Equity Infrastructure Fund, qui investit dans des projets d'infrastructure en Asie;
- Le programme Accès Capital International de coinvestissements à l'étranger;
- Groupe Expordev, société de promotion des exportations;
- CDPQ Conseil, a pour mandat de se consacrer à l'évaluation de projets potentiels et à la concrétisation d'offre de service avec de nouveaux clients;
- CDPQ Gestion, qui assurera la gestion de portefeuilles pour le compte de tiers.

INVESTISSEMENTS RÉALISÉS PAR LES FILIALES DU GROUPE PARTICIPATIONS CAISSE

En 1998

en millions de dollars

	Directs	Indirects	Total
	\$	\$	\$
Capital CDPQ - Réseau Accès Capital	19,8	7,0	26,8
Capital Communications CDPQ	205,0	20,5	225,5
Capital d'Amérique CDPQ			
Actions et valeurs convertibles	705,6	133,0	838,6
Titres d'emprunt	1 002,6	-	1 002,6
Capital International CDPQ	-	199,8	199,8
Services financiers CDPQ	141,6	27,9	169,5
Sofinov, Société financière d'innovation	240,2	57,1	297,3
Total consolidé¹	2 319,8	440,3	2 760,1

¹ Certains placements sont gérés par plus d'une filiale.

CAPITAL CDPQ

Capital CDPQ investit, directement ou par l'intermédiaire du réseau Accès Capital, dans des PME de différents secteurs d'activité. La société effectue des investissements en actions à concurrence de 1 M\$, et sous forme de prêts n'excédant pas 2 M\$.

Fidèle à sa stratégie globale visant à appuyer le dynamisme et l'expansion des PME de secteurs prometteurs, Capital CDPQ a procédé au lancement de diverses entreprises, notamment de Montréal Mode dont la mission est d'assurer la mise en production et la commercialisation de vêtements conçus par des designers québécois. Ce placement traduit concrètement la volonté de Capital CDPQ de se positionner fermement dans les diverses sphères de l'activité économique québécoise.

Parmi les 40 placements autorisés, mentionnons :

- 500 000 \$ dans Les Pêcheries Marinard Ltée de Rivière-au-Renard;
- 1 000 000 \$ dans Gecko Électronique inc. de Québec;
- 1 000 000 \$ dans les Bois Feuillus de la Lièvre inc. de Sainte-Anne-du-Lac;
- 1 250 000 \$ dans Mechtronix Systems inc. de Montréal;
- 700 000 \$ dans Les Services Génération.Net de Montréal;
- 175 000 \$ dans Hemera Technologies inc. de Hull.

Dans le cadre du programme d'appui aux entreprises parrainées, trois nouveaux centres de parrainage ont été accrédités, portant à douze le nombre d'organismes reconnus par la Caisse. L'enveloppe allouée au programme a été portée de 5 M\$ à 15 M\$.

Parmi quelques placements réalisés auprès de ces jeunes entreprises, mentionnons :

- 70 000 \$ dans GéniMédic inc., une entreprise de Chicoutimi parrainée par le Centre de haute technologie Jonquière;
- 250 000 \$ dans Corporation Cortex Machina de Montréal, parrainée par Inno-Centre;
- 250 000 \$ dans Aérobic Technologies inc., une entreprise de Sainte-Foy également parrainée par Inno-Centre.

Capital CDPQ a par ailleurs conclu une entente de partenariat avec la Fondation de

Capital CDPQ appuie les jeunes entreprises à fort potentiel de rendement qui sont parrainées par des centres reconnus.

CENTRES DE PARRAINAGE

Centre de haute technologie Jonquière inc. (CHTJ)
Centre d'entrepreneuriat technologique del' ÉTS (CENTECH)
Centre d'entreprises et d'innovation de Montréal (CEIM)
Centre d'entreprises technologiques Montérégien (CETM)
Centre d'incubation technologique d'entreprises 2001
Centre québécois d'innovation en biotechnologie (CQIB)
Centre régional de développement d'entreprises de Québec (CREDEQ)
Centre régional d'entrepreneuriat (CRE)
Enviro-Accès
Fondation de l'Entrepreneuriat (Base)
Inno-Centre Québec inc.
Société de développement économique de Drummondville

l'entrepreneuriat. Ainsi, les entreprises prometteuses à la recherche de financement bénéficieront du programme de parrainage de la société et de l'encadrement de gestion du programme BASE (Bénévolat pour l'appui et le suivi des entrepreneurs).

Accès Capital et Capital CDPQ, qui desservent toutes deux le marché des PME, détiennent un portefeuille global de 88 placements directs représentant un actif de 58 M\$, et 67 placements indirects réalisés par l'intermédiaire des sociétés régionales d'investissement.

ACCÈS CAPITAL

Le réseau d'affaires panquébécois de la Caisse contribue à l'essor des PME de toutes les régions par des investissements de 50 000 \$ à 750 000 \$. Ce réseau coordonne par ailleurs le programme d'appui aux jeunes entreprises et donne accès à l'ensemble des produits et services financiers de la Caisse et de ses filiales.

En 1998, trois nouveaux bureaux ont été inaugurés dans les régions du Centre du Québec, de la Montérégie et de Montréal. Le réseau compte maintenant onze sociétés qui appuient les PME des divers secteurs d'activité traditionnels et de la nouvelle économie. Afin de mieux appuyer encore l'émergence et l'expansion de ces entreprises, l'enveloppe allouée au réseau Accès Capital a été augmentée en 1998, passant de 90 M\$ à 100 M\$.

Parmi les 19 placements autorisés, mentionnons :

- 550 000 \$ dans Modelex inc., de Sainte-Claire, un fabricant de moules et de prototypes pour les industries de la plasturgie et de la métallurgie;
- 750 000 \$ dans Bois + Value inc., une entreprise de Dolbeau qui fabrique et commercialise des colombages spéciaux pour le secteur de la construction;
- 450 000 \$ dans Sérigo inc., une entreprise de Drummondville spécialisée dans la conception et l'impression de sérigraphies sur plastique destinées à l'industrie manufacturière.

CAPITAL D'AMÉRIQUE

Capital d'Amérique CDPQ vise les moyennes et grandes entreprises dynamiques offrant de bonnes perspectives de rendement et de croissance. En cours d'année, 46 placements ont été autorisés. Au 31 décembre 1998, la juste valeur du portefeuille global, après déduction des réalisations de placement, s'élève à 3,7 G\$, et le nombre d'entreprises à 210.

Capital d'Amérique s'associe à des entreprises de nombreux secteurs d'activité : production industrielle, ressources naturelles, distribution, produits de consommation, énergie, transports et services environnementaux.

Parmi les principaux placements autorisés, mentionnons :

- 4,7 M\$ dans Albums DF ltée, de Longueuil;
- 1,9 M\$ dans Équipement Industriel GBA, de Sainte-Foy;
- 1,5 M\$ dans Bois Oméga ltée, de Lac Supérieur, dans les Laurentides;
- 6 M\$ dans Générale de Services Santé, de Montréal;
- 4 M\$ dans Mines Aurizon ltée, d'Abitibi;
- 2 M\$ dans Cobra International Systèmes de Fixations Cie, de Montréal.

Capital d'Amérique CDPQ a également accordé du financement par voie de titres d'emprunt, notamment à Bell Canada International (50 M\$), Teknor Industrial Computers Inc. (17 M\$), LaGran Canada inc. (14 M\$), un chef de file dans l'industrie du textile, et Leica (138 M\$), un fabricant allemand de microscopes. Elle a de plus accordé un financement de 136 M\$ à SLM International, fabricant des produits sportifs CCM.

Le portefeuille de titres de sociétés québécoises de petite capitalisation a également connu une croissance remarquable, passant de 162 M\$ en 1997 à 227 M\$ à la fin de 1998. Le rendement, malgré les corrections boursières de juillet et août, s'est élevé à 24,5 %, alors que le sous-indice Lévesque Beaubien Geoffrion a obtenu un rendement de 14,3 %, confirmant la vigueur des sociétés québécoises de petite capitalisation. Depuis sa création en 1996, ce portefeuille a procuré un rendement de 39,7 % contre 25,8 % pour l'indice.

Capital d'Amérique CDPQ cherche constamment à combler les lacunes de marché au moyen de nouveaux produits et services. C'est ainsi qu'en 1998, elle a participé à la création de deux sociétés spécialisées. En partenariat avec la Banque Nationale, elle a d'abord mis sur pied la Corporation Alter Moneta, une société financière dont la mission est de financer des entreprises commerciales au moyen de contrats de location ou de ventes sous condition portant sur divers biens d'équipement commercial et industriel. Elle a aussi contribué au démarrage de Orléans Compagnie d'assurance générale, une société qui répondra aux besoins des entreprises du secteur de la construction.

Sodémex

Les sociétés en commandite Sodémex et Sodémex II visent à procurer, à moyen terme, un rendement optimal à leurs commanditaires Capital d'Amérique CDPQ et SOQUEM. La mission de Sodémex est d'acquérir des participations dans de petites sociétés minières dont la capitalisation boursière est inférieure à 125 M\$.

En 1998, la faiblesse du prix de l'or a eu de nouveau un effet négatif sur le secteur des aurifères. Pour les sociétés d'exploration, cette situation s'est traduite par une difficulté accrue à obtenir du financement pour soutenir leurs activités. Pour sa part, Sodémex a maintenu un volume de placements élevé, tant par la souscription à de premières émissions d'actions que par des placements sur le marché secondaire.

Ainsi, Sodémex a réalisé des investissements de 3,5 M\$, dont 810 000 \$ en placements négociés de l'ordre de 50 000 \$ à 250 000 \$ auprès de onze sociétés minières. Son portefeuille, évalué à 5,5 M\$, regroupe les titres de 49 sociétés.

Les investissements de Sodémex II ont totalisé 5,4 M\$, dont 1,3 M\$ en placements négociés dans quinze sociétés. La valeur de son portefeuille est de 7,2 M\$, pour un total de 58 titres.

CAPITAL COMMUNICATIONS CDPQ

Capital Communications CDPQ investit en tant que partenaire dans les entreprises du secteur des communications qui souhaitent percer des marchés à grand potentiel ou consolider leur position au Québec comme à l'étranger. De la production audiovisuelle à la technologie sans fil, en passant par le multimédia, Internet, l'édition, la radio, la télévision, la câblodistribution et la téléphonie, son expertise couvre le vaste secteur des communications. La société a autorisé 43 nouveaux investissements représentant 1,2 G\$, dont une partie seulement était réalisée en 1998. Son portefeuille est constitué de 51 placements d'une juste valeur de 1,7 G\$.

Parmi les principaux placements, mentionnons :

- 1 M\$ dans Public Technologies Multimedia (PTM);
- 700 000 \$ dans Hybride Technologies inc.;
- 1,5 M\$ dans Toon Boom Technologies, qui a créé un logiciel d'animation 2D reconnu mondialement et utilisé, entre autres, par les Studios Disney;
- 8 M\$ dans RDL Commercial Technologies Corporation, une entreprise de la Californie qui vise l'augmentation marquée de la capacité des systèmes de fibres optiques et la réduction des charges d'exploitation;
- 68 M\$ dans Spanish Telecommunications Limited SARL, une entreprise qui vise le déploiement et l'exploitation de réseaux en Espagne afin d'offrir des services de téléphonie, de télédistribution et autres services de télécommunication liés au transfert de données.

La société a également effectué un investissement additionnel de 1 M\$ dans MaxLink, une entreprise qui vise le déploiement d'un système de télécommunication multipoints locaux (STML) en vue du transfert de données dans certaines grandes villes du Canada, dont Montréal, Calgary et la région Ottawa-Hull.

En partenariat avec le Groupe Coscient, Capital Communications CDPQ a annoncé la création de SDA Panorama, société spécialisée dans la production et la distribution de films IMAX sur les marchés locaux et internationaux. En outre, Capital Communications CDPQ a mis 6 M\$ à la disposition de la nouvelle entreprise pour la production de films.

Enfin, Capital Communications CDPQ a autorisé des investissements de plus de 240 M\$ dans VS&A Communications Partners III et BG Media Investors L.P., deux fonds américains spécialisés dans les secteurs des médias et du divertissement. Ces placements permettent à la

société d'enrichir son réseau de nouveaux partenaires détenant une expertise enviable dans les marchés internationaux.

SOFINOV, SOCIÉTÉ FINANCIÈRE D'INNOVATION

Sofinov offre du financement stratégique à des entreprises d'innovation technologique présentant un bon potentiel de croissance et de rendement et qui font preuve d'un avant-gardisme prometteur. Son portefeuille se compose de placements dans des entreprises de tailles diverses des secteurs de la santé et de la biotechnologie, des technologies industrielles et de l'information. Sofinov a continué à jouer un rôle de chef de file en 1998. En effet, elle a été l'initiatrice de 35 montages financiers réalisés en syndication avec des investisseurs du Québec et d'ailleurs. Le nombre de placements en portefeuille a augmenté de 36 % par rapport à 1997, passant de 77 à 105, et sa juste valeur est passée de 448 M\$ à 680 M\$.

Sofinov poursuit sa stratégie de partenariat avec des fonds de capital de risque, soit une vingtaine à ce jour, au Canada, aux États-Unis et en Europe, lesquels vont lui permettre, à moyen terme, d'augmenter sa capacité de valeur ajoutée pour ses professionnels et entreprises partenaires.

Biotechnologie et santé

Le portefeuille de ce secteur se compose de 50 placements d'une juste valeur de 372 M\$. Au chapitre des nouveaux placements, 24 investissements ont été autorisés. Parmi les faits saillants de l'année 1998, mentionnons :

- l'excellent rendement financier de Biochem Pharma qui maintient sa position dans le peloton de tête des entreprises de biotechnologie à l'échelle internationale;
- les placements de plus en plus nombreux de deuxième et troisième rondes, tels ceux dans Methylgene (5 M\$), Neurochem (2,0 M\$), Anapharm (500 000 \$), RTP Pharma (3,5 M\$) et Nexia Biotechnologies (2,7 M\$), sociétés québécoises ayant réalisé des progrès remarquables depuis les deux dernières années;
- le placement dans NAVA (North American Vaccine, Inc.) (9,4 M\$), société reliée à Biochem Pharma et engagée dans la fabrication et la commercialisation de vaccins;
- des placements dans d'autres sociétés canadiennes, Life Imaging Systems (3 M\$), Morphometrix (5 M\$), et américaines, Targeted Genetics (5,7 M\$), Lexicon (4,3 M\$), Cubist Pharmaceutical (8,3 M\$) et Scriptgen Pharmaceuticals (10,8 M\$);
- la consolidation du partenariat avec Domain (9 M\$), amorcé en 1995 par une participation dans le fonds Domain IV .

Technologies de l'information

Un total de 37 placements d'une juste valeur de 244 M\$ constitue le portefeuille de ce secteur, qui a connu une croissance de 161 % en 1998. Au chapitre des nouveaux placements de l'année, 15 investissements ont été autorisés, dont trois dans des sociétés de capital de risque, permettant ainsi à la société d'élargir son réseau dans ce secteur. Au chapitre des faits saillants de 1998, mentionnons :

- l'excellent rendement financier de CGI, qui poursuit sa croissance dans le secteur de l'impartition informatique, et devient le sixième acteur en importance en Amérique du Nord;
- de nombreux nouveaux placements dans de jeunes entreprises québécoises prometteuses, telles Corporation Locus Dialogue (3,5 M\$), Semantix (2 M\$), Corporation d'Investissement PlannSoft (3 M\$) et Minacom (3 M\$), ainsi que dans des sociétés bien établies telles Tecsys (7 M\$) et Atrion (15 M\$), ce qui leur permettra de se tailler plus rapidement une place enviable dans leur marché;
- des placements de deuxième et troisième rondes de financement dans Touchtunes Digital Jukebox (10,4 M\$) et Serviceware Corp. (7,7 M\$);

- les premiers placements directs hors Québec : Balisoft Technologies Inc. (3,6 M\$) et Valadeo Technologies (1,8 M\$) de Toronto;
- acquisition d'une participation d'importance dans J.L. Albright II (30 M\$), un fonds de capital de risque, pour le démarrage d'entreprises et participation dans le Fonds NEA VIII, en Californie.

Technologies industrielles

Un total de 18 placements d'une juste valeur de 64 M\$ constitue le portefeuille de ce secteur, qui s'est accru de 78 % en 1998. Au chapitre des nouveaux placements de l'année, 16 investissements ont été autorisés, dont un dans une société de capital de risque spécialisée dans les technologies reliées au secteur de l'aérospatiale. Au chapitre des faits saillants de l'année, mentionnons :

- l'appui financier au développement des sociétés en portefeuille qui ont réalisé une croissance notable, telles ART (5 M\$), Nerotec Design inc. (2 M\$), Bondface Technologies (300 000 \$), PyroGenesis Inc. (400 000 \$);
- des placements dans de nouvelles sociétés telles Camelot Technologies (2,5 M\$), Agrimage (2 M\$) et Surface Modification Technologies (1,5 M\$);
- les résultats très intéressants réalisés par les sociétés du secteur de l'énergie, dont HPower Corporation qui a obtenu des premiers contrats commerciaux de pile à l'hydrogène.

T²C²/Bio et T²C²/Info

T²C²/Bio et T²C²/Info sont des sociétés en commandite, satellites de Sofinov dont la mission est de fournir le capital nécessaire au démarrage d'entreprises à partir de technologies issues des milieux universitaires et des centres de recherche privés.

En 1998, T²C²/Info a consenti des investissements de démarrage à six compagnies, dont Cescom qui a déjà profité d'une seconde ronde de financement totalisant 2,5 M\$, avec d'autres partenaires.

De son côté, T²C²/Bio compte un nouveau commanditaire, Canadian Medical Discoveries Fund Inc. (CMDF), un groupe canadien relié à MDS Capital Corporation. CMDF a engagé une somme de 5 M\$ pour relever à 35 M\$ le capital disponible à des fins d'investissement. De plus, une entente de partenariat a été conclue avec le groupe MedTech Partners Inc., qui s'intéresse au transfert de technologies des milieux universitaires dans le domaine des sciences de la santé. Cette entente donne à T²C²/Bio accès à une expertise considérable et la possibilité de réaliser des investissements conjoints dès la phase de démarrage.

T²C²/Bio a réalisé des investissements dans neuf projets technologiques issus des universités québécoises. Un de ces projets, dirigé par un chercheur de l'Université McGill et démarré en 1997, a donné lieu à la création de Chronogen inc., qui a réalisé une première ronde de financement de 3,5 M\$. La société Pharmacor, dirigée par un scientifique de l'Institut Armand-Frappier, a quant à elle réalisé une première ronde de financement de 3 M\$. Les investissements de T²C²/Bio et T²C²/Info en 1998 ont totalisé 3,6 M\$.

SERVICES FINANCIERS CDPQ

Services financiers CDPQ agit en qualité de partenaire auprès des sociétés du secteur financier, entre autres avec les gestionnaires et les promoteurs des fonds communs et fonds distincts de placement. Sa mission consiste à investir en vue d'accroître le développement de la gestion de fonds au Québec, en privilégiant le partenariat avec des sociétés de services financiers, notamment par l'octroi de mandats de gestion.

Services financiers CDPQ a autorisé 16 placements en 1998. Son portefeuille compte 19 placements en capital et en titres d'emprunt d'une valeur de 113 M\$, ainsi que des mandats de gestion de fonds totalisant 48 M\$. Parmi les principaux investissements, mentionnons :

- 2,8 M\$ dans Gestion Courvie, une compagnie du réseau de la Financière Courvie, maison de courtage multidisciplinaire regroupant des courtiers en assurance de personnes, des représentants en fonds d'investissement, des planificateurs financiers et des courtiers en valeurs mobilières;
- 7 M\$ dans Addenda Capital inc., un gestionnaire de portefeuille spécialisé en titres à revenu fixe. Addenda vise essentiellement la clientèle institutionnelle;
- 100 000 \$ dans Alain, Guilmette et associés, une entreprise spécialisée dans la gestion de portefeuilles d'actions américaines ainsi que dans la gestion de portefeuilles privés. Outre cet investissement, Services financiers CDPQ a accordé à l'entreprise un mandat initial de gestion de fonds évalué à 5 M\$;
- 300 000 \$ dans Holdun, une entreprise spécialisée dans la gestion de portefeuilles d'actions américaines. La Caisse lui a accordé un mandat de 50 M\$ US;
- des mandats de gestion totalisant 15 M\$ dans le portefeuille de fonds communs de placement sous gestion Québec, notamment dans le Fonds Montrusco Croissance Québec, le Fonds SSQ obligations, le Fonds d'Actions Canadiennes de Croissance Talvest, le Fonds d'Actions Canadiennes à Faible Capitalisation Talvest et Valorem Tendances démographiques. Ces fonds sont gérés au Québec.

Fidèle à son objectif de développer la gestion québécoise d'épargne et de fonds d'investissement, Services financiers CDPQ a participé également à la création de Capital Teraxis (5 M\$), une nouvelle société de fonds communs de placement de Québec. Cette entreprise a fait l'acquisition de Plani-Gestion Quatre-Saisons, société de Québec spécialisée dans la distribution et la gestion de produits financiers.

Services financiers CDPQ est aussi porteur de l'objectif global de la Caisse qui est de contribuer à l'éducation économique et financière des épargnants. C'est ainsi qu'elle diffuse à intervalles réguliers un répertoire des divers fonds communs et distincts de placement québécois offerts par les gestionnaires et les promoteurs, lequel est distribué aux Salons Épargnes-Placements de Québec et Montréal, et également diffusé sur le site Web de la Caisse.

CAPITAL INTERNATIONAL CDPQ

Capital International CDPQ vise à appuyer les entreprises québécoises dans leurs projets d'expansion à l'étranger en mettant à leur disposition son réseau international et son expérience d'investisseur. Elle a aussi comme mandat de développer le réseau international de la Caisse et d'accroître la diversification du portefeuille par des placements dans des banques d'affaires et des fonds d'investissement étrangers. En outre, elle a étendu son réseau dans des marchés stratégiques en établissant des places d'affaires à Hong Kong, Bangkok, Hanoï, Milan, Varsovie et Mexico.

En fin d'année, son portefeuille comprend 32 placements d'une juste valeur de 571 M\$. Parmi les principaux placements autorisés, mentionnons :

- 147 M\$ dans CVC European Equity Partners II, un fonds qui vise le marché européen;
- 22 M\$ dans le Brazil Private Equity Fund;
- 23 M\$ dans Compass Capital Fund, un fonds régional d'Amérique latine;
- 38 M\$ dans Cypress Merchant Banking Partners II aux États-Unis.

L'année 1998 a par ailleurs été marquée par diverses autres activités de placement :

- en partenariat avec AMP Investments Australia Limited de la Banque asiatique de développement, création d'un fonds d'infrastructure en Asie, le Asia Equity Infrastructure Fund, avec un engagement de 200 M\$ US. L'équipe de gestionnaires a ses bureaux à Hong Kong et Bangkok;

- début des activités d'Accès Capital International, dont le rôle est de coinvestir à l'étranger avec des entreprises québécoises;
- conjointement avec Services financiers CDPQ, création de CDPQ Conseil qui a pour mission d'appuyer le rayonnement de la Caisse à l'extérieur du Canada. La société a ainsi pour mandat de se consacrer à l'évaluation de projets potentiels et à la concrétisation d'offres de services avec de nouveaux clients permettant à la Caisse et à ses entreprises partenaires de Montréal et de Québec de mettre sur pied, d'administrer, et de gérer des régimes de retraite ainsi que des réserves d'assurances, de placements et d'épargnes pour le compte de sociétés étrangères. Un premier contrat de consultation a d'ailleurs déjà été conclu avec la Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc, en collaboration avec divers groupes de la Caisse, dont l'équipe de la Gestion des comptes des déposants, et la société de services informatiques CGI. Ce projet vise le transfert de technologie et de savoir-faire entre les gestionnaires de la Caisse et ceux de l'institution marocaine.

Infradev International

Infradev International vise à répondre aux besoins d'expertise en montages financiers et d'apport en capital au cours de la phase de préparation de projets d'infrastructure sur les marchés national et international. Outre Capital International, Infradev International compte parmi ses partenaires, la Banque Royale du Canada, la compagnie d'assurance-vie Manufacturers et Hydro-Québec.

En 1998, une trentaine de projets dans divers secteurs d'activité, principalement dans le secteur de l'énergie, ont été soumis et analysés. Près de 1,5 M\$ ont été avancés par Infradev à l'égard de neuf projets avec des partenaires québécois et canadiens, et deux projets sont actuellement en négociation aux Philippines et au Vietnam, représentant une valeur totale de 40 M\$.

Groupe Expordev

Groupe Expordev a été créé par Capital International CDPQ en collaboration avec Télésystème Ltée, auxquelles se sont joints de nouveaux partenaires en cours d'année, SNC-Lavalin International, Société pour l'expansion des exportations, Bombardier et Bronterra International Corporation - société membre du groupe Claridge. Cette nouvelle société de promotion de l'exportation vise à satisfaire les besoins des entreprises, et plus particulièrement des PME. Son mandat est d'assurer, au moyen de partenariats et par le développement de réseaux à l'étranger, la commercialisation de produits à valeur ajoutée dans des marchés affichant un fort potentiel.

GESTION DES COMPTES DES DÉPOSANTS

Dans une perspective d'amélioration continue de la qualité, l'équipe de la gestion des comptes des déposants de la Caisse procède régulièrement, de concert avec les déposants, à des révisions des politiques de placement afin de leur procurer de meilleurs rendements tout en respectant leur tolérance au risque, compte tenu de leur situation financière propre.

C'est ainsi qu'en 1998, les politiques de placement de la Commission de la construction du Québec, de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers et du Régime complémentaire de retraite des techniciens ambulanciers œuvrant au Québec ont été modifiées. Le processus de transition de la politique de placement de la Société de l'assurance automobile du Québec a été amorcé et une nouvelle répartition de l'actif de cette société sera en vigueur en 1999.

De même, plusieurs rencontres ont eu lieu en cours d'année avec les déposants, à qui les membres de l'équipe ont également présenté des exposés sur des questions les intéressant. La transparence de l'information et la disponibilité sont demeurés les mots d'ordre en matière de relations avec les déposants. C'est dans cette optique, ainsi que dans celle d'une amélioration continue des services offerts, que la Caisse a confié à une firme de sondage le mandat de mener une étude auprès de ses déposants afin de mesurer leur degré de satisfaction à l'égard de ses services. L'étude, qui a révélé un accroissement soutenu de la satisfaction globale au cours des dernières années, a par ailleurs, rappelé l'importance de produire les rapports dans les meilleurs délais.

Au chapitre de la réflexion globale sur la gestion des portefeuilles, les rencontres et discussions de travail ont mené à plusieurs modifications, notamment une révision en profondeur des objectifs poursuivis par l'équipe responsable de la gestion des titres hypothécaires et la mise sur pied d'un mode de gestion indiciaire des actions américaines au moyen des produits dérivés. De plus, afin de permettre aux gestionnaires de mieux prévoir les niveaux d'encaisse, une nouvelle modalité de versement des revenus mensuels a été instaurée.

En milieu d'année, la Caisse a également mis en place une nouvelle structure et créé deux postes de directeurs des comptes. L'un est responsable d'un groupe de comptes des caisses de retraite et l'autre, des régimes d'assurances de certains déposants. Ils peuvent donc effectuer un meilleur suivi des dossiers et veiller à la qualité soutenue du service.

Des efforts particuliers ont aussi été consacrés à l'amélioration de la présentation de l'ensemble des rapports aux déposants. Un nouveau système comptable a été implanté le 1^{er} juillet et, en fin d'année, un nouveau système d'administration des investissements a été introduit. Ceux-ci permettront d'améliorer dès 1999, la gestion du programme de placement et d'assurer un meilleur suivi de l'évolution des différents portefeuilles des déposants.

Enfin, la direction a créé un programme de séminaires d'introduction à la gestion de portefeuille à l'intention des déposants. Les cinq séminaires offerts à ce jour ont suscité l'enthousiasme des participants. La Caisse entend poursuivre ce programme en 1999.

La Caisse compte au total 20 déposants, caisses de retraite, régimes d'assurances et autres organismes.

CAISSES DE RETRAITE

Le **Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics — RREGOP** : principal déposant, qui regroupe les cotisations du personnel cadre des secteurs public et parapublic de même que les cotisations des employés syndiqués, permanents et occasionnels, des secteurs public et parapublic. Ce régime est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances — CARRA.

Le **Fonds du Régime de rentes du Québec — RRQ** : deuxième déposant en importance, qui contribue à la sécurité du revenu des Québécois, notamment en versant une rente de retraite aux bénéficiaires. Ce fonds est administré par la Régie des rentes du Québec.

La **Commission de la construction du Québec — CCQ** : responsable de l'application des conventions collectives, des lois et de la réglementation de placement, de l'embauche et de la mobilité de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, ainsi que de l'administration de comptes de régimes complémentaires d'avantages sociaux.

Le **Fonds d'amortissement des régimes de retraite gouvernementaux — FARRG** : créé en vue de procurer au gouvernement du Québec les sommes nécessaires au paiement de ses contributions, à titre d'employeur, à différents régimes de retraite.

Le **Régime de retraite des élus municipaux** : réservé d'office aux membres élus des conseils des municipalités. Il est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Le **Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers œuvrant au Québec — RRTAQ**

Les **régimes particuliers** regroupent neuf autres régimes de retraite gérés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), couvrent certains adhérents de municipalités, de sociétés d'État, de centres hospitaliers et du gouvernement fédéral.

RÉGIMES D'ASSURANCES

La **Commission de la santé et de la sécurité du travail — CSST** : voit notamment à indemniser les travailleurs victimes d'accidents du travail et à faciliter leur réadaptation.

La **Société de l'assurance automobile du Québec — SAAQ** : a pour mission de réduire les risques inhérents à l'usage de la route par le contrôle de l'accès au réseau routier et du transport routier, la promotion de la sécurité routière et l'indemnisation des personnes victimes d'accidents de la route.

Le **Régime de rentes de survivants** : accorde une rente mensuelle au conjoint et aux enfants d'une personne admissible au régime. Le Régime de rentes de survivants s'adresse aux membres du personnel d'encadrement des secteurs public et parapublic.

La **Régie de l'assurance-dépôts du Québec** : régit la sollicitation et la réception du dépôt public, garantit le dépôt de paiements et gère le fonds d'assurance-dépôts.

La **Régie des assurances agricoles du Québec** : veille à la stabilité financière des entreprises agricoles en contrant les pertes significatives de revenus.

Le **Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers du Québec — FAPAF** : assure aux prêteurs le remboursement de pertes résultant de prêts consentis en vertu de lois administrées par la Société de financement agricole.

Le **Fonds d'assurance-garantie** : administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec — RAAMQ, assure la surveillance, la coordination et l'amélioration de la

mise en marché des produits agricoles, et agit comme tribunal administratif dans le but d'assurer une mise en marché efficace des produits agricoles, forestiers et alimentaires québécois.

La **Fédération des producteurs de bovins du Québec** : une association agricole qui veille à l'étude de problèmes associés à la production et à la mise en marché des bovins.

AUTRES DÉPOSANTS

L'**Office de la protection du consommateur — OPC** : gère le Fonds des cautionnements des agents de voyage et le fonds du Magazine Protégez-Vous, dans lequel sont publiés les résultats des tests de l'Office.

Le **Centre de recherche industrielle du Québec — CRIQ** : intervient à titre de partenaire des milieux d'affaires, industriels et gouvernementaux afin de stimuler le développement économique du Québec.

La **Société des alcools du Québec — SAQ** : organisme chargé du commerce des boissons alcoolisées au Québec.

La **Commission des valeurs mobilières du Québec — CVMQ** : organisme de surveillance du marché des valeurs mobilières.

DÉPOSANTS

au 31 décembre 1998

	Sigle	Premier dépôt	Nombre de cotisants ¹	Avoir des déposants ²			
				1998		1997	
				\$	%	\$	%
CAISSES DE RETRAITE							
Régie des rentes du Québec	RRQ						
Fonds du Régime de rentes du Québec		1966	3 249 700	15 831	23,1	15 838	24,9
Commission de la construction du Québec	CCQ						
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec		1970	90 441	6 637	9,7	6 128	9,6
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	CARRA						
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (niveau syndicable)	RREGOP	1973	400 000	25 555	37,3	22 781	35,8
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (niveau non syndicable)	RREGOP	1973	20 000	4 057	5,9	3 722	5,9
Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités ³		1975	-	-			
Régimes particuliers		1977	335	169	0,3	156	0,3
Régime de retraite des élus municipaux		1989	2 100	169	0,2	154	0,2
Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers œuvrant au Québec	RRTAQ	1990	3 180	90	0,1	76	0,1
Fonds d'amortissement des régimes de retraite gouvernementaux	FARRG	1994	1	1 359	2,0	1 232	1,9
RÉGIMES D'ASSURANCE							
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	RMAAQ						
Fonds d'assurance-garantie		1967	70	4	-	3	-
Régie des assurances agricoles du Québec		1968	57 299	51	0,1	115	0,2
Régie de l'assurance-dépôts du Québec		1969	1 271	166	0,2	141	0,2
Commission de la santé et de la sécurité du travail	CSST	1973	181 876	7 644	11,1	6 883	10,8
Société de l'assurance automobile du Québec	SAAQ	1978	4 450 765	6 436	9,4	6 028	9,5
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers du Québec	FAPAF	1978	1	59	0,1	47	0,1
La Fédération des producteurs de bovins du Québec		1989	24 916	2	-	2	-
Régime de rentes de survivants		1997	1	321	0,5	296	0,5
AUTRES DÉPOSANTS							
Office de la protection du consommateur	OPC	1992	1 153	8	-	9	-
Centre de recherche industrielle du Québec⁴	CRIQ	1994	-	-	-	-	-
Société des alcools du Québec⁴	SAQ	1994	-	-	-	-	-
Commission des valeurs mobilières du Québec⁴	CVMQ	1998	-	10	-	-	-
TOTAL				68 568		63 611	100

¹ Estimation.

² Juste valeur - en millions de dollars et en pourcentage.

³ En 1992, l'actif net du fonds de ce régime a été fusionné avec celui du Régime de retraite des élus municipaux.

⁴ Ces déposants utilisent uniquement les services de gestion de trésorerie de la Caisse.

VENTILATION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS

au 31 décembre
juste valeur - en pourcentage

	1998	1997	1996	1995	1994
CARRA - RREGOP ¹	37,3	35,8	34,6	32,6	30,6
RRQ	23,1	24,9	27,4	30,0	32,1
CSST	11,1	10,8	10,0	9,7	9,4
CCQ	9,7	9,6	9,7	9,7	9,5
SAAQ	9,4	9,5	9,7	9,7	10,5
CARRA - RREGOP ²	5,9	5,9	5,8	5,5	5,2
FARRG	2,0	1,9	1,9	1,8	1,8
Autres	1,5	1,6	0,9	1,0	0,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

¹ Employés de niveau syndicable.

² Employés de niveau non syndicable.

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS

en millions de dollars

	Revenu net attribué ¹	Dépôts moins retraits	Plus-value (moins-value) non matérialisée ¹	Augmentation (diminution) de l'avoir des déposants
1998	4 744	(1 409)	1 622	4 957
1997	3 743	(864)	3 518	6 397
1996	5 682	(1 607)	1 954	6 029
1995	4 066	(1 617)	3 876	6 325
1994	2 983	(1 165)	(4 075)	(2 257)

¹ Depuis le 1^{er} janvier 1997, les gains et pertes à la vente de placements des portefeuilles spécialisés sont réinvestis.

VALEUR AJOUTÉE AUX FONDS DES DÉPOSANTS DEPUIS 1966

au 31 décembre 1998
en millions de dollars

Dépôts nets (1966 - 1983)	8 449
Retraits nets (1984 - 1998)	(13 233)
Revenu net de placement attribué ¹	61 374
Excédent de la juste valeur sur le coût ¹	11 979

¹ Depuis le 1^{er} janvier 1997, les gains et pertes à la vente de placements des portefeuilles spécialisés sont réinvestis.

**LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC,
L'UNE DES RARES INSTITUTIONS À OBTENIR UNE CERTIFICATION EXTERNE
DE CONFORMITÉ AUX NORMES DE L'AIMR**

NORMES DE L'AIMR

L'Association for Investment Management and Research (AIMR) est un organisme international qui vise le perfectionnement professionnel continu des spécialistes du secteur financier. À cet égard, l'AIMR apporte une attention particulière à la formation des analystes financiers par le programme visant l'obtention du titre d'analyste financier agréé (CFA), ainsi qu'à la formation continue de ces analystes. D'autre part, l'AIMR insiste beaucoup sur l'importance de l'éthique dans la profession. Plus particulièrement à cet effet, elle a produit un code d'éthique très rigoureux que tous ses membres sont tenus de respecter. De plus, étant donné l'importance des rendements, pour l'industrie comme pour le grand public, l'AIMR a produit un guide, le AIMR-PPS Handbook, qui traite exclusivement des normes que l'ensemble de l'industrie est fortement encouragée à adopter dans la présentation des rendements.

LES NORMES AIMR-PPS ONT DEUX OBJECTIFS PRINCIPAUX :

- assurer une uniformité accrue dans la présentation des rendements afin de faciliter la comparaison entre différents gestionnaires;
- assurer une présentation fidèle, intégrale et pertinente des rendements.

Ces objectifs visent à permettre aux clients potentiels de choisir de manière éclairée leurs gestionnaires de portefeuille. Les rendements obtenus par les gestionnaires jouant un rôle de premier plan dans ce choix, l'AIMR se devait d'y consacrer toute son attention.

L'AIMR est tout à fait consciente qu'il faudra réviser régulièrement les normes du guide AIMR-PPS pour suivre l'évolution rapide de l'industrie financière. C'est pourquoi elle insiste sur le caractère déontologique et le dévoilement d'une information intégrale pertinente en matière de rendements.

VOICI QUELQUES-UNES DES NORMES ÉTABLIES PAR L' AIMR-PPS :

1. Le rendement total doit être présenté. Celui-ci comprend les gains réalisés et non réalisés, ainsi que les revenus.
2. Les rendements doivent être calculés selon la méthode pondérée par le temps.
3. Le rendement de tout portefeuille doit inclure celui de son encaisse.
4. Les rendements doivent être présentés sur une période minimale de dix ans.
5. Le rendement doit être présenté pour chacune des années.
6. La valeur marchande d'un portefeuille doit inclure les intérêts courus sur les obligations.
7. Tous les portefeuilles sous gestion discrétionnaire doivent être inclus dans le rendement d'un portefeuille composite.
8. Pour le rendement d'un portefeuille composite, chacun des portefeuilles doit être pondéré selon sa valeur marchande au début de la période.
9. Le rendement doit être calculé après les commissions associées aux opérations.
10. Les immeubles doivent être évalués par une firme indépendante tous les trois ans au moins.

ADMINISTRATION, RESSOURCES HUMAINES, AFFAIRES INSTITUTIONNELLES ET COMMUNICATIONS

ADMINISTRATION

Systèmes d'information

L'année 1998 a marqué l'achèvement de plusieurs projets de conversion des principaux systèmes informatiques, notamment la migration des applications gérées par un ordinateur central vers un environnement de type client-serveur. En effet, conformément au plan d'action de la direction chargée des finances, du contrôle et de l'administration des systèmes d'information, deux systèmes informatisés de grande envergure ont été remplacés : le grand livre comptable est entré en application le 1er juillet, et le système d'administration des investissements, le 31 décembre. L'infrastructure technologique globale a par ailleurs été grandement modifiée par le passage à la plateforme Windows NT et la mise à jour du réseau Novell.

L'évolution des exigences de traitement d'une information de plus en plus spécialisée commandait le remplacement du grand livre comptable et l'adoption d'un nouveau plan comptable. Ces améliorations touchent les nouveaux styles de gestion et le suivi quotidien de leur encaisse, le calcul du rendement par mode de gestion, le contrôle du programme de placement des déposants et celui des opérations bancaires multi-devises, et enfin, les contrôles internes prévus dans la loi constitutive de la Caisse. En somme, l'organisation de l'information financière liée au nouveau plan comptable offre maintenant aux équipes de placement, aussi bien qu'aux services administratifs, des outils plus efficaces et mieux adaptés à leurs besoins quotidiens.

La Caisse s'est également munie d'un système d'administration des investissements à la fine pointe de la technologie. Ce système, qui en remplace trois à lui seul, est sans conteste l'un des plus puissants et performants mis en place à la Caisse depuis sa création. Cette nouvelle application, qui permet aussi de traiter les opérations multi-devises, vise l'intégration des placements en actions, en obligations et en valeurs à court terme. Dans le cadre de cette implantation, les processus d'affaires des groupes concernés ont été révisés afin d'en optimiser l'efficacité opérationnelle, et une nouvelle structure d'organisation du travail a été mise en place. Ce nouveau système permet non seulement de traiter les opérations de placement en euro sur les marchés européens depuis le 1er janvier 1999, mais il contribuera grandement à franchir l'an 2000 sans heurt.

Le défi du passage à l'an 2000

Le problème informatique lié au passage à l'an 2000 résulte d'une convention de représentation des années en deux chiffres, ce qui engendre le risque que les systèmes informatiques confondent an 2000 et 1900 et provoquent nombre d'erreurs, notamment de calcul. Les systèmes d'information jouant un rôle essentiel dans la bonne marche des activités d'une institution comme la Caisse, celle-ci a dès 1996, confié à une firme spécialisée le mandat de convertir tous les systèmes susceptibles de générer des erreurs au moment du passage à l'an 2000. Elle a également créé un comité directeur chargé d'assurer le suivi de l'ensemble du projet.

Le projet An 2000 comporte plusieurs volets. Ainsi, un inventaire des systèmes informatiques a d'abord été dressé et une analyse d'impact a été effectuée afin de déterminer les priorités dans les travaux de conversion. Une fois ces priorités établies, une analyse détaillée des modifications à apporter aux applications informatiques a été entreprise en 1998, et sera complétée au début de 1999. Toutes les modifications prioritaires ont été engagées en 1998 et seront menées à terme d'ici avril 1999, date où débiteront les derniers niveaux d'essais.

Soucieuse d'assurer la pérennité de ses activités, la Caisse a fait valider les processus de gestion et de contrôle de son programme par un cabinet d'experts externes. Les travaux vont bon train et la Caisse est confiante de franchir sans heurt le cap de l'an 2000.

Services administratifs et comptables

De nombreuses activités ont mobilisé les membres de l'équipe des Finances, du contrôle et de l'administration des systèmes d'information en cours d'année afin de répondre à des demandes ponctuelles. Ainsi, un portefeuille spécialisé de valeurs à court terme a été créé le 1^{er} juillet 1998, de même qu'une entité comptable indépendante responsable de la gestion de la trésorerie. De plus, sur le plan comptable, les portefeuilles de la gestion tactique et stratégique ainsi que ceux de la gestion du change tactique, ont été intégrés au portefeuille spécialisé d'actions étrangères en date du 1^{er} octobre.

En outre, la mise en place d'une nouvelle structure décisionnelle au sein de l'équipe de la Gestion des taux et devises a entraîné la révision du processus de fonctionnement, entre autres à l'égard de l'enregistrement et du règlement des opérations avec les gardiens de valeurs.

Le volume d'activités a augmenté, parallèlement à la croissance du portefeuille de placements négociés, dont la valeur des investissements est passée de 4,6 G\$ à 6,9 G\$ en fin d'année. Quant aux instruments financiers dérivés, ils ont généré à eux seuls quelque 28 000 opérations en cours d'année, soit une hausse de 20 % par rapport à l'année précédente.

La gestion optimale des opérations sur prêts de titres, en actions étrangères, effectuées par les gardiens de valeurs, s'est traduite en 1998 par une hausse des revenus d'environ 39 %, soit 3 M\$ de plus qu'en 1997, sur une base annuelle.

Les frais associés à la gestion externe des placements ainsi qu'au traitement des titres, au règlement des opérations et à la garde de valeurs, se rapportent principalement aux placements réalisés sur les marchés étrangers. Ils se sont élevés à 10,4 M\$ en 1998 par rapport à 13,1 M\$ en 1997. La diminution reflète la renégociation des modalités des conventions de gestion et de garde de valeurs en 1998.

Enfin, les frais de gestion et d'administration de la Caisse ont été de l'ordre de 45,9 M\$, tandis que ceux se rapportant aux filiales immobilières et de participations se sont élevés à 42,8 M\$ en 1998. L'augmentation par rapport à 1997, est attribuable notamment à l'acquisition de nouveaux systèmes informatiques visant à doter la Caisse d'outils d'avant-garde et à assurer un passage sans heurt à l'an 2000. D'autre part, la Caisse a réalisé, en 1998, un gain de 44 M\$ à la vente de son placement en actions du Groupe CGI Inc. Ces actions avaient été obtenues en 1996 lorsque la Caisse avait pris la décision d'impartir son secteur informatique. L'ensemble des frais de gestion et d'administration de la Caisse se compare avantageusement à ceux de ses pairs, au chapitre des activités menées sur les grands marchés, aussi bien que dans les secteurs des participations et de l'immobilier. Cette comparaison, métier par métier, est l'indicateur principal utilisé par les dirigeants.

Conformité aux normes les plus élevées

Les activités de la Caisse sont conformes aux exigences de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec et aux pratiques de l'industrie. Les états financiers sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus et le calcul des rendements répond aux exigences établies par l'Association for Investment Management and Research (AIMR).

Le vérificateur général du Québec procède à la vérification des états financiers et s'assure que les activités de l'institution sont menées conformément à la loi.

Le Groupe-conseil AON a certifié, quant à lui, la conformité de la présentation des résultats et du calcul des rendements, aux normes élevées de l'AIMR.

De plus, la valeur marchande des placements est établie par les cotes ou titres de marché pour les actifs issus des grands marchés. Quant aux placements négociés, ils sont évalués annuellement, soit par des sociétés externes, ou selon des processus requérant une revue détaillée indépendante des gestionnaires.

RESSOURCES HUMAINES

Au cours de 1998, la Caisse a redéfini la vocation et accentué le rôle de conseillers de son équipe des ressources humaines, de façon à mieux appuyer ses unités d'affaires dans la gestion d'équipes qualifiées, spécialisées, motivées et concurrentielles sur les marchés locaux et internationaux. Diverses analyses et activités, notamment en dotation, rémunération, formation et gestion de carrière, visant à définir avec les gestionnaires les pratiques de gestion des ressources humaines les plus appropriées aux différents contextes d'affaires ont été réalisées.

En 1998, un effort particulier a été consacré à l'approche-client et au développement d'affaires à l'intérieur d'un programme de développement des compétences qui se poursuivra en 1999, parallèlement à d'autres activités de perfectionnement des ressources humaines. Ce programme, doté d'un budget de près de 100 000 \$ et réalisé à plus de 50 % en 1998, s'adresse à toutes les filiales du GPC ainsi qu'à certaines filiales du GIC, notamment Hypothèques CDPQ et Cadim. Tous les professionnels des unités d'affaires, des analystes aux présidents, participent aux réunions. Ce programme est ainsi développé sur mesure, avec le soutien d'une firme externe et tient compte des clientèles et des caractéristiques de marché propres à chaque unité d'affaires, ainsi que de l'expertise et de l'expérience des diverses équipes.

La Caisse compte 233 employés réguliers, soit 121 femmes et 112 hommes. De ce nombre, 147 détiennent un diplôme universitaire, dont 4 ont un doctorat et 63 une maîtrise. En outre, 47 employés de la Caisse, incluant ses filiales, possèdent le titre reconnu d'analyste financier agréé (CFA). Par ailleurs, des liens étroits sont toujours maintenus avec le milieu universitaire québécois, dans le but de favoriser la formation d'une relève qualifiée en finance ou en mathématiques appliquées à la finance. Dans ce contexte, des stages de formation ont été offerts en 1998 à 39 jeunes diplômés universitaires qui sont venus acquérir à la Caisse une expérience de travail pertinente, et 39 autres ont bénéficié des stages offerts dans le cadre du programme de développement de la relève, financé par la Caisse et mené en collaboration avec des maisons de courtage établies à Montréal.

AFFAIRES INSTITUTIONNELLES

L'application du Code d'éthique et de déontologie constitue une priorité pour la Caisse. À cet égard, elle a poursuivi en 1998 son programme de formation de l'ensemble des employés du Groupe financier Caisse, soit la société-mère, ses filiales et leurs sociétés satellites.

La Politique de régie d'entreprise a été mise à jour. En effet, depuis l'élaboration de la première politique, qui codifiait certaines de ses pratiques en 1994, la Caisse a révisé certains sujets pour tenir compte notamment de l'évolution des entreprises. À titre d'exemple, elle a rappelé son opposition à toute forme de contribution par les entreprises à des partis politiques. La mise à jour fournit également un cadre de référence des principes régissant le droit de vote de la Caisse.

Par ailleurs, une Politique de service aux entreprises partenaires et clients a été adoptée et celle-ci est diffusée sur le site Web de la Caisse. Elle décrit les principes de gestion des dossiers de prévention et de traitement des plaintes.

La Caisse applique sa politique et ses directives d'application en matière de contrats, lesquelles énoncent les principes et les règles régissant le processus d'acquisition ou de location de biens et de services devant faire l'objet d'un contrat. Cette politique prescrit notamment l'adjudication de contrats par voie d'appels d'offres, dont elle prévoit également les limites et paramètres d'exception.

Enfin, la Caisse maintient l'application de sa Politique sur la qualité de l'air et l'usage du tabac sur les lieux de travail.

COMMUNICATIONS

La Caisse a continué de faire connaître ses activités de placement par la diffusion de nombreux communiqués. Les retombées de ses activités d'investissement concernent tous ses déposants, ses clients, ses partenaires investisseurs et les Québécois dans leur ensemble, et par conséquent, l'institution se doit d'assurer la diffusion appropriée de cette information.

Dans cette optique, des efforts notables ont été consentis en vue d'élargir la diffusion de l'information, notamment par diverses publications spécialisées en économie, en immobilier et en financement d'entreprises, tels le semestriel *Cycles et Tendances* et les bulletins *ImmoCaisse* et *Accès Capital*. La *Collection Recherche* s'est également enrichie d'un nouveau titre : *Un modèle d'attribution du rendement des portefeuilles obligataires*. Toutes ces publications sont disponibles sur le site Web de l'institution dans lequel sont également versés les communiqués et les allocutions ainsi que nombre de comptes rendus spécialisés traitant des économies québécoise, canadienne, américaine, européenne et asiatique.

D'ailleurs, le site Web a connu une progression fulgurante en 1998. Ainsi, le nombre de visiteurs est passé de 2309 en janvier à 5692 en décembre, soit une hausse de 146 %. En fin d'année, la durée moyenne des visites était de 17,32 minutes.

Au cours de l'année, la Caisse a participé à diverses activités promotionnelles au Québec et à l'étranger, dont les missions économiques d'Équipe Canada en Amérique du Sud et d'Équipe Québec aux États-Unis. Elle a également pris part, en partenariat avec Hydro-Québec, le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec, Bell Canada et le Mouvement Desjardins, à l'organisation du Carrefour technologique, dans le cadre des Entretiens Jacques-Cartier à Lyon (France), qui a permis de présenter une vingtaine d'entreprises québécoises du domaine des technologies de l'information, à un groupe de gens d'affaires français.

De plus, des gestionnaires et des membres du personnel de direction ont eu l'occasion de faire part de leur vision de l'économie et des enjeux économiques et financiers, en participant à diverses tribunes et événements tels Le rendez-vous technologique 98, la Joint Business Valuation Conference 1998 (CICBV/ASA), le Forum annuel des produits dérivés (CIFO 98), les conférences de l'Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux (ICRA) et de l'Association de l'industrie électrique du Québec.

Afin de mieux informer les cotisants, soit l'ensemble des Québécois, sur les fonds qu'elle gère, la Caisse a commencé en 1998 à participer davantage à des activités s'adressant au grand public. C'est ainsi qu'elle s'est associée à la Régie des rentes du Québec, au Fonds de solidarité des travailleurs du Québec et au Musée de la civilisation dans la réalisation d'une exposition traitant de la planification de la retraite. Dans cette foulée, elle a aussi entrepris une série d'envois qui vise à mieux faire connaître la Caisse à deux millions de foyers québécois.

La Caisse a aussi accentué sa présence au Salon Épargne-Placements de Québec et de Montréal. Elle y fait plus précisément la promotion du secteur des fonds communs de placement et des gestionnaires québécois, à travers son Carrefour des gestionnaires.

Elle a également créé, avec Économédia, nouveau site Internet francophone et véritable cyberquotidien sur l'économie québécoise et internationale, la rubrique *InfoFinance* dans laquelle sont présentés des graphiques de marché et une liste de gestionnaires québécois de fonds communs de placement. De plus, plusieurs analyses économiques, notamment sur les pays du G7, se retrouvent sur le site Économédia, sous la rubrique InfoPlacement.

Consciente de l'importance d'assurer la relève, notamment à travers le développement et le maintien de liens avec le milieu de l'éducation, la Caisse a participé à la 5^e édition de la Journée relève financière et aux 11^e Jeux du Commerce.

Enfin, la Caisse collabore avec divers organismes ou associations, tels la Fondation de l'Entrepreneurship, le Cercle des chefs maîtres du Québec, l'Association des économistes québécois, l'Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux (ICRA), et d'autres organismes du secteur du placement des affaires et de la gestion de portefeuille.

RÉALISATIONS 1998 ET DÉFIS

NOS RÉALISATIONS

Au cours des dernières années, la Caisse a mis en service un plan de gestion dynamique de ses portefeuilles. Ainsi, non seulement de nouveaux modes de gestion ont-ils été mis en place, mais de multiples niches de marché ont été exploitées, tant sur les grands marchés que dans les placements négociés. En 1998, la Caisse visait à poursuivre le développement de nouveaux modes de gestion active tout en consolidant ceux qu'elle avait déjà entrepris. Parmi les objectifs annuels figuraient donc l'optimisation des styles de gestion et des rendements par une gestion active des portefeuilles, ainsi que l'exploitation plus efficace de l'information requise pour assurer une gestion et une croissance des activités de placement.

Ces changements appelaient la mise sur pied d'un programme d'amélioration de la qualité des activités et des processus. Aussi, la Caisse a-t-elle procédé à l'identification et au choix de certaines mesures et initiatives visant l'amélioration de la qualité. Celles-ci touchent principalement la planification, les processus décisionnels d'information et d'analyse, la gestion et le développement des ressources humaines et l'orientation client.

Les réalisations mentionnées ci-après dressent un portrait général, mais néanmoins révélateur, des principales activités menées par les différentes équipes de la Caisse en cours d'année.

Optimiser les rendements par une gestion active des portefeuilles et une révision régulière des modes de gestion

La gestion active de la répartition de l'actif est essentielle à la concrétisation du volet de la mission de la Caisse liée au rendement financier optimal qu'elle doit dégager pour ses déposants. Les modifications à sa loi constitutive, adoptées en 1997, lui ont permis d'accroître la part relative des actions dans la répartition de l'actif. La Caisse a progressivement transféré 6,5 % de son actif, détenu en titres à revenu fixe, vers les titres à revenu variable, et ce, en collaboration avec les déposants. Cette mesure constitue un déplacement d'actif important qui augmentera le rendement à long terme.

Des positions importantes prises au cours de l'année dans les choix des continents et des pays où la Caisse investit ont permis de réaliser des rendements intéressants, particulièrement par un déplacement de titres asiatiques vers des titres européens et par une baisse des titres obligataires canadiens au profit d'actions américaines. Une autre mesure aura permis de dégager aussi des bénéfices intéressants. Il s'agit de la gestion active sur le marché monétaire canadien des capitaux sous-jacents aux contrats à terme sur le marché des actions américaines. C'est donc dire que la Caisse a poursuivi une gestion serrée de chacun de ses portefeuilles, ce qui lui a permis de réaliser des rendements avantageux.

L'accroissement visé des placements négociés exige par ailleurs la mise en place d'équipes capables de développer des réseaux et des contacts de qualité. Afin d'atteindre ses objectifs de croissance et de s'assurer que sa clientèle d'affaires est bien servie, le Groupe Participations Caisse a créé un programme de formation en développement d'affaires orienté sur l'approche-client. Dans cette même perspective, il a procédé à la restructuration des processus de gestion de dossiers.

Traitement plus efficace de l'information

La Caisse a amélioré radicalement ses systèmes d'information et d'analyse par la mise en place des nouveaux systèmes de comptabilité et d'administration des placements. L'implantation de ces systèmes contribue plus particulièrement à fournir plus rapidement l'information de gestion à tous les niveaux de l'institution, tant à celui du traitement des opérations financières

qu'à celui de l'organisation de l'information des portefeuilles et de la mesure des risques et rendements.

Depuis deux ans, la Caisse s'est attaquée au renouvellement de son parc technologique et a mis à jour sa plateforme d'exploitation et ses nombreuses applications, afin d'en assurer la conformité aux exigences reliées au passage à l'an 2000. Ainsi, la Caisse se dote des outils essentiels à une saine gestion de sa croissance.

NOS DÉFIS

La gestion de fonds est un secteur porteur qui connaîtra une croissance soutenue au cours des cinq à dix prochaines années. Cette progression proviendra des caisses de retraite, mais surtout des fonds communs de placement qui, au Québec, devraient effectuer un rattrapage important.

Ces perspectives de croissance s'inscrivent dans un contexte de mutation à l'échelle mondiale. Ainsi, les intervenants – banques d'affaires, courtiers, gestionnaires de fonds – se regroupent pour étendre leur capacité d'action au monde entier. Ces perspectives s'animent autour de stratégies de fusions, d'acquisitions et de déploiements qui visent à tirer profit des économies d'échelle d'une large gamme de produits et d'expertise et d'un réseau devenu essentiel à la capacité de saisir les opportunités de mener des opérations rentables. D'autres s'articulent autour de stratégie de niches visant à développer l'expertise requise pour se tailler une place dans des créneaux spécialisés.

La Caisse n'entend pas céder sa place de premier gestionnaire de fonds au Canada. C'est ainsi qu'elle a précisé son orientation pour demeurer parmi les meilleurs en Amérique de Nord, et qu'elle a énoncé cinq orientations stratégiques qui la guideront vers l'accomplissement de ses objectifs.

Figurer parmi les meilleurs gestionnaires de fonds en Amérique du Nord

La qualité de son organisation est le principal levier sur lequel la Caisse entend agir pour figurer dans le peloton de tête des gestionnaires de fonds en Amérique du Nord. Au cours de la prochaine année, elle poursuivra l'amélioration de la qualité de ses processus décisionnels, entreprise en 1998, et mettra en place une direction consacrée à l'information stratégique, en appui à la prise de décision de ses gestionnaires.

Accroître le volume et la portée des placements négociés

Soucieuse de contribuer au développement économique de toutes les régions du Québec, la Caisse continuera à étendre son réseau régional, dont la porte d'entrée est le réseau Accès Capital, de manière à accompagner toutes les entreprises – petites, moyennes et grandes – dans leur expansion à l'échelle internationale. Les placements négociés sont une façon active de mener à bien ce projet et la Caisse entend doubler le volume de ces placements d'ici trois à cinq ans. Sa filiale Capital International CDPQ enrichissant sans cesse son réseau d'affaires à travers le monde au bénéfice des entreprises d'ici, celles-ci pourront ainsi bénéficier de plus en plus de l'appui d'un partenaire de taille dans leur expansion à l'échelle mondiale.

Étendre la gestion de fonds à de nouvelles clientèles

La promotion de la gestion de fonds auprès de nouvelles clientèles permet à la Caisse de poursuivre plusieurs objectifs qui contribuent à sa mission :

- accroître ses fonds sous gestion, ce qui lui permettra de miser sur sa taille et d'augmenter sa masse critique dans chacun des nombreux métiers qu'elle entend mettre en pratique;
- intensifier la gestion de fonds à Montréal, soit au sein de la Caisse, soit chez les gestionnaires qui lui sont associés.

Le développement de ces nouvelles clientèles, institutionnelles et de détail, va de pair avec la mise sur pied de CDPQ Conseil qui a pour objectif, dans ce contexte, d'obtenir des mandats de clients étrangers, et de CDPQ Gestion, qui a pour mandat de recevoir et de gérer les fonds ainsi recueillis.

Optimiser le rôle de la Caisse dans l'essor du secteur financier québécois

Dans la foulée de la mise sur pied de Services financiers CDPQ, la Caisse tient à préciser et renforcer sa contribution au développement du secteur financier dans l'économie québécoise. Elle compte investir les ressources et le capital requis pour intensifier, en priorité, les activités de gestion de fonds à Montréal. Elle réévaluera et actualisera ainsi ses outils et précisera son rôle en matière de concertation et de coopération avec les diverses institutions financières québécoises. Enfin, la Caisse examinera dans quelle mesure une stratégie d'acquisitions ou de partenariats pourrait contribuer à renforcer son efficacité et lui permettre d'atteindre une masse critique dans ses métiers de base.

Soucieuse de canaliser l'épargne des Québécois au bénéfice de ceux-ci, la Caisse verra, malgré les besoins d'internationalisation de son portefeuille, à optimiser ses investissements au Québec.

Assurer la mise en place de ressources capables de réaliser les ambitions de la Caisse

Pour mener à bien ses projets de croissance, la Caisse procédera à la révision et à l'ajustement de son plan de développement des ressources humaines, financières et matérielles. Elle doit en effet viser, de plus en plus et de mieux en mieux, à recruter et à conserver au sein de ses équipes les gestionnaires les plus talentueux et à leur fournir les instruments technologiques et l'information stratégique nécessaires à leur travail, tout en maintenant ses coûts d'exploitation à un niveau compétitif.

APERÇU DE LA RÉGIE INTERNE

Conseil d'administration

Le conseil d'administration de la Caisse est composé de son directeur général qui en est le président, de représentants des déposants, soit, au 31 décembre 1998, le président et directeur général de la Régie des rentes du Québec, le président de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, le président du conseil et directeur général de la Société de l'assurance automobile du Québec, de membres du milieu des affaires et du mouvement coopératif et de dirigeants du mouvement syndical.

Le conseil a pour rôle de s'assurer que la gestion de la Caisse est conforme aux dispositions de sa loi constitutive et de ses règlements et que l'institution prend les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans sa mission, c'est-à-dire de réaliser un rendement financier optimal et de contribuer par son action au dynamisme de l'économie, tout en veillant à la sécurité des capitaux sous gestion.

Le conseil examine et approuve les principales orientations et politiques, notamment le programme de placements pour l'année. Il procède également à une revue annuelle des secteurs d'activité et reçoit les rapports des différents comités et groupes de travail ad hoc pour se pencher sur des sujets particuliers.

Il est en outre saisi de toute opération et décision, et de tout placement ou dossier dont l'importance intrinsèque, l'impact sur le portefeuille ou sur la répartition de l'actif, ou qui pour tout autre motif, doit faire l'objet d'une attention particulière.

Le conseil d'administration délègue l'examen de sujets précis à des comités constitués de membres du conseil de la Caisse. Il délègue également aux conseils d'administration des filiales du Groupe Participations Caisse certains pouvoirs relatifs aux décisions d'investissement de ce type de placements négociés, en fonction des différents secteurs d'activités pour lesquels ces filiales ont été créées et qui correspondent à leur mission.

Au cours de l'année 1998, le conseil d'administration s'est réuni à quinze reprises. Il a collaboré activement aux travaux visant à définir les orientations et enjeux stratégiques pour les prochaines années et procédé à l'examen de certains secteurs d'activité et des plans d'affaires du Groupe Participations Caisse et du Groupe immobilier Caisse. Il a également été saisi plus particulièrement des dossiers Provigo inc. et Cambridge Limitée.

Comité de vérification

Le comité de vérification examine les états financiers annuels et trimestriels et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Il évalue également le mandat et la nature des travaux de vérification et exerce un suivi de l'efficacité des systèmes et des mécanismes de contrôle interne. Il a étudié notamment les mécanismes de contrôle ayant trait à la gestion des instruments financiers dérivés et aux travaux reliés au passage à l'an 2000. Ce comité a tenu six réunions en 1998.

Comité des ressources

Le comité des ressources reçoit les propositions, présente ses avis et formule des recommandations au conseil d'administration à l'égard des questions liées aux ressources humaines, financières et informatiques. Il étudie plus précisément la politique de rémunération et les budgets d'exploitation et d'immobilisations. Ce comité s'est rencontré à quatre reprises en 1998.

Comité de gestion du portefeuille immobilier

Le Comité de gestion du portefeuille immobilier (conseil du GIC), étudie le plan stratégique annuel, reçoit les rapports de gestion et approuve ou recommande au conseil d'administration de la Caisse certaines propositions d'investissement. Ce comité a tenu onze réunions en 1998.

Comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise

Le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise étudie les rapports sur l'application du Code d'éthique et de déontologie et sur l'exercice du droit de vote de la Caisse. Il formule, s'il y a lieu, des avis sur toute question incluse dans le Code ou relevant de son application. Il veille également à la mise à jour de la Politique de régie d'entreprise. Ce comité s'est réuni à deux reprises en 1998.

La Caisse a désigné la secrétaire générale de la Société, madame Ginette Depelteau, à titre de personne chargée de recevoir et d'analyser les plaintes des clients et des citoyens et d'y accorder toute l'attention requise.

M^{me} Ginette Depelteau
Tél. : (514) 847-5901
Télec. : (514) 847-5445
Courrier : fparent@lacaisse.com

Conseil d'administration

JEAN-CLAUDE SCRAIRE *

■ ▲ ● ▼ ◆

Président du conseil d'administration et directeur général

GUY MORNEAU ▼

Vice-président du conseil
Président et directeur général
Régie des rentes du Québec

JEAN-CLAUDE BACHAND ■

Avocat-conseil
Byers Casgrain

CLAUDE BÉLAND ●

Président
La Confédération des caisses populaires et d'économie
Desjardins du Québec

LUC BESSETTE ■ ●

Président
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RODRIGUE BIRON ●

Administrateur de sociétés
Rodrigue Biron et Associés

YVES FILION ■

Directeur général adjoint
Hydro-Québec

JEAN-YVES GAGNON ▲

Président du conseil d'administration et directeur général
Société de l'assurance automobile du Québec

GILLES GOUBOUT ▼

Sous-ministre des Finances
Gouvernement du Québec

THOMAS O. HECHT ▼

Président émérite du conseil
IBEX Technologies

GÉRALD LAROSE ▲

Président
Confédération des syndicats nationaux

HENRI MASSÉ

Président
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

Haute direction

JEAN-CLAUDE SCRAIRE *

Président du conseil d'administration et directeur général

MICHEL NADEAU *

Premier vice-président
Grands marchés et directeur général adjoint

FERNAND PERREAULT *

Premier vice-président
Groupe immobilier Caisse

Direction

CLAUDE BERGERON *

Affaires juridiques

PIERRE BOUVIER

Recherche et rendement

JEAN-CLAUDE CYR *

Développement et planification
et Affaires économiques québécoises

GINETTE DEPELTEAU

Secrétariat général

ANDRÉ DUCHESNE

Gestion des taux et des devises

PHILIPPE GABELIER *

Services institutionnels
et d'affaires publiques

GENEVIÈVE GALLOUET *

Service-conseils en
ressources humaines

François Grenier

Gestion sectorielle
Marchés boursiers

RICHARD GUAY

Gestion des comptes
des déposants

JACQUES JOBIN

Études économiques

HUBERT LAPIERRE *

Marchés boursiers canadiens

Bertrand Lauzon *

Finances, contrôle et
administration des systèmes
d'information

RÉJEANNE LIZOTTE

Services de vérification

PIERRE LUSSIER *

Gestion stratégique de
la répartition de l'actif

YVES MOQUIN

Placements tactiques

NORMAND PROVOST *

Groupe Participations Caisse

ADEL SARWAT

Marchés boursiers internationaux

CHRISTIANE THÉBERGE

Information

Groupe immobilier Caisse

Direction

FERNAND PERREAULT ■

Premier vice-président et
président du conseil des
sociétés du Groupe

ANDRÉ CHAREST

Vice-président
Administration et finances

PIERRE DUHAIME

Vice-président
Gestion des placements

GENEVIÈVE B. BEAULIEU

Secrétaire des sociétés du Groupe

KAREN LAFLAMME

Directrice
Administration et finances

LOUISE POIRIER-LANDRY

Directrice
Planification et gestion
du portefeuille immobilier

Cadim

*Société immobilière de portefeuille –
Gestion de placements résidentiels
et non traditionnels*

800, Square Victoria

Bureau 4400

Case postale 118

Montréal (Québec) H4Z 1B7

Tél. : (514) 875-3360

Télec. : (514) 875-3327

Internet : <http://cadim.lacaisse.com>

Direction

ANDRÉ COLLIN

Président et
chef de l'exploitation

PIERRE DESNOYERS

Vice-président
Finances et administration

SYLVIE DROUIN

Vice-présidente
Affaires juridiques

PIERRE GIBEAULT

Vice-président
Opérations immobilières

PIERRE BURON

Directeur
Gestion d'actif

GUY CHARETTE

Directeur
Acquisitions

PIERRE GAMACHE

Directeur général
Fonds Cadim
FSTQ, nouveau marchés

GILLES HORROBIN

Directeur
Marchés boursiers

MARC LAPOINTE

Directeur
Acquisitions, nouveaux marchés

LINÉ LEFEBVRE

Directeur
Finances et trésorerie

JACQUES PLANTE

Directeur
Investissements

Conseil d'administration ■

ANDRÉ COLLIN

Président et chef de l'exploitation
Cadim

ANDRÉ CHAREST

Vice-président
Administration et finances
Groupe immobilier Caisse

PIERRE DUHAIME

Vice-président
Gestion des placements
Groupe immobilier Caisse

GUY HÉNAULT

Directeur
Centre d'affaires Place Ville-Marie
Banque Royale du Canada

GHISLAINE LABERGE

Conseillère en immobilier
et financement

ALAIN LAPOINTE

Directeur du centre d'études
en administration internationale
École des Hautes Études
Commerciales

ALAIN TESSIER

Conseiller
Finances et systèmes d'information
Caisse de dépôt et placement
du Québec

■ Membre du comité de vérification.

▲ Membre du comité de gestion du portefeuille immobilier (Conseil du GIC).

● Membre du comité des ressources.

▼ Membre du comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise.

◆ Président d'office du conseil d'administration des filiales du Groupe Participations Caisse.

■ Président d'office du conseil d'administration des filiales du Groupe immobilier Caisse.

* Membre du comité de direction.

Cadev

Gestion de terrains et mise en valeur immobilière

393, rue Saint-Jacques
Bureau 350
Montréal (Québec) H2Y 1N9
Tél. : (514) 841-7766
Télec. : (514) 841-7755
Internet: <http://cadev.lacaisse.com>

Direction

CLÉMENT DEMERS

Premier vice-président directeur

Conseil d'administration

ANDRÉ COLLIN

Président et chef de l'exploitation
Cadim

GHISLAINE LABERGE

Conseillère en immobilier et financement

RICHARD LASALLE

Président
Richard Lasalle Construction

CLAUDE LEGAULT

Président et chef de l'exploitation
SITQ Immobilier

RENÉ TREMBLAY

Président et chef de l'exploitation
Ivanhoé

Ivanhoé

Propriétaire et gestionnaire de centres commerciaux

413, rue Saint-Jacques
Bureau 700
Montréal (Québec) H2Y 3Z4
Tél. : (514) 841-7600
Télec. : (514) 841-7762
ivanhoe@ivanhoe.ca
Internet: www.ivanhoe.com

Direction

RENÉ TREMBLAY

Président et chef de l'exploitation

PAUL S. CHEHAB

Vice-président
Acquisitions

CLAUDE DION

Vice-président
Centres commerciaux, Espagne

PIERRE LALONDE

Vice-président
Gestion des partenariats

GERVAIS LEVASSEUR

Vice-président
Finances

E. CLAUDE MOLLEUR

Vice-président
Affaires juridiques et publiques

GILBERT VOCELLE

Vice-président
Exploitation

GILBERT BOULANGER

Directeur général
Europe centrale

ROGER LABERGE

Directeur général
Développement des marchés et projets spéciaux

JEAN LARAMÉE

Directeur général
Développement et construction

Conseil d'administration

ANDRÉ CHAREST

Vice-président
Administration et finances
Groupe immobilier Caisse

CLAUDE DALPHOND

Directeur
Fiducie globale des régimes complémentaires de retraite de la STCUM

PIERRE DUHAIME

Vice-président
Gestion des placements
Groupe immobilier Caisse

REYNALD N. HARPIN

Vice-président
Placements
Caisse de retraite Alcan Adminco

RONALD M. KIRSHNER

Conseiller
Ivanhoé

ALAIN LAPOINTE

Directeur du centre d'études en administration internationale
École des Hautes Études Commerciales

RAYMOND LAURIN

Vice-président
Services administratifs
Comité de retraite et des assurances collectives du Mouvement Desjardins

JACQUES MARLEAU

Assistant-directeur et secrétaire
Commission de la caisse commune de retraite de la Ville de Montréal

JACQUES PERRON

Président directeur général et président du Conseil d'administration

Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la CUM

SERGE RÉMILLARD

Président
Services financiers CDPQ

MICHEL SANSCHAGRIN

Vice-président et directeur général
Actuariat et Contrôle L'Industrielle Alliance

RENÉ TREMBLAY

Président et chef de l'exploitation
Ivanhoé

SITQ IMMOBILIER

Les Immeubles Pen York

Propriété et gestion d'immeubles industriels et de bureaux, et de centres commerciaux

SITQ Immobilier

380, rue Saint-Antoine Ouest
Bureau 6000
Montréal (Québec) H2Y 3X7
Tél. : (514) 287-1852
Télec. : (514) 287-0871
Internet: www.sitq.com

Direction

CLAUDE LEGAULT

Président et chef de l'exploitation

JEAN-LOUIS DUBÉ

Premier vice-président
Exploitation, développement et construction

LOUISELLE PAQUIN

Première vice-présidente
Finances, gestion de portefeuille et administration

YVON TESSIER

Premier vice-président
Investissements

SYLVAIN BOILY

Vice-président
Division centres commerciaux

JEAN-FRANÇOIS FOURNIER

Vice-président
Gestion des partenariats

ANDRÉ GIRARD

Vice-président
Division industrielle

PIERRE LEFEBVRE

Vice-président
Ressources humaines, affaires publiques et qualité

SYLVAIN PELLETIER

Vice-président
Investissements, Europe

JACQUES PLANTE

Vice-président
Bureaux, Québec

DANIEL BRISSON

Directeur général
Développement

DAVID HICKS

Vice-président
Exploitation Pen York

Conseil d'administration

JEAN CARTIER

Adjoint au vice-recteur aux Ressources humaines
Fonds commun de placement des régimes de retraite de l'Université Laval

ANDRÉ CHAREST

Vice-président
Administration et finances
Groupe immobilier Caisse

CLAUDE DALPHOND

Directeur
Fiducie globale des régimes complémentaires de retraite de la STCUM

PIERRE DUHAIME

Vice-président
Gestion des placements
Groupe immobilier Caisse

FRANCINE HAREL-GIASSON

Professeure titulaire
École des Hautes Études Commerciales

REYNALD N. HARPIN

Vice-président
Placements
Caisse de retraite Alcan Adminco

RAYMOND LAURIN

Vice-président
Services administratifs
Comité de retraite et des assurances collectives du Mouvement Desjardins

CLAUDE LEGAULT

Président et chef de l'exploitation
SITQ Immobilier

GASTON PELLETIER

Vice-président
Les conseillers financiers du St-Laurent

JACQUES PERRON

Président-directeur général et président du conseil d'administration
Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la CUM

SERGE RÉMILLARD

Président
Services financiers CDPQ

Les Immeubles

Pen York

4 Eva Road, Suite 427
Etobicoke, Ontario M9C 2A8
Tél. : (416) 695-0600
Télec. : (416) 695-0608
Corporate.Services@penyork.com
Internet: <http://penyork.lacaisse.com>

Direction

DAVID HICKS

Vice-président
Exploitation

LISETTE ROY

Secrétaire de la Société

Conseil d'administration

CLAUDE LEGAULT

Président et chef de l'exploitation
SITQ Immobilier

JEAN-LOUIS DUBÉ

Premier vice-président
Exploitation, développement et construction
SITQ Immobilier

LOUISELLE PAQUIN

Première vice-présidente
Finances, gestion de portefeuille et administration
SITQ Immobilier

JACQUES PERRON

Président-directeur général et président du conseil d'administration
Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la CUM

Hypothèques CDPQ

Financements et titres hypothécaires

2525, boulevard Laurier
Bureau 600
Tour St-Laurent, Édifice S.S.Q.
Sainte-Foy (Québec) G1V 1L2
Tél. : (418) 656-6572
Télec. : (418) 656-6577

quebec@lacaisse.com
Internet: <http://hypcdpq.lacaisse.com>

1981, avenue McGill College
6^e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7

Tél. : (514) 842-3261
Télec. : (514) 842-2397
hyp_cdpq@lacaisse.com
Internet: <http://hypcdpq.lacaisse.com>

Direction

JEAN C. PINARD

Président et chef de l'exploitation

ROCK DANEAU

Directeur, bureau de Montréal

RÉJEAN FALARDEAU

Directeur

LUCIEN GOULET

Directeur, bureau de Québec

Conseil d'administration

ANDRÉ CHAREST

Vice-président
Administration et finances
Groupe immobilier Caisse

JEAN-CLAUDE CYR

Vice-président
Développement et planification et coordonnateur des Affaires économiques québécoises
Caisse de dépôt et placement du Québec

PIERRE DUHAIME

Vice-président
Gestion des placements
Groupe immobilier Caisse

JEAN-YVES GAGNON

Président du conseil d'administration et directeur général
Société de l'assurance automobile du Québec

GHISLAINE LABERGE

Conseillère en immobilier et financement

GÉRALD LAROSE

Président
Confédération des syndicats nationaux

PETER MARTIN

Vice-président, région de Québec
Conseillers Immobiliers GWL

JEAN C. PINARD

Président et chef de l'exploitation
Hypothèques CDPQ

SERGE RÉMILLARD

Président
Services financiers CDPQ

Groupe Participations Caisse

Direction

NORMAND PROVOST ✚
Vice-président coordonnateur

GINETTE DEPELTEAU ▶
Secrétaire des sociétés du Groupe

NATHALIE CYRENNE ▶
Directrice
Administration et Finances

ANATOLE POULIOT ▶
Directeur
Développement des affaires

Accès Capital

Réseau panquébécois de sociétés d'investissement

1-888-PME-3456
1981, avenue McGill College
6^e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-5486
Télec. : (514) 847-2311
accesscapital@laccasse.com
Internet :
http://accesscapital.laccasse.com

Direction

PAUL JUNEAU
Président

PIERRE-ANDRÉ POMERLEAU
Directeur

Bureaux au Québec

Accès Capital Abitibi-Témiscamingue

640, 3^e Avenue
Bureau 205
Val d'Or (Québec) J9P 1S5
Tél. : (819) 825-6855
Télec. : (819) 825-6224
accesscap@lino.com

PIERRE OUELLET
Directeur

Accès Capital Bas-Saint-Laurent

125, rue de l'Évêché Ouest
C.P. 97
Rimouski (Québec) G5L 7B7
Tél. : (418) 725-2717
Télec. : (418) 722-4727
accessbsl@globetrotter.net

PIERRE BÉDARD
Directeur

Accès Capital Centre du Québec

1416, rue Michaud
Drummondville (Québec) J2C 7V3
Tél. : (819) 475-2975
Télec. : (819) 475-6466
accesslh@boisfrancs.qc.ca

LAURY HARVEY
Directeur

Accès Capital Estrie

65, rue Belvédère Nord
Bureau 290
Sherbrooke (Québec) J1H 4A7
Tél. : (819) 822-1400
Télec. : (819) 822-1232
accesscape@sympatico.ca

ANDRÉ BONNEAU
Directeur

Accès Capital Gaspésie-les-Îles

27, boulevard York Est
C.P. 66, Gaspé (Québec) G4X 2K9
Tél. : (418) 368-8939
Télec. : (418) 368-5321
accessgas@globetrotter.qc.ca

JANICK BOULAY
Directrice

Accès Capital Laval – Laurentides – Lanaudière

2550, boul. Daniel-Johnson
Bureau 800
Laval (Québec) H7T 2L1
Tél. : (450) 688-2089
Télec. : (450) 688-2204
accesslll@megacom.net

YVES DUFRESNE
Directeur

Accès Capital Montérégie

Place Montérégie
101, boulevard Roland-Therrien
Bureau 420
Longueuil (Québec) J4H 4B9
Tél. : (450) 670-1551
Télec. : (450) 670-3553
accesscapitalmonteregion@videotron.net

PAUL-ANDRÉ LOCAS
Directeur

Accès Capital Montréal

380, rue Saint-Antoine Ouest
Bureau 6000
Montréal (Québec) H2Y 3X7
Tél. : (514) 847-4177
Télec. : (514) 287-0871
regent.gagnon@sitq.com

RÉGENT GAGNON
Directeur

Accès Capital Outaouais

15, rue Buteau
Bureau 230-9
Hull (Québec) J8Z 1V4
Tél. : (819) 771-9898
Télec. : (819) 771-2882
devec@infonet.ca

LÉON LAJOIE
Directeur

Accès Capital Québec

1000, Route de l'Église
Bureau 690
Sainte-Foy (Québec) G1V 3V9
Tél. : (418) 650-9199
Télec. : (418) 652-7916
accesscapqc@avantage.com

GILLES DESHARNAIS
Directeur associé

SERGE OLIVIER
Directeur associé

Accès Capital Saguenay-Lac-Saint-Jean

3780, rue Panet
Jonquières (Québec) G7X 0E5
Tél. : (418) 547-2274
Télec. : (418) 695-3340
accesscapslsj@videotron.ca

LUC IMBEAULT
Directeur

Capital CDPQ

Investissements à concurrence de un million de dollars

1981, avenue McGill College
6^e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-2611
Télec. : (514) 847-2493
Internet :
http://capcdpq.laccasse.com

Direction

PAUL JUNEAU
Président

CHARLES CAZABON
Directeur

Conseil d'administration de Capital CDPQ et d'Accès Capital ✚✚

REYNALD BRISSON
Comptable agréé
R. Brisson & Associés

PAUL JUNEAU
Président
Capital CDPQ

GERMAIN JUTRAS
Avocat
Jutras & Associés

EMMANUEL MARCOTTE
Président
Planification financière
Marcotte & Marcotte

PIERRE PARENT
Président-directeur général
Groupe Promexpo

SERGE RÉMILLARD
Président
Services financiers CDPQ

LISSETTE M. THERRIEN
Présidente
Gestion Devenir

Capital d'Amérique CDPQ

Moyennes et grandes entreprises offrant un bon potentiel de rendement et de croissance

1981, avenue McGill College
9^e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-2612
Télec. : (514) 847-2493
Internet :
http://capdamer.laccasse.com

Direction

NORMAND PROVOST
Président
Capital d'Amérique CDPQ

PAUL-HENRI COUTURE
Vice-président

GHISLAIN GAUTHIER
Vice-président

LUC HOULE
Vice-président

LUCIE ROUSSEAU
Vice-présidente

Conseil d'administration

 ✚✚

SYLVIE ARCHAMBAULT
Directrice générale
Société immobilière du Canada

RODRIGUE BIRON
Administrateur de sociétés
Rodrigue Biron et Associés

ROGER CHINIARA
Conseiller financier

THOMAS O. HECHT
Président émérite du conseil
IBEX Technologies

PIERRE MICHAUD
Président du conseil
Reno-Dépôt

MICHEL NADEAU
Premier vice-président
Grands marchés et directeur général adjoint
Caisse de dépôt et placement du Québec

ALAIN RHÉAUME
Chef de la direction
financière et trésorier
Microcell Télécommunications

JOHN D. THOMPSON
Président délégué du conseil
Montréal Trust

Capital Communications CDPQ

Entreprises des secteurs des communications et des télécommunications

1981, avenue McGill College
7^e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-2614
Télec. : (514) 847-5980
Internet :
http://capcomm.laccasse.com

Direction

PIERRE BÉLANGER
Président

HÉLÈNE BÉLANGER
Vice-présidente

ANDRÉ DE MONTIGNY
Vice-président

Conseil d'administration

 ✚✚

PIERRE BÉLANGER
Président
Capital Communications CDPQ

LUC BESSETTE
Président
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

JEAN-CLAUDE DELORME
Administrateur de sociétés et consultant

DENIS DIONNE
Président
Sofinov

YVES FILION
Directeur général adjoint
Hydro-Québec

PAUL MAJOR
Administrateur de sociétés

MICHEL NADEAU
Premier vice-président
Grands marchés et directeur général adjoint
Caisse de dépôt et placement du Québec

Capital International CDPQ

Investissement et réseau international

1981, avenue McGill College
5^e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-2615
Télec. : (514) 847-2383
Internet :
http://capintern.laccasse.com

Direction

JEAN LAMOTHE
Président

BRUNO ARSENAULT
Directeur

SERGE L. DESJARDINS
Directeur
Sociétés et fonds d'investissement

DANIEL DUPONT
Directeur, Asie

PIERRE PICHÉ
Directeur
Placements

JACQUES SAVARD
Directeur
Accès Capital International

HELEN STEERS
Directrice, Europe

Conseil d'administration

 ✚✚

JEAN-CLAUDE BACHAND
Avocat-conseil
Byers Casgrain

GRETTA CHAMBERS
Chancelière
Université McGill

EMMANUEL G. KAMPOURIS
Président
Bethune Import-Export et Vice-président exécutif
Association des maisons de commerce extérieur du Québec (AMCEQ)

JEAN LAMOTHE
Président
Capital International CDPQ

GÉRALD LAROSE
Président
Confédération des syndicats nationaux

FERNAND PERREault
Premier vice-président
Groupe immobilier Caisse

LOUIS ROQUET
Président-directeur général
Investissement Québec

PIERRE-ANDRÉ ROY
Président
Bombardier Capital

Conseiller

BERNARD LAMARRE
Conseiller
SNC-Lavalin
Président du conseil
InfraDev International

- ✚ **Jean-Claude Scraire**, président d'office du conseil d'administration des filiales du Groupe Participations Caisse.
- ✚ **Normand Provost**, membre d'office du conseil d'administration des filiales du Groupe Participations Caisse.
- ▶ **G. Depelteau, N. Cyrenne, A. Pouliot**, membres d'office de la direction des filiales du Groupe Participations Caisse.

Sofinov

Entreprises des secteurs
d'innovation technologique

1981, avenue McGill College
13^e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-2613
Télec. : (514) 847-2628
Internet :
<http://sofinov.lacaisse.com>

Direction ▶

DENIS DIONNE
Président

MARCEL PAQUETTE
Vice-président
Technologies industrielles

PIERRE PHARAND
Vice-président
Technologies de l'information

LUC VILLENEUVE
Directeur
Santé et biotechnologie

Conseil d'administration ♦ +

LINE BOISVERT
Directrice et gestionnaire
de portefeuille
Caisse de dépôt et placement
du Québec

JACQUES M. BRAULT
Premier vice-président
Lévesque Beaubien Geoffrion

DENIS DIONNE
Président
Sofinov

CLAUDE LAJEUNESSE
Président et Vice-chancelier
Ryerson Polytechnic University

SERGE MARTIN
Président
Martin International

GUY MORNEAU
Président et directeur général
Régie des rentes du Québec

Conseillers

MARC J. JETTÉ
Président
MarkeTek

LIVIA MASNAGHETTI
Associée
Raymond, Chabot,
Grant, Thornton

Services financiers CDPQ

Entreprises du secteur des
services financiers

1981, avenue McGill College
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-5999
Télec. : (514) 847-5950
Internet :
<http://serfin.lacaisse.com>

Direction ▶

SERGE RÉMILLARD *
Président

DENIS AUCLAIR
Directeur

DIANE ELSLIGER
Directrice

Conseil d'administration ♦ +

NATHALIE BOURQUE
Associée
Le cabinet de relations
publiques National

CLAUDE DALPHOND
Directeur
Fiducie globale des régimes
complémentaires de retraite
de la STCUM

GILLES GODBOUT
Sous-ministre des Finances
Gouvernement du Québec

NICOLE LACOMBE
Gestionnaire de portefeuille
Gestion de portefeuille Natcan

CLAUDE LEGAULT
Président et
chef de l'exploitation
SITQ Immobilier

MICHEL NADEAU
Premier vice-président
Grands marchés et
directeur général adjoint
Caisse de dépôt et placement
du Québec

NANCY ORR-GAUCHER
Présidente
Le Groupe Dynamis

ÉLAINE PHÉNIX
Première vice-présidente
Formation de capital
Bourse de Montréal

SERGE RÉMILLARD
Président
Services financiers CDPQ

AUTRES PARTICIPATIONS D'AFFAIRES

Capital Teraxis

*Société de participations
dans des sociétés de courtage
en épargne collective*

700, boulevard Lebourgneuf
Bureau 10
Québec (Québec) G2J 1E2
Tél. : (418) 627-0029
Télec. : (418) 627-5177
mfragasso@sympatico.com

SERGE RÉMILLARD
Président du conseil

MICHEL FRAGASSO
Président et
chef de la direction

Groupe Expordev

*Société de commercialisation
de produits à valeur ajoutée*

Place Mercantile
2001, avenue McGill College
Bureau 580
Montréal (Québec) H3A 1G1
Tél. : (514) 285-2244
Télec. : (514) 285-2288

CLAUDE BAILLARGEON
Président-directeur général

BRUNO ARSENAULT
Directeur commercial

Infradev International

*Société de financement et d'expertise
en montage financier de projets
d'infrastructure*

2190, rue Crescent, 1^{er} étage
Montréal (Québec) H3G 2B8
Tél. : (514) 286-4477
Télec. : (514) 286-4083
Internet :
<http://infradev.lacaisse.com>

BERNARD LAMARRE
Président du conseil

MICHEL BRANCHAUD
Président-directeur général

Sodémex

*Société de participations
dans des petites sociétés
d'exploration minière*

2525, boulevard Laurier
Sainte-Foy (Québec) G1V 2L2
Tél. : (418) 656-4331
Télec. : (418) 656-6577

DENIS LANDRY
Président

T²C² Bio/Info

*Société de valorisation des
découvertes technologiques
des centres de recherche*

1550, rue Metcalfe
Bureau 502
Montréal (Québec) H3A 1X6
Tél. : (514) 842-9849
Télec. : (514) 842-1505
Internet :
<http://t2c2.sofinov.lacaisse.com>

BERNARD COUPAL
Président
T²C² Bio/Info

BERTRAND CAYROL
Vice-président
T²C²/Bio

ANDRÉ DUQUENNE
Vice-président
T²C²/Info

BUREAUX DE LA CAISSE À L'ÉTRANGER

HONG KONG

Asia Equity Infrastructure Fund, L.P.
Tél. : (852) 2586 6222
Télec. : (852) 2802 3803
villette@aeif.com.hk

LUC VILLETTE
Directeur délégué

ITALIE

Capital International CDPQ
Tél. : (39 02) 7200-1828
Télec. : (39 02) 7200-1849
affari.quebec@mi.camcom.it

SANDRA BONANNI
Attachée commerciale
et responsable

MEXIQUE

Capital International CDPQ
Tél. : (52 5) 545-1204 /1224
Télec. : (52 5) 545-1246

POLOGNE

Capital International CDPQ
Tél. : (48 22) 622-7511
Télec. : (48 22) 622-7526
renatam@ikp.atm.com.pl

RENATA MILCZAREK
Directrice déléguée

THAÏLANDE

Asia Equity Infrastructure Fund, L.P.
Tél. : (66 2) 262-0750
Télec. : (66 2) 262-0753

ALAIN BERDUGO
Directeur

VIETNAM

Capital International CDPQ
Tél. : (84 4) 934-0888
Télec. : (84 4) 934-0889
ddupont@lacaisse.com

DANIEL DUPONT
Directeur, Asie

GLOSSAIRE

Biens immobiliers

Éléments de l'actif foncier et immobilier constitué des terrains et bâtiments détenus en portefeuille.

Capital de développement

Capital investi pour financer de nouvelles entreprises qui se distinguent souvent par leur esprit d'innovation, mais dont les propriétaires exploitants, associés ou actionnaires ne disposent pas des ressources suffisantes pour financer leurs projets à long terme. Se dit également de l'investissement dans une société fermée par des personnes ne participant pas à la gestion quotidienne de l'entreprise.

Capitalisation boursière

Évaluation d'une entreprise, ou d'un groupe d'entreprises, fondée sur la valeur de ses actions en bourse, soit le nombre d'actions ordinaires émises multiplié par leur cours sur le marché.

Coût

Somme d'argent versée lors de l'acquisition d'un titre. Ce montant servira de base au calcul de l'appréciation ou de la perte de valeur du titre.

Dépôt sur prêt de titres

Opération comportant la vente d'un titre et l'engagement par le vendeur de le racheter à une date et un prix fixés d'avance.

Juste valeur

Valeur d'échange dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté, dans des conditions de pleine concurrence.

Cycle économique

Fluctuation plus ou moins régulière de l'activité économique, marquée par les cinq phases successives que sont la récession (ou contraction), le creux, la reprise, l'expansion et le sommet (ou stagnation).

Écart type du rendement

Mesure de l'écart entre le rendement à une date donnée par rapport au rendement moyen.

Fonds commun de placement

Fonds constitué de sommes mises en commun par des épargnants en vue d'un placement collectif dans des actions, obligations ou autres valeurs et dont la gestion est assurée par un tiers qui assure le choix des valeurs en fonction d'un objectif "commun" que partagent les investisseurs.

Fonds distinct

Fonds d'investissement offert par les compagnies d'assurance-vie et dont la principale différence par rapport aux fonds communs est une garantie partielle ou totale du capital sur une longue période, habituellement 10 ans. La garantie peut varier d'un minimum de 75 % de la valeur d'achat à plus de 100 % dans certains fonds.

Gestion active

Mode de gestion qui consiste à créer un portefeuille dont la pondération est différente de celle de l'indice. Son objectif est de surpasser un marché ou un indice de référence.

Gestion passive

Mode de gestion qui consiste à créer un portefeuille qui reproduit la pondération de l'indice ou du marché afin de dégager un rendement semblable.

Gestion sectorielle

Mode de gestion fondé sur le choix de titres parmi des sociétés d'un même secteur d'activité, sans restriction d'ordre géographique. Le choix se fonde sur l'évolution d'un secteur à l'échelle internationale et tient compte des conditions macroéconomiques.

Gestion conjoncturelle

Mode de gestion fondé sur l'évolution du cycle économique et ses répercussions sur l'évaluation de certains types d'investissement.

Gestion structurelle

Mode de gestion fondé sur l'équilibre entre les titres de natures diverses, par exemple les titres à revenu fixe ou à revenu variable, au sein d'un portefeuille.

Instruments financiers dérivés

Aussi appelés produits dérivés, leur valeur est liée à celle d'une marchandise ou d'un titre sous-jacent, les contrats à terme et les contrats d'option.

Liquidité

On dit d'un *marché* qu'il est liquide lorsque acheteurs et vendeurs y trouvent habituellement, dans des conditions normales de marché et sans trop de difficultés, la contrepartie de leurs offres. On dit d'un *titre* qu'il est liquide lorsqu'il se trouve en quantité suffisante sur le marché pour faire l'objet d'importantes opérations de négociation sans que cela n'entraîne de fluctuations marquées de son cours.

Option

Contrat conférant à son titulaire le droit, mais non l'obligation, d'acheter (option d'achat/call) ou de vendre (option de vente/put) une marchandise ou un actif financier (actions, obligations, etc.) à un prix et dans un délai fixés d'avance.

Placement autorisé

Investissement, dans un projet à plus ou moins long terme, que la Caisse a décidé d'effectuer à une date ultérieure et dont le montant n'a pas encore été versé.

Placement direct

Investissement effectué directement dans une entreprise.

Placement indirect

Investissement dans un fonds d'investissement ou une société en commandite qui effectue à son tour des placements dans des entreprises.

Placement négocié

Investissement, dans une société ouverte ou fermée, effectué à la suite de discussions et de négociations. À la Caisse, les placements en actions effectués ainsi sont appelés des participations et les investissements hypothécaires et immobiliers font aussi partie de cette catégorie.

Placement privé

Investissement dans des titres offerts par un émetteur directement à un nombre restreint d'investisseurs sans passer par le marché public.

Placement réalisé

Investissement dans une entreprise, dont le montant a été partiellement ou entièrement versé au moment de dresser les relevés de placements.

Rendement économique

Exprime les retombées qu'ont des investissements sur l'économie en général, par exemple lorsqu'ils permettent à une entreprise de prendre de l'expansion, donc d'accroître ses activités et de créer de nouveaux emplois.

Société fermée

Entreprise dont les actions ne sont pas cotées en bourse et sont généralement détenues par un nombre limité d'actionnaires. Les transferts d'actions font habituellement l'objet de restrictions.

Société ouverte

Société de capitaux, du secteur privé, dont les actions sont inscrites à la cote boursière. Les titres se négocient sur le parquet de la bourse ou sur le marché hors cote.

Titrisation

Opération par laquelle certains éléments d'actifs (des prêts hypothécaires, par exemple) sont vendus à une société qui finance leur acquisition en émettant des titres négociables sur le marché.

Valeur à risque

Effet défavorable que les risques de changement des taux et des cours du marché peuvent avoir sur la valeur d'un portefeuille pendant une période particulière.

Valeur temps

Écart entre la valeur du marché d'une option, par exemple, et sa valeur intrinsèque, soit la différence entre le cours du titre visé par l'investisseur et le prix de levée de l'option d'achat.

Volatilité

On dit d'un marché ou d'un titre qu'il est *volatil* lorsqu'il est susceptible de subir, ou subit effectivement, des variations rapides. La volatilité relative d'un titre par rapport à l'ensemble du marché peut se mesurer au moyen du coefficient bêta.

INFORMATION FINANCIÈRE

Rapport de la direction	63
Rapport du vérificateur	63
États financiers	64
Renseignements supplémentaires – États financiers sommaires des fonds	80
Renseignements supplémentaires – États financiers sommaires des portefeuilles spécialisés	82

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Caisse de dépôt et placement du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus au Canada. La direction est également responsable de l'information et des déclarations contenues dans les autres sections du rapport annuel d'activités et elle s'assure que les renseignements financiers contenus ailleurs dans le rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps opportun, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. Le service de vérification interne procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par la Caisse.

La Caisse reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont un seul membre fait partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Caisse, conformément aux normes de vérification généralement reconnues; son rapport expose la nature et l'étendue de cette vérification et comporte l'expression de son opinion. Le vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Jean-Claude Scraire
Président du conseil d'administration et Directeur général

Bertrand Lauzon
Vice-président, Finances, Contrôle et Administration des systèmes d'information

Montréal, le 12 mars 1999

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié l'état de l'actif net cumulé des fonds de la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 décembre 1998 ainsi que l'état des résultats cumulés et l'état de l'évolution de l'actif net cumulé de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Caisse. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers cumulés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de ces fonds au 31 décembre 1998, ainsi que les résultats de leurs opérations et l'évolution de leur actif net de l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V - 5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA
Québec, le 12 mars 1999

ÉTATS FINANCIERS

ACTIF NET CUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE 1998

	1998	1997
	(en millions de dollars)	
ACTIF		
Placements à la juste valeur (<i>note 3</i>)		
Obligations	31 797	31 001
Actions et valeurs convertibles	33 854	29 520
Financements hypothécaires	1 760	1 497
Biens immobiliers	7 350	4 281
Valeurs à court terme	4 677	1 618
Titres achetés en vertu de conventions de revente	2 583	1 669
	82 021	69 586
Revenus de placement courus et à recevoir	633	671
Opérations en voie de règlement	190	43
Autres éléments d'actif	483	224
	83 327	70 524
PASSIF		
Dépôts sur prêts de titres (<i>note 3</i>)	6 357	2 992
Emprunts bancaires et billets à payer (<i>note 3</i>)	233	137
Opérations en voie de règlement	475	105
Engagements liés à des titres vendus à découvert (<i>note 3</i>)	2 575	1 340
Emprunts hypothécaires (<i>note 3</i>)	2 990	1 520
Instruments financiers dérivés (<i>note 3</i>)	1 148	500
Autres éléments de passif	384	175
Part des actionnaires sans contrôle (<i>note 3</i>)	597	144
	14 759	6 913
AVOIR DES DÉPOSANTS (<i>note 4</i>)	68 568	63 611
INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (<i>note 6</i>)		
RELEVÉ DE L'ACTIF NET CUMULÉ (<i>tableau complémentaire</i>)		

Pour le conseil d'administration
Jean-Claude Scraire
Jean-Claude Bachand

**RÉSULTATS CUMULÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ
LE 31 DÉCEMBRE 1998**

	1998	1997
	(en millions de dollars)	
REVENUS		
Revenus de placement		
Intérêts sur obligations	1 895	2 021
Dividendes et intérêts sur valeurs convertibles	590	435
Intérêts sur financements hypothécaires	135	126
Revenus nets tirés des biens immobiliers	240	148
Intérêts sur valeurs à court terme	131	97
	2 991	2 827
Autres revenus	25	25
	3 016	2 852
Moins :		
Frais de gestion des placements (<i>note 5</i>)		
Frais internes	34	25
Frais provenant des filiales	33	23
Frais externes	10	13
	77	61
	2 939	2 791
DÉPENSES		
Frais d'administration (<i>note 5</i>)		
Frais internes	12	11
Frais provenant des filiales	10	9
	22	20
REVENU AVANT POSTE SUIVANT	2 917	2 771
Moins :		
Part des actionnaires sans contrôle	15	14
REVENU NET DE PLACEMENT	2 902	2 757

**ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CUMULÉ DE
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1998**

	1998	1997
	(en millions de dollars)	
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Revenu net de placement	2 902	2 757
Gains (pertes) à la vente de placements		
Obligations	705	787
Actions et valeurs convertibles	2 971	3 012
Financements hypothécaires	-	6
Biens immobiliers	34	(59)
Valeurs à court terme	(12)	(22)
	3 698	3 724
Moins :		
Part des actionnaires sans contrôle	4	(2)
	3 694	3 726
Plus-value (moins-value) non matérialisée		
Placements		
Obligations	118	166
Actions et valeurs convertibles	(316)	536
Financements hypothécaires	1	(27)
Biens immobiliers	525	169
Valeurs à court terme	(12)	21
Titres achetés en vertu de conventions de revente	4	68
	320	933
Moins :		
Emprunts bancaires et billets à payer	(1)	1
Engagements liés à des titres vendus à découvert	(63)	27
Emprunts hypothécaires	(4)	10
Instruments financiers dérivés	425	142
Part des actionnaires sans contrôle	193	(25)
	550	155
	(230)	778
Total des activités de placement	6 366	7 261
Excédent des retraits des déposants sur leurs dépôts	1 409	864
AUGMENTATION DE L'ACTIF NET CUMULÉ	4 957	6 397
ACTIF NET CUMULÉ AU DÉBUT	63 611	57 214
ACTIF NET CUMULÉ À LA FIN	68 568	63 611

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 1998

1 CONSTITUTION ET ACTIVITÉS

La Caisse de dépôt et placement du Québec, personne morale au sens du Code civil, a été constituée par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre C-2). Elle reçoit toutes les sommes qui lui sont confiées en vertu d'une loi spécifique.

FONDS GÉNÉRAL

Le fonds général regroupe des placements diversifiés et constitue une caisse commune pouvant recevoir des dépôts à vue et à terme ainsi que des dépôts à participation. Les détenteurs de dépôts à participation se partageaient l'avoir net et le revenu net du fonds général au 31 décembre dans les proportions suivantes :

	1998		1997	
	Nombre d'unités	%	Nombre d'unités	%
Régie des rentes du Québec				
Fonds du Régime de rentes du Québec	16 521 214	97,8	16 923 363	98,0
Régime de rentes de survivants*	330 211	2,0	309 976	1,8
Régie des assurances agricoles du Québec	10 578	0,1	10 578	0,1
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	16 743	0,1	12 871	0,1
Office de la protection du consommateur				
Fonds des cautionnements des agents de voyages				
Cautionnement collectifs				
Détaillants	3 878	-	4 235	-
Grossistes	1 144	-	1 450	-
Cautionnements individuels	107	-	-	-
Magazine Protégez-Vous	2 100	-	2 100	-
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec				
Fonds d'assurance-garantie	3 739	-	3 496	-
Fédération des producteurs de bovins du Québec	2 007	-	2 007	-
	16 891 721	100,0	17 270 076	100,0

* Pour l'administration des rentes de survivants pour le personnel d'encadrement des secteurs public et parapublic, sous la responsabilité du secrétariat du Conseil du Trésor.

FONDS PARTICULIERS

Les fonds particuliers regroupent des placements diversifiés et n'ont qu'un seul déposant chacun qui y effectue exclusivement des dépôts à participation. Les différents fonds particuliers sont :

Fonds 301

À l'usage du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics - cotisations des employés de niveau syndicable et transfert des régimes complémentaires de retraite - administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Fonds 302

À l'usage du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics - cotisations des employés de niveau non syndicable - administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Fonds 303

À l'usage des régimes particuliers administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Fonds 305

À l'usage du Régime de retraite des élus municipaux et du Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités, administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Fonds 306

À l'usage du Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers œuvrant au Québec.

Fonds 307

À l'usage de la Société de l'assurance automobile du Québec.

Fonds 308

À l'usage du Fonds d'amortissement des régimes de retraite gouvernementaux administré par le ministère des Finances du Québec.

Fonds 311

À l'usage du Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec - compte général - administré par la Commission de la construction du Québec.

Fonds 312

À l'usage du Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec - compte des retraités - administré par la Commission de la construction du Québec.

Fonds 313

À l'usage du Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec - compte complémentaire - administré par la Commission de la construction du Québec.

Fonds 330

À l'usage de la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS

Les portefeuilles spécialisés regroupent des placements d'une seule catégorie. Ils constituent des caisses communes pouvant recevoir des dépôts à participation des différents fonds. Au 31 décembre 1998, les huit portefeuilles spécialisés suivants étaient opérationnels : portefeuille d'obligations, portefeuille d'actions canadiennes, portefeuille d'actions américaines, portefeuille d'actions des marchés en émergence, portefeuille d'actions étrangères, portefeuille de financements hypothécaires, portefeuille d'immeubles et portefeuille de valeurs à court terme. (constitué le 1^{er} juillet 1998)

2 CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers cumulés de la Caisse ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

a) ÉTATS FINANCIERS CUMULÉS

Les états financiers cumulés comprennent les comptes des filiales détenues par la Caisse, du fonds général, des fonds particuliers et des portefeuilles spécialisés. Les comptes de chacun de ces fonds et de chacun de ces portefeuilles font l'objet d'états financiers distincts vérifiés par le vérificateur général du Québec.

b) PLACEMENTS ET ACTIVITÉS CONNEXES

Les opérations d'achat et de vente de placements sont comptabilisées en date d'engagement, sauf en ce qui concerne les obligations, les financements hypothécaires et les biens immobiliers, comptabilisés en date de règlement.

Les placements ainsi que les postes d'actif et de passif s'y rapportant sont comptabilisés à leur juste valeur, soit la valeur d'échange estimative dont conviendrait des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, établie en fin d'exercice. Ces valeurs sont déterminées au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, tels l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours de clôture des principales bourses ainsi que ceux fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par des évaluateurs indépendants alors que d'autres le sont à l'interne selon des méthodes d'évaluation couramment employées.

Les opérations à titre d'engagements liés à des titres vendus à découvert donnent lieu à des achats de titres en vertu de conventions de revente ou à des opérations d'emprunts de titres.

c) REVENUS

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

Les revenus d'intérêts sur obligations incluent les revenus découlant des titres achetés en vertu de conventions de revente réduits des frais d'intérêts sur dépôts sur prêts de titres.

Les revenus de dividendes sont inscrits à compter de la date ex-dividende. Les revenus tirés des prêts d'actions et de valeurs convertibles sont présentés au poste Dividendes et intérêts sur valeurs convertibles.

Les revenus tirés des biens immobiliers sont réduits des intérêts sur les emprunts bancaires et hypothécaires.

Les intérêts sur valeurs à court terme sont réduits des frais d'intérêt sur les billets à payer.

d) **GAINS ET PERTES À LA VENTE DE PLACEMENTS**

Les gains et pertes à la vente de placements sont calculés selon le coût moyen non amorti dans le cas des placements en obligations, des financements hypothécaires et des valeurs à court terme, selon le coût moyen pour les actions et les valeurs convertibles et selon le coût spécifique pour les biens immobiliers. Le coût moyen non amorti correspond au prix d'acquisition redressé pour tenir compte de l'amortissement de la prime et de l'escompte, qui permet de maintenir un rendement effectif constant jusqu'à l'échéance.

Les gains et pertes tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les gains et pertes des placements sous-jacents.

e) **CONVERSION DES DEVICES**

La juste valeur des placements ainsi que les autres postes d'actif et de passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice.

Le coût des placements en actions ainsi que celui des biens immobiliers provenant d'établissements étrangers intégrés sont convertis au taux en vigueur à la date d'acquisition. Le coût des placements provenant d'établissements étrangers autonomes est converti au taux en vigueur à la fin de l'exercice. Le coût non amorti des placements couverts sous forme d'obligations, de financements hypothécaires et de valeurs à court terme est converti au taux moyen des instruments financiers de couverture des risques de change détenus à la fin de l'exercice, alors que celui des placements non couverts est converti au taux en vigueur à la fin de l'exercice.

Les revenus sont convertis au taux de change en vigueur à la date des opérations, à l'exception de ceux provenant du portefeuille spécialisé d'immeubles qui sont convertis au taux moyen de l'exercice. Les revenus et les pertes provenant des instruments financiers dérivés de couverture des risques de change reliés aux placements libellés en devises sont reportés et constatés dans les gains et pertes à la vente de placements au moment de leur réalisation.

f) **IMMOBILISATIONS**

Les frais reliés à l'acquisition du matériel téléphonique, informatique et de bureautique sont capitalisés et amortis selon la durée de vie utile des biens s'y rapportant. Les frais d'aménagement des locaux et autres améliorations locatives sont amortis sur la durée du bail. Ces immobilisations sont présentées au poste Autres éléments d'actif.

g) **FRAIS DE GESTION DES PLACEMENTS ET FRAIS D'ADMINISTRATION**

Les frais de gestion des placements couvrent les charges directement liées aux activités de placement, incluant les frais payés à des institutions financières externes, et ils sont présentés sous un poste distinct, en diminution des revenus de placement; les frais généraux sont présentés au poste Frais d'administration.

3 PLACEMENTS ET POSTES DU PASSIF

Les placements et les postes du passif dont le coût diffère de la juste valeur se détaillent comme suit :

	1998 (en millions de dollars)			Coût
	Juste valeur			
	Canadiens	Étrangers	Total	
ACTIF				
Placements				
Obligations	25 922	5 719	31 641	29 329
Actions et valeurs convertibles	18 265	15 463	33 728	27 302
Financements hypothécaires	1 564	194	1 758	1 707
Biens immobiliers	3 120	4 218	7 338	7 396
Valeurs à court terme	3 830	708	4 538	4 559
Titres achetés en vertu de conventions de revente	725	1 858	2 583	2 583
	53 426	28 160	81 586	72 876
Instruments financiers dérivés	146	289	435	98
	53 572	28 449	82 021	72 974
PASSIF				
Dépôts sur prêts de titres	1 180	5 177	6 357	6 357
Emprunts bancaires et billets à payer	201	32	233	233
Engagements liés à des titres vendus à découvert	765	1 810	2 575	2 543
Emprunts hypothécaires	415	2 575	2 990	2 968
Instruments financiers dérivés	426	722	1 148	346
Part des actionnaires sans contrôle	563	34	597	434
1997 (en millions de dollars)				
	Juste valeur			Coût
	Canadiens	Étrangers	Total	
ACTIF				
Placements				
Obligations	29 800	1 077	30 877	28 643
Actions et valeurs convertibles	17 470	11 748	29 218	22 646
Financements hypothécaires	1 396	99	1 495	1 444
Biens immobiliers	2 413	1 858	4 271	4 874
Valeurs à court terme	1 083	418	1 501	1 515
Titres achetés en vertu de conventions de revente	1 026	643	1 669	1 673
	53 188	15 843	69 031	60 795
Instruments financiers dérivés	130	425	555	80
	53 318	16 268	69 586	60 875
PASSIF				
Dépôts sur prêts de titres	2 411	581	2 992	2 992
Emprunts bancaires et billets à payer	98	39	137	136
Engagements liés à des titres vendus à découvert	821	519	1 340	1 245
Emprunts hypothécaires	246	1 274	1 520	1 494
Instruments financiers dérivés	184	316	500	123
Part des actionnaires sans contrôle	130	14	144	175

La position de change relative aux placements sous forme de titres étrangers, autres que ceux couverts par un passif financier équivalent, est couverte par des instruments financiers dérivés tel qu'il est indiqué à la note 6, à l'exception des titres des marchés en émergence, d'un montant de 1 160 M\$ au 31 décembre 1998 (1 160 M\$ en 1997), couverts à l'égard des risques liés aux fluctuations de la devise américaine seulement.

Le coût des placements a été augmenté d'un montant de 1 112 M\$ au 31 décembre 1998 (122 M\$ en 1997), représentant les pertes reportées reliées aux instruments financiers dérivés de couverture des risques de change.

La juste valeur des placements en actions et valeurs convertibles inclut des titres de sociétés fermées, au montant de 2 416 M\$ au 31 décembre 1998 (1 352 M\$ en 1997), pour lesquels aucun cours n'est disponible. La juste valeur de ces titres est établie selon des méthodes d'évaluation couramment employées.

4 AVOIR DES DÉPOSANTS

Les dépôts à vue et à terme portent intérêt et constituent des créances des déposants à l'égard de la Caisse.

Les dépôts à participation sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net d'un fonds. À la clôture de chaque période, mensuelle pour le fonds général et trimestrielle pour les fonds particuliers, le revenu net de placement et les gains et pertes à la vente de placements sont attribués aux détenteurs de dépôts à participation. Au début de la période qui suit, les montants attribués sont versés au (récupérés du) compte de dépôts à vue des déposants.

	1998	1997
	(en millions de dollars)	
Créances des déposants à l'égard de la Caisse		
Dépôts à vue	72	181
Avances à des déposants	(432)	(435)
Dépôts à terme	189	130
Intérêts sur dépôts à vue et à terme	3	1
Revenu net à verser aux détenteurs de dépôts à participation	1 042	580
	874	457
Avoir des détenteurs de dépôts à participation		
Dépôts à participation		
Solde au début	52 798	49 207
Unités émises	3 326	4 471
Unités annulées	(886)	(942)
Unités à émettre	478	62
Solde à la fin	55 716	52 798
Montant non attribué relatif aux biens immobiliers*	92	108
Plus-value non matérialisée attribuée à la suite d'opérations interfonds	(3 491)	(1 759)
Montant non attribué à la suite de gains et pertes à la vente de placements des portefeuilles spécialisés**	7 349	3 763
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et des autres postes d'actif et de passif s'y rapportant	8 028	8 244
	67 694	63 154
AVOIR DES DÉPOSANTS	68 568	63 611

* Ce montant représente le redressement de l'amortissement cumulé sur les biens immobiliers à la suite de la comptabilisation des placements à la juste valeur. Il sera attribué au moment de la vente de ces biens.

** Ce montant représente les gains et pertes à la vente de placements des portefeuilles spécialisés qui ne sont pas distribués à la fin de l'exercice. Il sera attribué au moment de la vente d'unités de participation dans les portefeuilles.

5 FRAIS DE GESTION DES PLACEMENTS ET FRAIS D'ADMINISTRATION

a) Les frais de gestion des placements et les frais d'administration se détaillent comme suit :

	1998		1997	
	(en millions de dollars)			
	Frais de gestion	Frais d'administration	Frais de gestion	Frais d'administration
Traitements et avantages sociaux	35	11	26	11
Services professionnels	24	4	21	3
Locaux et matériel	7	3	5	2
Amortissement des immobilisations	3	2	3	1
Autres frais	8	2	6	3
	77	22	61	20

b) Les frais de gestion sont attribuables aux catégories de placements de la façon suivante :

	1998		1997	
	(en millions de dollars)			
Obligations	15			12
Actions et valeurs convertibles	42			35
Financements hypothécaires	3			3
Biens immobiliers	16			10
Valeurs à court terme	1			1
	77			61

6 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la Caisse effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés, soit à des fins de couverture des risques liés aux fluctuations de change, soit à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de taux d'intérêt et de marché. Au 31 décembre, ces instruments financiers, dont la juste valeur favorable est regroupée avec celle des placements sous-jacents alors que la juste valeur défavorable est présentée au passif, avec les montants à payer sur ces instruments, au poste Instruments financiers dérivés, s'établissaient comme suit :

	1998		1997	
	(en millions de dollars)			
	Juste valeur	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence
Marchés hors cote				
Couverture des risques de change*				
Contrats de change à terme				
Achats	(9)	1 329	(113)	234
Ventes	(144)	17 535	244	13 134
Troc de devises				
Ventes	(176)	760	8	156
Options sur devises				
Achats	-	12	-	29
Gestion des risques de taux d'intérêt et de marché				
Contrats de change à terme				
Achats	(2)	701	8	1 152
Ventes	(13)	605	(6)	679
Contrats d'indices boursiers à terme				
Achats	100	1 343	90	1 343
Ventes	(100)	1 343	(89)	1 343
Contrats de garantie de taux d'intérêt				
Achats	-	664	1	500
Ventes	-	664	(1)	500

(suite)	1998		1997	
	(en millions de dollars)			
	Juste valeur	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence
Gestion des risques de taux d'intérêt et de marché (suite)				
Contrats de garantie sur volatilité de devises				
Achats	15	238	-	36
Ventes	-	-	-	37
Trocs de taux d'intérêt	(66)	2 903	(38)	2 034
Options sur trocs de taux d'intérêt				
Achats	-	33	1	325
Ventes	-	73	-	400
Options sur taux d'intérêt				
Achats	(4)	620	1	74
Ventes	(5)	768	-	-
Options sur indices boursiers				
Achats	-	50	2	101
Ventes	-	-	(1)	68
Options sur devises				
Achats	110	2 435	93	3 911
Ventes	(119)	2 491	(99)	2 934
Options sur actions				
Achats	-	-	3	27
Ventes	(261)	270	-	30
Options sur obligations				
Achats	-	50	-	-
Ventes	-	857	-	-
Options sur contrats à terme sur devises				
Achats	-	-	5	587
Ventes	-	-	(1)	286
Marchés réglementés				
Gestion des risques de taux d'intérêt et de marché				
Contrats à terme sur obligations				
Achats	-	5 909	-	491
Ventes	-	5 364	-	398
Contrats à terme sur indices boursiers				
Achats	-	5 339	-	1 739
Ventes	-	2 793	-	1 148
Contrats à terme sur taux d'intérêt				
Achats	-	1 824	-	4 432
Ventes	-	1 151	-	5 984
Contrats à terme sur devises				
Achats	-	15	-	-
Ventes	-	39	-	88
Options sur contrats à terme sur denrées				
Achats	-	4	-	-
Options sur contrats à terme sur obligations				
Achats	4	260	1	528
Ventes	(16)	2 276	(3)	833
Options sur contrats à terme sur indices boursiers				
Achats	-	-	-	49
Ventes	-	-	-	14
Options sur contrats à terme sur taux d'intérêt				
Achats	-	376	-	808
Ventes	-	1 522	-	67
Options sur contrats à terme sur devises				
Achats	1	678	1	189
Ventes	(2)	366	-	21
Options sur indices boursiers				
Achats	-	-	-	44
Options sur actions				
Ventes	-	11	-	14

* Lorsque les opérations de couverture impliquent le recours simultané à la devise américaine et à d'autres devises, le montant nominal de référence retenu ici représente uniquement la valeur finale exprimée en dollars canadiens.

Les risques de change relatifs aux placements libellés en devises et aux autres postes de l'actif et du passif s'y rapportant sont couverts au moyen d'instruments financiers dérivés. Pour les obligations, les financements hypothécaires, les investissements immobiliers ainsi que les valeurs à court terme, ces instruments financiers dérivés sont représentatifs de la valeur et de la devise dans laquelle sont libellés les placements. Pour les actions étrangères, dont la pondération par pays dans les portefeuilles se rapproche sensiblement de celle qui se retrouve dans les principaux indices internationaux, la valeur des instruments financiers dérivés est représentative du poids relatif des pays dont les titres composent ces indices. Ces instruments sont négociés auprès de banques et leurs termes varient généralement de un à trois mois dans le cas des contrats de change à terme et des options, et de un à deux ans pour les trocs de devises. À l'échéance, de nouveaux instruments financiers dérivés sont négociés dans le but de maintenir à long terme une couverture efficace des risques de change associés aux placements étrangers.

D'autre part, l'utilisation de contrats à terme et d'options négociés en bourse, de contrats de change à terme, de contrats d'indices boursiers à terme, de contrats de garantie de taux d'intérêt et sur volatilité de devises, de trocs de taux d'intérêt ainsi que d'options, négociés auprès de banques et de courtiers en valeurs mobilières, permet de gérer les risques de taux d'intérêt et de marché de l'ensemble du portefeuille de placements en plus de générer des revenus des activités de négociation.

Ces opérations sont effectuées auprès d'institutions financières dont la cote de crédit est établie par une agence de notation reconnue et dont les limites opérationnelles sont fixées par le comité de crédit interne qui préconise la signature d'ententes de compensation de manière à limiter le risque de crédit.

7 INCERTITUDE DÉCOULANT DU PROBLÈME DU PASSAGE À L'AN 2000

Les systèmes informatiques sensibles aux dates peuvent entraîner des erreurs lorsque des informations faisant intervenir des dates de l'an 2000 sont traitées. En outre, des problèmes semblables peuvent se manifester dans des systèmes qui utilisent certaines dates de l'année 1999 pour représenter autre chose qu'une date. Les répercussions du problème du passage à l'an 2000 pourront se faire sentir le 1^{er} janvier de l'an 2000, ou encore avant ou après cette date, et, si l'on n'y remédie pas, elles pourraient nuire à la capacité de l'entité d'exercer normalement ses activités.

La Caisse a mis en place un plan de correction pour remédier à cette incertitude. Il n'est pas possible d'être certain que tous les aspects du problème du passage à l'an 2000 qui ont une incidence sur la Caisse, y compris ceux qui ont trait aux efforts déployés par les clients, les fournisseurs ou d'autres tiers, seront entièrement résolus.

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE
RELEVÉ DE L'ACTIF NET CUMULÉ
au 31 décembre 1998 (en millions de dollars)

1998

Juste valeur %	Ventilation des portefeuilles	Montant nominal de référence - échéances			Montant nominal de référence ¹	Taux d'intérêt effectif %	Juste valeur	Coût ²
		Moins de 2 ans	2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans				
ACTIF								
Obligations								
Titres canadiens								
Émis par un gouvernement								
13,62	Gouvernement du Québec	679,8	2 683,2	6 574,1	9 937,1	7,1	11 352,4	10 375,6
5,35	Gouvernement du Canada	1 419,7	1 829,5	885,0	4 134,2	5,1	4 453,9	4 418,4
0,68	Autres gouvernements	-	-	491,3	491,3	6,1	565,3	532,8
19,65		2 099,5	4 512,7	7 950,4	14 562,6	6,5	16 371,6	15 326,8
Garantis par un gouvernement								
Gouvernement du Québec								
5,68	Hydro-Québec	470,6	511,8	3 222,7	4 205,1	8,0	4 732,0	3 946,7
0,61	Autres	184,2	150,2	91,7	426,1	9,0	504,2	441,7
0,14	Gouvernement du Canada	-	-	82,3	82,3	9,2	114,7	90,5
0,25	Autres	-	155,0	36,0	191,0	5,3	211,4	209,2
6,68		654,8	817,0	3 432,7	4 904,5	8,0	5 562,3	4 688,1
Garantis par octroi								
0,10	Cégeps	24,0	13,9	33,7	71,6	8,5	82,3	76,1
0,43	Hôpitaux	158,0	94,3	57,9	310,2	10,3	354,9	317,0
0,12	Universités et écoles affiliées	13,6	20,4	46,0	80,0	7,6	97,8	88,8
0,02	Centres de services sociaux	9,5	0,4	6,2	16,1	10,4	19,5	16,4
0,51	Commissions scolaires	186,1	38,6	129,6	354,3	11,2	424,0	362,9
0,01	Autres	3,0	-	5,0	8,0	10,2	10,5	8,9
1,19		394,2	167,6	278,4	840,2	10,2	989,0	870,1
Municipaux et scolaires								
1,06	Municipalités et organismes municipaux	219,7	170,1	351,0	740,8	8,6	882,7	765,2
0,12	Commissions scolaires	13,2	13,4	53,7	80,3	9,5	102,8	84,7
1,18		232,9	183,5	404,7	821,1	8,7	985,5	849,9
2,42	Entreprises	268,6	879,1	901,3	2 049,0	7,8	2 013,9	2 014,2
31,12		3 650,0	6 559,9	12 967,5	23 177,4	7,1	25 922,3	23 749,1
0,17	Instruments financiers dérivés	4 118,3	-	450,0	4 568,3		145,5	-
31,29							26 067,8	23 749,1
Titres étrangers								
4,74	Gouvernement des États-Unis	3 361,2	76,8	554,0	3 992,0	4,9	3 947,7	3 948,9
0,99	Entreprises	24,0	309,3	589,9	923,2	9,2	828,9	709,1
1,13	Autres	153,4	124,3	588,1	865,8	6,5	942,2	921,9
6,86		3 538,6	510,4	1 732,0	5 781,0	5,8	5 718,8	5 579,9
0,02	Instruments financiers dérivés	4 587,7	150,2	-	4 737,9		10,8	0,8
6,88							5 729,6	5 580,7
38,17							31 797,4	29 329,8
Actions et valeurs convertibles								
Titres canadiens								
0,65	Mines et métaux						539,9	673,3
0,90	Métaux précieux						750,7	909,3
1,23	Pétrole et gaz naturel						1 024,2	1 261,6
0,88	Papiers et produits forestiers						730,7	773,9
1,49	Produits de consommation						1 245,6	867,4
3,54	Production industrielle						2 951,1	2 220,1
1,00	Immeubles et construction						830,7	892,3
0,55	Transport et services environnementaux						456,5	479,3
0,50	Pipelines						418,2	387,3
2,74	Services publics						2 287,3	1 307,5
1,92	Communications						1 597,2	641,2
1,21	Distribution et services						1 006,7	844,8
4,63	Services financiers						3 858,3	2 435,5
0,42	Conglomérats						350,5	238,4
0,26	Participations indicielles - TSE 35						217,3	202,7
21,92							18 264,9	14 134,6
-	Instruments financiers dérivés	60,4	-	-	60,4		0,7	-
21,92							18 265,6	14 134,6
Titres étrangers								
Fonds externes								
0,72	États-Unis						600,6	423,9
0,80	Royaume-Uni						668,1	546,1
0,26	France						215,4	168,5
0,21	Allemagne						176,8	138,4
2,77	Autres pays d'Europe						2 307,8	1 756,5
1,50	Japon						1 249,1	1 427,2
0,04	Hong Kong						32,8	25,6
0,39	Autres pays d'Asie et Océanie						328,0	326,1
1,26	Marchés en émergence						1 049,0	1 173,5
Fonds internes								
5,18	États-Unis						4 319,2	3 147,1
1,98	Royaume-Uni						1 646,1	1 211,2
0,64	France						531,1	471,6
0,34	Allemagne						282,3	274,1
1,45	Autres pays d'Europe						1 204,9	887,5
0,60	Japon						497,1	595,5
0,11	Hong Kong						91,3	97,9
0,18	Autres pays d'Asie et Océanie						152,7	418,2
0,13	Marchés en émergence						111,2	78,7
18,56							15 463,5	13 167,6
0,15	Instruments financiers dérivés	23 054,2	-	-	23 054,2		125,4	1,5
18,71							15 588,9	13 169,1
40,63							33 854,5	27 303,7

Ventilation des portefeuilles	Juste valeur	Coût ²
ACTIF		
Obligations		
Titres canadiens		
Émis par un gouvernement		
Gouvernement du Québec	10 713,7	9 792,6
Gouvernement du Canada	9 497,9	9 439,9
Autres gouvernements	652,9	629,7
	20 864,5	19 862,2
Garantis par un gouvernement		
Gouvernement du Québec		
Hydro-Québec	4 922,6	4 158,7
Autres	382,9	318,0
Gouvernement du Canada	112,7	92,3
Autres	251,3	253,3
	5 669,5	4 822,3
Garantis par octroi		
Cégeps	72,0	63,1
Hôpitaux	367,0	318,7
Universités et écoles affiliées	107,0	93,6
Centres de services sociaux	19,3	16,1
Commissions scolaires	432,8	361,0
Autres	11,1	9,4
	1 009,2	861,9
Municipaux et scolaires		
Municipalités et organismes municipaux	913,8	782,4
Commissions scolaires	99,4	81,6
	1 013,2	864,0
Entreprises	1 243,9	1 222,2
	29 800,3	27 632,6
Instruments financiers dérivés	121,6	-
	29 921,9	27 632,6
Titres étrangers		
Gouvernement des États-Unis	712,0	673,6
Entreprises	364,5	336,9
Autres	-	-
	1 076,5	1 010,5
Instruments financiers dérivés	3,1	9,1
	1 079,6	1 019,6
	31 001,5	28 652,2
Actions et valeurs convertibles		
Titres canadiens		
Mines et métaux	745,1	815,7
Métaux précieux	721,0	856,1
Pétrole et gaz naturel	1 692,5	1 366,8
Papiers et produits forestiers	966,2	929,7
Produits de consommation	1 086,1	777,4
Production industrielle	2 524,2	1 778,2
Immeubles et construction	1 041,8	858,8
Transport et services environnementaux	665,1	514,3
Pipelines	259,1	186,5
Services publics	1 808,3	994,5
Communications	1 381,4	653,3
Distribution et services	877,6	664,3
Services financiers	3 148,5	1 503,1
Conglomérats	338,1	187,3
Participations indicielles - TSE 35	215,5	202,7
	17 470,5	12 288,7
Instruments financiers dérivés	5,9	0,1
	17 476,4	12 288,8
Titres étrangers		
Fonds externes		
États-Unis	423,4	317,0
Royaume-Uni	599,2	456,5
France	146,7	120,7
Allemagne	105,0	82,3
Autres pays d'Europe	1 494,7	1 103,3
Japon	1 320,3	1 613,2
Hong Kong	37,3	39,5
Autres pays d'Asie et Océanie	366,7	426,5
Marchés en émergence	1 141,1	1 304,7
Fonds internes		
États-Unis	2 617,7	2 148,4
Royaume-Uni	1 079,1	750,7
France	457,5	372,1
Allemagne	268,6	204,1
Autres pays d'Europe	1 020,1	720,3
Japon	474,5	495,7
Hong Kong	73,1	75,0
Autres pays d'Asie et Océanie	103,6	120,3
Marchés en émergence	19,2	7,2
	11 747,8	10 357,5
Instruments financiers dérivés	296,0	6,9
	12 043,8	10 364,4
	29 520,2	22 653,2

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE
RELEVÉ DE L'ACTIF NET CUMULÉ (suite)
au 31 décembre 1998 (en millions de dollars)

		1998			Montant nominal de référence ¹	Taux d'intérêt effectif %	Juste valeur	Coût ²
Juste valeur %	Ventilation des portefeuilles	Montant nominal de référence - échéances						
		Moins de 2 ans	2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans				
ACTIF								
Financements hypothécaires								
Titres canadiens								
	Résidentiel							
0,06	Hypothèques assurées	27,7	16,1	1,7	45,5	7,2	54,1	49,1
0,14	Hypothèques ordinaires	49,7	44,2	28,2	122,1	8,1	117,7	112,3
0,20		77,4	60,3	29,9	167,6	7,8	171,8	161,4
1,39	Commercial et bureaux	338,8	688,5	188,9	1 216,2	8,0	1 154,3	1 146,0
0,29	Industriel	76,8	131,1	23,3	231,2	8,0	237,8	231,2
1,88		493,0	879,9	242,1	1 615,0	8,0	1 563,9	1 538,6
-	Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	-	-	-
							1 563,9	1 538,6
Titres américains								
0,13	Résidentiel	80,1	11,0	1,1	92,2	18,8	104,7	92,2
0,11	Commercial et bureaux	3,5	1,6	70,8	75,9	11,6	89,8	75,8
0,24		83,6	12,6	71,9	168,1	15,6	194,5	168,0
-	Instruments financiers dérivés	39,4	-	-	39,4	-	1,6	-
0,24							196,1	168,0
2,12							1 760,0	1 706,6
Biens immobiliers								
3,74	Canadiens						3 120,3	3 510,1
5,06	Étrangers						4 218,1	3 886,4
0,01	Instruments financiers dérivés	1 006,2	139,7	-	1 145,9		12,0	5,8
5,07							4 230,1	3 892,2
8,81							7 350,4	7 402,3
89,73	Total des placements à long terme						74 762,3	65 742,4
Valeurs à court terme								
4,60	Titres canadiens	3 859,1	-	-	3 859,1	5,2	3 830,0	3 828,8
-	Instruments financiers dérivés	1 535,8	-	-	1 535,8		0,2	1,3
4,60							3 830,2	3 830,1
0,84	Titres étrangers	714,1	-	-	714,1	4,5	707,6	730,4
0,17	Instruments financiers dérivés	6 022,1	-	-	6 022,1		138,7	88,2
1,01							846,3	818,6
5,61							4 676,5	4 648,7
Titres achetés en vertu de conventions de revente								
0,87	Titres canadiens	638,2	22,9	83,2	744,3		724,8	724,8
2,23	Titres étrangers	1 834,2	-	-	1 834,2		1 857,8	1 857,8
3,10		2 472,4	22,9	83,2	2 578,5		2 582,6	2 582,6
8,71	Total des placements à court terme						7 259,1	7 231,3
98,44	Total des placements						82 021,4	72 973,7
0,75	Revenus de placement courus et à recevoir	633,0	-	-	633,0		633,0	633,0
0,23	Opérations en voie de règlement	189,7	-	-	189,7		189,7	189,7
0,58	Autres éléments d'actif						483,4	483,4
100,00	TOTAL DE L'ACTIF						83 327,5	74 279,8
PASSIF								
43,07	Dépôts sur prêts de titres	6 356,8	-	-	6 356,8		6 356,9	6 356,9
1,58	Emprunts bancaires et billets à payer	233,0	-	-	233,0	5,4	233,0	233,0
3,22	Opérations en voie de règlement	475,2	-	-	475,2		475,2	475,2
13,42	Engagements liés à des obligations vendues à découvert	1 915,0	13,0	83,0	2 011,0		1 981,4	1 968,0
4,02	Engagements liés à des actions vendues à découvert	-	-	-	-		593,4	574,8
20,26	Emprunts hypothécaires	645,1	593,1	1 719,1	2 957,3	6,6	2 990,2	2 968,3
7,77	Instruments financiers dérivés	29 743,0	1 054,1	850,4	31 647,5		1 147,5	346,0
2,61	Autres éléments de passif						384,1	384,1
4,05	Part des actionnaires sans contrôle						597,5	434,5
100,00	TOTAL DU PASSIF						14 759,2	13 740,8
ACTIF NET CUMULÉ							68 568,3	60 539,0

¹ Le montant nominal de référence représente, dans le cas des placements et des autres postes de l'actif et du passif à échéance déterminée, la valeur d'échange servant de base à l'évaluation des flux de trésorerie futurs; dans le cas des instruments financiers dérivés, il représente la valeur du capital théorique à laquelle s'applique un taux ou un prix afin de déterminer l'échange des flux de trésorerie futurs.

² Certaines catégories de placements sont constatées au coût non amorti.

1997

Ventilation des portefeuilles	Juste valeur	Coût ²
ACTIF		
Financements hypothécaires		
Titres canadiens		
Résidentiel		
Hypothèques assurées	52,4	51,7
Hypothèques ordinaires	109,3	103,4
	161,7	155,1
Commercial et bureaux	987,3	962,0
Industriel	247,0	238,9
	1 396,0	1 356,0
Instruments financiers dérivés	2,0	-
	1 398,0	1 356,0
Titres américains		
Résidentiel	19,1	21,4
Commercial et bureaux	79,7	66,7
	98,8	88,1
Instruments financiers dérivés	-	-
	98,8	88,1
	1 496,8	1 444,1
Biens immobiliers		
Canadiens	2 413,3	3 085,8
Étrangers	1 857,7	1 787,9
Instruments financiers dérivés	10,5	0,4
	1 868,2	1 788,3
	4 281,5	4 874,1
Total des placements à long terme	66 300,0	57 623,6
Valeurs à court terme		
Titres canadiens	1 083,1	1 086,3
Instruments financiers dérivés	1,2	-
	1 084,3	1 086,3
Titres étrangers	418,1	428,4
Instruments financiers dérivés	115,3	63,4
	533,4	491,8
	1 617,7	1 578,1
Titres achetés en vertu de conventions de revente		
Titres canadiens	1 025,7	1 024,1
Titres étrangers	642,9	649,2
	1 668,6	1 673,3
Total des placements à court terme	3 286,3	3 251,4
Total des placements	69 586,3	60 875,0
Revenus de placement courus et à recevoir	670,6	670,6
Opérations en voie de règlement	42,7	42,7
Autres éléments d'actif	224,0	224,0
TOTAL DE L'ACTIF	70 523,6	61 812,3
PASSIF		
Dépôts sur prêts de titres	2 991,9	2 991,9
Emprunts bancaires et billets à payer	137,5	135,5
Opérations en voie de règlement	104,7	104,7
Engagements liés à des obligations vendues à découvert	812,0	778,2
Engagements liés à des actions vendues à découvert	527,9	467,2
Emprunts hypothécaires	1 519,7	1 494,3
Instruments financiers dérivés	499,8	123,0
Autres éléments de passif	175,5	175,5
Part des actionnaires sans contrôle	144,0	175,3
TOTAL DU PASSIF	6 913,0	6 445,6
ACTIF NET CUMULÉ	63 610,6	55 366,7

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
ÉTATS FINANCIERS SOMMAIRES DES FONDS

(en millions de dollars)

FONDS GÉNÉRAL								
ACTIF NET AU 31 DÉCEMBRE 1998	1998	1997	301		302		303	
			1998	1997	1998	1997	1998	1997
ACTIF								
Placements à la juste valeur								
Obligations	6 342,4	8 145,3	10 964,3	10 431,5	1 699,8	1 694,4	54,8	56,2
Actions et valeurs convertibles	8 270,6	7 173,9	11 816,0	10 669,0	1 915,0	1 771,1	70,1	65,3
Financements hypothécaires	326,5	192,3	500,7	270,6	79,4	44,0	22,9	20,3
Investissements immobiliers	1 040,0	827,3	1 228,9	1 245,8	199,0	191,4	10,1	8,5
Valeurs à court terme et dépôts à vue au fonds général	1 015,8	1 621,6	937,7	107,8	142,0	13,8	10,1	5,4
	16 995,3	17 960,4	25 447,6	22 724,7	4 035,2	3 714,7	168,0	155,7
Autres éléments d'actif	2 798,6	784,5	106,3	76,8	16,8	12,4	0,8	0,6
	19 793,9	18 744,9	25 553,9	22 801,5	4 052,0	3 727,1	168,8	156,3
PASSIF								
Dépôts à vue et à terme	3 291,7	1 426,1	-	-	-	-	-	-
Billets à payer	4,5	685,8	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	0,4	117,0	-	16,7	-	2,7	-	0,1
Autres éléments de passif	219,5	198,4	432,1	260,5	77,3	65,8	2,7	1,7
	3 516,1	2 427,3	432,1	277,2	77,3	68,5	2,7	1,8
AVOIR NET DES DÉTENTEURS DE DÉPÔTS								
À PARTICIPATION	16 277,8	16 317,6	25 121,8	22 524,3	3 974,7	3 658,6	166,1	154,5

RÉSULTATS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1998

REVENUS								
Revenus de placement								
Revenus provenant des obligations	478,7	542,7	722,0	686,9	113,9	110,2	3,7	3,6
Revenus provenant des actions et valeurs convertibles	145,3	111,4	202,5	155,1	33,2	25,9	1,2	0,9
Revenus provenant des financements hypothécaires	14,8	10,6	21,4	23,2	3,5	3,8	1,6	1,5
Revenus provenant des investissements immobiliers	64,8	39,8	80,6	57,6	13,0	9,4	0,7	0,4
Intérêts sur valeurs à court terme et dépôts au fonds général	37,7	83,9	15,9	27,8	2,4	4,2	0,3	0,7
	741,3	788,4	1 042,4	950,6	166,0	153,5	7,5	7,1
Autres revenus	0,1	0,2	-	-	-	-	-	-
Total des revenus	741,4	788,6	1 042,4	950,6	166,0	153,5	7,5	7,1
Frais de gestion des placements	0,2	0,4	0,1	0,4	-	-	-	-
	741,2	788,2	1 042,3	950,2	166,0	153,5	7,5	7,1
DÉPENSES								
Frais d'administration	0,1	0,1	-	0,1	-	-	-	-
Intérêts sur dépôts à vue et à terme	24,8	59,3	-	-	-	-	-	-
REVENU NET DE PLACEMENT	716,3	728,8	1 042,3	950,1	166,0	153,5	7,5	7,1

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1998

ACTIVITÉS DE PLACEMENT								
Revenu net de placement	716,3	728,8	1 042,3	950,1	166,0	153,5	7,5	7,1
Gains (pertes) à la vente de placements	599,6	378,9	534,6	282,3	101,1	51,3	3,2	0,9
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	253,3	770,0	727,6	1 377,1	104,3	222,3	4,1	7,3
Total des activités de placement	1 569,2	1 877,7	2 304,5	2 609,5	371,4	427,1	14,8	15,3
Dépôts à participation	(293,2)	(224,4)	1 869,9	1 882,9	211,7	232,3	7,5	8,6
Transfert des éléments d'actif net d'un déposant	-	(5 481,0)	-	-	-	-	-	-
Revenu net attribué aux détenteurs de dépôts à participation	(1 315,8)	(1 107,7)	(1 576,9)	(1 232,4)	(267,0)	(204,8)	(10,7)	(8,0)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET	(39,8)	(4 935,4)	2 597,5	3 260,0	316,1	454,6	11,6	15,9
ACTIF NET AU DÉBUT	16 317,6	21 253,0	22 524,3	19 264,3	3 658,6	3 204,0	154,5	138,6
ACTIF NET À LA FIN	16 277,8	16 317,6	25 121,8	22 524,3	3 974,7	3 658,6	166,1	154,5

PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE 1998

ACTIF								
Placements								
Obligations	5 601,8	7 348,8	9 797,5	9 374,5	1 506,2	1 515,2	48,9	50,8
Actions et valeurs convertibles	5 933,3	5 126,8	8 397,0	7 827,8	1 346,1	1 285,3	53,2	51,9
Financements hypothécaires	326,9	190,8	499,5	265,9	79,2	43,2	22,7	19,9
Investissements immobiliers	1 158,7	969,7	1 301,2	1 354,8	212,4	211,1	10,0	8,7
Valeurs à court terme et dépôts à vue au fonds général	1 022,3	1 581,1	937,3	107,9	141,9	13,8	10,1	5,4
	14 043,0	15 217,2	20 932,5	18 930,9	3 285,8	3 068,6	144,9	136,7
PASSIF								
Dépôts à terme	188,5	130,0	-	-	-	-	-	-
Billets à payer	4,5	684,7	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	-	70,8	-	10,6	-	1,7	-	0,1

FONDS PARTICULIERS

305		306		307		308		311		312		313		330	
1998	1997	1998	1997	1998	1997	1998	1997	1998	1997	1998	1997	1998	1997	1998	1997
65,6	65,4	49,4	47,8	2 590,5	2 939,1	597,7	588,7	835,2	777,3	902,4	906,9	301,0	326,3	3 573,8	3 899,6
82,8	76,2	34,4	27,4	3 073,1	2 662,3	572,9	540,7	1 792,0	1 607,6	1 307,4	890,8	408,6	221,2	3 388,9	2 832,8
3,3	1,8	-	-	127,0	71,4	26,7	14,6	192,8	413,4	163,3	306,0	125,5	189,6	77,4	14,7
8,2	9,3	1,5	-	391,1	325,3	80,4	74,7	133,0	136,6	47,7	74,2	35,1	37,1	288,5	295,9
7,7	0,6	4,6	0,9	313,0	22,8	74,8	10,7	121,0	124,3	198,2	71,2	49,1	30,9	429,6	58,3
167,6	153,3	89,9	76,1	6 494,7	6 020,9	1 352,5	1 229,4	3 074,0	3 059,2	2 619,0	2 249,1	919,3	805,1	7 758,2	7 101,3
0,7	0,5	0,4	0,3	27,6	21,4	6,0	4,3	11,6	10,0	9,8	8,7	3,9	3,5	32,0	26,4
168,3	153,8	90,3	76,4	6 522,3	6 042,3	1 358,5	1 233,7	3 085,6	3 069,2	2 628,8	2 257,8	923,2	808,6	7 790,2	7 127,7
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	0,1	-	0,1	-	4,8	-	1,0	-	2,3	-	1,6	-	0,6	-	5,3
3,1	2,5	1,4	0,9	122,1	72,9	26,4	14,5	76,9	34,6	41,2	32,5	16,3	11,3	129,7	86,2
3,1	2,6	1,4	1,0	122,1	77,7	26,4	15,5	76,9	36,9	41,2	34,1	16,3	11,9	129,7	91,5
165,2	151,2	88,9	75,4	6 400,2	5 964,6	1 332,1	1 218,2	3 008,7	3 032,3	2 587,6	2 223,7	906,9	796,7	7 660,5	7 036,2
4,4	4,4	3,2	3,2	181,5	196,4	39,8	38,1	50,7	53,6	61,4	61,2	21,7	21,5	242,9	244,8
1,4	1,0	0,5	0,4	53,4	40,3	10,0	7,8	29,9	23,7	19,3	12,9	5,3	3,2	59,3	40,1
0,2	0,2	-	-	5,8	3,8	1,2	1,3	28,6	32,6	22,1	23,3	14,0	13,8	2,0	2,1
0,5	0,5	0,1	-	24,1	14,4	5,3	3,7	8,6	6,5	3,1	2,3	2,3	1,6	19,2	13,1
0,2	0,2	0,1	-	7,8	11,8	1,3	2,0	7,4	6,2	4,9	3,8	1,9	1,4	7,6	11,3
6,7	6,3	3,9	3,6	272,6	266,7	57,6	52,9	125,2	122,6	110,8	103,5	45,2	41,5	331,0	311,4
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6,7	6,3	3,9	3,6	272,6	266,7	57,6	52,9	125,2	122,6	110,8	103,5	45,2	41,5	331,0	311,4
-	-	-	-	-	0,1	-	-	-	0,1	-	-	-	-	-	0,2
6,7	6,3	3,9	3,6	272,6	266,6	57,6	52,9	125,2	122,5	110,8	103,5	45,2	41,5	331,0	311,2
-	-	-	-	-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6,7	6,3	3,9	3,6	272,6	266,5	57,6	52,9	125,2	122,5	110,8	103,5	45,2	41,5	331,0	311,2
6,7	6,3	3,9	3,6	272,6	266,5	57,6	52,9	125,2	122,5	110,8	103,5	45,2	41,5	331,0	311,2
3,8	2,7	1,5	0,4	150,7	89,0	31,0	13,5	165,0	71,7	66,6	32,2	20,6	10,7	162,2	53,0
4,5	8,0	2,1	3,8	176,3	339,5	37,8	77,5	10,2	170,9	71,1	112,6	20,8	27,9	207,4	400,2
15,0	17,0	7,5	7,8	599,6	695,0	126,4	143,9	300,4	365,1	248,5	248,3	86,6	80,1	700,6	764,4
9,5	11,3	11,3	10,9	259,3	144,1	76,1	84,6	(33,8)	50,9	292,8	207,5	89,4	82,5	416,9	1 100,3
-	-	-	-	-	5 481,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(10,5)	(9,0)	(5,3)	(4,0)	(423,3)	(355,5)	(88,6)	(66,4)	(290,2)	(194,2)	(177,4)	(135,7)	(65,8)	(52,2)	(493,2)	(364,2)
14,0	19,3	13,5	14,7	435,6	5 964,6	113,9	162,1	(23,6)	221,8	363,9	320,1	110,2	110,4	624,3	1 500,5
151,2	131,9	75,4	60,7	5 964,6	-	1 218,2	1 056,1	3 032,3	2 810,5	2 223,7	1 903,6	796,7	686,3	7 036,2	5 535,7
165,2	151,2	88,9	75,4	6 400,2	5 964,6	1 332,1	1 218,2	3 008,7	3 032,3	2 587,6	2 223,7	906,9	796,7	7 660,5	7 036,2
57,9	58,2	44,2	43,2	2 289,9	2 646,7	543,9	542,3	742,9	688,4	808,8	818,7	268,7	294,1	3 188,5	3 530,1
60,1	57,1	27,9	22,3	2 162,8	1 907,1	428,6	425,3	1 292,1	1 112,2	1 000,7	651,0	336,1	170,5	2 512,5	2 133,0
3,3	1,8	-	-	127,1	70,9	26,4	14,1	193,1	410,3	162,9	302,0	124,9	186,6	77,5	14,6
8,8	10,2	1,5	-	425,9	371,4	74,2	69,7	145,9	154,0	47,4	75,3	36,8	39,9	318,8	338,9
7,7	0,6	4,6	1,0	312,6	22,9	74,7	10,7	120,6	124,3	197,9	71,2	49,0	30,9	429,2	58,4
137,8	127,9	78,2	66,5	5 318,3	5 019,0	1 147,8	1 062,1	2 494,6	2 489,2	2 217,7	1 918,2	815,5	722,0	6 526,5	6 075,0
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	0,1	-	-	-	3,0	-	0,6	-	1,5	-	1,1	-	0,4	-	3,3

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES - ÉTATS FINANCIERS SOMMAIRES DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS (en millions de dollars)

	OBLIGATIONS		ACTIONS CANADIENNES		ACTIONS AMÉRICAINES	
	1998	1997	1998	1997	1998	1997
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1998						
ACTIF						
Placements à la juste valeur						
Obligations	31 752,3	30 780,0	17,8	12,3	-	-
Actions et valeurs convertibles	-	-	18 674,1	17 268,8	3 390,7	2 419,7
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	40,8	8,1	-	5,0	2 838,4	676,2
Dépôts à vue au fonds général	974,9	696,0	-	-	977,8	-
Titres achetés en vertu de conventions de revente	2 527,0	1 668,6	-	-	32,8	-
	35 295,0	33 152,7	18 691,9	17 286,1	7 239,7	3 095,9
Autres éléments d'actif	519,0	540,6	84,2	64,4	9,8	8,7
	35 814,0	33 693,3	18 776,1	17 350,5	7 249,5	3 104,6
PASSIF						
Avances du fonds général	-	-	726,7	191,2	-	39,9
Dépôts sur prêts de titres	5 347,6	2 883,8	-	-	1 009,2	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	1 925,7	812,0	593,4	515,0	32,8	-
Emprunts bancaires et billets à payer	-	-	-	-	-	-
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	389,9	160,5	20,8	9,2	9,6	3,8
Autres éléments de passif	173,9	167,9	59,7	37,5	270,4	12,3
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	-	-
	7 837,1	4 024,2	1 400,6	752,9	1 322,0	56,0
AVOIR NET DES FONDΣ	27 976,9	29 669,1	17 375,5	16 597,6	5 927,5	3 048,6
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1998						
REVENUS						
Revenus de placement						
Intérêts sur obligations	1 891,4	1 983,9	0,8	0,4	-	3,5
Dividendes et intérêts sur valeurs convertibles	-	-	275,9	257,6	32,7	33,3
Intérêts sur financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-
Revenus nets tirés des biens immobiliers	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur valeurs à court terme	1,2	0,1	0,1	0,9	74,4	4,4
Intérêts sur dépôts au fonds général	39,4	(13,7)	(16,8)	(6,3)	(2,7)	(0,2)
	1 932,0	1 970,3	260,0	252,6	104,4	41,0
Autres revenus	10,5	5,1	2,9	2,1	0,1	0,2
Total des revenus	1 942,5	1 975,4	262,9	254,7	104,5	41,2
Frais de gestion des placements	14,8	11,0	24,9	17,1	3,7	2,6
	1 927,7	1 964,4	238,0	237,6	100,8	38,6
DÉPENSES						
Frais d'administration	6,5	5,3	4,1	3,6	1,2	0,6
REVENU AVANT POSTE SUIVANT	1 921,2	1 959,1	233,9	234,0	99,6	38,0
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	-	-
REVENU NET DE PLACEMENT	1 921,2	1 959,1	233,9	234,0	99,6	38,0
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1998						
ACTIVITÉS DE PLACEMENT						
Revenu net de placement	1 921,2	1 959,1	233,9	234,0	99,6	38,0
Gains (pertes) à la vente de placements	694,2	877,0	1 949,5	1 896,0	439,2	450,0
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	(52,4)	28,9	(771,6)	149,1	455,7	150,6
Total des activités de placement	2 563,0	2 865,0	1 411,8	2 279,1	994,5	638,6
Unités de participation	(2 334,0)	3 837,4	(400,0)	158,3	1 984,0	169,0
Transfert des fonds et de portefeuille	-	274,8	-	(274,8)	-	-
Revenu net attribué aux détenteurs des unités de participation	(1 921,2)	(1 959,1)	(233,9)	(234,0)	(99,6)	(38,0)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ	(1 692,2)	5 018,1	777,9	1 928,6	2 878,9	769,6
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU DÉBUT	29 669,1	24 651,0	16 597,6	14 669,0	3 048,6	2 279,0
ACTIF NET CONSOLIDÉ À LA FIN	27 976,9	29 669,1	17 375,5	16 597,6	5 927,5	3 048,6
PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE 1998						
ACTIF						
Placements						
Obligations	29 281,0	28 434,0	16,6	11,3	-	-
Actions et valeurs convertibles	-	-	14 445,1	12 221,7	2 333,9	1 823,0
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	40,7	8,7	-	5,0	2 837,8	676,8
Dépôts à vue au fonds général	974,9	696,0	-	-	977,8	-
Titres achetés en vertu de conventions de revente	2 527,0	1 673,3	-	-	32,8	-
	32 823,6	30 812,0	14 461,7	12 238,0	6 182,3	2 499,8
PASSIF						
Engagements liés à des titres vendus à découvert	1 914,3	778,2	572,8	454,7	32,8	-
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	30,6	6,7	19,3	1,0	0,8	0,6
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	-	-
QUOTE-PART DES FONDΣ (en pourcentage)						
Fonds général	22,7	27,2	23,8	24,9	25,8	19,5
Fonds particulier 301	39,1	34,9	39,2	37,9	30,5	38,8
Fonds particulier 302	6,1	5,7	6,5	6,4	4,8	6,3
Fonds particulier 303	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Fonds particulier 305	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2
Fonds particulier 306	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	-
Fonds particulier 307	9,3	9,8	9,2	9,2	8,8	7,3
Fonds particulier 308	2,1	2,0	2,3	2,3	1,4	1,7
Fonds particulier 311	3,0	2,6	5,3	6,3	7,0	7,2
Fonds particulier 312	3,2	3,0	3,2	2,9	6,1	5,3
Fonds particulier 313	1,1	1,1	1,1	0,7	1,9	1,4
Fonds particulier 330	12,8	13,1	8,8	8,8	13,2	12,1
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

ACTIONS DES MARCHÉS EN ÉMERGENCE		ACTIONS ÉTRANGÈRES		FINANCEMENTS HYPOTHÉCAIRES		IMMEUBLES		VALEURS À COURT TERME (constitué le 01-07-98)	
1998	1997	1998	1997	1998	1997	1998	1997	1998	1997
-	-	31,7	-	-	-	0,1	0,2	-	-
887,2	1 061,7	9 947,3	7 902,9	-	-	954,4	798,8	-	-
-	-	-	-	1 577,4	1 404,6	270,1	143,7	-	-
-	-	-	-	51,7	91,0	7 298,7	4 193,2	-	-
-	-	373,2	-	-	-	33,1	30,5	1 930,8	-
-	-	-	75,5	20,8	45,8	-	57,0	511,2	-
-	-	-	-	-	-	-	-	22,8	-
887,2	1 061,7	10 352,2	7 978,4	1 649,9	1 541,4	8 556,4	5 223,4	2 464,8	-
1,9	1,5	163,1	41,1	15,7	14,5	442,4	225,8	3,4	-
889,1	1 063,2	10 515,3	8 019,5	1 665,6	1 555,9	8 998,8	5 449,2	2 468,2	-
18,3	23,4	1 311,3	-	-	-	167,7	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	22,9	-
-	-	-	-	-	-	1 149,0	342,1	50,0	-
-	-	-	-	-	-	3 177,7	1 571,3	-	-
0,7	0,5	598,7	145,4	-	-	131,6	30,6	0,5	-
10,6	6,6	35,7	83,1	20,2	17,4	311,7	134,9	182,3	-
-	-	-	-	-	-	597,5	144,0	-	-
29,6	30,5	1 945,7	228,5	20,2	17,4	5 535,2	2 222,9	255,7	-
859,5	1 032,7	8 569,6	7 791,0	1 645,4	1 538,5	3 463,6	3 226,3	2 212,5	-
-	-	0,5	-	-	-	-	0,3	-	-
22,6	21,3	183,4	146,1	-	-	12,8	7,2	-	-
-	-	-	-	118,5	119,4	23,7	12,5	-	-
-	-	-	-	-	-	202,2	139,5	-	-
-	-	4,6	-	-	-	10,7	5,2	42,3	-
(3,4)	(0,2)	(26,3)	0,7	(0,6)	0,3	0,7	1,6	(3,1)	-
19,2	21,1	162,2	146,8	117,9	119,7	250,1	166,3	39,2	-
-	-	-	0,2	1,0	0,6	10,5	15,3	-	-
19,2	21,1	162,2	147,0	118,9	120,3	260,6	181,6	39,2	-
3,8	4,7	10,2	11,2	3,3	3,6	15,6	9,8	0,1	-
15,4	16,4	152,0	135,8	115,6	116,7	245,0	171,8	39,1	-
0,1	0,1	1,5	1,4	0,5	0,5	8,2	8,2	0,1	-
15,3	16,3	150,5	134,4	115,1	116,2	236,8	163,6	39,0	-
-	-	-	-	-	-	14,6	14,2	-	-
15,3	16,3	150,5	134,4	115,1	116,2	222,2	149,4	39,0	-
15,3	16,3	150,5	134,4	115,1	116,2	222,2	149,4	39,0	-
(135,7)	0,8	610,1	589,6	-	6,2	26,5	(56,8)	2,5	-
(131,5)	(116,7)	315,2	236,7	(13,1)	(40,9)	41,8	414,8	0,8	-
(251,9)	(99,6)	1 075,8	960,7	102,0	81,5	290,5	507,4	42,3	-
94,0	249,5	(185,0)	135,0	120,0	17,0	169,0	441,0	1 096,2	-
-	-	38,3	-	-	-	-	-	1 113,0	-
(15,3)	(16,3)	(150,5)	(134,4)	(115,1)	(116,2)	(222,2)	(149,4)	(39,0)	-
(173,2)	133,6	778,6	961,3	106,9	(17,7)	237,3	799,0	2 212,5	-
1 032,7	899,1	7 791,0	6 829,7	1 538,5	1 556,2	3 226,3	2 427,3	-	-
859,5	1 032,7	8 569,6	7 791,0	1 645,4	1 538,5	3 463,6	3 226,3	2 212,5	-
-	-	32,1	-	-	-	0,1	0,2	-	-
1 166,5	1 210,0	8 356,2	6 674,8	-	-	1 023,3	667,7	-	-
-	-	-	-	1 533,4	1 348,9	249,7	139,4	-	-
-	-	-	-	75,7	113,6	7 298,3	4 731,9	-	-
-	-	338,1	-	-	-	34,2	30,4	1 930,4	-
-	-	-	75,4	20,8	45,7	-	57,0	511,2	-
-	-	-	-	-	-	-	-	22,8	-
1 166,5	1 210,0	8 726,4	6 750,2	1 629,9	1 508,2	8 605,6	5 626,6	2 464,4	-
-	-	-	-	-	-	-	-	22,9	-
-	-	-	-	-	-	3 144,9	1 538,5	-	-
-	0,4	291,9	16,4	-	-	2,8	3,4	0,6	-
-	-	-	-	-	-	434,6	175,3	-	-
27,2	27,7	27,8	27,4	19,9	12,5	30,0	25,6	21,1	-
35,1	36,5	33,7	36,0	30,4	17,6	35,5	38,6	31,2	-
5,6	5,9	5,4	5,8	4,8	2,9	5,8	5,9	4,8	-
0,2	0,2	0,2	0,2	1,4	1,3	0,3	0,3	0,4	-
0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,1	0,2	0,3	0,3	-
0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	0,1	-	0,2	-
10,0	10,3	10,1	10,2	7,7	4,6	11,3	10,1	11,0	-
-	-	1,0	1,4	1,6	0,9	2,3	2,3	2,8	-
4,8	3,9	4,8	3,8	11,7	26,9	3,8	4,2	5,5	-
4,0	2,9	4,0	2,8	9,9	19,9	1,4	2,3	6,3	-
1,3	0,8	1,2	0,7	7,7	12,3	1,0	1,2	2,0	-
11,5	11,4	11,5	11,3	4,7	1,0	8,3	9,2	14,4	-
100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-

STATISTIQUES FINANCIÈRES ET RÉTROSPECTIVE DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

Évolution de l'avoir des déposants en 1998	86
Intérêt ou revenu annuel versé sur les dépôts moyens	87
Achats de nouvelles émissions d'obligations du Gouvernement du Québec et du secteur public québécois	87
Participation à de nouvelles émissions d'obligations du Gouvernement du Québec en 1998	88
Relevé des obligations achetées directement du Gouvernement du Québec ou d'Hydro-Québec	89
Investissements en actions et en obligations d'entreprises canadiennes par secteur d'activité	90
Évolution des participations	90
Relevé des biens immobiliers	91
Hypothèques CDPQ - Financements de 5 M\$ et plus	95
Relevé des biens immobiliers détenus à des fins de revente	96
Groupe immobilier Caisse - Sommaire des portefeuilles spécialisés	97
Investissements en actions et en obligations de sociétés ouvertes	98
Investissements en actions et en obligations de sociétés fermées	136
Statistiques administratives	147
Statistiques administratives - gestion externe	147
Fonds des déposants	148
Ventilation de l'avoir des déposants	150
Actif net des fonds	150
Revenu net attribué aux déposants	151
Sommaire des placements	151
Ventilation des placements en pourcentage	152
Ventilation des placements en millions de dollars	154
Sommaire des valeurs à court terme	156
Sommaire des placements à l'étranger	156

DÉPOSANTS	Sigle	Fonds	Avoir au début	Évolution			Avoir à la fin	Excédent sur le coût
				Revenu net attribué ¹	Dépôts (retraits)	+/- valeur non matérialisée ¹		
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	CARRA							
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (niveau syndicable)	RREGOP	301	22 781	1 577	469	728	25 555	4 515
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (niveau non syndicable)	RREGOP	302	3 722	268	(37)	104	4 057	750
Régimes particuliers		303	156	11	(2)	4	169	23
Régime de retraite des élus municipaux		305	154	10	0	5	169	30
			26 813	1 866	430	841	29 950	5 318
Régie des rentes du Québec	RRQ							
Fonds du Régime de rentes du Québec		FG	15 838	1 294	(1 548)	247	15 831	2 931
Commission de la santé et de la sécurité du travail	CSST	330	6 883	489	65	207	7 644	1 232
Commission de la construction du Québec	CCQ							
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec								
Compte général		311	3 066	290	(281)	10	3 085	579
Compte des retraités		312	2 255	178	125	71	2 629	401
Compte complémentaire		313	808	65	29	21	923	104
			6 129	533	(127)	102	6 637	1 084
Société de l'assurance automobile du Québec	SAAQ	307	6 027	426	(193)	176	6 436	1 177
Fonds d'amortissement des régimes de retraite gouvernementaux	FARRG	308	1 232	89	0	38	1 359	205
Régime de rentes de survivants		FG	296	24	(5)	6	321	13
Régie de l'assurance-dépôts du Québec		FG	141	9	14	2	166	3
Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers œuvrant au Québec	RRTAQ	306	76	5	7	2	90	12
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers du Québec	FAPAF	FG	47	3	8	1	59	3
Régie des assurances agricoles du Québec		FG	115	5	(69)	0	51	0
Commission des valeurs mobilières du Québec²	CVMQ	FG	0	0	10	0	10	0
Office de la protection du consommateur	OPC							
Fonds des cautionnements collectifs des agents de voyages		FG	7	0	(1)	0	6	1
Magazine Protégez-Vous		FG	2	0	0	0	2	0
			9	0	(1)	0	8	1

Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	RMAAQ							
Fonds d'assurance-garantie		FG	3	1	0	0	4	0
La Fédération des producteurs de bovins du Québec		FG	2	0	0	0	2	0
Centre de recherche industrielle du Québec²	CRIQ	FG	0				0	0
Société des alcools du Québec²	SAQ	FG	0				0	0
Avoir des déposants			63 611	4 744	(1 409)	1 622	68 568	11 979
1997			57 214	3 743	(864)	3 518	63 611	10 356
1996			51 185	5 682	(1 607)	1 954	57 214	6 838
1995			44 860	4 066	(1 617)	3 876	51 185	4 883
1994			47 117	2 983	(1 165)	(4 075)	44 860	1 008

FG : Fonds général

¹ Depuis le 1^{er} janvier 1997, les gains et pertes à la vente de placements des portefeuilles spécialisés sont réinvestis.

² Ces déposants utilisent uniquement les services de gestion de trésorerie de la Caisse.

2 INTÉRÊT OU REVENU ANNUEL VERSÉ SUR LES DÉPÔTS MOYENS (taux en pourcentage)

CATÉGORIES DE DÉPÔTS	1998	1997
Dépôts à vue ¹	5,15	3,20
Dépôts à terme ¹	5,35	3,73
Dépôts à participation ²	8,38	6,88

¹ Le fonds général reçoit les dépôts à vue et à terme des déposants et leur verse des intérêts sur ces dépôts. Le taux indiqué est le taux moyen versé au cours de l'année.

² Le revenu produit par les placements du fonds général et des fonds particuliers de la Caisse est versé ou attribué aux déposants détenteurs de dépôts à participation; le taux indiqué est le taux annuel moyen. Ce taux représente uniquement le revenu comptabilisé au cours de l'année sur les investissements des déposants; il ne tient pas compte des variations de la juste valeur des investissements. Aux fins de ce calcul, les dépôts à participation sont pris au coût. Ce taux se distingue du taux de rendement pondéré par le temps qui se compose à la fois du revenu et de la variation de la juste valeur des placements.

3 ACHATS DE NOUVELLES ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET DU SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS (valeur nominale - en millions de dollars)

	Gouvernement	Secteur public	Total
1998	1 052,0	-	1 052,0
1997	1 000,0	-	1 000,0
1996	1 100,0	200,0	1 300,0
1995	1 200,0	300,0	1 500,0
1994	1 405,0	-	1 405,0

**PARTICIPATION À DE NOUVELLES ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN 1998**
(en millions de dollars)

Date de l'offre	Valeur nominale	Date d'échéance	Taux nominal %	Rendement à l'échéance %	Prix à l'unité	Achats par la Caisse
1998-03-12	200	2007-10-01	6,50	5,89	104,38	200
1998-03-17	100	2026-04-01	8,50	6,30	128,73	100
1998-06-11	100	2006-03-30	7,75	5,62	113,27	100
1998-06-12	100	2009-04-01	11,00	5,68	142,44	100
1998-06-25	200	2006-03-30	7,75	5,67	112,89	200
1998-07-22	100	2029-10-01	6,00	6,00	99,96	100
1998-12-10	92	2007-10-01	6,50	5,31	108,29	92
1998-12-10	90	2003-12-01	7,50	5,04	110,58	90
1998-12-15	70	2010-06-28	10,00	5,47	138,29	70
	1 052					1 052

**RELEVÉ DES OBLIGATIONS ACHETÉES DIRECTEMENT DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC OU D'HYDRO-QUÉBEC
au 31 décembre 1998**

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Taux nominal	Date d'échéance	Montant cumulé ¹	Pourcentage détenu par la Caisse ²
6,00	1999-04-01	30	72
10,70	1999-05-01	60	-
10,75	1999-09-04 ³	35	-
10,00	2000-04-26	875	59
7,25	2000-09-01	250	44
10,00	2000-10-16 ³	125	-
10,50	2001-01-15	375	98
11,75	2001-02-15	100	100
9,75	2001-03-15 ³	125	-
10,25	2001-05-04 ³	225	-
10,25	2001-10-15	475	100
5,25	2002-04-01	400	12
9,25	2002-04-01	725	17
10,35	2002-06-15 ³	150	-
10,00	2002-12-15 ³	300	-
13,00	2003-04-07	75	-
10,63	2003-04-17 ³	150	-
9,00	2003-05-01	725	79
7,50	2003-12-01	865	83
14,63	2004-05-31	150	-
10,90	2004-09-24 ³	125	-
8,00	2004-10-01	200	100
9,75	2004-10-01	400	91
12,75	2004-11-29	175	11
11,70	2004-12-27 ³	75	-
12,60	2004-12-28	75	-
9,50	2005-04-01	350	99
12,25	2005-06-30	100	-
11,38	2005-10-03	75	100
7,75	2006-03-30	650	100
9,50	2006-05-01	100	68
10,00	2006-07-07	75	97
6,50	2007-10-01	342	100
11,00	2009-04-01	745	63
10,75	2009-06-26 ³	125	16
10,00	2010-06-28	170	100
10,75	2011-03-28	75	100
9,50	2011-09-02	210	100
9,00	2012-02-10	25	100
10,50	2012-06-04	200	-

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (suite)

Taux nominal	Date d'échéance	Montant cumulé ¹	Pourcentage détenu par la Caisse ²
11,88	2012-10-09	100	-
10,50	2014-06-01	125	88
13,25	2014-09-15 ³	37	-
11,00	2015-06-15 ³	16	-
11,00	2015-07-27	50	100
9,38	2023-01-16	650	45
9,50	2023-03-30	75	100
8,50	2026-04-01	380	100
6,00	2029-10-01	100	100

HYDRO-QUÉBEC

10,75	1999-02-01	100	17
9,00	1999-04-01 ³	60	-
9,75	2000-02-06 ³	55	-
11,25	2000-10-10	50	39
7,00	2000-10-15	200	100
13,25	2000-12-14	85	9
10,88	2001-07-25	100	84
10,00	2001-10-21 ³	55	-
15,75	2002-09-15 ³	46	-
10,25	2003-05-15 ³	140	100
9,00	2003-06-01	100	62
10,00	2003-07-05 ³	125	-
10,75	2004-03-27 ³	180	-
11,00	2004-10-15 ³	55	2
11,75	2005-07-15 ³	90	59
8,50	2005-08-15	450	77
13,25	2005-09-30 ³	150	85
11,25	2008-06-01	100	100
10,00	2011-09-26	100	100
10,25	2012-07-16	320	29
11,00	2020-08-15	525	48
10,50	2021-10-15	100	100
9,63	2022-07-15	350	100

¹ Représente la somme, en millions de dollars, de tous les placements négociés de la Caisse dans le cadre d'une nouvelle émission du Gouvernement du Québec ou d'Hydro-Québec.

² Représente la proportion des achats cumulatifs en portefeuille au 31 décembre 1998.

³ Ces titres sont remboursables par anticipation.

6

**INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS
D'ENTREPRISES CANADIENNES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
au 31 décembre 1998
(juste valeur - en millions de dollars)**

	Actions et valeurs convertibles	Obligations	Total	%
Mines et métaux	539,9	23,0	562,9	2,8
Métaux précieux	750,7	-	750,7	3,7
Pétrole et gaz naturel	1 024,2	73,6	1 097,8	5,4
Papiers et produits forestiers	730,7	106,0	836,7	4,1
Produits de consommation	1 245,6	78,0	1 323,6	6,5
Production industrielle	2 951,1	240,4	3 191,5	15,8
Immeubles et construction	830,7	332,6	1 163,3	5,7
Transport et services environnementaux	456,5	71,1	527,6	2,6
Pipelines	418,2	87,9	506,1	2,5
Services publics	2 287,3	248,9	2 536,2	12,5
Communications	1 597,2	68,5	1 665,7	8,2
Distribution et services	1 006,7	199,9	1 206,6	6,0
Services financiers	3 859,0	484,0	4 343,0	21,4
Conglomérats	350,5	-	350,5	1,7
Participations indicielles - TSE 35	217,3	-	217,3	1,1
	18 265,6	2 013,9	20 279,5	100,0

7

**ÉVOLUTION DES PARTICIPATIONS
au 31 décembre**

	Coût	Juste valeur									
	1998	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990	1989
En millions de dollars	4 915	6 899	4 621	3 503	2 817	2 288	2 278	1 715	1 802	1 887	2 025
Nombre de placements	491	491	367	269	206	183	149	124	128	138	140

Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles
CADEV		Sherbrooke	3333, rue King Ouest	Paris	
Anjou	Terrains, boulevard Bombardier	Verdun	Terrains, partie du lot 4740 et al. (Île des Sœurs)	(France)	60, avenue Paul Doumer
Baie d'Urfé	Terrains, route Transcanadienne	Placements à l'étranger		Paris	
Blainville	Terrains, autoroute des Laurentides	Billerica		(France)	8, rue Cambon
Laval	2900, rue Édouard-Montpetit	(Mass., É.-U.)	158 et 160 Concord Road	Paris	
Laval	Terrains, boulevard St-Elzéar	Boca Raton		(France)	35, rue Jean-Goujon
Laval	Terrains, boulevard St-Martin	(Floride, É.-U.)	8207 Severn Drive	Paris	
Laval	Terrains, autoroute 440, rue Dagenais	Charlotte		(France)	7, rue de l'Hôtel-Colbert
Laval	Terrains, boulevard Le Carrefour	(C. du N., É.-U.)	839 Scaleybark Road	Paris	
Mercier	Terrain, boulevard St-Jean-Baptiste	Columbia		(France)	3, boulevard Montmartre
Montréal	Terrain, 5400 à 5414 rue Hochelaga	(Maryland, É.-U.)	5458 Harpers Farm Road	Paris	
Québec	Terrain, boulevard de l'Ornière	Fairfield		(France)	34, rue Fontaine
CADIM		(Calif., É.-U.)	3001 North Texas Street	Paris	
Baie-Comeau	115, boulevard Comeau	Greensboro		(France)	100 à 102, avenue Victor Hugo
Charlesbourg	4155, 4e Avenue Ouest	(C. du N., É.-U.)	1921 New Garden Road	Paris	
Côte-Saint-Luc	Terrain, 7600, rue Earle	Levallois		(France)	8, rue Cambacérés
Dorval	1325, boulevard Hymus	(France)	68, Bis rue Marjolin	Paris	
Longueuil	1999, boulevard Roland-Therrien	Lisle		(France)	86 et 90, avenue de Villiers
Longueuil	3460, chemin Chambly	(Ill., É.-U.)	1769 Robin Lane	Paris	
Longueuil	325, rue Joliette	Nantes		(France)	23, avenue Niel
Longueuil	695, boulevard Saint-Charles	(France)	49, Quai de Lourmel	Paris	
Montréal	1170, rue Peel	New York		(France)	48, boulevard Malesherbes
Montréal	Terrain, 2020, rue University	(N.Y., É.-U.)	6 West 107th Street	Paris	
Montréal	1500 et terrain du 1800, avenue McGill College	New York		(France)	38 à 48, avenue de Wagram
Montréal	360, rue Saint-Antoine Ouest	(N.Y., É.-U.)	108 West 15th Street	Paris	
Montréal	800, place Victoria	New York		(France)	184, rue de Rivoli
Pointe-Claire	241, boulevard Hymus	(N.Y., É.-U.)	210 West 89th Street	Paris	
Québec	500, avenue Grande Allée Est	New York		(France)	37, boul de Grenelle
Québec	1 à 8, place Mérici	(N.Y., É.-U.)	230 East 44th Street	Paris	
Québec	Terrain Mérici	New York		(France)	4, rue Galliéra
Québec	Terrains du 690 et 700, boulevard René-Lévesque Est	(N.Y., É.-U.)	231 - 237 Second Avenue	Paris	
Rivière-du-Loup	Terrains, 385, rue Lafontaine	New York		(France)	51, boulevard de Strasbourg
Saint-Laurent	2300, boulevard Alfred-Nobel	(N.Y., É.-U.)	235 et 237 West 48th Street	Paris	
Saint-Laurent	7190 et 7220, rue Frederick-Banting	New York		(France)	22 à 24, rue de Londres
Sainte-Catherine	3605, boulevard Marie-Victorin	(N.Y., É.-U.)	359 Second Avenue	Paris	
Sainte-Foy	2986 à 3004, rue Laverdure et 3001 à 3005, rue D'Entremont	New York		(France)	262 et 266, boulevard St-Germain
Sherbrooke	3300, rue Des Chênes	(N.Y., É.-U.)	401 West 56th Street	Paris	
Sherbrooke	2775 et 2835, rue du Manoir	New York		(France)	73, rue d'Anjou
		(N.Y., É.-U.)	2700 Broadway	Paris	
		Nice		(France)	1 à 7 Square du roule
		(France)	24, rue Saint-François	Paris	
		North Dallas		(France)	217 à 219, rue du Faubourg St-Honoré
		(Tex., É.-U.)	9030 - 9050 Markville Drive		

Lieu	Terrains et immeubles
CADIM (suite)	
Paris (France)	3, rue Hyppolite Lebas
Paris (France)	1 à 9, rue Théophile Gauthier
Paris (France)	9, villa de Saxe
Piaseczno (Pologne)	Wifjska
Reston (Virginie, É.-U.)	11013 Beacontree Lake Drive
Vista (Calif., É.-U.)	333-365 Emerald Drive North
IVANHOÉ	
Beaconsfield	50, boulevard St-Charles et terrain adjacent
Brossard	2150, boulevard Lapinière
Burlington	3365 Fairview Street
Cap-aux-Meules	Terrain, route 199
Cap-de- la-Madeleine	180, rue de Grandmont
Charlesbourg	4296, 1 ^{ère} Avenue
Cobourg	1111 Elgin Street West
Côte-Saint-Luc	7155, chemin Côte-St-Luc
Delson	1000, boulevard Georges-Gagné et terrain adjacent
Dollard- des-Ormeaux	3237, boulevard des Sources
Dorval	310, avenue Dorval et terrain adjacent
Dundas	2-101 et 119 Osler Drive
Greenfield Park	345 à 545, boulevard Taschereau
Hamilton	751 Upper James Street
Hull	320, boulevard St-Joseph
Lachine	2972, rue Remembrance
LaSalle	395, avenue Dollard
Laval	901, boulevard Curé-Labelle
Laval	1055 à 1085, boulevard des Laurentides
Laval	2999, autoroute 440 et terrain
Laval	3003, boulevard Le Carrefour
Lévis	Terrain, route du Président-Kennedy
London	509 Commissioners Road
Longueuil	1401, chemin Chambly
Markham	5000 Highway 7
Mascouche	Terrain, montée Masson
Montréal	1745 à 1775, rue Fleury Est
Montréal	4801 à 4885, avenue Van Horne

Lieu	Terrains et immeubles
Montréal	4815, rue Buchan
Montréal	4901, rue Jean-Talon Ouest
Montréal	4300 à 4700 et 4950, rue de la Savane
Montréal	5010, rue Paré
Montréal	5400, avenue Pierre-de-Coubertin
Montréal	2615 à 2865, avenue Van Horne et terrain adjacent
Montréal	7500, rue Victoria
Montréal	Terrains, rue Jean-Talon Ouest (lots 100-2, 9, 16 du village de Côte-des-Neiges)
Montréal	Terrains, rues Paré et Buchan
Montréal-Nord	10521 à 10707, boulevard Pie-IX
Montréal-Nord	6000, boulevard Henri-Bourassa Est et terrains adjacents
Montréal-Ouest	6645, rue Somerled
Mont-Royal	2305, chemin Rockland
Mont-Royal	2375, rue Lucerne
North York	2450 Sheppard Avenue East
Pincourt	107, boulevard Cardinal-Léger
Québec	440, rue Bouvier
Repentigny	86 et 100, boulevard Brien et terrain adjacent
Repentigny	175, rue Notre-Dame
Rosemère	201 à 257, boulevard Labelle
Scarborough	325 à 395 Bamburgh Circle
Scarborough	5107 Sheppard Avenue East
Sherbrooke	350, rue Belvédère Sud
Sorel	250, boulevard Fiset
Saint-Bruno	1, boulevard des Promenades et terrains adjacents
Saint-Hubert	5025, boulevard Cousineau et terrain
Saint-Léonard	Terrains, rues Jean-Talon Est et Provencher
Saint-Léonard	Terrains, rue Jean-Talon Est (près de Palerme)
Saint-Léonard	4325 à 4505, rue Jean-Talon Est
Sainte-Agathe	Terrain, chemin Palomino
Sainte-Foy	2452, boulevard Laurier et terrain adjacent
Thetford Mines	166, rue St-Charles
Thornhill	800 Stell West Avenue
Toronto	4763 à 4781 Yonge Street
Trois-Rivières	1650, rue Royale
Trois-Rivières	4015 et 4025, boulevard des Forges et terrain
Placements à l'étranger	
Alexandria (Virginie, É.-U.)	5801 Duke Street

Lieu	Terrains et immeubles
Chattanooga (Tenn., É.-U.)	271 Northgate Mall
Danbury (Conn., É.-U.)	7 Backus Avenue
Elizabethtown (Kentucky, É.-U.)	1704 North Dixie Highway
Gainesville (Floride, É.-U.)	6419 Newberry Road
Holland (Mich., É.-U.)	12331 James Street
Kingsport (Tenn., É.-U.)	2101 Fort Henry Drive
Lancaster (Penn., É.U.)	142 Park City Center
Las Vegas (Nev., É.U.)	4300 Meadows Lane, Suite 10
Milwaukee (Wis., É.-U.)	2500 North Mayfair Road
Minnetonka (Minn., É.-U.)	12401 Wayzata Boulevard
Omaha (Nebraska, É.-U.)	10000 California Street
Savannah (Géorgie, É.-U.)	7804 Abercon Street
St. Charles (Ill., É.-U.)	3800 East Main Street
Taylor (Mich., É.-U.)	2300 Eureka Road
Victor (N.Y., É.-U.)	7979 Route 96, Pittford Victor Road et terrain adjacent
LES IMMEUBLES PENYORK	
Burlington	1100 Burloak Road
Burlington	5420, 5515 et 5555 N. Service Road
Burlington	5344 et 5353 John Lucas
Mississauga	2630 Skymark Avenue
Mississauga	Terrain, College Square
North York	90 Sheppard Avenue East
North York	5001 Yonge Street
Toronto	55 University Avenue

Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles
SITQ IMMOBILIER		Montréal	3901, rue Jarry Est et terrain adjacent boulevard Pie-IX	Saint-Laurent	200 à 210, 220 à 232, 350 à 354, 358 et 360, boulevard Lebeau
Alma	705, avenue du Pont Nord et terrain adjacent	Montréal	4001 à 4011, boulevard Robert	Saint-Laurent	280 à 350 et 295 à 341, rue Benjamin-Hudon
Beauport	1100, boulevard des Chutes	Nicolet	150, rue Éloi-de-Grandmont et terrain adjacent	Saint-Laurent	Terrain, rue Pitfield
Brossard	1, 2, 3, 5, 7, 8, 9 et 11, place du Commerce et terrains	Plessisville	1971, rue Bilodeau	Saint-Laurent	4150, 4155, 4200, 4205 à 4395, 4300 à 4320, 4400 à 4420, 4405 à 4515, rue Poirier
Brossard	8705, boulevard Taschereau	Pointe-aux-Trembles	12675, rue Sherbrooke Est	Saint-Laurent	1400, rue Pomba
Cap-Rouge	1100, boulevard Chaudière	Pointe-Claire	300, rue Labrosse	Saint-Laurent	4600 à 4650, rue Thimens
Chandler	175, rue Daigneault et terrain adjacent	Pointe-Claire	955 à 975 et 985, boulevard St-Jean	Saint-Laurent	6969, 7031 à 7045, 7875, 7905, 7945 à 7955, 8085 à 8089, route Transcanadienne
Charlesbourg	4000, boulevard du Jardin	Pointe-Claire	1 à 245, place Frontenac		6801, boulevard des Grandes Prairies
Chicoutimi	1212 et 1324, boulevard Talbot et terrain adjacent	Québec	2405, rue De Celles	Saint-Léonard	
Chicoutimi	299, rue des Saguenéens	Québec	690 et 700, boulevard René-Lévesque Est	Saint-Raymond-de-Portneuf	333, côte Joyeuse
Cowansville	175, rue Principale	Québec	801, chemin Saint-Louis	Sainte-Anne-de-Beaupré	10516, boulevard Sainte-Anne
Dorval	9045, 9245 à 9255, 9341 à 9395, 9405 à 9475, 9501 à 9539, 9545, 9551 à 9579, 9601 à 9665, 9675 à 9685, 9701 à 9745, 10105 à 10195, 10205 à 10255, chemin Côte-de-Liesse	Québec	880 et 930, chemin Sainte-Foy	Sainte-Foy	2095, boulevard Charest Ouest
Dorval	700 à 740, 735 à 745, 742 à 760, rue Renaud	Québec	9550, boulevard de l'Ormière	Sainte-Foy	1000 et 1020, route de l'Église
Dorval	9010 à 9050, rue Ryan	Québec	Terrains, angle des boulevards Lebourgneuf et des Gradins	Sainte-Foy	650, avenue Graham-Bell
Edmonton	Terrain, Edmonton Parkade	Québec	5700 à 5780, boulevard des Gradins, 565 à 585, boulevard Lebourgneuf et 300 à 350, rue Bouvier	Sainte-Foy	2875, boulevard Laurier
Forestville	25, route 138	Régina	1801 Hamilton Street	Saskatoon	255 Second Avenue North
Gaspé	39, montée Sandy Beach	Richmond	13140, 13155, 13200, 13211, 13231, 13251, 13260 Delf Place	Sherbrooke	2775 et 2835, rue du Manoir
Jonquière	3460, boulevard Saint-François et terrain adjacent	Richmond	13511, 13551, 13571, 13575, 13700, 13775, 13777 et 13800 Commerce Parkway	Surrey	12827 et 12835 King George Highway
Kamloops	2189 Troon Way	Richmond	13800 International Place		12828 et 12834, 112 th B Avenue
La Pocatière	126, route 230 Ouest	Rimouski	419, boulevard Jessop	Thetford Mines	11286 et 11294, 128 th Street
Laval	3080, 3090 et 3100, boulevard le Carrefour	Rimouski	80 à 84 et 114, rue Saint-Germain		8051, boulevard Smith Nord et terrain adjacent
Laval	2525, boulevard Daniel Johnson	Rivière-du-Loup	298, boulevard Thériault et terrain adjacent	Trois-Rivières	225, rue des Forges
Laval	2345, autoroute des Laurentides	Roberval	1221, boulevard Saint-Dominique	Trois-Rivières-Ouest	4520, boulevard Royal et 4000 à 4100, boulevard des Récollets
Laval	1 à 4, place Laval	Saint-Georges-de-Beauce	8585, boulevard Lacroix	Vancouver	505, 555, 580 et 595 Burrard Street
Lévis	20, rue Saint-Georges Est	Saint-Laurent	155, rue Authier	Vancouver	1055 Dunsmuir Street
Longueuil	370, chemin Chambly	Saint-Laurent	3300, 3350 à 3450, 3500 et terrain, chemin de la Côte-Vertu	Vancouver	533 Hornby Street
Longueuil	601 à 623, rue Le Breton	Saint-Laurent	1055 à 1105, 1435 à 1473, 1475 à 1499, rue Bégin	Vancouver	1875 Boundary Road
Longueuil	2115 à 2147, rue de la Province	Saint-Laurent	105, 145, 295 à 371, 375 à 455, 457 à 533, 470, 500 à 510, 555, 602 à 678, 605 et 607, rue Deslauriers	Vancouver	1508 Broadway
Magog	1700, rue Sherbrooke	Saint-Laurent	4405, 4420 à 4440, 4445, 4448 à 4454, 4475, 4488 à 4492, 4500 à 4520, 4600 à 4620, 4700 à 4720, rue Garand	Vancouver	2020 et 2030 West Broadway
Montréal	1200, avenue McGill College	Saint-Laurent	655 à 817 et terrain, rue Gougeon	Vancouver	1130 et 1166 West Pender Street
Montréal	1981, avenue McGill College	Saint-Laurent	Terrain, chemin Côte-de-Liesse	Victoria	1644 Hillside Avenue
Montréal	500, rue Sherbrooke Ouest			Westmount	1 à 4, Westmount Square
Montréal	747, Square Victoria			Winnipeg	Terrain, Main Street
Montréal	752 à 772, rue Sherbrooke Ouest			Winnipeg	201 Portage Avenue
Montréal	1055, boulevard René-Lévesque Est			Winnipeg	35 Albert Street
Montréal	2000, rue Notre-Dame Est				

Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles
SITQ IMMOBILIER (suite)		McKinney (Tex., É.-U.)	1600 Redbud Drive
Placements à l'étranger (suite)		Orange (Calif., É.-U.)	3111 N. Tustin Avenue
Austin (Tex., É.-U.)	7600 Burnet Road	Paris (France)	42, avenue Friedland
Austin (Tex., É.-U.)	5307 IH 35	Paris (France)	52, rue d'Anjou
Banbury (Angleterre)	Castle Street et Parsons Street	Paris (France)	8, rue d'Alsace
Baton Rouge (Louisiane, É.-U.)	450 Laurel Street	Paris (France)	13, Esplanade du Général de Gaulle
Bellevue (Wash., É.-U.)	320 108 th Avenue NE	Paris (France)	20, Bis Jardins Boieldieu
Bellevue (Wash., É.-U.)	2244, 3625, 36052 132 nd Avenue SE	Paris (France)	1, rue Carpeaux
Bellevue (Wash., É.-U.)	3617, 3650 et 3655 131 nd Avenue SE	Paris (France)	16, rue de la République
Bellevue (Wash., É.-U.)	13231 SE 36 th Street	Paris (France)	11 et 13, cours Valmy
Bellevue (Wash., É.-U.)	12920 SE 38 th Street	Plano (Tex., É.-U.)	1700 Coit Road
Bruxelles (Belgique)	9, 13 et 13A, rue Bréderode, 28, 32, 48 et 52, rue Namur et rue Thérésienne	Redmond (Wash., É.-U.)	18000 NE 68 th
Charlotte (C. du N., É.-U.)	4201 Congress Street	Redmond (Wash., É.-U.)	18200 à 18700 Union Hill Road NE
Charlotte (C. du N., É.-U.)	6805 Morrison Boulevard at Colony Road	Round Rock (Tex., É.-U.)	1111 North IH-35
Denver (Colo., É.-U.)	4300 et 4500 Cherry Creek South Drive	St-Ouen (France)	28 à 60, rue Andouin et Quay de Seine
Denver (Colo., É.-U.)	700 et 710 South Ash Street	Santa Ana (Calif., É.-U.)	1551 N. Tustin Avenue
Everette (Wash., É.-U.)	1212 Admiralty Way	Seattle (Wash., É.-U.)	1420 5 th Avenue
Forth Worth (Tex., É.-U.)	500 Throckmorton Street	Seattle (Wash., É.-U.)	1941 Westlake
Huntington Beach (Calif., É.-U.)	7711 Center Avenue	Washington D.C. (É.-U.)	1776 Eye Street, Republic Place
Issaquah (Wash., É.-U.)	22011 SE 51 st Avenue et 5150 220 th Avenue SE	Westlake Hills (Tex., É.-U.)	3811 Bee Caves Road
Juarez (Mexique)	Terrain, Azlécas et Panamericano		
Kirkland (Wash., E-U.)	12413 et 12421 Willows Road NE		

Solde : A = de 5 à 10 M\$ B = de 10 M\$ et plus

EMPRUNTEURS	Adresse	Lieu	Solde
Actif CLSC III, Société en commandite, L'	874 à 896, Place Trans-Canada	Longueuil	A
Aintabi, Elliott et La Société Immobilière en Propriété Marine Ltée	1023 à 1045, rue Ste-Catherine Ouest	Montréal	B
Aménagement Lyndale Ltée	1125, rue Moody	Terrebonne	B
Aménagement Lyndale Ltée	30 à 70, rue Dufferin	Salaberry-de-Valleyfield	B
Aménagement Westcliff Ltée	20, rue Évangéline	Granby	B
Appartements Le Neuville inc., Les	111 et 121, rue de la Barre	Longueuil	B
Carrefour de l'Estrie Inc.	3100, boulevard Portland	Sherbrooke	A
Centre commercial Cavendish Cie Ltée	5800, boulevard Cavendish	Côte-Saint-Luc	B
Centre commercial Place du Royaume (Chicoutimi) Inc.	1401, boulevard Talbot	Chicoutimi	B
Centres Commerciaux Régionaux du Québec Ltée.	320, boulevard Saint-Joseph	Hull	B
Compagnie WHWW Hotels (Sherbrooke)	450, rue Sherbrooke Ouest	Montréal	B
Complexe Pointe-Claire Inc.	6301, route Transcanadienne	Pointe-Claire	B
Construction Olymbec inc., et al.	8255 à 8275, boulevard Saint-Michel	Montréal	A
Construction Olymbec inc., et al.	6355, rue Sherbrooke Est	Montréal	B
Construction Sarino inc.	10200, rue Renaude-Lapointe	Anjou	A
Devcorp Inc.	200, chemin Sainte-Foy	Québec	B
Édifice d' Youville inc.	800, place d' Youville	Québec	B
Fiduciaires du Fonds de placement immobilier Cominar, Les	3175, chemin des Quatre-Bourgeois	Sainte-Foy	A
Fiduciaires du Fonds de placement immobilier Cominar, Les	2600, boulevard Laurier	Sainte-Foy	B
Galeries Montmagny (1988) Inc., Les	101, boulevard Taché Ouest	Montmagny	A
Germain Pelletier Ltée	92, 2e Rue Ouest	Rimouski	A
Gestion DWS-Hines Itée et al.	1801, avenue McGill College	Montréal	B
Gestion Place du Royaume Inc. et al.	1401, boulevard Talbot	Chicoutimi	B
Immeubles DSA Inc.	1200, boulevard Saint-Martin Ouest	Laval	A
Immeubles La Hada Ltée et al., Les	4751, boulevard des Grandes-Prairies	Saint-Léonard	A
Immeubles Plaza Z Corp. Inc. et al., Les	300, rue Barkoff	Cap-de-la-Madeleine	A
Investissements Metco Ltée	202, rue Berlioz	Verdun	B
Investissements Roywest Itée, Les	14 et 16, rue Prince-Arthur	Montréal	A
Ivanhoé III inc.	2151, boulevard Lapinière	Brossard	B
J.K. Investments inc.	1130, rue Sherbrooke Ouest	Montréal	B
Landing Holdings Limited	361 Water Street	Vancouver	B
Maron Land Development Inc.	698 et 700 Lawrence Avenue	North York	B
Pensionfund Realty Ltd.	5505 à 5559, avenue Royalmount	Mont-Royal	A
Place Alexis Nihon inc.	1500, rue Atwater	Westmount	B
Place Dupuis Commercial Trust a/s Trust Général du Canada	855, rue Ste-Catherine Est	Montréal	B
Place Dupuis Commercial Trust a/s Trust Général du Canada	1415, rue St-Hubert	Montréal	A
Projets d'Urbanisation 2000 Inc.	2100, boulevard de Maisonneuve	Montréal	A
Promo Hotels Canada inc.	1321, rue Sherbrooke Ouest	Montréal	B
Rouleau Robert et al.	1, Plaza de la Mauricie	Shawinigan	A
SITQ bureaux inc.	801, chemin Saint-Louis	Québec	A
SITQ bureaux inc. et Relium inc et al.	880 et 930, chemin Sainte-Foy	Québec	A
SITQ commercial inc. et Immeuble Carege inc.	1324, boulevard Talbot	Chicoutimi	A
SITQ commercial inc. et Immeuble Carege inc.	419, boulevard Jessop	Rimouski	B
Société de Gestion Accurso Ltée et al.	1535 à 1565, boulevard Le Corbusier	Laval	A
Société en commandite, Centre Laval	1500 à 1660, boulevard Le Corbusier	Laval	B

Société en commandite, Les Terrasses Langelier et al.	6335 à 6455, rue Jean-Talon Est	Montréal	B
Société en commandite, Les Appartements d'Assigny	110, rue de la Barre	Longueuil	A
Société Immobilière TrizecHahn Itée.	500, boulevard René-Lévesque Ouest	Montréal	B
Southwest Properties Limited	1595 et 1597 Bedford Highway	Halifax	B
The Erin Mills Development Corp. et Cadillac Fairview Corp.	5100, Erin Mills Parkway et 2670, Erin Centre Boulevard	Mississauga	B
Tonko Development Corporation	315-319, Banff Avenue	Banff	B
1862 Holdings Ltd. et Bentall Corporation	1130, Pender Street West	Vancouver	B
2423-5632 Québec inc.	200, rue Belvédère Nord	Sherbrooke	A
159469 Canada Inc. et Les Immeubles 5500 Royalmount Inc.	5500, avenue Royalmount	Mont-Royal	A
3138712 Canada Inc.	620 à 630, rue Ste-Catherine Ouest	Montréal	A

10 RELEVÉ DES BIENS IMMOBILIERS DÉTENUS À DES FINS DE REVENTE au 31 décembre 1998

Lieu	Adresse
Alma	1055, rue Du Pont Sud
Anjou	7333, boulevard Des Roseraies
Baie-Comeau	300, boulevard LaSalle
Beaupré	1000, boulevard Beaupré, app. 101 et 102
Charlesbourg	744 à 746 et 748 à 750, rue St-Viateur
Dorval	707, avenue Lajoie
Dorval	810 à 850, avenue Halpern
Gaspé	142, boulevard Gaspé
Hull	214, boulevard de la Cité-des-Jeunes
Jonquière	2675, boulevard du Royaume
La Baie	993 à 997 et 1013, rue Bagot
Lachine	795, 1re Avenue
Laval	3603, autoroute 440 Ouest
Montréal	4148 à 4154, rue Adam
Montréal	5010 et 5012, boulevard de Maisonneuve Ouest
Montréal	11850, rue Sherbrooke Est
Montréal-Nord	12315, boulevard Rolland
Pierrefonds	4886, boulevard Saint-Charles
Port-Cartier	24, boulevard des Îles
Québec	135 à 163, rue Des Chênes Ouest
Québec	450, rue Saint-Jean-Baptiste
Québec	5237, boulevard Wilfrid-Hamel
Repentigny	818, rue Notre-Dame
Rimouski	40 à 44 et 70, rue Saint-Germain Est
Rosemère	395, chemin Grande-Côte
Saint-Eustache	15, chemin Grande-Côte
Saint-Jean-sur-Richelieu	800, boulevard Industriel
Saint-Léonard	5750, boulevard Métropolitain Est
Saint-Léonard	6191 à 6199, boulevard Métropolitain Est
Saint-Sauveur-Des-Monts	200, rue Principale
Sainte-Foy	2670, rue Dalton
Trois-Rivières	525, rue Charlevoix
Trois-Rivières-Ouest	1090 et 1110, boulevard Mauricien

Les biens immobiliers mentionnés ci-dessus sont détenus par la Caisse ou par l'une des filiales suivantes : Placements P.H.C. inc., 2954834 Canada inc., 3097-1618 Québec inc. et 3097-1626 Québec inc.

IMMEUBLES		
Placements¹	Juste valeur	Coût
	(en millions de dollars)	
Biens immobiliers ²		
Immeubles	6 995,1	7 004,2
Terrains	303,6	294,1
	7 298,7	7 298,3
Obligations	0,1	0,1
Actions et valeurs convertibles	954,4	1 023,7
Financements hypothécaires	270,1	250,5
Valeurs à court terme	33,1	33,1
Total des placements	8 556,4	8 605,7
Emprunts bancaires et hypothécaires afférents	4 326,8	4 293,9
Part des actionnaires sans contrôle	597,5	434,6
Autres éléments d'actif et de passif	168,5	39,7
	5 092,8	4 768,2
Avoir net	3 463,6	3 837,5

¹ Ces placements comprennent ceux de la Caisse et de ses filiales consolidées au portefeuille spécialisé d'immeubles.

² La juste valeur des biens immobiliers de la Caisse et de ses filiales au Canada a été certifiée par l'un ou l'autre des cabinets d'évaluateurs suivants : Groupe LCBA, Lecours, Bernèche & Associés, inc., la division de la consultation immobilière de Raymond, Chabot, Grant, Thornton, PricewaterhouseCoopers LLP et CB Richard Ellis Ltd. La juste valeur des biens immobiliers à l'extérieur du Canada a été certifiée par des cabinets d'évaluateurs.

FINANCEMENTS HYPOTHÉCAIRES		
Placements¹	Juste valeur	Coût
	(en millions de dollars)	
Financements hypothécaires ²	1 577,4	1 533,3
Biens immobiliers détenus à des fins de revente	51,7	75,7
Dépôts à vue au fonds général	20,8	20,8
Total des placements	1 649,9	1 629,8
Autres éléments d'actif et de passif	(4,5)	(4,5)
Avoir net	1 645,4	1 625,3

¹ Ces placements comprennent ceux de la Caisse et de ses filiales consolidées au portefeuille spécialisé de financements hypothécaires.

² La juste valeur des financements hypothécaires de la Caisse a été établie en fonction des taux d'intérêt des marchés commercial et résidentiel en vigueur au 31 décembre 1998. La juste valeur des biens immobiliers a été déterminée par des évaluateurs agréés à l'interne ou, dans certains cas particuliers, par les cabinets d'évaluateurs Lecours, Bernèche & Associés et Godbout, Joseph & Associés Inc.

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES
au 31 décembre 1998
(juste valeur - en millions de dollars)

Certains investissements sont gérés ou détenus par une des filiales suivantes :

A Capital d'Amérique CDPQ inc.	E Capital CDPQ inc.	I Cadim
B Sofinov, Société financière d'innovation inc.	F Accès Capital	J SITQ IMMOBILIER
C Capital Communications CDPQ inc.	G Services financiers CDPQ inc.	K Renvoie à la Caisse lorsque la filiale ne gère ou ne détient qu'une partie de l'investissement.
D Capital International CDPQ inc.	H Ivanhoé inc.	

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			
ABB Group	classe A		633 245	10,4			10,4
ABL Canada Inc.		A	240 436	0,2	0,2		0,4
ABSA Group Limited			224 483	1,6			1,6
ACS, Actividades de Construcción y servicios, S.A.			184 500	11,2			11,2
ADS inc. ¹	classe A	A	1 880 132	5,2		5,2	
	options d'achat	A	7 000	-		-	5,2
AEC Pipelines, L.P.	unités		40 800	0,3			0,3
AFLAC Incorporated			49 000	3,3			3,3
AGF Management Limited	classe B		264 700	6,1			6,1
AGRA Industries Limited			637 120	6,3			6,3
A. H. Belo Corporation			150 000	4,6			4,6
AL Ezz Porcelain Company			114 904	0,5			0,5
AMP Limited			200 000	3,9			3,9
APF Energy Trust	unités		218 000	1,7			1,7
ARA S.A. de C.V., Consorcio			232 200	0,9			0,9
ASA Holdings Inc.			101 600	4,8			4,8
ASM Lithography Holding			156 800	7,4			7,4
ASM Pacific Technology Limited			2 046 000	1,4			1,4
ATI Technologies Inc.			4 314 150	75,3			75,3
ATS Automation Tooling Systems Inc.			642 200	12,8			12,8
AVA Allgemeine Handelsgesellschaft der Verbraucher AG			200	0,1			0,1
Abbey National Plc			591 500	19,4			19,4
Abbott Laboratories			18 400	1,4			1,4
Aber Resources Ltd.			1 737 500	14,9			14,9
Abitibi-Consolidated Inc.		A, K	6 149 633	87,3			87,3
Acanthus Real Estate Corporation		I	500 000	2,9			2,9
Accor			98 112	32,6			32,6
Accton Technology Corporation			305 860	1,4			1,4
Adecco SA			14 660	10,3			10,3
Advanced Semiconductor Engineering Inc.			66 500	0,9			0,9
Advantest Corp.			125 180	12,2			12,2
Aegon Insurance			151 847	28,7			28,7
Aetna Life and Casualty Company			19 100	2,3			2,3
Affiliated Managers Group Inc.		B	22 320	1,0			1,0

Agiv AG			63 799	2,5			2,5
Agnico-Eagle Mines Limited			104 400	0,7			0,7
Agrium Inc.			170 780	2,3			2,3
Ahold			208 000	11,8			11,8
Air Canada ¹	classe A		10 335 550	52,7		52,7	
		A	649 244	4,0	5,1	9,1	61,8
Air Liquide (L')			79 349	22,4			22,4
Air Products & Chemicals, Inc.			137 600	8,5			8,5
Ajinomoto Company Inc.			100 000	1,6			1,6
Aksa Akrilik Kimya Sanayii A.S.			9 423 500	0,2			0,2
Aksigorta A.S.			6 347 000	0,3			0,3
Akzo Nobel NV			121 045	8,5			8,5
Alberta Energy Company Ltd.			2 235 713	73,8	1,5		75,3
Alcan Aluminium Limitée			4 754 221	197,3			197,3
Alcatel Alsthom			276 700	52,0			52,0
Alexandria Real Estate			4 200	0,2			0,2
Alfa, S.A. de C.V.	classe A		500 000	2,2			2,2
Alimentation Couche-Tard Inc.		A	444 200	8,6			8,6
Aliments Maple Leaf Inc., Les			317 700	4,7			4,7
Alleanza Assicuraz			1 370 301	29,8			29,8
Allegheny Energy, Inc.			37 900	2,0			2,0
Allelix Biopharmaceuticals Inc.			397 340	1,7			1,7
Alliance Capital Management L.P.			77 600	3,1			3,1
Alliance Inc., Produits forestiers ²		A, K	2 092 800	30,6			30,6
Allianz Holding			64 901	36,6			36,6
Allied Domecq			955 541	13,6			13,6
Allied Irish Banks			125 200	3,4			3,4
Allied Zurich Plc			1 352 329	31,0			31,0
Allied-Signal Inc.			239 000	16,3			16,3
Allmerica Financial Corporation			75 300	6,7			6,7
Allstate Corp.			49 400	2,9			2,9
AlphaNet Telecom Inc. ¹			1 227 600	0,8			0,8
Aluminium Company of America			1 456	0,2			0,2
Amer Group Ltd.			235 000	3,8			3,8
American Electric Power Company, Inc.			29 700	2,1			2,1
American Express Company			165 100	25,9			25,9
American General Corporation			33 898	4,1			4,1
American Home Products Corporation			363 200	31,4			31,4
American International Group, Inc.			644 975	95,7			95,7
American Telephone and Telegraph Co.			226 200	26,1			26,1
Ameritech Corporation			7 800	0,8			0,8
Amoco Corporation			7 700	0,7			0,7
Anderson Exploration Ltd.			3 588 669	49,9			49,9
Anglo American Platinum Corporation Limited			197 801	4,2			4,2
Anglogold Limited			64 300	3,8			3,8

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
au 31 décembre 1998
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			
Anheuser-Busch Companies, Inc.			37 600	3,8			3,8
Aoyama Trading Co., Ltd.			68 000	2,9			2,9
Apasco S.A. de C.V.			127 500	0,7			0,7
Apple Computer, Inc.			40 300	2,5			2,5
Arabian International Construction			66 977	0,7			0,7
Aracruz Celulose S.A.	privilégées B		343 000	0,4			0,4
Arcelik A.S.			10 056 700	0,4			0,4
Archer Daniels Midland Company			87 097	2,3			2,3
Arjo Wiggins Appleton			518 000	1,5			1,5
Arrow Electronics, Inc.			54 200	2,2			2,2
Artic Group Inc., The	bons de souscription spéciaux		200 000	0,4			0,4
Asahi Bank, Ltd., The			250 000	1,4			1,4
Asahi Breweries, Ltd.			422 000	9,6			9,6
Asahi Chemical Industry Co., Ltd.			1 555 000	11,4			11,4
Asatsu Inc.			243 600	9,0			9,0
Asbestos Limitée, Société			259 065	4,1			4,1
Ascend Communications Inc.			235 000	23,7			23,7
Ashland Inc.			25 500	1,9			1,9
Ashok Leyland Ltd.			214 200	1,0			1,0
Asia Cement Corporation			70 000	1,0			1,0
Asia Satellite Telecommunications Holdings Ltd.			505 000	1,4			1,4
Assicurazioni Generali			955 600	61,4			61,4
Associates Capital Corporation of Canada						37,2	37,2
Associates First Capital Corporation	classe A		306 002	19,9			19,9
Astra	classe A		588 000	18,4			18,4
Astral Communications Inc.	classe A	A	357 200	8,6		8,6	
	classe B	A	1 200	-		-	8,6
Asustek Computer Inc.			44 459	0,6			0,6
Au Printemps S.A.			85 850	25,2			25,2
Aur Resources Inc.			800 000	2,1			2,1
Aurizon Itée, Mines ¹	bons de souscription	A	488 144	0,1	4,5		4,6
Australia & New Zealand Banking Group			1 222 475	12,3			12,3
Australian Gas Light Company Limited			160 000	1,8			1,8
Autogrill SpA			802 400	9,9			9,9
Automatic Data Processing, Inc.			176 200	21,7			21,7
Avalonbay Communities, Inc.		I	65 000	3,4			3,4
Avcorp Inc., Les Industries		A	346 539	1,2			1,2
Avenor inc.		A				6,6	6,6
Avnet, Inc.			17 200	1,6			1,6
Avon Products Inc.			292 600	19,9			19,9

Axa		146 807	32,7		32,7
Axcan Pharma Inc. ¹	B	1 694 700	18,2		18,2
Axime		100 218	36,8		36,8
Ayala Land, Inc.	classe B	3 521 908	1,5		1,5
B Split Corp.	privilégiiées	79 980	2,0		2,0
BAA Plc		1 481 700	26,8		26,8
BC Gas Inc.		695 400	21,2		21,2
BC Gas Utility Limited				10,3	10,3
BC Telecom Inc.		911 321	38,1		38,1
BCE Inc.		13 940 552	806,5		806,5
BCE Mobile Inc., Radiocommunication		810 586	33,6		33,6
BEC World Public Company Limited		83 500	0,7		0,7
B.F. Goodrich Company, The		39 000	2,1		2,1
BG Plc		862 334	8,5		8,5
BMC Software		942 000	64,5		64,5
BOC Group		600 700	13,2		13,2
BP Amoco Plc		3 672 338	84,3		84,3
BSES, Ltd.		66 900	1,3		1,3
BTR		2 200 000	6,9		6,9
Bajaj Auto Ltd.		133 300	3,2		3,2
Ballard Power Systems Inc.		1 079 300	45,3		45,3
Bâloise		5 760	9,2		9,2
Banco Bradesco S.A.	privilégiiées	259 090 860	2,2		2,2
Banco de A. Edwards		40 790	0,7		0,7
Banco de Santander		407 921	12,5		12,5
Banco de Santander Chile		22 290	0,5		0,5
Banco do Estado de Sao Paulo S.A.	privilégiiées	35 100 000	2,2		2,2
Banco Frances del Rio de la Plata S.A.		47 897	0,5		0,5
Banco Ganadero S.A.	privilégiiées	21 100	0,3		0,3
Banco Itau S.A.	privilégiiées	3 287 900	2,5		2,5
Banco Popular Español S.A.		293 000	34,0		34,0
Banco Provincial, S.A.		174 300	0,3		0,3
Banco del Rio de la Plata S.A.		20 000	0,4		0,4
Bangkok Bank		797 200	2,5		2,5
Bank of Asia Public Company Limited, The		900 000	1,1		1,1
Bank of New York		507 000	31,3		31,3
Bank of Scotland		1 344 384	24,6		24,6
Bank One Corporation		330 400	25,9		25,9
Bank Polska Kasa Opieki Grupa Pekao S.A.		22 000	0,4		0,4
Bankamerica Corporation		322 290	29,8		29,8
Bank One Corporation		330 400	25,9		25,9
Bank Polska Kasa Opieki Grupa Pekao S.A.		22 000	0,4		0,4
Bankamerica Corporation		322 290	29,8		29,8
Bankers Trust Corporation		50 000	6,6		6,6
Banpu Public Company Limited		412 550	1,3		1,3

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 1998
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			
Banque Audi			13 300	0,5			0,5
Banque Canadienne Impériale de Commerce			9 317 220	354,1			354,1
Banque de Montréal			6 465 225	398,9			398,9
Banque du Liban et d'Outre Mer			10 600	0,5			0,5
Banque Laurentienne du Canada			452 500	13,1		67,0	80,1
Banque Nationale de Paris			58 215	7,4			7,4
Banque Nationale du Canada			4 377 963	108,6		47,2	155,8
Banque Royale du Canada			7 258 506	555,6		4,7	560,3
Banque Scotia			11 869 990	400,6			400,6
Banque Toronto-Dominion, La			6 635 133	357,0			357,0
Barclays Bank Plc			1 129 815	38,4			38,4
Barito Pacific Timber			1 996 000	0,1			0,1
Barrick Gold Corporation			10 689 705	318,6			318,6
Bass			390 016	8,7			8,7
Battle Mountain Canada Ltd.			1 194 700	7,9			7,9
Bavaria S.A.			62 037	0,5			0,5
Baxter International Inc.			189 800	18,7			18,7
Bayer AG			128 233	8,2			8,2
Bayerische Motoren Werke AG			6 600	7,9			7,9
Bayerische Vereinsbank AG			65 669	7,9			7,9
Baytex Energy Ltd.	classe A		50 000	0,2			0,2
Beau Canada Exploration Ltd.			1 401 400	2,7			2,7
Bell Atlantic Corporation			178 100	14,5			14,5
Bell Canada International Inc.		A	1 893 900	32,6		25,0	57,6
Bell Mobilité						10,3	10,3
Belle Corporation	bons de souscription		194 600	-			-
			2 756 600	0,2			0,2
BellSouth Corporation			160 400	12,3			12,3
Benvest Capital Inc.	classe A	A	600 000	1,4			1,4
Berjaya Sports Toto Bhd			1 023 000	2,0			2,0
Berkley Petroleum Corp.			1 161 293	13,5			13,5
Bestar inc.		A	390 700	2,0			2,0
Bezea Israel Telecom			230 121	1,1			1,1
Bic (Sté)			9 515	0,8			0,8
Bilidon Plc			500 000	1,5			1,5
Bimbo	classe A		706 700	2,1			2,1
BioChem Pharma Inc. ²		B, K	5 612 710	247,5			247,5
Biomira Inc.		A, K	681 966	3,3			3,3
Biovail Corporation International			700 400	40,6			40,6
Black Hawk Mining Inc.			652 900	0,1			0,1

Blue Circle Industries Plc			443 348	3,6			3,6
Blue Range Resource Corporation	classe A		282 500	1,0			1,0
Boardwalk Equities, Inc.		I	108 400	1,8			1,8
Boeing Company, The			350 000	17,5			17,5
Boliden Limited			1 212 700	4,7			4,7
Bombardier Inc.	classe A		7 591 600	169,7	20,6	190,3	
	classe B		7 181 812	158,0		158,0	348,3
Bonus Resource Services Corp.			1 000 000	1,5			1,5
Booker Plc			1 155 000	1,8			1,8
Boots Company, Plc			685 000	17,9			17,9
Boralex inc.	classe A	A	700 000	3,0			3,0
Borg-Warner Automobile, Inc.			191 200	16,4			16,4
Bouygues			97 316	30,8			30,8
Brambles Industries Limited			155 000	5,8			5,8
Brazil Fast Food Corporation			170 000	0,2			0,2
Bridgestone Corp.			222 000	7,8			7,8
Briggs & Stratton Corporation			21 600	1,7			1,7
Bristol-Myers Squibb Company			393 200	80,3			80,3
British Aerospace Plc			1 090 066	14,3			14,3
British Airways			640 986	11,3			11,3
British American Tobacco Plc			1 189 994	16,1			16,1
British Telecom			3 486 900	80,7			80,7
Broken Hill Proprietary			677 429	7,7			7,7
Brookfield Properties Corporation		I, K	1 676 900	31,5			31,5
Browning-Ferris Industries, Inc.			37 400	1,6			1,6
Burlington Northern Santa Fe Inc.			45 900	2,4			2,4
C.I. Fund Management Inc.			425 000	6,0			6,0
CAE Inc.			1 705 858	13,9			13,9
CCL Industries Inc.	classe A		40 000	0,7		0,7	
	classe B		696 580	12,4		12,4	13,1
CEZ A.S.			23 990	0,8			0,8
CGI Inc., Le Groupe	classe A	A, B, K	3 826 556	115,8			115,8
CGU Plc			907 991	21,9			21,9
CHC Helicopter Corporation	classe A		389 600	1,9			1,9
CHUM Limited	classe B		131 900	5,0			5,0
CIGNA Corporation			26 700	3,2			3,2
C-MAC inc., Les Industries		A, K	274 726	6,9	51,3		58,2
COM DEV International Ltd.			751 300	5,9			5,9
COMAIR Holdings Inc.			125 000	6,5			6,5
COMPAQ Computer Corporation			761 000	49,0			49,0
CSX Corporation			34 300	2,2			2,2
CTV inc.			1 090 000	24,4			24,4
CVS Corporation			33 500	2,8			2,8
Cabano Kingsway inc.		A	600 000	1,9			1,9
Cable & Wireless Communications Plc			57 950	0,8			0,8

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
au 31 décembre 1998
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			
Cable & Wireless Optus Limited			200 000	0,6			0,6
Cable & Wireless Plc			2 047 990	39,1			39,1
Cabot Corporation			37 200	1,6			1,6
Cadbury Schweppes Plc			1 100 000	28,8			28,8
Cadenalco			114 370	0,1			0,1
Cadillac Fairview Corporation		I, K	1 725 500	48,7			48,7
Caemi Mineracao e Metalurgia S.A.	privilégiées		13 089 960	0,4			0,4
Call-Net Enterprises Inc.	classe B	A, K	2 376 583	32,7		23,3	56,0
Calvalley Inc., Les Pétroles	classe A		600 000	0,2			0,2
Cambix Inc., Exploration ¹		A	3 744 000	0,8			0,8
Cambior Inc. ^{1,2}			7 815 678	58,6			58,6
Cambridge Limitée, Centres commerciaux ¹		A, H, K	27 324 860	344,3	75,6	50,0	469,9
Cameco Corporation			675 000	18,5			18,5
Canadian Hunter Exploration Ltd.			597 105	6,0			6,0
Canadian Natural Resources Limited			1 652 278	38,0			38,0
Canadian Occidental Petroleum Ltd.			3 171 966	50,4		17,2	67,6
Canadian Tire Limitée, La Société	classe A		2 759 742	111,1		9,2	120,3
Canadian Utilities Limited	classe A		302 582	14,5			14,5
Canadien Pacifique Limitée			3 991 847	114,8			114,8
Canal Plus			20 000	8,4			8,4
Canam Manac Inc., Le Groupe	classe A	A	1 158 639	6,0		6,0	
	options d'achat	A	12 500	-		-	6,0
Canfor Corporation			303 500	1,4			1,4
Canon Inc.			111 000	3,7			3,7
Canwest Global Communication Corporation			1 478 255	28,4			28,4
Cara Operations Limited	classe A		2 437 500	12,8		4,0	16,8
Caradon Plc			770 000	2,0			2,0
Caribbean Utilities Company, Ltd.	classe A		232 000	4,3			4,3
Carlton Communications Plc			1 014 250	14,4			14,4
Carmanah Resources Limited			2 180 700	0,8			0,8
Carrefour			14 133	16,4			16,4
Cartons St-Laurent Inc.		A, K	2 773 533	29,8			29,8
Cascades Inc.			100 000	0,7			0,7
Case Credit Ltd.						5,5	5,5
Castellum AB			260 000	4,3			4,3
Caterpillar Inc.			46 800	3,3			3,3
Celanese Canada Inc.			1 257 242	28,2			28,2
Celestica International Holdings Inc.		A	2 000 000	75,6			75,6
Cemex S.A. de C.V.			270 000	0,9			0,9

Centrais Electricas Brasileiras S.A.	privilégiaées B		13 009 000	0,4		0,4	
			86 185 580	2,3		2,3	2,7
Centre Eaton Montréal, Le						10,3	10,3
Centrefund Realty Corporation		I	100 000	1,7	2,4		4,1
Ceramica Carabobo	classe A		38 280	0,1			0,1
Cerveceria Backus & Johnston S.A.			475 600	0,2			0,2
Ceska Sportelna A.S.			48 500	0,3			0,3
Champion International			32 800	2,0			2,0
Chase Manhattan Corporation, The			349 256	36,5			36,5
Chauvco Resources International Ltd.			1 000 000	0,1			0,1
Cheil Jedang Corp.			10 150	0,5			0,5
Cheung Kong			1 067 000	11,8			11,8
Chevron Corporation			69 900	8,9			8,9
Chieftain International, Inc.			19 557	0,5			0,5
Chilectra S.A.			88 300	3,0			3,0
Chilgener			15 300	0,4			0,4
China Everbright Limited			1 000 000	0,7			0,7
China International Marine Containers Ltd.			269 340	0,2			0,2
China Light & Power			805 000	6,2			6,2
China Merchants Holdings International Company Limited			1 000 000	1,0			1,0
China Steel Corporation			56 000	1,0			1,0
China Telecom (Hong Kong) Ltd.			1 331 000	3,5			3,5
China Tire Holdings Limited			28 600	0,2			0,2
Chrysalis International Corp.			378 900	0,3			0,3
Chrysler Credit Canada Limited						30,2	30,2
Chubb Corporation, The			181 500	18,1			18,1
Chugai Pharmaceutical Co., Ltd.			1 325 000	20,4			20,4
Cia Energetica de Minas Gerais (CEMIG)			59 947	1,7			1,7
	privilégiaées		46 575 212	1,4			1,4
Cifra S.A. de C.V.	classe V		746 342	1,4			1,4
Cinram International Inc.			507 800	9,4			9,4
Circuit City Stores-Circuit City Group			29 900	2,3			2,3
Cisco Systems, Inc.			776 825	110,7			110,7
Citigroup Inc.			1 727 851	131,4			131,4
City Developments			300 000	2,0			2,0
Clal Insurance Enterprise Holdings Ltd.			28 143	0,4			0,4
Cleynet Communications Inc.	classe A	A, K	1 468 930	18,2		53,6	71,8
CliniChem Development Inc. ²	classe A	B, K	160 935	1,3			1,3
Clorox Company, The			148 800	26,5			26,5
Cobepa S.A.	classe VVPR	D	33 500	4,3			4,3
		D	891 500	115,8			115,8
Coca-Cola Amatil Ltd.			935 125	5,4			5,4
Coca-Cola Beverages Plc			658 365	1,9			1,9
Coca-Cola Company, The			128 900	13,2			13,2
Coflexip S.A.			100 000	4,9			4,9

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 1998
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			
Cogeco Inc.		A	152 500	3,1			3,1
Cognicase Inc.		B	300 000	10,2			10,2
Cognos Incorporated			995 247	38,2			38,2
Coles Myer Limited			850 249	6,8			6,8
Colgate-Palmolive Company			259 700	37,0			37,0
Collateralized Mortgage Secs						20,8	20,8
Colonial Limited			778 803	4,1			4,1
Comalco Limited			393 000	2,3			2,3
Cominar, Fonds de placement immobilier	reçus de versements	I, K	500 000	3,0			3,0
Cominco Ltée			2 306 786	40,0			40,0
Commonwealth Bank of Australia			150 000	3,3			3,3
Communications Alliance Atlantis Inc.	classe B		123 500	3,2			3,2
Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie, La						14,9	14,9
Compagnie de la Baie d'Hudson			1 106 891	21,4		35,4	56,8
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada			1 765 750	140,8			140,8
Compagnie financière Paribas			270 000	36,1			36,1
Compagnie Financière Richemont AG	unités		2 700	5,9			5,9
Companhia Brasileira de Distribuicao Grupo Pao de Acucar			25 000	0,6			0,6
Companhia Parnaense de Energia-Copel	privilégiées B		60 000	0,5			0,5
Companhia Paulista de Forca e Luz			7 482 000	0,8			0,8
Companhia Vale do Rio Doce (CVRD)	privilégiées		103 100	2,0		2,0	
			25 070	0,4	-	0,4	2,4
Compañía anónima nacional Tse			95 560	2,6			2,6
Compañía Cervecerias Unidas S.A.			76 220	2,3			2,3
Compañía de Minas Buenaventura S.A.			46 537	0,4			0,4
Compañía Telefónica Nacional de España S.A.			427 786	29,3			29,3
Comparex Holdings Limited			50 000	0,6			0,6
Compass Group			1 366 000	24,0			24,0
Computalog Ltd.			126 000	0,8			0,8
Computer Associates International, Inc.			97 500	6,4			6,4
Conagra, Inc.			11 100	0,5			0,5
Concert Industries Ltd. ¹	bons de souscription	A	120 000	0,1		0,1	
		A	406 666	1,2	7,3	8,5	8,6
Consolidated Papers Inc.			14 870	0,6			0,6
Controladora Comercial Mexicana	classe C		804 000	0,9			0,9
Cookson Group Plc			2 250 000	7,6			7,6
Cooper Tire & Rubber Company			56 100	1,8			1,8
Coreco Inc.		A	437 690	3,1			3,1
Corporación Bancaria de España, S.A.			155 000	6,2			6,2
Corporación Geo S.A. de C.V.			329 000	1,4			1,4

Corporación Interamericana de Entretenimiento S.A.	classe B		85 000	0,4		0,4	
	classe L		11 333	-		-	0,4
Corporación Venezolana de Cementos S.A. C.A.			639 067	0,6			0,6
Corporate Express			159 600	1,3			1,3
Corporation CINAR	classe B	A, K	241 900	9,1			9,1
Corporation d'Énergie Canadienne 88			1 605 600	7,9			7,9
Cortefiel S.A.			142 184	5,8			5,8
Coscient Inc., Le Groupe ¹	classe A	A, C	3 493 364	18,7		18,7	
	options d'achat	C	100 000	0,4		0,4	19,1
Cosco Pacific Ltd.			1 650 000	1,1			1,1
Cosmos Bottling Co.	privilégiées		631 999	0,2			0,2
Costco Companies Inc.			135 000	15,0			15,0
Co-Steel Inc.			256 174	3,3	8,1		11,4
Cott Corporation			850 100	4,6			4,6
Counsel Corporation ²			1 796 499	21,6	11,1		32,7
Countrywide Credit Industries, Inc.			19 200	1,5			1,5
Courage Energy Inc.			100 000	0,2			0,2
Credit Suisse Group			300 688	72,3			72,3
Credito Italiano			2 587 561	23,5			23,5
Crestar Energy Inc.			2 744 776	35,7		3,2	38,9
CrossKeys Systems Corporation ²			1 116 900	12,6			12,6
Crown Cork & Seal Company, Inc.			42 000	2,0			2,0
Cubist Pharmaceuticals Inc.	bons de souscription	B	1 111 112	1,4		1,4	
		B	2 386 223	14,0		14,0	15,4
Cukurova Elektrik A.S.			105 800	0,2			0,2
Cummins Engine Co., Inc.			24 500	1,3			1,3
Dacom Corporation			34 000	2,1			2,1
Dae Duck Electronics Company			6 120	0,7			0,7
Daifuku Co., Ltd.			1 034 000	8,5			8,5
Daito Trust Construction Co., Ltd.			419 700	5,6			5,6
Daiwa House Industry Co., Ltd.			200 000	3,3			3,3
Daiwa Securities Company Limited			990 000	5,2			5,2
Dakota Mining Corporation					0,3		0,3
Dana Corporation			25 300	1,6			1,6
Danone, Le Groupe			47 944	21,1			21,1
Datamark Inc.		A	490 600	1,5			1,5
Daya Guna Samudera			541 320	0,5			0,5
Dayton Hudson Corporation			636 000	53,0			53,0
Dayton Mining Corporation			456 900	0,2			0,2
De Beers Centenary AG			142 000	2,8			2,8
Delta Electronics Inc.			71 400	0,6			0,6
Den Danske Bank			41 170	8,5			8,5
Dépan-Escompte Couche-Tard inc.		A				20,3	20,3

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
au 31 décembre 1998
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			
Desc S.A. de C.V.	classe B		614 500	0,8		0,8	
			71 863	2,1		2,1	2,9
Descartes Systems Group Inc., The			340 000	3,5			3,5
Destination Resorts Inc.	bons de souscription spéciaux	I, K	285 700	0,8	0,8	1,6	
			446 000	1,3		1,3	2,9
Deutsche Bank AG			174 813	15,8			15,8
Deutsche Lufthansa AG			58 378	2,0			2,0
Deutsche Telekom AG			1 247 500	63,0			63,0
Development Bank of Singapore			1 004 000	13,9			13,9
Devon Energy Corporation			30 663	1,4			1,4
Dia Met Minerals Ltd.	classe A		226 500	4,0		4,0	
	classe B		60 000	1,2		1,2	5,2
Diageo Plc			2 292 180	40,1			40,1
DiagnoCure Inc. ¹		B	3 000 000	2,5			2,5
Dial Corporation, The			62 300	2,8			2,8
Dillard's Inc.	classe A		42 100	1,8			1,8
Discreet Logic Inc.			291 250	8,4			8,4
Disney (Walt) Co.			92 700	4,3			4,3
Dofasco Inc.			333 200	6,5			6,5
Dollar General Corporation			77 000	2,8			2,8
Dolphin Telecom Plc		A				22,8	22,8
Doman Industries Limited	classe B		250 000	0,5			0,5
Domco Inc.		A, K	687 148	7,3			7,3
Domtar Inc. ^{1,2}		A, K	33 926 094	300,2			300,2
Dong-A Pharmaceutical Company, Ltd.			46 240	0,6			0,6
Donohue Inc.	classe A	A, K	2 866 852	84,0		84,0	
		A				21,2	21,2
		A					105,2
Dorel Inc., Les Industries	classe B	A	332 200	8,3			8,3
Douglas Holding AG			329 877	30,7			30,7
Dow Chemical Company			18 900	2,6			2,6
Dresdner Bank AG			717 400	46,3			46,3
Du Pont (E.I.) De Nemours & Company			16 000	1,3			1,3
Dundee Bancorp Inc.	classe A		250 000	4,1		14,7	18,8
Dundee Realty Corporation		I	500 000	0,7			0,7
Dupont Canada Inc.	classe A		299 214	12,9			12,9
Dynatec Corporation			5 238 800	2,1			2,1
ECI Telecommunications Limited			46 617	2,6			2,6
EFG-Hermes Holding, S.A.E.			13 700	0,2			0,2
EMC Corporation			100 000	13,1			13,1
ENSCO International Inc.			100 000	1,6			1,6

East India Hotels Limited			148 200	1,3		1,3
Eastman Chemical Co.			19 200	1,3		1,3
Edison			2 761 000	50,0		50,0
Edper Brascan Corporation	classe A		2 716 218	57,9		57,9
Edper Group Ltd.					0,7	0,7
Egyptian Mobile Phone Network			72 730	0,7		0,7
Eicon Technology Corporation		A	300 000	1,2		1,2
Eisai Company, Limited			600 000	18,0		18,0
Elec & Eltek International Company Ltd.			464 000	3,8		3,8
Electrabel S.A.	classe T		8 996	6,1		6,1
Eléctricas Brasileiras (Electrobrás), Centrais			265 000	3,2		3,2
Electricidad de Caracas, C.A. La			2 070 642	1,4		1,4
Electricity Generating Authority of Thailand			699 704	2,9		2,9
Electrohome Broadcasting Inc.	classe Y		447 200	6,2		6,2
Electrolux	classe B		356 930	9,4		9,4
Elektrim Spolka Akcyjna			50 000	0,8		0,8
Elf Aquitaine			281 129	42,7		42,7
Elsevier-NDU NV			283 890	6,1		6,1
Embratel Participacoes S.A.	privilégiées		103 700 000	2,2		2,2
			70 005 000	0,9		0,9
Emerging Markets Taiwan			9 295 671	10,7		10,7
Emi Group, Plc			800 000	8,2		8,2
Empire Company Ltd.	classe A		222 100	7,2		7,2
Empresa Nacional de Electricidad, S.A. (Endesa)			27 610	0,5		0,5
Enator AB			692 700	29,5		29,5
Enbridge Inc.			1 298 415	91,5		91,5
Encal Energy Ltd.			129 600	0,7		0,7
Endesa S.A.			375 194	15,3		15,3
Enerflex Systems Ltd.		A, K	337 900	10,0		10,0
EnerMark Income Fund	parts de fiducie	A	2 274 874	7,2		7,2
Enerplus Resources Corporation ¹	parts de fiducie série G	A	5 181 250	11,1		11,1
Enersis			52 560	2,1		2,1
Engro Chemicals (Pakistan) Limited			303 700	0,9		0,9
Ensign Resource Service Group Inc.			374 500	5,1		5,1
Ente Nazionale Idrocarburi			2 317 088	23,4		23,4
Enterprise Oil Plc			150 000	1,1		1,1
Equant N.V.			75 000	8,0		8,0
Equity Corporation International			325 000	13,3		13,3
Ericsson (LM) Telephone Company	classe B		1 366 361	50,0		50,0
Espirito Santo Financial Group S.A.			24 700	0,7		0,7
Euro-Nevada Mining Corporation Limited			2 232 400	55,8		55,8
Extencicare Inc.			455 000	4,0		4,0
Exxon Corporation			215 700	24,2		24,2
F.Y.I. Incorporated		A	9 196	0,5		0,5
FMC Corporation			12 100	1,0		1,0

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 1998
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			
FORE Systems, Inc.			425 000	12,0			12,0
Fairfax Financial Holdings Limited			318 839	172,2			172,2
Fairview Mall						14,5	14,5
Falconbridge Limited			3 138 176	51,8			51,8
Fannie Mae			966 400	109,8			109,8
Faro Technologies Inc.		E	118 069	0,7			0,7
Fauji Fertilizer Company Ltd.			110 100	0,2			0,2
Federal Home Loan Mortgage Corp.			412 100	40,8			40,8
Federated Department Stores			35 600	2,4			2,4
Fernz Corporation Limited			654 000	3,1			3,1
Ferreyros S.A.			79 921	0,1			0,1
Fiat Finance Canada			2 700 000	14,2			14,2
Fiducie de placement immobilier constituée d'hôtels Legacy						49,6	49,6
Filinvest Land Inc.			1 943 000	0,2			0,2
Filipacchi Medias			16 100	5,8			5,8
Filo, S.A.		H	6 803 743	31,4			31,4
Finning Ltd.			382 000	4,2			4,2
First Data Corporation			70 000	3,4			3,4
First Olsen Tanker Ltd.			150 000	1,2			1,2
First Union Corp.			21 800	2,0			2,0
FirstEnergy Corp.			47 200	2,4			2,4
FirstRand Limited			858 176	1,4			1,4
Fleet Financial Group			153 000	10,5			10,5
Fleetwood Enterprises, Inc.			37 700	2,0			2,0
Fletcher Challenge Canada Limited	classe A		1 990 947	33,8			33,8
Fletcher Challenge Energy Limited			239 000	0,7			0,7
Fluor Corporation			31 100	2,0			2,0
Fomento Economico Mexicano, S.A. de C.V.			54 879	2,2			2,2
Fonds d'Arbitrage Améthyste	unités		474 833	5,0			5,0
Fonds externes							
Autres pays d'Asie et d'Océanie	unités		898 288	244,5			244,5
États-Unis	unités		123 047	67,7			67,7
Europe	unités		6 939 625	1773,6			1773,6
Japon	unités		8 509 652	930,5			930,5
Marchés en émergence	unités		26 349 310	504,1			504,1
Royaume-Uni	unités		2 487 973	277,7			277,7
Food Lion, Inc.	classe A		225 000	3,7			3,7
Ford Credit Canada Limited						50,8	50,8
Ford Motor Company			60 800	5,5			5,5
Fort Chicago Energy Partners L.P.	unités		1 000 000	6,2			6,2

Fortis Inc.	classe T		24 514	1,5		1,5	
	certificats de valeur garantie		24 514	0,2		0,2	
			24 514	-		-	1,7
Foster Wheeler Corporation			24 500	0,5			0,5
Foster's Brewing Group Ltd.			1 521 000	6,3			6,3
Foundation Health Corporation			55 249	1,0			1,0
Founder Hong Kong Limited			960 000	0,3			0,3
Fracmaster Ltd.			1 487 878	6,7			6,7
France Telecom S.A.			30 000	3,7			3,7
Francisco Gold Corp.			185 300	1,6			1,6
Franco-Nevada Mining Corporation Limited	bons de souscription B		41 666	0,7		0,7	
			985 000	28,9		28,9	29,6
Franklin Resources, Inc.			27 000	1,3			1,3
Fraser & Neave			452 000	2,0			2,0
Freeport-McMoran Copper & Gold Inc.	classe B		141 900	2,3			2,3
Fubon Insurance Co.			49 000	0,8			0,8
Fuji Machine Mfg. Co., Ltd.			130 000	6,3			6,3
Fuji Photo Film Company, Ltd.			221 000	12,6			12,6
Fujitsu Ltd.			1 325 000	27,2			27,2
Fujitsu Support and Service Inc.			20 000	2,2			2,2
Furukawa Electric Co., Ltd., The			281 000	1,5			1,5
Futaba Corporation			42 000	2,5			2,5
Futuris Corporation Ltd.			1 350 000	2,4			2,4
G.T.C. Ltée, Groupe Transcontinental	classe A	A	391 000	5,9		5,9	
	classe B	A	208 667	3,1	18,4	21,5	27,4
GEA AG	privilégiées		60 000	2,2		2,2	
			45 500	2,1		2,1	4,3
GKN Plc			280 000	5,7			5,7
GPU, Inc.			34 900	2,4			2,4
GST Telecommunications Inc.			408 600	3,9			3,9
GTE Corp.			7 300	0,7			0,7
Gadjan Tunggal			1 834 000	0,1			0,1
Galleries d'Anjou					21,2		21,2
Galimberti Compañía			293 251	3,2			3,2
Gazprom			47 100	0,6			0,6
Geac Computer Corporation Limited			1 483 280	59,0			59,0
Gehe AG			45 000	4,8			4,8
General Electric Co.			977 800	153,2			153,2
General Electric Plc			833 754	11,6			11,6
General Motors Acceptance Corporation du Canada Limitée					29,9		29,9
General Scanning, Inc.			45 000	0,4			0,4
Gentra Inc.		I	1 700 000	4,6			4,6
Genuine Parts Company			40 600	2,1			2,1
Getchell Gold Corporation			235 000	9,8			9,8
Gilat Satellite Networks			19 600	1,7			1,7

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 1998
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			
Gillette Company, The			625 700	46,4			46,4
Glaxo Wellcome Plc			2 332 164	124,1			124,1
Gold Fields Ltd.			190 500	1,6			1,6
Goldcorp Inc.	classe A		649 800	5,7			5,7
Golden Hope Plantations Berhad			506 166	0,8			0,8
Golden West Financial Corp.			11 000	1,5			1,5
Goodman Fielder Limited			300 000	0,5			0,5
Goodyear Tire & Rubber Company			26 300	2,0			2,0
Goran Capital, Inc.			247 500	3,9			3,9
Grammy Entertainment Public Company Limited			74 700	0,5			0,5
Granada Group Plc			852 432	23,1			23,1
Great Lakes Chemical Corporation			22 600	1,4			1,4
Great Universal Stores, Plc			155 000	2,5			2,5
Great-West Lifeco Inc.			6 710 904	174,5			174,5
Greenstone Resources Ltd. ²	bons de souscription		70 000	-		-	-
			3 268 600	4,5		4,5	4,5
Greyhound Lines Inc.			1 008 850	9,1			9,1
Groupe Covitec inc. ¹		A, C, E	4 515 561	3,3	1,4		4,7
Groupe TVA inc.	classe B	A, K	926 966	13,9			13,9
Grupo Carso S.A. de C.V.	classe A		679 500	3,6			3,6
Grupo financiero Banamex-Accival	classe B		1 017 100	2,1			2,1
Grupo Financiero Bancomer			125 000	0,8			0,8
Grupo Iusacell S.A.			28 000	0,3			0,3
Grupo Mexico S.A. de C.V.	classe B		456 000	1,8			1,8
Grupo Modelo S.A. de C.V.	classe C		1 151 200	3,8			3,8
Grupo Televisa S.A.			116 300	2,5			2,5
Grupo Tribasa			33 000	0,1			0,1
Gruppo Editoriale L'Espresso			175 000	2,4			2,4
Guangdong Electric Power Development			1 096 491	0,5			0,5
Guangdong Kelon Electrical Holdings Company Ltd.			1 326 000	1,8			1,8
Guardian Royal Exchange Plc			1 808 380	15,6			15,6
Gucci Group			24 900	1,8			1,8
Gudang Garam			876 000	2,0			2,0
Guilbert S.A.			12 708	2,6			2,6
Gulf Canada Resources Limited			4 441 741	19,9			19,9
Gulfstream Resources Canada Limited			189 411	0,6			0,6
H&R Real Estate Investment Trust	unités	I	425 700	4,4			4,4
HSBC Holdings Plc			1 291 210	50,9			50,9
Haci Omer Sabanci Holding AS			45 909 000	1,1			1,1
Halifax Plc			220 000	4,8			4,8

Halma Plc		5 401 332	16,7		16,7
Hang Lung Development Company Limited		450 000	0,7		0,7
Hang Seng Bank Limited		425 000	5,8		5,8
Hanil Cement Manufacturing Company Ltd.		41 250	1,2		1,2
Hanmi Leasing Co., Ltd.		13 680	0,1		0,1
Hanson Plc		202 500	2,5		2,5
Harbin Power Equipment Company Ltd.		1 608 000	0,2		0,2
Harmac Pacific Inc.				5,8	5,8
Harmony Gold Mining Co., Ltd.		253 500	1,8		1,8
Harnischfeger Industries Inc.		31 800	0,5		0,5
Harrah's Entertainment, Inc.		59 400	1,4		1,4
Hartco Inc., Les Entreprises	A	32 200	0,4		0,4
Havas Advertising S.A.		30 926	8,0		8,0
Heineken NV		143 750	13,3		13,3
Heinz Co., H. J.		33 500	2,9		2,9
Hellenic Telecommunication Organization S.A.		2 966	0,1		0,1
Helmerich & Payne, Inc.		32 700	1,0		1,0
Henkel KGaA	privilégées	24 000	3,3		3,3
Hennes & Mauritz AB	classe B	95 000	11,9		11,9
Héroux Inc.¹	A	1 769 400	7,1		7,1
Hewlett-Packard Company		69 000	7,2		7,2
Hibernia Corporation		340 000	9,1		9,1
Hilton Hotels Corp.		48 900	1,4		1,4
Hindalco Industries Ltd.		115 051	2,1		2,1
Hirose Electric Co., Ltd.		65 000	7,0		7,0
Hitachi, Ltd.		630 000	6,0		6,0
Hoechst AG		106 400	6,8		6,8
Holderbank Financiere Glarus AG		5 400	9,8		9,8
Hollinger Canadian Publishing Holdings Inc.	spéciales	465 000	6,1		6,1
Hollinger Inc.	privilégées 2	493 900	4,7		4,7
Hollinger International Inc.		280 000	6,0		6,0
Home Depot Inc., The		550 000	51,7		51,7
Homestake Mining Company		508 600	7,1		7,1
Honda Canada Finance Inc.				10,3	10,3
Honda Motor Co.		215 600	10,9		10,9
Hong Kong Electric Holdings Limited		850 000	4,0		4,0
Hong Kong Telecommunications Limited		2 608 800	7,0		7,0
Housing & Commercial Bank		278 680	5,3		5,3
Housing Bank, The		45 000	0,3		0,3
Huaneng Power International, Inc.		1 045 600	1,0		1,0
Hub Power Company Limited, The		701 500	0,3		0,3
Hummingbird Communications Ltd.		189 751	5,7		5,7
Hutchison Whampoa Limited		1 586 000	17,2		17,2
Hyundai Motor Company Ltd.		72 970	2,0		2,0
IBEX Technologies Inc.	B	1 109 096	0,6		0,6

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 1998
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
IBM Canada Credit						10,2		10,2
IDB Holding Corp., Ltd.			12 040	0,4				0,4
IOI Properties Berhad			1 730 000	1,5				1,5
IPL Inc.		A	495 500	6,1				6,1
IPL Energy Inc.						10,1		10,1
IPSCO Inc.			376 965	10,3				10,3
IRSA Inversiones y Representaciones S.A.	classe B		171 248	0,7				0,7
ISS-International Service System A/S	classe B		184 725	18,8				18,8
ITEC - Minéral inc.	bons de souscription		266 000	-	0,4			0,4
Illinois Tool Works, Inc.			221 600	19,7				19,7
Imasco Limitée			5 784 806	189,2				189,2
Imax Corporation			276 500	13,5				13,5
Impala Platinum Holdings Limited			13 500	0,3				0,3
Imperial Chemical Industries, Plc			415 200	5,5				5,5
Imperial Tobacco Group Plc			242 000	3,9				3,9
Impériale Ltée, Compagnie Pétrolière			3 098 287	76,1				76,1
Inco Limited	privilégiées E		40 000	2,1			2,1	
	classe VBN		185 000	1,4			1,4	
			3 481 312	56,4			56,4	59,9
India Access Fund			100 000	1,0				1,0
Indian Petrochemical Corporation Ltd.			124 700	0,8				0,8
Indian Rayon & Industries Ltd.			417 900	1,7				1,7
Indian Tobacco Company Limited (ITC)			228 400	7,4				7,4
Indofood Sukses Makmur			2 075 000	1,6				1,6
Industrial Bank of Japan, Limited, The			515 000	3,7				3,7
Industria Macchine Automatiche (IMA)			893 936	10,9				10,9
Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur la Vie, L'		A, K			64,3	12,6		76,9
Inmet Mining Corporation			500 000	1,5	1,0			2,5
Innova Technologies Corporation			312 700	0,3				0,3
Inparsa - Industria e Participacoes SGPS S.A.			3 156	0,1				0,1
Intel Corporation			703 300	127,5				127,5
International Business Machines Corp.			263 200	74,6				74,6
International Container Systems, Inc.			4 582 500	0,6				0,6
International Forest Products Limited	classe A		610 177	2,2				2,2
International Hospitality Inc.	bons de souscription		130 000	-			-	
			520 000	-	1,0		1,0	1,0
International Paper Company			11 200	0,8				0,8
International Wallcoverings Ltd.		A	341 100	0,8				0,8
Internationale Nederlanden Groep NV			864 826	81,0				81,0
Intertape Polymer Group Inc.		A, K	639 432	24,9				24,9

Intracom S.A.		8 800	0,6		0,6
Investec Group Limited		34 895	1,8		1,8
Investor AB	classe B	58 614	4,1		4,1
Investors Group Inc.		842 218	22,2	16,4	38,6
Israel Chemicals Limited		215 787	0,3		0,3
Istituto Bancario San Paolo di Torino SpA		1 743 216	47,4		47,4
Istituto Nazionale delle Assicurazioni (INA)		3 130 000	12,7		12,7
Itoen, Ltd.		114 300	9,1		9,1
Ito-Yokado Co., Ltd.		56 000	6,0		6,0
J Sainsbury Plc		250 000	3,1		3,1
JD Wetherspoon		430 762	2,0		2,0
Jannock Limited		200 000	3,0		3,0
Japan Tobacco Inc.		535	8,2		8,2
Jean Coutu (PJC) Inc., Le Groupe	classe A	85 000	2,9		2,9
John Keells Holdings Ltd.		75 713	0,4		0,4
Johnson & Johnson		635 200	81,8		81,8
Johnson Electric Holdings Limited		200 000	0,8		0,8
Johnson Matthey Plc		715 000	7,4		7,4
Jordan Petroleum Refinery		16 500	0,4		0,4
Jordan Phosphate Mines		51 000	0,2		0,2
Jusco Co., Ltd.		177 000	5,5		5,5
K N Energy Inc.		200 000	11,2		11,2
K. R. Precision Public Company Ltd.		160 400	0,1		0,1
KGHM Polska Miedz S.A.		82 000	0,6		0,6
KLM Royal Dutch Airlines N.V.		130 000	6,0		6,0
KTI Inc.	A	21 663	0,7		0,7
Kansai Electric Power Company, Inc.		290 000	9,8		9,8
Kao Corp.		520 000	18,1		18,1
Kap Resources Ltd.	bons de souscription A	558 071	-	-	-
		4 934 043	0,3	0,3	0,3
Kappa Energy Company Inc.	bons de souscription	750 000	-	-	-
		606 000	0,2	0,2	0,2
Karstadt AG		43 500	34,9		34,9
Kawasaki Heavy Industries, Ltd.		900 000	3,2		3,2
Kawasaki Steel Corp.		995 000	2,3		2,3
Keane, Inc.		50 000	3,1		3,1
Kenya Commercial Bank Limited		139 094	0,2		0,2
Kenya Power and Lighting Company Limited		65 100	0,2		0,2
Kerr-McGee Corporation		11 600	0,7		0,7
KeyCorp		24 400	1,2		1,2
Keyence Corporation		14 500	2,7		2,7
Kian Joo Can Factory		903 075	2,0		2,0
Kimberly-Clark Corporation		298 800	25,0		25,0
Kimberly-Clark de Mexico, S.A. de C.V.	classe A	658 000	3,2		3,2
Kingfisher		360 050	6,0		6,0

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 1998
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			
Kinross Gold Corporation			8 657 500	30,6			30,6
Kirin Brewery Company, Limited			300 000	5,9			5,9
Koito Manufacturing Co., Ltd.			650 000	4,2			4,2
Komag inc.			120 000	1,9			1,9
Konami Co., Ltd.			200 000	8,9			8,9
Kookmin Bank			204 900	2,6			2,6
Koor Industries Limited			1 350	0,2			0,2
Korea Electric Power Corporation			249 510	9,5			9,5
Korea Green Cross Corporation			14 900	0,8			0,8
Korea Zinc Co.			29 667	1,0			1,0
Kuala Lumpur Kepong Berhad			244 000	0,6			0,6
Kuritomo, Ltd.			426 000	2,2			2,2
Kyocera Corp.			48 100	3,9			3,9
Kyushu Electric Power Co., Inc.			57 100	1,7			1,7
L.G. Chemical Limited			121 363	2,0			2,0
LG Electronics Inc.			21 308	0,4			0,4
LG Information & Communication, Ltd.			35 394	1,5			1,5
LG Technologies Inc., Groupe ¹	privilégiées série 1	B	150 000	-		-	
	bons de souscription	B	650 000	-		-	
		B	1 350 000	3,8		3,8	3,8
Labopharm Inc.		A, B	550 000	2,1			2,1
Laboratorio Chile S.A.			15 900	0,4			0,4
Lafarge Canada Inc.	privilégiées		90 319	5,6			5,6
Lafarge Coppee			44 927	6,6			6,6
Laidlaw Inc.		A, K	10 644 170	164,5		56,2	220,7
Land Securities			50 000	1,0			1,0
Laperrière & Verreault Inc., Groupe ¹	classe A	A	589 700	2,2			2,2
Larsan & Toubro Ltd.			127 500	1,4			1,4
Lear Corporation			300 000	17,7			17,7
Legal & General Group Plc			718 000	14,4			14,4
Leitch Technology Corporation			1 750 334	69,8			69,8
Lend Lease Corporation Limited			179 200	3,7			3,7
Lever Brother Pakistan Ltd.			3 000	0,1			0,1
Liberty Life Association of Africa Ltd.			120 744	2,6			2,6
Ligand Pharmaceuticals Inc.	classe B	B	36 997	0,7			0,7
Light - Servicios de Electricidade S.A.			3 100 000	0,6			0,6
Lilly (Eli) & Company			404 000	55,2			55,2
Limited Inc., The			21 237	1,0			1,0
Linamar Corporation			320 000	8,3			8,3
Lincoln National Corp.			19 700	2,5			2,5

Lindsey Morden Group Inc.					4,9	4,9
Litton Industries Inc.		20 300	2,0			2,0
Lloyds TSB Group Plc		3 694 198	82,3			82,3
Loblaw Companies Limited	A, K	11 484 221	429,5			429,5
Lockheed Martin Corp.		11 200	1,5			1,5
Loewen Group Inc., The	privilégiiées classe C	375 900	5,9		5,9	
		897 368	11,2		15,4	26,6
Loews Corporation		22 000	3,3			3,3
Logistec Corporation ¹	classe A	172 125	6,5			6,5
Lojas Americanas S.A.	privilégiiées	52 000 000	0,4			0,4
L'Oréal		5 000	5,6			5,6
Lorus Therapeutics Inc ^{1,2}		3 571 429	1,2		1,2	
	bons de souscription	892 857	-		-	1,2
Lowe's Companies, Inc.		200 000	15,7			15,7
Lucas Varsity Plc		706 924	8,3			8,3
Lucent Technologies Inc.		29 500	5,0			5,0
Lukoil Holding		26 800	0,6			0,6
Lyon Lake Itée, Mines ¹	A	4 149 200	0,9	4,7	0,3	5,9
Lyondell Petrochemical Company		41 800	1,2			1,2
M.A.N. AG		1 700	0,8			0,8
MAAX Inc.	A, K	1 476 364	24,8			24,8
MBNA Canada Bank					15,2	15,2
MDS Inc.	classe B	511 456	15,1			15,1
MEPC Plc		574 295	5,9			5,9
MPACT Immedia Corporation		125 000	1,7			1,7
	bons de souscription spéciaux	389 333	5,4		5,4	7,1
Mabuchi Motors Co., Ltd		50 000	5,9			5,9
Mackenzie Financial Corporation	G, K	8 917 958	186,4			186,4
MacMillan Bloedel Limitée		3 126 182	47,8	2,1		49,9
Macquarie Bank Limited		200 000	3,0			3,0
Maderas y Sintéticos Sociedad Anonima, Masisa		21 910	0,2			0,2
Magna International Inc.	classe A	1 434 396	136,8			136,8
Magyar Olaj Es Gas		35 578	1,5			1,5
Magyar Tavkozlesi RT.		132 180	1,2			1,2
Mahanagar Telephone Nigam Ltd.		57 600	1,1			1,1
Mahindra & Mahindra Ltd.		149 900	0,9			0,9
Makhteshim-Agan Industries Ltd.		302 968	1,0			1,0
Malayan Banking Berhad		431 652	1,3			1,3
Malaysian International Shipping Corp.		282 666	0,6			0,6
Malaysian Oxygen Bhd		331 500	1,0			1,0
Mallinckrodt Inc.		40 900	1,9			1,9
Manila Electric Company	classe B	436 870	2,2			2,2
Manitoba Telecom Services Inc.		1 274 700	25,5			25,5
Mannesmann AG		491 680	86,6			86,6
Manugistics Group Inc.	A	17 220	0,3			0,3

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 1998
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			
Marconi Canada, Compagnie			279 691	5,2			5,2
Marks & Spencer			2 590 168	27,3			27,3
Marui Co., Ltd.			200 000	5,9			5,9
Matsushita Communication Industrial Co.			105 000	7,6			7,6
Matsushita Electric Industrial Cie Ltd.			105 000	2,9			2,9
Mattel, Inc.			352 600	12,4			12,4
Maxim Integrated Products, Inc.			271 600	18,2			18,2
May Department Stores Company			27 400	2,5			2,5
Mazarin inc., Société minière		A	2 867 000	0,9			0,9
Mbia Inc.			8 700	0,9			0,9
Mbna Corporation			108 300	4,1			4,1
McDonald's Corporation			30 000	3,5			3,5
McKesson Corporation			240 000	29,1			29,1
McWatters inc., Les Mines ¹	unités		25 000	-		-	
	bons de souscription	A, K	1 772 369	0,4		0,4	
		A, K	8 336 771	6,6		6,6	7,0
Mead Corp.			36 100	1,6			1,6
Mediobanca SPA	bons de souscription		356 993	2,0		2,0	
			1 010 500	21,6		21,6	23,6
Medtronic, Inc.			705 900	80,5			80,5
Meitec Corp.			166 900	6,4			6,4
Merck & Co., Inc.			322 900	73,0			73,0
Meridian Gold Inc.			1 665 800	15,0			15,0
Merita Plc			655 500	6,4			6,4
Merrill Lynch & Company, Inc.			82 800	8,5			8,5
Merrill Lynch Mortgage Loans Inc.						5,0	5,0
Metallgesellschaft AG			165 000	4,2			4,2
Methanex Corporation			1 528 200	12,2			12,2
Metra Corporation	classe B		120 000	3,2			3,2
Metro Cash & Carry Limited			500 000	0,5			0,5
Metro Pacific Corporation			4 803 000	0,3			0,3
MetroNet Communications Corp.	classe B		75 000	3,8			3,8
Metropolitan Bank & Trust Company			135 477	1,5			1,5
Métro-Richelieu Inc.	classe A	A, K	866 600	16,8			16,8
Metrowerks Inc. ¹		B, K	1 670 033	10,1			10,1
Microcell Télécommunications Inc.	classe B	A, K	1 106 700	10,2		46,2	56,4
Microchip Technology, Inc.			643 200	36,6			36,6
Microsoft Corporation			711 100	150,8			150,8
Microtec Inc., Les Entreprises ¹		A, C	938 400	3,5			3,5
Migros Turk T.A.S.			559 030	0,9			0,9

Millennium Chemicals Inc.		37 066	1,1			1,1
Milltronics Ltd.		187 300	2,6			2,6
Minebea Co., Ltd.		427 000	7,5			7,5
Minnesota Mining and Manufacturing Company		2 800	0,3			0,3
Mirror Group Plc		2 300 000	8,8			8,8
Misys Plc		500 000	5,6			5,6
Mitel Corporation	A	1 842 600	21,2	16,3		37,5
Mitsubishi Bank, Ltd.		874 950	13,9			13,9
Mitsubishi Estate Co., Ltd.		780 000	10,8			10,8
Mitsubishi Motors Corporation		943 000	4,1			4,1
Mitsubishi Trust & Banking Corporation, The		125 000	1,2			1,2
Mitsui Fudosan Co.		450 000	5,2			5,2
Mitsui Marine and Fire Insurance Co., Ltd.		336 000	2,7			2,7
Mobil Corporation		376 000	50,3			50,3
MobilCom AG		29 349	14,4			14,4
Moebel Walther AG	privilégées	27 000	1,4			1,4
Molson Limitée, Les Compagnies ¹				23,9	23,9	
	classe A	4 697 186	103,3		103,3	
	classe B	435 344	9,6		9,6	136,8
Monsanto Company		16 300	1,2			1,2
Montedison SpA		24 770 000	50,5			50,5
Montrusco et associés inc.		52 500	0,7			0,7
Moore Corporation Limited		1 819 868	30,5			30,5
Morgan & Company, Inc., J.P.		16 900	2,7			2,7
Morgan Crucible		433 429	3,1			3,1
Morgan Stanley, Dean Witter, Discover & Co.		131 000	14,3			14,3
Morguard Real Estate Investment Trust				12,7		12,7
Morton International Inc.		463 900	17,5			17,5
Mosaid Technologies, Inc.		200 000	1,4			1,4
Muenchener Rueckversicherungs-Gesellschaft AG	bons de souscription	1 552	0,1			0,1
Multivision Communications Corporation		107 000	0,1			0,1
Murata Manufacturing Co., Ltd.		204 000	13,0			13,0
Mutuelle du Canada, Compagnie d'assurance sur la vie				11,9		11,9
Mycal Corporation		400 000	3,7			3,7
NCL Holdings		500 000	1,8			1,8
NEC Corporation		768 000	11,9			11,9
NHC Communications Inc.	A	1 112 400	0,8			0,8
NICE - Systems Ltd.		7 400	0,2			0,2
NOVA Chemicals Ltd		3 838 332	76,8			76,8
NTT Data Corp.		2 630	20,1			20,1
NTT Mobile Communications Network, Inc.		661	41,9			41,9
Nacional de Drogas S.A. de C.V.	classe L	279 000	0,3			0,3
Nafta Gbely AS		5 550	0,1			0,1
Nalco Chemical Company		31 300	1,5			1,5
Namco Ltd.		100 000	3,1			3,1

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 1998
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			
Natexis Bank						44,5	44,5
National Australia Bank Limited			342 000	7,9			7,9
National Bank of Greece S.A.			923	0,3			0,3
National Grid Group			1 289 132	15,8			15,8
National Petrochemical Public Company			517 983	0,4			0,4
National Power Plc			949 000	12,6			12,6
National Semiconductor Corporation			92 500	1,9			1,9
National Westminster Bank Plc			361 797	10,7			10,7
National-Oilwell, Inc.			65 000	1,1			1,1
Nedcor Limited			117 610	3,1			3,1
Neiman Marcus Group, Inc., The			25 300	1,0			1,0
Nelvana Limited			101 200	2,9			2,9
Nestlé S.A.			10 141	33,9			33,9
Nestle (Malaysia) Bhd			259 000	1,6			1,6
Network Associates Inc.			14 000	1,4			1,4
New Cache Petroleum Ltd.			27 900	0,2			0,2
New World Development Company Ltd.			500 000	1,9			1,9
Newbridge Network Corporation			4 759 520	221,8			221,8
Newcourt Inc., Groupe Crédit			828 400	44,3		32,6	76,9
Newport Petroleum Corporation			1 011 200	5,3			5,3
News Corporation	privilégiées		328 753	3,1			3,1
			484 261	4,9			4,9
Nexfor inc.			1 821 420	11,0			11,0
Next Plc			249 200	3,1			3,1
Ng Fung Hong Limited			380 000	0,5			0,5
Niagara Mohawk Power Corp.			59 300	1,5			1,5
Nichiei Co., Ltd.			82 300	10,1			10,1
Nidec Corporation			40 000	7,5			7,5
Nike, Inc.	classe B		50 000	3,1			3,1
Nikon Corporation			410 000	6,1			6,1
Nintendo Company Ltd.			72 000	10,7			10,7
Nippon Sanso Corp.			385 000	1,7			1,7
Nippon Steel Corporation			1 134 000	3,2			3,2
Nippon Telegraph and Telephone Corporation			6 253	74,2			74,2
Nippon Television Network Corporation			5 120	2,3			2,3
Nissan Motor Co., Ltd.			1 137 000	5,4			5,4
Nissin Food Products Company Limited			75 000	2,9			2,9
Noble Affiliates, Inc.			28 900	1,1			1,1
Noble China Inc.			892 800	1,9			1,9
Noble Drilling Corporation			100 000	2,0			2,0

Nobleza Piccardo S.A.			57 698	0,3				0,3
Nokia Oyj	classe A		470 260	88,4				88,4
Nomura Securities Co., Ltd., The			1 223 000	16,4				16,4
Norampac inc.		A				35,9		35,9
Noranda Inc.			4 063 421	62,0	0,9			62,9
Nordbanken AB			1 125 000	11,1				11,1
Norfolk Southern Corporation			50 800	2,5				2,5
Norsk Hydro			122 000	6,3				6,3
North American Vaccine Inc.		B			9,2			9,2
North Limited			257 724	0,6				0,6
Northern Telecom Limitée			8 892 513	681,2				681,2
Northern Trust Corp.			296 000	39,7				39,7
Northrock Resources Ltd.			519 400	6,1				6,1
Northrop Grumman			14 400	1,6				1,6
Northstar Energy Corporation			82 508	3,6				3,6
Nova Gas Transmission						6,6		6,6
Nova Scotia Power Corporation			666 500	12,1				12,1
Novartis S.A.			26 331	79,5				79,5
Nymox, Corporation Pharmaceutique			263 192	2,1				2,1
O&Y Properties Corporation					1,6			1,6
ONA (Omnium Nord Africain)			5 200	0,9				0,9
OSF inc.		A				16,0		16,0
OTP Bank Rt.			12 535	1,0				1,0
Obayashi Corporation			130 000	1,0				1,0
Ocean Energy Inc.			568 000	5,5				5,5
Omni Hotels			644 365	29,0				29,0
Onex Corporation			631 521	27,5				27,5
OpTel Inc.	classe B	A, C	429 521	54,2		30,0		84,2
Optical Coating Laboratory, Inc.			39 700	1,6				1,6
Optimum General Inc.	classe A	A	300 000	1,4				1,4
Orange Plc			478 000	8,4				8,4
Oriental Weavers Group			8 500	0,3				0,3
Orix Corp.			100 000	11,5				11,5
Orkla A.S.	classe A		264 000	6,0				6,0
Orléans Ressources Inc.	bons de souscription	A	207 500	-	5,3	8,3	13,6	
		A	747 107	0,1			0,1	13,7
Outokumpu Oy	classe A		181 400	2,6				2,6
Oversea-Chinese Banking Corporation			264 600	2,8				2,8
Owens-Corning Fiberglass			19 800	1,1				1,1
Oxford Properties Group Inc.			370 000	6,7		24,7		31,4
PACCAR Inc.			23 500	1,5				1,5
PT Asuransi Lippo Life Tbk			4 610 000	0,3				0,3
PT Bank International Indonesia			6 440 000	0,3				0,3
PT Hanjaya Mandala Sampoerna			900 000	0,9				0,9
PT Indah Kiat Pulp & Paper Corp. Tbk			4 430 500	1,9				1,9

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 1998
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			
PT Indorama Synthetics			952 500	0,3			0,3
PT Pabrik Kertas Tjiwi Kimia			2 301 000	0,9			0,9
PT Ramayana Lestari Sentosa			1 866 500	0,7			0,7
PT Tambang Timah			478 500	0,5			0,5
PT Telekomunikasi Indonesia			7 262 000	5,6			5,6
PTT Exploration & Production Public Co., Ltd.			126 900	1,4			1,4
Pacalta Resources Ltd.			1 068 300	4,6			4,6
Pacific Gas & Electric Company			53 800	2,6			2,6
Pacifica Paper Inc.	unités		3 300 000	33,0			33,0
PacifiCare Health Systems, Inc.	classe B		18 000	2,2			2,2
Pakistan State Oil Co., Ltd.			54 480	0,1			0,1
Pakistan Telecommunications Corporation			7 440	0,4			0,4
Panafon Hellenic Telecom S.A.			4 800	0,2			0,2
PanCanadian Petroleum Limited			1 862 166	32,2			32,2
Paperboard Industries International Inc.		A, K	3 900 600	8,4		14,9	23,3
Paramount Resources Ltd.			240 800	3,6			3,6
Participations indicielles - TSE 35			202 711 210	217,3			217,3
Pasminco Ltd.			1 150 000	1,3			1,3
Pason Systems Inc.			175 000	0,5			0,5
Patriot American Hospitality, Inc.		I	393 000	3,6			3,6
Péchiney	classe A		76 700	3,8			3,8
Peninsular & Orié			591 744	10,8			10,8
Penn West Petroleum Ltd.			129 000	2,1			2,1
Penney (J.C.) Company, Inc.			25 900	1,9			1,9
Pepsico, Inc.			462 600	29,1			29,1
Pepsi-Gemex S.A.			38 600	0,5			0,5
Perez Companc S.A.	classe B		188 307	1,2			1,2
Perkins Ltée, Les Papiers			1 042 700	7,0			7,0
Pétro-Canada			8 972 677	145,8			145,8
Petrolo Brasileiro S.A.	privilégiées		20 089 000	3,5			3,5
Petron Corp.	classe A		2 957 436	0,5			0,5
Petronas Gas Berhad			371 758	1,3			1,3
Peugeot S.A.			25 500	6,1			6,1
Pfizer Inc.			636 500	122,2			122,2
Pharmacia & Upjohn, Inc.			37 900	3,3			3,3
Pharmerica Inc.			580 000	5,3			5,3
Philip Morris Companies Inc.			892 300	73,3			73,3
Philippine Long Distance Telephone Company			55 342	2,2			2,2
Philippine National Bank			185 000	0,4			0,4
Philips Electronics			53 454	5,5			5,5

Phillips Petroleum Company			32 000	2,1		2,1
Phoenix International Sciences de la Vie Inc.	A, K		650 000	11,1		11,1
Pilipino Telephone Corporation			2 822 000	0,4		0,4
Pioneer Electronic Corporation			241 000	6,2		6,2
Placements PDFB Inc.					98,9	98,9
Placer Dome Inc.			4 742 801	83,2		83,2
Poco Petroleum Ltd.			4 426 584	56,7	14,7	71,4
Pohang Iron & Steel Co.			56 140	5,5		5,5
Potash Corporation of Saskatchewan			732 680	72,2		72,2
Potlatch Corporation			21 700	1,2		1,2
Power Corporation du Canada			4 379 920	145,4	127,2	272,6
Power, Corporation Financière	A, K		13 327 680	453,1		453,1
Praxair Inc.			32 300	1,7		1,7
Precision Drilling Corporation			536 404	9,4	23,6	33,0
Premdor Inc.			1 725 835	26,2		26,2
Premier CDN Ltée, Entreprises	privilégées E	A	3 787 879	5,8		5,8
	classe A	A	100 001	0,2		0,2
Premier Farnell Plc			828 000	3,4		3,4
Press Corporation Ltd.			11 000	0,1		0,1
Prime Resources Group Inc.			50 000	0,6		0,6
Primetech Électroniques Inc.			200 000	2,2		2,2
Probe Exploration Inc.			2 320 700	5,2		5,2
Procter & Gamble Company, The			401 600	56,3		56,3
Promenades St-Bruno					43,7	43,7
Prometic Life Sciences, Inc.	A		500 000	1,1		1,1
Promise Co., Ltd.			75 000	6,0		6,0
Provident Companies Inc.			201 400	12,8		12,8
Provident Financial Plc			224 796	5,1		5,1
Providian Financial Corporation			225 000	25,9		25,9
Prudential Corporation Plc			866 000	20,2		20,2
Prudential Steel Ltd.			157 294	1,1		1,1
Public Bank		classe E	598 865	0,4		0,4
Puget Sound Power & Light Company			35 800	1,5		1,5
Pulte Corporation			57 400	2,5		2,5
QLT Phototherapeutics Inc.			609 700	21,6		21,6
Qingling Motors Company Limited		classe H	1 352 000	0,4		0,4
Quantum Corporation			272 500	8,9		8,9
Quebecor inc.		classe A	1 057 040	34,7		34,7
		classe B	1 684 639	55,4		55,4
Quebecor inc., Imprimeries ¹	C, K		7 973 275	266,7		266,7
QuébecTel Inc., Le Groupe	A, K		898 930	15,5		15,5
Quilmes Industrial S.A.			29 750	0,4		0,4
Qwest Communications International Inc.			20 000	1,5		1,5
RHB Capital			286 300	0,2		0,2
RJ Reynolds Berhad			542 000	0,9		0,9

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 1998
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			
RJR Nabisco Holdings Corp.			29 800	1,4		1,4	
	classe A		41 700	2,7		2,7	4,1
RMC Group Plc			171 353	3,6			3,6
Radiomutuel Inc.	classe A	A	553 600	8,0			8,0
Ranbaxy Laboratories Limited			148 800	2,0			2,0
Ranger Oil Limited			2 428 845	16,5			16,5
Rank Organisation, Plc, The			900 000	5,2			5,2
Raytheon Company	classe B		54 000	4,4			4,4
RealFund Management						22,6	22,6
Reckitt & Colman Plc			114 300	2,3			2,3
Reckson Associates Realty Corporation		I	95 000	3,2			3,2
Reebok International Ltd.			27 900	0,6			0,6
Reed International, Plc			1 576 000	19,3			19,3
Regent Pacific Group Ltd.			4 900 000	0,8			0,8
Reliance Industries Ltd.			388 200	3,3			3,3
Rembrandt Group Limited			347 200	3,3			3,3
Remington Energy Ltd.			313 058	1,5			1,5
Renaissance Energy Ltd.			4 950 359	86,4		6,6	93,0
Renata Resources Inc.			9 850 000	3,2			3,2
Renault			350 800	24,2			24,2
Renner Herrmann S.A.	privilégiées		350 000	0,3			0,3
Rentokil Initial Plc			1 410 000	16,4			16,4
Republic New York Corp.			24 402	1,7			1,7
Reserve Royalty Corporation			2 200 000	1,4			1,4
Resorts World			343 000	0,6			0,6
Reuters Holdings Plc			2 769 404	44,7			44,7
Revenue Properties Co. Ltd.					10,9		10,9
Rexam Plc			371 466	1,6			1,6
Reynolds Metals Company			23 800	1,9			1,9
Rheinisch-Westfälisches Elektrizitätswerk AG			79 189	6,7			6,7
Rhône-Poulenc S.A.			147 500	11,7			11,7
Richelieu Hardware Ltd.		A	399 700	6,0			6,0
Richmont Mines Inc. ¹		A	1 790 834	7,1			7,1
Richter Gedeon VEG			4 882	0,3			0,3
Rigel Energy Corporation			1 007 763	10,1			10,1
Rio Algom Limited			2 051 000	33,6	6,9		40,5
Rio Alto Exploration Ltd.			1 045 800	15,7			15,7
Rio Tinto Limited			170 000	3,1			3,1
Rio Tinto Plc			425 000	7,5			7,5
RioCan Real Estate Investment Trust						16,7	16,7

Roche Holdings AG			1 255	24,7		24,7
Rogers Cantel Mobile Communications Inc.	classe B		1 548 060	28,6		28,6
Rogers Communications Inc.	classe A		588 700	8,4		8,4
	classe B		5 670 540	77,4		77,4
Rogers Sugar Income Fund	unités		392 500	3,2		3,2
Rohm Co., Ltd.			67 000	9,4		9,4
Rolls Royce Plc			6 358 203	40,8		40,8
Rossi Residencial S.A.			165 000	0,1		0,1
Rostelecom			72 000	0,5		0,5
Rothmans of Pall Mall (Malaysia) Berhad			334 000	3,0		3,0
Royal & Sun Alliance Insurance Group Plc			1 166 885	14,4		14,4
Royal Dutch Petroleum Company, The			572 248	43,1		43,1
Royal Host Real Estate Investment Trust	parts de fiducie		100 000	0,7		0,7
Royal Technologies Limitée, Groupe			697 600	23,8		23,8
Russel Metals Inc.			447 250	1,6		1,6
Russell Corp.			24 100	0,8		0,8
Ryan Energy Technologies Inc.			168 064	0,4		0,4
Ryder System, Inc.			12 200	0,5		0,5
SABESP - Companhia de Saneamento Brasico dc Estado de Sao Paulo			6 000 000	0,7		0,7
SAP AG	privilégiées		31 538	23,1		23,1
SBC Communications Inc.			205 600	16,9		16,9
SEITA			16 553	1,6		1,6
SEMA Group Plc			180 000	2,7		2,7
SGS Holding/SGS Société Générale de Surveillance holding S.A.			5 292	3,5		3,5
SK Telecom Co.,Ltd.			2 801	3,6		3,6
SM Prime Holdings Inc.			8 380 730	2,4		2,4
SNC-Lavalin inc., Groupe		A, K	1 949 471	22,5		22,5
SPT Telecom AS			114 300	2,7		2,7
SR Telecom Inc.		A, K	632 142	2,1	12,1	14,2
Safeco Corporation			25 600	1,7		1,7
Safeway Inc.			177 000	16,6		16,6
Safeway Plc			1 361 600	10,2		10,2
Sage Group Plc, The			150 000	6,1		6,1
Saint-Gobain			17 000	3,7		3,7
Saks Incorporated			40 000	1,9		1,9
Sakura Bank			690 000	2,4		2,4
Salter Street Films Ltd.		C	394 000	2,0		2,0
Sampath Bank Limited			268 000	0,3		0,3
Samsung Display Devices Company			34 518	2,6		2,6
Samsung Electro-Mechanics Co., Ltd.			87 710	2,9		2,9
Samsung Electronics Co., Ltd.			75 579	7,8		7,8
Samsung Fire & Marine Insurance			5 444	3,1		3,1
Samsung Securities Company Ltd.			45 970	1,9		1,9
San Miguel Corporation	classe B		738 091	2,2		2,2

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 1998
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			
Sanki Engineering Co., Ltd.			400 000	3,9			3,9
Sankyo Company Limited			108 000	3,6			3,6
Sanlam Limited			162 000	0,2			0,2
Santos Limited			450 000	1,9			1,9
Sanwa Bank Ltd., The			211 000	2,5			2,5
Sanyo Electric Co., Ltd.			1 226 000	5,8			5,8
Sappi Limited			130 000	0,8			0,8
Sapporo Breweries Limited			450 000	3,0			3,0
Saputo Inc., Groupe		A	273 800	11,9			11,9
Saskatchewan Wheat Pool	classe B		1 097 900	11,0			11,0
Sasol Limited			215 500	1,3			1,3
Schering-Plough Corporation			45 200	3,8			3,8
Schlumberger Limited			413 404	29,3			29,3
Schneider Corporation	classe A		212 645	4,9			4,9
Schneider S.A.			78 300	7,3			7,3
Schwab Corporation, The Charles			948 600	81,9			81,9
Scitex Corporation Ltd.			40 000	0,7			0,7
Scottish & NewCastle Breweries Plc			323 268	5,8			5,8
Scottish Power			180 000	2,8			2,8
Seagate Technology Inc.			45 600	2,1			2,1
Seagram Ltée, La Compagnie			6 099 966	355,3			355,3
Sears Canada Inc.			1 682 300	30,3			30,3
Sears, Roebuck and Co.			37 200	2,4			2,4
Secom Co., Ltd.			190 000	24,2			24,2
Securitas AB	classe B		152 000	3,6			3,6
Sekisui Chemical Co., Ltd.			1 451 000	15,0			15,0
Sekisui House, Ltd.			210 000	3,4			3,4
Semen Gresik			1 000 000	1,6			1,6
Service Corp. International			200 000	11,7			11,7
Services Financiers Avco Canada Limitée						20,0	20,0
Severn Trent			583 335	15,2			15,2
Severoceske Doly			5 111	0,2			0,2
Shangai Haixin Group Co., Ltd.			3 388 000	0,5			0,5
Shanghai Dazhong Taxi Co.	classe B		1 203 649	0,8			0,8
Shared Medical Systems Corporation			15 300	1,2			1,2
Shaw Communications Inc.	classe B	A, K	573 200	21,3		18,8	40,1
Shaw Industries Ltd.	classe A		537 500	6,7			6,7
Shell Canada Limitée	classe A		450 000	10,5			10,5
Shell Refining Company (F.O.M.) Berhad			91 500	0,1			0,1
Shell Transport & Trading Company, Plc, The			832 246	7,9			7,9

Shenzhen Expressway Company Limited		3 504 000	1,3			1,3
Shermag Inc.	A	168 000	2,4			2,4
Sherritt International Corporation ¹		2 751 800	8,3	36,6		44,9
Sherrit Power Corporation		270 000	1,2		5,1	6,3
Sherwin-Williams Company, The		73 000	3,3			3,3
Shinawatra Computer & Communications Plc		124 000	0,7			0,7
Shin-Etsu Chemical Co., Ltd.		383 350	14,2			14,2
Shinsegae Department Store Company		36 300	1,2			1,2
Shirmax Ltée, Modes	A	113 800	0,4			0,4
Shizuoka Bank, Ltd., The		864 000	16,4			16,4
Shohkoh Fund		11 500	5,7			5,7
Siam Cement Public Company Limited		97 850	3,4			3,4
Sicafi Cibix	J	51 674 324	63,8			63,8
Sico Inc.	A	217 548	3,8			3,8
Sidel, S.A.		30 000	3,9			3,9
Siemens AG		445 063	44,1			44,1
Sigma-Aldrich Corporation		14 500	0,7			0,7
Sime Darby Berhad (Malaisie)		1 627 800	2,9			2,9
Singapore Press Holdings		536 434	9,0			9,0
Singapore International Airlines		500 000	5,6			5,6
Singapore Telecommunications, Ltd.		700 000	1,6			1,6
Sino-Forest Corporation	classe A	3 372 000	5,5			5,5
Siparex Associés S.A.	D	15 624	0,6			0,6
Siparex S.C.A.	D	83 649	3,0			3,0
Smith & Nephew Associates Plc		2 630 000	12,3			12,3
Smith (Howard) Limited		180 000	1,8			1,8
Smith International Inc.		20 000	0,8			0,8
Smithkline Beecham		4 215 222	88,9			88,9
Smiths Industries Plc		900 000	19,7			19,7
Sobeys Canada Inc.		884 809	15,0			15,0
Sociedad General de Aguas de Barcelona		369 229	38,0			38,0
Sociedad Quimica y Minera de Chile S.A.		29 430	1,5			1,5
Société financière Desjardins Laurentienne Inc.	classe A	297 056	5,4			5,4
Société Générale		172 932	43,0		21,4	64,4
Société Intrawest ^{1,2}	privilégiées	1 641 299	3,0		3,0	
	A, K	3 629 992	93,8		51,0	144,8
Sodisco-Howden Inc., Groupe	A	22 332 867	3,9			3,9
Softbank Corp.		62 280	5,8			5,8
Solidere		15 200	0,2			0,2
Sony Corporation		166 700	18,7			18,7
South African Breweries Ltd.		133 822	3,5			3,5
Southam Inc.		871 100	20,3			20,3
Southern Electric Plc		486 075	8,4			8,4
Southern Peru Limited		45 818	0,7			0,7
Southwest Airlines Company		200 000	6,9			6,9

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 1998
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			
Spectra Premium Industries Inc.		A	341 500	7,1			7,1
Sponda Oyj			100 000	0,9			0,9
Standard Chartered Plc			466 700	8,2			8,2
Stanley Works, The			22 000	0,9			0,9
Star City Holdings Limited			2 300 000	3,1			3,1
Starwood Hotels & Resorts Worldwide Inc.		I, K	179 800	6,3			6,3
State Bank of India			114 400	1,5			1,5
Steel & Tube Holdings Ltd.			530 000	0,8			0,8
Stelco Inc. ¹	classe A	A, K	8 283 704	66,3		24,9	91,2
Stellarton Energy Corporation	classe A		100 000	0,1			0,1
	bons de souscription spéciaux		100 000	0,1			0,1
Stillwater Mining Company			30 000	1,9			1,9
STMicroelectronics NV			41 400	5,0			5,0
Storehouse Plc			500 000	1,7			1,7
St-Paul Companies Inc., The			31 600	1,7			1,7
Strafor Facom S.A.			47 805	5,3			5,3
Strait Crossing Development Inc.						10,2	10,2
Sudamtex de Venezuela	classe B		5 859 585	0,1			0,1
Suez Lyonnaise des Eaux			59 100	18,7			18,7
Sumitomo Bank, Ltd., The			500 000	7,9			7,9
Sumitomo Chemical Co., Ltd.			750 000	4,5			4,5
Sumitomo Forestry Co., Ltd.			187 000	2,1			2,1
Sumitomo Heavy Industries Ltd.			500 000	1,6			1,6
Sumitomo Metal Industries, Ltd.			1 047 000	1,8			1,8
Sumitomo Realty & Development Co., Ltd.			354 000	1,8			1,8
Summit Bancorp			200 000	13,4			13,4
Sun Co.			35 900	2,0			2,0
Sun Hung Kai Properties			600 000	6,7			6,7
Sun Life of Canada (U.S.) Capital Trust		A				85,1	85,1
Sun Media Corporation			50 000	1,1			1,1
Sun Microsystems Inc.			17 500	2,3			2,3
Suncor Energy Inc.			865 640	39,8			39,8
Supervalu Inc.			51 400	2,2			2,2
Suramericana de Seguros S.A.			49 820	0,2			0,2
Sutton Resources Ltd.			240 000	1,5			1,5
Suzuki Motor			365 000	6,7			6,7
Swire Pacific «A»	classe A		720 000	5,0			5,0
Swiss Reinsurance Co.			1 700	6,8			6,8
Swisscom AG			40 167	25,8			25,8
Swisslog Holding AG			125 000	18,2			18,2

Synnex Technology International Corporation			38 000	1,0		1,0
Synopsys Inc.			385 800	32,1		32,1
Synthelabo			20 000	6,5		6,5
TAB Limited			435 000	1,3		1,3
TDK Corp.			97 500	13,7		13,7
THK Company Limited			125 000	2,2		2,2
TI Group Plc			266 000	2,2		2,2
TLC The Laser Center inc.			214 700	6,8		6,8
TV Azteca, S.A. de C.V.			41 000	0,4		0,4
TVX Gold Inc.			6 683 734	18,0		18,0
Tabacalera S.A.	classe A		185 000	7,3		7,3
Tabak A.S.			1 239	0,5		0,5
Tablex, S.A. de C.V.			79 297	0,2		0,2
Taisho Pharmaceutical Co., Ltd.			85 000	3,6		3,6
Taiyo Yuden Co., Ltd.			300 000	5,5		5,5
Takeda Chemical Industries, Ltd.			618 000	36,6		36,6
Takefuji Corporation			90 000	10,1		10,1
Talisman Energy Inc.			3 911 666	105,4		105,4
Targeted Genetics Corporation	bons de souscription	B	1 333 333	2,7	2,7	
		B	2 666 667	5,4	5,4	8,1
			1 129 374	9,4		9,4
Tate & Lyle, Plc						
Team Fleet Financing Corporation					15,3	15,3
Tech Data Corporation			31 900	2,0		2,0
Technology Resources Industries			205 000	0,2		0,2
Teck Corporation ¹	classe A		741 200	8,0	8,0	
	classe B		1 812 255	20,3	20,3	28,3
Tecsys inc. ¹	options d'achat	B	2 000	-	-	
		B	1 360 126	4,4	4,4	4,4
		A	1 469 500	4,8	17,0	21,8
Teknor Industrial Computers Inc.			70 005 000	0,1		0,1
Tele Celular Sul Participacoes S.A.			70 005 000	0,1		0,1
Tele Centro Oeste Celular Participacoes S.A.			70 005 000	0,7		0,7
Tele Danmark A/S			225 500	40,9		40,9
Tele Nordeste Celular Participacoes S.A.			70 005 000	0,1		0,1
Tele Norte Leste Participacoes S.A.	privilégiées		110 600 000	2,1	2,1	
			90 000 000	1,1	1,1	3,2
			70 005 000	0,3		0,3
Tele Sudeste Celular Participacoes S.A.					12,5	12,5
Telebec Ltée			25 000	1,1		1,1
Telecom Argentina S.A.			200 000	0,7	0,7	
Telecom Corporation of New Zealand	reçus de versements		410 402	2,7	2,7	3,4
			2 164 125	15,6	15,6	
Telecom Italia Mobile SpA	privilégiées		4 400 010	50,0	50,0	65,6

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 1998
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			
Telecom Mobilia SpA	privilégiées		920 000	8,9		8,9	
			2 774 686	36,4		36,4	45,3
TelecomAsia Corporation Public Company Limited			1 723 000	1,1			1,1
Telecomunicacoes de Sao Paulo S.A.	privilégiées		7 205 390	1,5			1,5
Telecomunicacoes do Rio de Janeiro S.A.			10 000 000	0,2			0,2
Telefonica de Argentina S.A.			1 031 085	4,9			4,9
Telefonica del Peru S.A.	classe B		445 809	0,9			0,9
Telefonos de Chile			53 325	1,7			1,7
Telefonos de Mexico S.A.	classe L		2 083 500	9,0			9,0
Téléglobe Inc.						12,2	12,2
		C, K	9 781 098	538,0		538,0	550,2
Telekom Malaysia			853 000	3,4			3,4
Telekomunikacja Polska S.A.			57 480	0,5			0,5
Telemig Celular Participacoes S.A.			70 005 000	0,1			0,1
Telerj Celular S.A.			10 000 000	0,2			0,2
Téléscène Inc., Le Groupe Film	classe B	A, K	250 000	4,1			4,1
Telesp Celular Participacoes S.A.	privilégiées		114 900 000	1,3		1,3	
			70 005 000	0,5		0,5	1,8
Telesp Celular S.A.	privilégiées B		5 980 000	0,4			0,4
Telesp Participacoes S.A.	privilégiées		35 400 000	1,2		1,2	
			72 405 000	1,4		1,4	2,6
Téléystème Mobile International Inc. ¹		A, C, K	9 040 214	174,0		46,2	220,2
Télévision française (TF1)			195 373	53,5			53,5
Telstra Corporation Limited			2 495 000	17,9			17,9
Telus Corporation			3 934 107	127,9			127,9
Tembec Inc.	classe A	A, K	2 901 500	24,2	2,3	13,3	39,8
Temple Inland Inc.			24 800	2,3			2,3
Tenaga Nasional Bhd			1 414 378	4,5			4,5
Tenet Healthcare Corp.			502 550	20,3			20,3
Teradyne Inc.			26 100	1,7			1,7
Terumo Corporation			90 000	3,3			3,3
Tesco Plc			3 884 459	17,0			17,0
Tesco Corporation			1 582 100	10,0			10,0
Teva Pharmaceutical Industries Ltd.			7 431	0,5			0,5
Texaco Inc.			100 200	8,1			8,1
Texas Utilities Company			60 400	4,3			4,3
Textron, Inc.			118 800	13,9			13,9
Thai Farmers Bank Co., Ltd.	bons de souscription		6 150	-			-
			1 241 100	3,4		3,4	3,4
Thomson Corporation, The			2 565 198	92,1			92,1

3i Group Plc		400 000	6,0				6,0
Tiger Oats Ltd.		103 000	1,6				1,6
Time Warner Inc.		14 000	1,3				1,3
Toho Co., Ltd.		10 000	2,1				2,1
TohoKu Electric Power Co., Inc.		79 400	2,2				2,2
Tokyo Electric Power Co., Inc., The		480 000	18,2				18,2
Tokyo Electron Ltd.		359 300	21,0				21,0
Tomkins Plc		487 400	3,6				3,6
Toray Industries, Inc.		560 000	4,5				4,5
Torchmark Corporation		21 800	1,2				1,2
Torstar Corporation	classe B	1 795 000	32,4				32,4
Tostem Corporation		220 000	6,7				6,7
Total, Cie française pétrolière	classe B	292 408	45,5			45,5	
		100 000	7,6			7,6	53,1
Toyota Motor Corporation		640 000	26,8				26,8
Toys "R" Us, Inc.		42 100	1,1				1,1
Trakia Cam Sanayii AS		6 848 100	0,1				0,1
TransAlta Corporation		2 782 433	62,9				62,9
Transat A.T. Inc.	A, K	3 342 975	20,1				20,1
TransCanada PipeLines Limited		12 336 143	276,9		41,7		318,6
Tri Link Resources Ltd.		35 000	0,4				0,4
Trilon Financial Corporation	classe A	2 162 100	23,8				23,8
Trimac Corporation				21,9			21,9
Trimark Financial Corporation		518 352	10,6				10,6
Trizec Hahn Corporation	bons de souscription	100 000	0,5	27,8		28,3	
	A, I, K	5 475 216	172,5		29,3	201,8	230,1
Tsingtao Brewery Co., Ltd.		1 468 000	0,2				0,2
Tubos de Acero de Mexico S.A.		60 000	0,6				0,6
Turkish Garanti Bankasi		16 595 411	0,6				0,6
Turkiye Garanti Bankasi A.S.		45 801 719	1,8				1,8
U.S. Bancorp		427 500	23,3				23,3
UAL Corporation		50 000	4,6				4,6
UPM - Kymmene Oyj		175 000	7,5				7,5
US West Inc.		44 200	4,4				4,4
USA Networks Inc.		200 000	10,2				10,2
UTS Energy Corporation		1 250 000	0,5				0,5
Ulster Petroleums Ltd.		68 968	0,8				0,8
Uniao de Bancos Brasileiros S.A. (Unibanco)		35 000	0,8				0,8
Unican Ltée, Les Systèmes de Sécurité	classe B	137 000	4,9				4,9
Unicom Corporation		42 100	2,5				2,5
Unified Energy Systems		20 000	0,1				0,1
Unilever Plc		366 400	16,2				16,2
Union Camp Corporation		20 700	2,1				2,1
Union Carbide Corporation		28 900	1,9				1,9
Union Electrica Fenosa S.A.		939 052	25,2				25,2

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 1998
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			
Union Pacific Corp.			28 700	2,0			2,0
Union Pacific Resources Group Inc.			44 500	0,6			0,6
Uni-Sélect Inc.		A	863 000	25,5			25,5
United Bank of Switzerland AG			121 915	57,5			57,5
United Overseas Bank Limited			550 000	5,4			5,4
United Technologies Corporation			87 800	14,6			14,6
United Utilities			456 413	9,8			9,8
Usinor Sacilor S.A.			161 112	2,7			2,7
VF Corporation			30 800	2,2			2,2
Valeo S.A.			73 824	8,9			8,9
Valores Bavaria S.A.			82 337	0,1			0,1
Van Houtte Ltée, A.L.		A, K	676 100	20,3			20,3
Veba AG			125 508	11,5			11,5
Velan Inc.		A	52 700	1,8			1,8
Venator Group, Inc			39 600	0,4			0,4
Venture Manufacturing (Singapore) Ltd.			90 000	0,5			0,5
Vereniging Nederlandse Uitgevers Vb			199 000	11,5			11,5
Verio Inc.		C	26 556	0,9			0,9
Vestel Elektronik Sanayiive Ticaret A.S.			2 401 000	0,3			0,3
Vidéotron Ltée, Le Groupe ¹	classe A		9 451 576	216,4		15,1	231,5
		C, K	3 492 158	80,0			80,0
Videsh Sanchar Nigam Ltd.			105 300	2,0			2,0
Vimpel-Communications			7 440	0,1			0,1
Virginia Gold Mines Inc.			592 200	0,4			0,4
Vivendi			162 230	64,7			64,7
Vodafone Group Plc			1 758 728	44,0			44,0
Volkswagenwerk AG			112 710	13,8			13,8
Vysis Inc.			32 000	0,3			0,3
WMC Limited			903 673	4,2			4,2
WPP Group Plc			427 000	4,0			4,0
Wacoal Corp.			140 000	2,8			2,8
Wafabank			5 500	1,1			1,1
Walbro Corporation			742 900	7,3			7,3
Wal-Mart Stores, Inc.			475 600	59,5			59,5
Walsin Lihwa Corp.			133 280	0,9			0,9
Washington Mutual Inc.			321 900	18,9			18,9
Weirton Steel Corporation						7,1	7,1
Wells Fargo Company			376 800	23,1			23,1
Wescast Industries Inc.	classe A		122 800	5,5			5,5
West Fraser Timber Co., Ltd.			144 400	4,3		14,8	19,1

Westaim Corporation		3 930 121	29,1		29,1
Westburne, Inc. ¹		6 750 248	97,5		97,5
Westcoast Energy Inc.		1 416 379	43,2	25,8	69,0
Western Gas Resources Inc.		200 000	1,8		1,8
Western Star Trucks Holdings Ltd. ¹		1 599 700	32,8		32,8
Weston Limitée, George	A	1 122 900	65,7	73,6	139,3
Westpac Banking Corporation		1 649 800	17,0		17,0
Westshore Terminals Inc.	unités	390 000	2,4		2,4
Westvaco Corporation		47 600	2,0		2,0
Weyerhaeuser Company		31 100	2,4		2,4
Wharf (Holdings) Limited, The	classe B	490 000	0,1		0,1
		1 000 000	1,7		1,7
Whirlpool Corporation		24 900	2,1		2,1
Whitbread Plc		210 767	4,2		4,2
Willamette Industries, Inc.		45 100	2,3		2,3
William Resources Inc.		333 201	-	0,2	0,2
Williams Companies, Inc., The		1 500 000	71,9		71,9
Williams Holdings Plc		1 023 605	9,0		9,0
Wisconsin Energy Corp.		43 500	2,1		2,1
Wm. Wrigley Jr. Company		24 000	3,3		3,3
Wolseley Plc		598 300	5,8		5,8
Wolters Kluwer		39 576	13,0		13,0
Wolverhampton & Dudley Breweries Plc		1 104 000	12,0		12,0
Woodside Petroleum Limited		670 000	4,6		4,6
Woolworths Limited		370 000	1,9		1,9
World Color Press, Inc.		42 700	2,0		2,0
WorldCom, Inc.		696 000	76,7		76,7
Xerox Corporation		19 000	3,4		3,4
YPF S.A.	classe D	139 002	6,0		6,0
		53 000	2,3		2,3
YTL Corporation		363 250	0,7		0,7
Yamanouchi Pharmaceutical Co., Ltd.		125 000	6,2		6,2
Yang Ming Marine Transport		90 000	0,9		0,9
Yapi ve Kredi Bankasi A.S.		24 250 906	0,4		0,4
Yasuda Fire & Marine Insurance Co., Ltd., The		440 000	3,3		3,3
Zeneca Group Plc		1 068 537	71,5		71,5
Zhejiang Expressway Co., Ltd.		1 596 000	0,5		0,5
Zhenhai Refining and Chemical Co., Ltd.		332 000	0,1		0,1
Zurich Versicherungen		42 800	48,7		48,7

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
 au 31 décembre 1998
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant			

¹ Entreprise dans laquelle la Caisse est initiée au sens des lois canadiennes applicables.

² Entreprise dans laquelle la Caisse serait initiée seulement au sens des lois américaines applicables.

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions et en obligations d'entreprises et ne tient pas compte de la couverture des risques liés aux fluctuations de change. Son contenu est sujet aux normes de divulgation applicables à la liste annuelle de tels investissements.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité; ou de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours; ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre. Toutefois, lorsqu'il est possible de le faire sans contrevenir aux normes qui précèdent, la liste annuelle doit faire état du montant total de ces variations.

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES

au 31 décembre 1998

(juste valeur - en millions de dollars)

Valeur des investissements :

A = de 0 à 5M\$ C = de 10 à 30M\$ E = de 50 à 75M\$ G = de 100 à 150M\$
 B = de 5 à 10M\$ D = de 30 à 50M\$ F = de 75 à 100M\$ H = de 150 M\$ et plus

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
GROUPE IMMOBILIER CAISSE						
Cadim						
	Domaine d'Iberville (Est) Limitée		X			B
	Lazard & Frères Real Estate Investors LLC	X				D
	Lone Star Opportunity Fund L.P.	X				C
	Lone Star Fund II (Bermuda) L.P.	X				C
	PSR-Boca Associates Limited Partnership		X			A
	Patriot Properties Group Inc.		X			A
	Schroder Asian Properties Fund L.P.	X				A
	Skanska Cadim B.V.		X			A
	Société en commandite Condominiums Mérici	X				A
	Société en commandite					
	Les Développements du Lac du Haut Anjou	X				A
	Société en commandite TMSA	X				A
SITQ						
	Alizé, Gestion technique d'immeubles inc.	X				A
	Grupo Inmobiliario Caisse, S.A. de C.V.	X				A
	Immeubles Pen York Inc., Les	X				A
	PillarCaisse Management Limited	X				A
SITQ-BST REIT						
	Blackstone Real Estate Partners II	X				C
SITQ É.-U.						
	Blackstone Real Estate Partners II	X				B
	Blackstone Real Estate Partners III	X				A
	BRE/Satellite Co-Investor L.P.	X				E
SITQ International						
	Pillar Property Plc		X			A
	Retail Park Unit Trust, The	X				H
SITQ-MEXIQUE						
	DeSarollos Cordillera S.A. de C.V.			X		A
	DeSarollos Madeira S.A. de C.V.			X		A
SITQ Placements						
	Société en commandite Immobilière Solim II	X				A
	3256260 Canada inc. (Canco)		X			A
GROUPE PARTICIPATIONS CAISSE						
Accès Capital¹						
	Accès Capital Québec, S.E.C.	X				A
	Unigraph International Inc.		X		X	A

Accès Capital Abitibi-Témiscamingue¹

Viandes Abitemis Inc.	classe B		X		A
	privilégiées E		X		A
Accès Capital Bas-Saint-Laurent¹					
Cuisines Gaspésiennes de Matane ltée, Les ²	classe A		X	X	A
Sablynx inc.	classe A		X	X	A
Accès Capital Centre du Québec¹					
Sérico inc.	classe A		X		A
	privilégiées H		X		A
Veralex inc. ²	classe A		X	X	A
9027-7054 Québec inc. (Groupe Rivalair)	classe B		X	X	A
Accès Capital Gaspésie-Les-Îles¹					
Cuisines Gaspésiennes de Matane ltée, Les ²	classe A		X	X	A
Gestion Groupe RT (1996) ltée	classe A		X		A
Pêcheries Gaspésiennes inc., Les				X	A
Accès Capital Saguenay-Lac-Saint-Jean¹					
Bois + Value inc.				X	A
Doralco Ltée	classe A		X	X	A
Systèmes d'accès spécialisés inc. (S.A.S.) ²	classe A		X	X	A
Vinya Plastiques Inc. ²	classe A		X		A
162894 Canada Inc. (Le Groupe ID)	classe A		X	X	A
Capital CDPQ¹					
ACME Multimédia inc.			X	X	A
	options d'achat		X		A
Accès Capital Abitibi-Témiscamingue, S.E.C.		X			A
Aerobic Technologies Inc.	options d'achat		X	X	A
Audisoft Technologies Inc.	options d'achat		X	X	A
BIOMA Recherche inc.			X		A
Bois Feuillus de la Lièvre inc., Les	options d'achat		X		A
	classe A		X		A
CADCOM-CADD Services inc.				X	A
	options d'achat		X		A
Canamex inc., Les Produits Pétroliers ²	classe A		X	X	A
Choisy Inc., Le Groupe				X	A
Clé Ltée, Compagnie de location d'équipement	classe B		X		A
Collections Shan inc., Les				X	A
Copieurs Rive-Sud inc.				X	A
Dénoté Vincent prêt-à-porter masculin inc.	options d'achat		X	X	A
Deus Ex Machina Inc.	options d'achat		X	X	A
Distributions Alimentaires Le Marquis	classe A		X	X	A
Dubuc Mode de Vie inc.	options d'achat		X	X	A
Écolux inc.			X		A
Ecoval Inc.			X		A
Enterprise Planning Systems Inc.			X		A
Entreposage Maska Ltée	classe A		X	X	A
Gecko Électronique Inc.				X	A
Gemmar Systems International Inc.	classe A		X		A
	privilégiées B		X		A

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Génération.Net inc., Les Services			X		X	A
GéniMédic inc.	options d'achat		X		X	A
Géo-3D inc.	options d'achat		X		X	A
Gestion Capital 07 Enr., Société en commandite		X				A
Gestion Groupe RT (1996) Itée	classe A		X			A
Hemera Technologies inc.	classe D		X		X	A
	options d'achat		X			A
I dex inc.	classe A		X		X	A
Industrivel inc.	options d'achat		X		X	A
Investissements 3L (Laval-Laurentides-Lanaudière) S.E.C.		X				A
Laminage Lamcom Inc.				X		A
Mécaniciens Dream Inc.	options d'achat		X		X	A
Mechtronix Systems inc.	classe A		X		X	A
Mégatrak Lab inc.	options d'achat		X		X	A
MerzCom inc.	options d'achat		X		X	A
Meunier Inc., John	classe A		X			A
Montréal Mode Inc. ²			X		X	A
Office Perks inc., Service de café Gourmet	classe A		X			A
Pêcheries Marinard Ltée	classe A		X		X	A
Phenogene Thérapeutiques Inc.	options d'achat		X		X	A
Placage R.T. Plating Ltée					X	A
Placetel inc.			X	X		A
Planon Téléexpertise inc.	options d'achat		X		X	A
Resort One Inc.			X			A
Rewind inc., Les Vêtements	options d'achat		X		X	A
Société d'investissements Capimont Enr.		X				A
Société en commandite Capidem Enr.		X				A
Société en commandite Capital de l'Estrie Enr.		X				A
Société en commandite Capital Montérégie Enr.		X				A
Société en commandite Investissements Mauricie-Bois-Francis-Drummond		X				A
Solvision Inc.	options d'achat		X		X	A
St-Jean Ltée, Emballage			X			A
Studio Thomas Wallace inc.	classe A, C		X		X	A
Sydsons Inc., Groupe			X		X	A
Synercard Corporation	options d'achat		X		X	A
Systèmes d'acoustique appliquée DVM inc.	options d'achat		X		X	A
Systèmes d'enseignes Electrobits inc.	classe A		X			A
Techno Diesel inc.					X	A
Vinya Plastiques Inc.	options d'achat		X		X	A
Volaille Giannone inc.	classe A		X		X	A
	privilégiées F, I		X			A
3095-7757 Québec Inc. (Multimax)	classe B		X		X	A
3458032 Canada inc. (Inox-Tech Canada inc.)	classe A		X			A

9013-8082 Québec Inc. (Audio Vérité inc.) ²	classe B		X			A
	options d'achat		X		X	A
9027-7054 Québec inc. (Groupe Rivalair)	classe B		X		X	A
9039-0246 Québec Inc. (Paradox)	options d'achat		X		X	A
9039-2911 Québec Inc.			X			A
9045-1287 Québec Inc. (Ike & Dean)	options d'achat		X		X	A
9046-1120 Québec inc. (Société de gestion Énard)					X	A
Capital Communications CDPQ¹						
Accel IV L.P.			X			C
B & B Jocus Inc.					X	A
BG Media Investors L.P.			X			B
Câble Satisfaction International Inc.				X		B
Callahan Associates International LLC					X	C
Canal des Affaires inc., Le					X	A
Centennial Fund IV, L.P.			X			C
Com 2i et Cie SCA			X			A
Corporation Telexis				X		A
Dolphin Communications Fund, L.P.			X			A
Elyps Communications inc.	classe A			X		A
Fundy Communications Inc.	privilégiées C			X		B
GSM Capital Limited Partnership			X			A
Groupe Image Buzz Inc.	classe A			X		A
	privilégiées E			X		A
	classe A			X		A
Hybride Technologies Inc.						A
Innovacom 3			X			A
MaxLink Communications Inc.	classe A, B			X	X	A
NetStar Communications Inc.	classe A, B		X	X	X	E
Newbury Ventures Associates, L.P.			X			A
Northam Inc.				X	X	A
Omni Science IV - V, Société en commandite			X			A
Proxima Limitée, Les Systèmes				X	X	A
Public Technologies Multimédia (PTM) inc. ²	classe A			X		A
RDL Commercial Technologies Corporation	privilégiées C			X		B
RDL Photonic Integrated Chip Corporation	bons de souscription			X		A
SSIG inc., Groupe	bons de souscription			X		A
	classe A			X	X	A
Société en commandite d'affichage Omni			X			B
Société Européenne d'Investissement CFI/CDPQ			X			A
Spanish Telecommunications Limited	classe A			X	X	D
Tandem Wireless Investments L.P.			X			E
	privilégiées F			X		C
Téléystème Itée	classe A			X		H
	privilégiées E			X		E
Téléystème, Corporation financière ³	classe A			X	X	G
	privilégiées D			X		A
	classe A			X	X	A
Toon Boom Technology Inc.				X		A
Vantagepoint Communications Partners L.P.			X			A
Vision Régionale Inc.	classe A			X		A
VS & A Communications Partners III, L.P.			X			A

au 31 décembre 1998

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
West End Systems Corp.				X		A
3163199 Canada Inc. (NetStar Communications)	classe A		X			A
	privilégiées B		X	X	X	B
3321118 Canada Inc. (CF Télévision inc.)			X			C
3420582 Canada Inc. (QPS Technology Inc.)	classe A		X	X		A
Capital d'Amérique CDPQ¹						
Ajax Magnethermic Corporation					X	C
Albums DF Itée	classe A		X		X	A
	options d'achat		X			A
Almiria Capital Corporation	classe A		X			A
Altamira Investment Services Inc.	classe B		X			A
	privilégiées X		X		X	D
Ares Leveraged Investment Fund, L.P.		X				D
Ares Leveraged Investment Fund II, L.D.C.		X				C
Artel Inc.	classe A		X	X	X	B
Artopex International Inc.					X	A
BC European Capital VI		X				B
Bail Montmorency Ltée					X	A
Bail St-Jérôme Limitée					X	A
Beacon Group Energy Investment Fund II, L.P.		X				C
Biogénie S.R.D.C. Inc.	classe A		X			A
Biothermica Énergie Inc.	classe B		X		X	A
Blackstone Offshore Capital Partners III, L.P.		X				B
Blue Mountain Wallcoverings Inc.	classe A		X	X		B
Bois Oméga Itée					X	A
CAI Capital Partners & Co., L.P.		X				B
Camelot Technologies Ltd. ²			X		X	A
Canadian Pension Equity and Company, L.P.		X				A
Caravelle Investment Fund, L.L.C.	note participative E		X			E
Cavalier Textiles Group L.P.		X			X	C
Chapais Énergie, Société en commandite		X			X	C
Château des Laurets S.A.S.			X		X	B
	options d'achat		X			A
Chemin de fer Charlevoix Inc.					X	A
Chemins de fer du Québec Inc., Société des			X			A
Cimbec Inc.					X	B
CiviGenics, Inc.	privilégiées B		X			B
Cobra International Systèmes de Fixations Cie			X	X	X	A
Commercial Alcools Inc.			X	X		B
	spéciales		X			A
Companhia de Participações Alpha	privilégiées		X			B
Corporation Alter Moneta			X			A
Corporation de Commercialisation			X			A
des Centres d'appels du Québec	privilégiées		X			A

Cramex, Société en commandite				X	A
Culinar inc.			X		B
Davidson Inc., Les Industries	classe A		X	X	C
Domaine d'Iberville (Est) Limitée				X	A
Drolet Inc., Groupe			X	X	A
Duopac Inc., Emballages			X	X	A
Énergie CDPQ (1996) Inc. ¹			X		A
Environmental Private Equity Fund II, L.P.			X		B
Environmental Research and Development Capital, L.P.			X		A
Équipements de Sécurité Arkon Inc., Les ²	classe A		X	X	C
Équipement industriel G.B.A. Inc.			X		A
F.M.E. Corporation				X	C
Financière Neopost S.A.				X	C
Finoblig S.A. & Cie				X	D
Generac Portable Products Inc.			X		C
Générale de Services Santé N.A. inc. ²			X	X	B
Grands Moulins de Paris			X	X	B
Hydroélectrica Rio Lajas, S.A.				X	B
Hydromega Inc., Développement				X	B
Hydromega I, Société en commandite				X	A
Infrastructure and Environmental Private Equity Fund III, L.P.			X		B
Innergex Hydro inc.				X	C
JM Asbestos inc.			X		A
	privilégiées		X	X	C
John Lewis Ltée, Les Industries			X	X	A
KW Gaspé et compagnie L.P.				X	C
L.I.I. Holdings Corp.	classe A		X	X	A
LR Jet Corporation				X	E
LaGran Canada inc.				X	C
LaGran Textiles, L.P.			X		A
Leica Microsystems International Holdings GmbH				X	G
MG Stratum Fund II, L.P.			X		A
Magnus Poirier Inc.				X	A
Microcell Télécommunications inc.				X	B
Miralta Capital Inc.	classe A		X	X	A
Miralta Teramira Inc.	classe A		X	X	A
Mobicom inc., Capital			X		A
	privilégiées A, B, C		X		D
Moore's Retail Group Inc.	classe B, C, D		X	X	C
Novacap Inc., Investissements	classe A		X		C
Noverco Inc.			X		A
Novergaz inc.			X		A
Optimum Inc., Groupe	classe A, B		X		B
Orléans Compagnie d'assurance générale ²	classe A		X		A
Papeteries Lafayette Limitée			X		A
Partic CDPQ inc. ¹			X	X	B
Pêcheries Marinard Ltée	classe A		X	X	A
Pine Falls Paper Company Limited				X	C
Premier Caskets Corporation	classe C		X		A

13 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)

au 31 décembre 1998

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Prémoulé inc.	classe A		X	X		A
Previc Corporation, Les Cercueils	classe C		X			A
R & M Metaltek Inc.	classe A, B		X		X	A
R.S.P. Hydro inc.					X	C
Ronor Innovations Inc.			X	X		A
SLM International Inc.					X	G
SOQUIP Inc., Exploration	privilégiées		X			A
Sabex inc.			X			A
	privilégiées A, G		X			B
Schroders II , Fonds d'acquisitions canadien		X				A
Société en commandite Gazmont					X	B
Société en commandite hydro-électrique Buckingham		X				A
Sodémex, Société en commandite		X				A
Sodémex inc., Gestion	classe A, B		X			A
Sodémex II, Société en commandite		X				B
Station Mont-Tremblant, Société en commandite					X	E
Tour de Mons SA, La			X		X	C
	options d'achat		X			A
Trak inc.			X		X	A
Usines Huntingdon (Canada Ltée), Les	classe A		X			A
Vacances Air Transat A.T. Inc.					X	C
Vic Royal Inc., Les Cercueils	classe E		X			A
Victoriaville Ltée, Cercueils	classe A		X			A
2318-4518 Québec Inc. (Réserves d'hydrocarbone)			X			A
	privilégiées		X			A
3189180 Canada Inc. (EMC ²)			X		X	A
9003-3291 Québec inc. (Filiale de ADS inc.)	classe B		X		X	A
9059-5182 Québec inc.					X	A
Capital International CDPQ¹						
AXA Asset Management Private Equity			X			A
AXA Private Equity Fund		X				B
Advent Private Equity Fund II, L.P.		X				A
Asia Equity Infrastructure Fund, L.P.		X				B
Asia Pacific Growth Fund II, L.P.		X				C
BC European Capital V		X				D
BC European Capital VI		X				B
BVP Europe, L.P.		X				A
Blackstone Offshore Capital Partners II, L.P.		X				E
Blackstone Offshore Capital Partners III, L.P.		X				B
Brazil Private Equity Fund L.P., The		X				A
CVC European Equity Partners II (Jersey) L.P.		X				C
China Renaissance Industries, L.P.		X				C
Corporate Partners, L.P.		X				A
Exxel Capital Partners V, L.P.		X				D

Groupe Expordev ²			X						A
Harbour Group Investments III, L.P.		X							B
Infradev International		X							A
Japan/U.S. Venture Partners		X							A
KKR 1996 Fund, L.P.		X							C
Martin-Maurel, Compagnie financière				X					B
Partic International US Inc.		X							A
Partim International I Inc. (Capimex, société en commandite)		X		X					A
Polish Enterprise Fund, L.P.		X							C
Renaissance Funds LDC, The		X							C
Schroder UK Buy-Out Fund III, L.P.		X							D
Schroder Ventures European Fund, L.P.		X							C
TA/Advent VIII, L.P.		X							B
3i UK Investment Partners		X							C
3i UK Investment Partners II, L.P.		X							C
Services financiers CDPQ¹									
Addenda Capital inc.	classe A, B, C			X					B
Alain, Guilmette et associés		X				X			B
Avantages Services Financiers inc.						X			A
Avis Inc., Fonds communs de placements				X			X		A
CTI Fonds Mutuels Inc.		X		X					C
Capital Teraxis inc. ²				X					A
Corporation de gestion et de recherche @rgentum		X							A
COTE 100 inc.		X							C
Courvie inc., Gestion	classe A			X					A
Cristallin, Gestion d'Arbitrage						X	X		A
Evolution FM inc.		X							A
Fonds de Croissance du Québec Inc.		X							A
Fonds mutuels Cartier, Société en commandite		X		X					A
Fonds SSQ Obligations		X							A
Holdun inc., Gestion de placements	classe A, B			X					A
Nova Bancorp Group (Canada) Ltd. ²	classe A			X					B
Talvest, Fonds d'Actions Canadiennes à Faible Capitalisation		X							A
Talvest, Fonds d'Actions Canadiennes de Croissance		X							A
Valorem Obligations canadiennes de valeur		X							A
Valorem Tendances démographiques		X							A
Sofinov, Société financière d'innovation¹									
AIKS inc., Technologies Innovations				X					A
ART aérospatiale, recherches et technologies inc.	classe B			X					C
AXA Asset Management Private Equity				X					A
AXA Private Equity Fund		X							A
Agrimage inc.	classe A			X		X			A
Air Data inc.				X		X	X		A
Alex Informatique Inc.	classe A			X					A
Anapharm inc. ²	bons de souscription			X					A
	classe A			X					A
Angiogène inc.				X					A
	bons de souscription			X					A
Apoptogen inc.	privilégiées B			X					A

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Atlas Venture Fund III, L.P.		X				C
Atrion International inc.	classe C		X	X		B
Auriga Ventures		X				A
Balisoft Technologies Inc.	bons de souscription spéciaux		X			A
Bio-Recherches Ltée, Laboratoires			X			A
Biovector Therapeutics SA	classe D		X			A
BondFace Technologies inc.			X			A
CML Technologies Inc.	classe A, B, C privilégiées A		X X			A A
Camelot Technologies Ltd. ²			X		X	A
Chronogen Inc.	classe A		X			A
Corporation Locus Dialogue inc.	classe C		X			A
CryoCath Technologies Inc.			X			A
Dentalmatic Technologies inc.	classe C		X			A
Domain Partners III, L.P.		X				B
Domain Partners IV, L.P.		X				A
Exogène Neurosciences inc.	bons de souscription privilégiées A		X X			A A
GL & VH - Technologies de l'Hydrogène inc.	classe A, B		X	X		A
Galea Sécurité Réseau inc.			X	X		A
Galen Partners International II, L.P.		X				C
GeminX Biotechnologies inc.	bons de souscription privilégiées		X X			A A
GeneChem Technologies S.E.C., Fonds de capital de risque HPower Corporation		X		X		B A
	privilégiées C		X			C
H. Power Enterprises of Canada Inc.			X			A
HexaVision Technologies Inc.	classe A		X	X		A
Hydrogen Systems N.V.	classe B		X			A
J.L. Albright Venture Partners Inc.		X				C
LM Soft inc.			X		X	A
Lexicon Genetics Inc.	privilégiées A		X			A
Life Imaging Systems Inc.	bons de souscription privilégiées D		X X			A A
Logibro inc.	classe A options d'achat		X X	X		B A
MDS Health Ventures Capital Corp.			X			A
MDS Health Ventures Inc.			X			A
MDS Health Ventures (Pc) Inc.			X			A
MDS Life Sciences Technology Fund L.P.		X				A
MethylGene Inc.	classe A		X			B
Minacom International inc.	classe A		X			A
Morphometrix Technologies Inc.	bons de souscription privilégiées A		X X			A B

Motus Technologies inc.	classe A		X	X		A
Nertec Design inc.			X			B
Neurochem Inc.	bons de souscription privilégiiées A		X X			A B
Neuroscience Partners, L.P.		X				B
Neuroscience Pharma (NPI) Inc.			X			A
	bons de souscription privilégiiées		X X			A B
New Enterprise Associates VIII, L.P.		X				A
Nexia Biotechnologies inc.	classe A privilégiiées A		X X			A A
Onset Enterprise Associates, L.P. (OEA III)		X				A
Organogel Canada Ltée	options d'achat classe A		X X		X	A A
Pharma Laser Inc.	bons de souscription classe A		X X			A A
Phoenix Gas Systems LLC (PGS)		X				A
Phoenix Hydrogen Systems LLC (PHS)		X				A
PlannSoft inc., Solutions de gestion	classe A		X		X	A
PROCREA Biosciences inc.			X			A
	options d'achat		X			A
Pyderion Limitée, Gestion	classe B		X			A
PyroGenesis inc.	classe A		X		X	A
Reflux Cell			X			A
RTP Pharma Inc.	bons de souscription		X			A
			X			C
Sabex inc.			X			A
	privilégiiées A, H		X		X	C
Sanderling Venture Partners IV, L.P.		X				A
Scriptgen Pharmaceutical Inc.	privilégiiées E		X			C
Semantix Inc. ²			X			A
Services CartoGraphiques 2+1 Inc., Les	classe A		X			A
ServiceWare Corporation ²	classe A		X		X	A
Silonex Inc. ²	classe A, B		X			A
Société de développement du magnésium (SDM)		X				A
Softecmag inc.			X			A
Spinex International Inc.	classe A, B privilégiiées C		X X			A A
Surface Modification Technologies Inc. ²			X			A
Sweet Électronique Inc.	classe A		X			A
TA Associates - Advent VII, L.P.		X				B
T ² C ² Bio, Société en commandite		X				A
T ² C ² Info, Société en commandite		X				A
Technocap Inc., Fonds	privilégiiées		X			C
Technologies M4 Inc.			X			A
Tetra Technologies inc. ²	classe A		X			A
Theralipids Inc.	bons de souscription privilégiiées B		X X		X	A A
Touchtunes Digital Jukebox inc.	classe B, C		X		X	A C

13 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)
 au 31 décembre 1998
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Triton Électronique International Inc., Groupe	classe A, B, C, E		X			A
Valadeo Technologies Corp. ²			X	X		A
Ventures West B.C. Technology Investment Fund, The		X				A
Virtual Prototypes Inc.	classe A, D		X			A
2860-9600 Québec Inc.	classe A		X			A

Variation entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux inscrits aux registres de la Caisse : 7 dossiers de débetures convertibles en actions de sociétés ouvertes dont la valeur varie de A à C.

¹ Placement effectué ou détenu par la Caisse ou une filiale en vertu des quatre premiers alinéas de l'article 37.1 de la loi sur la Caisse.

² Placement effectué ou détenu par la Caisse ou une filiale en vertu du dernier alinéa de la loi sur la Caisse.

³ La Caisse détient et gère, par l'intermédiaire de sa Direction des marchés boursiers canadiens, des valeurs convertibles de la Corporation financière Télésystème pour un montant total de 108,4 M\$ en 1998.

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions et en obligations de sociétés fermées et ne tient pas compte de la couverture des risques liés aux fluctuations de change. Son contenu est sujet aux normes de divulgation applicables à la liste annuelle de tels investissements.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité; ou de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours; ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre. Toutefois, lorsqu'il est possible de le faire sans contrevenir aux normes qui précèdent, la liste annuelle doit faire état du montant total de ces variations.

N'est pas incluse dans la liste la valeur spécifique des investissements effectués dans toute société fermée (selon la définition de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec) qui n'a pas donné son accord à la divulgation.

14

STATISTIQUES ADMINISTRATIVES
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	1998	1997	1996	1995	1994
Actif total sous gestion	83 327	70 524	61 333	52 699	46 038
Frais de gestion des placements et frais d'administration	45,9	36,2	35,4	35,9	35,7
Montant en points centésimaux	5,5	5,1	5,8	6,8	7,8
Actif total sous gestion par employé	357,6	323,5	273,8	191,6	144,8
Nombre de déposants	20	19	18	18	18
Nombre d'employés	233	218	224	275	318

La Caisse élabore les grandes orientations de gestion pour l'ensemble de l'actif, les politiques de placement et la répartition optimale des diverses catégories de placement pour l'ensemble du Groupe financier Caisse. En outre, elle gère directement des portefeuilles de placements dans les grands marchés.

15

STATISTIQUES ADMINISTRATIVES - GESTION EXTERNE
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	1998	1997	1996	1995	1994
Caisse					
Placements en actions étrangères à la juste valeur ¹	15 589	12 044	10 499	6 184	4 639
Frais des conseillers internationaux, frais de traitement et de garde de titres	10,4	13,1	12,5	5,9	5,5
Montant en points centésimaux	6,7	10,9	11,9	9,5	11,9
Groupe Participations Caisse					
Placements en participations à la juste valeur ¹	6 912	4 621	3 503	2 817	2 288
Frais de gestion des placements et frais d'administration	17,7	12,1	9,0	7,4	6,5
Montant en points centésimaux	25,6	26,2	25,7	26,3	28,4
Groupe immobilier Caisse					
Placements en immeubles et hypothèques à la juste valeur ¹	10 206	6 765	5 559	4 755	4 431
Frais de gestion des placements et frais d'administration	25,1	20,1	18,5	17,1	15,1
Montant en points centésimaux	24,6	29,7	33,3	36,0	34,1

¹ Inclus dans l'actif total sous gestion.

La gestion externe est fondée sur les orientations de gestion pour l'ensemble de l'actif, ainsi que sur les politiques de placement et la répartition optimale des diverses catégories de placement établies par la Caisse.

FONDS DES DÉPOSANTS
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990	1989
Commission administrative des régimes de										
retraite et d'assurances										
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (niveau syndicable)										
Fonds confiés	25 555	22 781	19 828	16 690	13 706	13 524	10 728	9 939	8 206	7 940
Revenu net attribué*	1 577	1 233	1 863	1 181	874	1 059	784	785	577	743
Dépôts (retraits)	469	343	444	481	479	634	417	381	389	335
Fonds disponibles à l'investissement	2 046	1 576	2 307	1 662	1 353	1 693	1 201	1 166	966	1 078
Pourcentage du total des fonds disponibles à l'investissement	61,4	54,7	56,6	67,8	74,4	78,8	64,7	49,3	41,3	31,4
Régie des rentes du Québec										
Fonds confiés	15 831	15 838	15 660	15 361	14 409	16 401	15 201	15 887	14 650	15 411
Revenu net attribué*	1 294	1 097	1 710	1 392	1 021	1 522	1 262	1 521	1 157	1 546
Dépôts (retraits)	(1 548)	(1 680)	(1 775)	(1 606)	(1 565)	(1 561)	(1 352)	(1 240)	(820)	(903)
Fonds disponibles à l'investissement	(254)	(583)	(65)	(214)	(544)	(39)	(90)	281	337	643
Pourcentage du total des fonds disponibles à l'investissement	(7,6)	(20,3)	(1,6)	(8,7)	(29,9)	(1,8)	(4,8)	11,9	14,4	18,7
Commission de la santé et de la										
sécurité du travail										
Fonds confiés	7 644	6 883	5 705	4 961	4 219	4 315	3 835	3 986	3 558	3 523
Revenu net attribué*	489	364	527	401	278	352	332	395	275	341
Dépôts (retraits)	65	414	5	(16)	-	(213)	(314)	(262)	(19)	388
Fonds disponibles à l'investissement	554	778	532	385	278	139	18	133	256	729
Pourcentage du total des fonds disponibles à l'investissement	16,6	27,0	13,0	15,7	15,3	6,4	1,0	5,6	10,9	21,2
Commission de la construction du Québec										
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec										
Fonds confiés	6 637	6 128	5 568	4 943	4 264	4 360	3 753	3 565	3 008	2 816
Revenu net attribué*	533	382	556	356	289	322	281	276	234	271
Dépôts (retraits)	(127)	(133)	(145)	(45)	(65)	(44)	41	76	153	78
Fonds disponibles à l'investissement	406	249	411	311	224	278	322	352	387	349
Pourcentage du total des fonds disponibles à l'investissement	12,2	8,7	10,1	12,7	12,3	12,9	17,3	14,9	16,5	10,1
Société de l'assurance automobile du Québec										
Fonds confiés	6 436	6 028	5 543	4 974	4 692	5 710	5 328	5 393	4 886	5 136
Revenu net attribué*	426	356	571	439	360	528	438	514	389	501
Dépôts (retraits)	(193)	(211)	(132)	(501)	(867)	(578)	(296)	(329)	(275)	(35)
Fonds disponibles à l'investissement	233	145	439	(62)	(507)	(50)	142	185	114	466
Pourcentage du total des fonds disponibles à l'investissement	7,0	5,0	10,8	(2,5)	(27,8)	(2,3)	7,6	7,9	4,9	13,6

**Commission administrative des régimes de
retraite et d'assurances**

Régime de retraite des employés du gouvernement et des
organismes publics (niveau non syndicable)

Fonds confiés	4 057	3 722	3 309	2 812	2 340	2 393	2 167	2 035	1 674	1 652
Revenu net attribué*	268	205	315	199	150	181	153	160	122	160
Dépôts (retraits)	(37)	(14)	42	53	(4)	(154)	60	80	36	10
Fonds disponibles à l'investissement	231	191	357	252	146	27	213	240	158	170
Pourcentage du total des fonds disponibles à l'investissement	6,9	6,6	8,8	10,3	8,0	1,3	11,5	10,1	6,8	4,9

**Fonds d'amortissement des régimes
de retraite gouvernementaux**

Fonds confiés	1 359	1 232	1 088	939	803	-	-	-	-	-
Revenu net attribué*	89	66	98	64	(13)	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	850	-	-	-	-	-
Fonds disponibles à l'investissement	89	66	98	64	837	-	-	-	-	-
Pourcentage du total des fonds disponibles à l'investissement	2,7	2,3	2,4	2,6	46,0	-	-	-	-	-

Autres déposants

Fonds confiés	1 049	999	513	505	427	414	295	248	271	168
Revenu net attribué*	68	40	42	34	24	25	19	22	21	13
Dépôts (retraits)	(38)	417	(46)	17	7	76	32	(15)	99	(9)
Fonds disponibles à l'investissement	30	457	(4)	51	31	101	51	7	120	4
Pourcentage du total des fonds disponibles à l'investissement	0,8	16,0	(0,1)	2,1	1,7	4,7	2,7	0,3	5,2	0,1

Ensemble des déposants

Fonds confiés	68 568	63 611	57 214	51 185	44 860	47 117	41 307	41 053	36 253	36 646
Revenu net attribué*	4 744	3 743	5 682	4 066	2 983	3 989	3 269	3 673	2 775	3 575
Dépôts (retraits)	(1 409)	(864)	(1 607)	(1 617)	(1 165)	(1 840)	(1 412)	(1 309)	(437)	(136)
Fonds disponibles à l'investissement	3 335	2 879	4 075	2 449	1 818	2 149	1 857	2 364	2 338	3 439

* Depuis le 1^{er} janvier 1997, les gains et pertes à la vente de placements des portefeuilles spécialisés sont réinvestis.

17

VENTILATION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS
au 31 décembre
(juste valeur - en pourcentage)

	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990	1989
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances - RREGOP ¹	37,3	35,8	34,6	32,6	30,6	28,7	26,0	24,2	22,7	21,7
Régie des rentes du Québec										
Fonds du Régime de rentes du Québec	23,1	24,9	27,4	30,0	32,1	34,8	36,8	38,7	40,4	42,1
Commission de la santé et de la sécurité du travail	11,1	10,8	10,0	9,7	9,4	9,2	9,3	9,7	9,9	9,7
Commission de la construction du Québec	9,7	9,6	9,7	9,7	9,5	9,3	9,1	8,7	8,3	7,7
Société de l'assurance automobile du Québec	9,4	9,5	9,7	9,7	10,5	12,1	12,9	13,1	13,5	14,0
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances - RREGOP ²	5,9	5,9	5,8	5,5	5,2	5,1	5,2	5,0	4,6	4,5
Fonds d'amortissement des régimes de retraite gouvernementaux	2,0	1,9	1,9	1,8	1,8	-	-	-	-	-
Autres déposants	1,5	1,6	0,9	1,0	0,9	0,8	0,7	0,6	0,6	0,3
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

¹ Employés de niveau syndicable.

² Employés de niveau non syndicable.

18

ACTIF NET DES FONDSD
au 31 décembre
(en millions de dollars)

	Coût	Juste valeur									
	1998	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990	1989
Fonds général	13 329,7	16 277,8	16 317,6	21 253,0	20 391,4	19 493,6	21 945,0	20 263,8	20 957,8	19 379,1	20 318,4
Fonds particuliers											
301	20 606,7	25 121,8	22 524,3	19 264,3	16 356,7	13 464,8	13 169,7	10 557,4	9 691,6	8 049,4	7 739,6
302	3 225,3	3 974,7	3 658,6	3 204,0	2 751,5	2 295,4	2 305,5	2 126,4	1 979,2	1 634,2	1 608,3
303	142,9	166,1	154,5	138,6	124,0	109,5	103,8	41,2	39,9	35,6	35,0
304	-	-	-	-	-	-	-	-	14,2	23,6	24,4
305	135,4	165,2	151,2	131,9	113,8	96,1	93,7	77,4	55,5	27,5	-
306	77,1	88,9	75,4	60,7	46,9	-	-	-	-	-	-
307	5 223,7	6 400,2	5 964,6	-	-	-	-	-	-	-	-
308	1 127,4	1 332,1	1 218,2	1 056,1	920,8	794,1	-	-	-	-	-
311	2 429,3	3 008,7	3 032,3	2 810,5	2 586,4	2 351,6	2 468,6	2 247,7	2 255,5	2 063,5	1 962,3
312	2 186,3	2 587,6	2 223,7	1 903,6	1 675,3	1 397,1	1 350,9	1 090,8	949,2	679,0	636,0
313	803,2	906,9	796,7	686,3	594,0	445,4	425,0	345,2	286,9	204,5	148,5
330	6 428,8	7 660,5	7 036,2	5 535,7	4 808,0	4 151,8	4 198,1	3 761,1	3 888,7	3 487,5	3 438,7
	42 386,1	51 412,7	46 835,7	34 791,7	29 977,4	25 105,8	24 115,3	20 247,2	19 160,7	16 204,8	15 592,8
	55 715,8	67 690,5	63 153,3	56 044,7	50 368,8	44 599,4	46 060,3	40 511,0	40 118,5	35 583,9	35 911,2

REVENU NET ATTRIBUÉ AUX DÉPOSANTS
au 31 décembre
(en millions de dollars)

	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990	1989
Dépôts à participation										
Fonds général	1 315,8	1 107,7	2 274,8	1 824,2	1 384,0	2 042,4	1 668,1	2 008,6	1 520,3	2 027,2
Fonds particuliers										
301	1 576,9	1 232,4	1 863,3	1 180,0	873,3	1 058,7	783,8	785,0	576,4	741,8
302	267,1	204,8	314,1	197,6	149,2	180,1	152,8	158,7	121,0	159,2
303	10,7	8,0	13,0	8,5	7,0	5,9	3,0	3,4	3,1	3,8
304	-	-	-	-	-	-	-	1,5	2,1	2,6
305	10,5	9,0	13,0	8,0	5,5	7,5	5,5	4,2	1,0	-
306	5,4	4,0	5,1	3,0	-	-	-	-	-	-
307	423,3	355,5	-	-	-	-	-	-	-	-
308	88,6	66,4	98,3	63,6	(13,1)	-	-	-	-	-
311	290,2	194,2	300,0	181,0	169,4	192,0	174,7	183,9	162,8	196,0
312	177,4	135,7	192,8	133,9	91,3	95,8	79,1	68,6	53,7	62,3
313	65,8	52,2	63,4	40,8	28,4	33,8	27,4	23,1	16,9	13,0
330	493,2	364,2	526,1	399,5	277,9	351,5	331,2	394,2	268,9	331,0
	3 409,1	2 626,4	3 389,1	2 215,9	1 588,9	1 925,3	1 557,5	1 622,6	1 205,9	1 509,7
Dépôts à vue et à terme	18,8	9,1	18,1	25,4	10,3	21,5	44,2	41,9	48,7	38,5
	4 743,8	3 743,2	5 682,0	4 065,5	2 983,2	3 989,2	3 269,8	3 673,1	2 774,9	3 575,4

SOMMAIRE DES PLACEMENTS
au 31 décembre
(en pourcentage)

	Coût	Juste valeur									
	1998	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990	1989
Valeurs à court terme	6,4	5,7	2,3	3,5	6,0	4,0	6,0	4,9	4,5	5,0	6,8
Financements hypothécaires	2,3	2,1	2,2	2,6	3,3	4,1	4,2	5,0	5,2	5,5	5,3
Obligations et titres achetés en vertu de conventions de revente	43,7	41,9	46,9	44,8	47,6	48,3	48,3	48,7	48,4	48,3	46,7
Valeurs à revenu fixe	52,4	49,7	51,4	50,9	56,9	56,4	58,5	58,6	58,1	58,8	58,8
Actions québécoises et canadiennes	19,4	22,3	25,1	25,7	27,4	29,6	28,1	27,5	28,3	27,6	28,0
Actions étrangères	18,0	19,0	17,3	17,4	12,1	10,4	10,1	10,2	9,3	8,6	8,2
Biens immobiliers	10,2	9,0	6,2	6,0	3,6	3,6	3,3	3,7	4,3	5,0	5,0
Valeurs à revenu variable	47,6	50,3	48,6	49,1	43,1	43,6	41,5	41,4	41,9	41,2	41,2
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Les données antérieures à 1997 n'ont pas été redressées conformément à la présentation de 1998.

PLACEMENTS	Coût	Juste valeur									
	1998	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990	1989
Obligations											
Titres canadiens											
Gouvernement du Québec	14,2	14,0	15,6	17,6	19,1	22,1	21,8	20,0	21,6	24,3	23,7
Gouvernement du Canada	6,1	5,4	13,6	11,1	11,3	6,5	4,3	5,7	2,8	2,0	3,0
Autres gouvernements	0,7	0,7	0,9	-	-	0,4	0,1	-	0,2	-	-
Garantis par le gouvernement du Québec	6,0	6,4	7,6	9,0	12,0	12,8	14,5	12,7	11,3	9,6	7,0
Garantis par les autres gouvernements	0,4	0,4	0,5	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,6	0,5	0,6
Garantis par octroi	1,2	1,2	1,5	1,7	2,2	2,4	2,6	2,6	3,0	3,5	3,7
Municipaux et scolaires	1,2	1,2	1,5	1,7	2,1	2,6	2,6	2,6	2,9	3,1	2,8
Entreprises	2,8	2,5	1,8	0,5	0,5	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	1,1
	32,6	31,8	43,0	41,8	47,4	47,4	46,6	44,4	42,8	43,4	41,9
Titres étrangers											
Gouvernement des États-Unis	5,4	4,8	1,1	0,8	-	0,9	1,7	1,4	2,0	2,2	4,1
Gouvernement de la France	-	-	-	-	-	-	-	1,2	1,7	1,4	0,6
Gouvernement de l'Allemagne	-	-	-	-	-	-	-	1,3	1,0	1,0	-
Gouvernement du Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-	0,2	0,8	0,3	-
Autres	2,3	2,2	0,5	0,2	0,2	-	-	0,2	0,1	-	0,1
	7,7	7,0	1,6	1,0	0,2	0,9	1,7	4,3	5,6	4,9	4,8
	40,3	38,8	44,6	42,8	47,6	48,3	48,3	48,7	48,4	48,3	46,7
Actions et valeurs convertibles											
Titres canadiens											
Mines et métaux	1,0	0,7	1,1	1,9	2,2	2,4	2,1	1,9	1,7	1,6	1,9
Métaux précieux	1,2	0,9	1,0	2,2	2,2	2,3	1,9	1,4	1,5	1,9	1,8
Pétrole et gaz naturel	1,7	1,3	2,4	2,9	2,9	2,9	2,7	2,2	2,0	2,3	2,0
Papiers et produits forestiers	1,1	0,9	1,4	1,7	1,9	2,0	1,6	1,0	0,8	0,9	0,9
Produits de consommation	1,2	1,5	1,5	1,7	1,9	1,9	2,1	2,8	2,5	2,3	2,7
Production industrielle	3,0	3,6	3,6	3,5	3,7	4,2	3,3	3,3	3,0	2,5	2,6
Immeubles et construction	1,2	1,0	1,5	0,7	0,6	0,8	0,6	0,2	0,4	0,2	0,2
Transport et services environnementaux	0,7	0,6	1,0	0,7	0,6	0,8	0,6	0,7	0,7	1,0	1,0
Pipelines	0,5	0,5	0,4	0,2	0,4	0,3	0,4	0,5	0,6	0,6	0,5
Services publics	1,8	2,8	2,6	2,8	2,6	2,8	2,6	2,8	3,0	3,2	3,1
Communications	0,9	1,9	2,0	1,8	1,9	2,1	2,4	2,7	2,4	2,2	2,0
Distribution et services	1,2	1,2	1,3	1,1	1,6	1,6	1,7	1,4	2,0	2,1	2,0
Services financiers	3,3	4,7	4,5	3,9	3,9	4,3	4,7	5,0	6,0	5,3	5,6
Conglomérats	0,3	0,4	0,5	0,6	1,0	1,2	1,4	1,5	1,6	1,5	1,7
Participations indicielles - TSE 35	0,3	0,3	0,3	-	-	-	-	0,1	0,1	-	-
	19,4	22,3	25,1	25,7	27,4	29,6	28,1	27,5	28,3	27,6	28,0

Titres étrangers												
Fonds externes	8,2	8,2	8,5	7,2	5,7	5,4	3,8	4,5	5,4	6,0	5,6	
Fonds internes	9,8	10,8	8,8	10,2	6,4	5,0	6,3	5,7	3,9	2,6	2,6	
	18,0	19,0	17,3	17,4	12,1	10,4	10,1	10,2	9,3	8,6	8,2	
	37,4	41,3	42,4	43,1	39,5	40,0	38,2	37,7	37,6	36,2	36,2	
Financements hypothécaires												
Canada	2,1	1,9	2,0	2,4	3,2	4,1	4,2	5,0	5,2	5,5	5,3	
États-Unis	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	-	-	-	-	-	-	
	2,3	2,1										
			2,1	2,6	3,3	4,1	4,2	5,0	5,2	5,5	5,3	
Biens immobiliers												
Canada	4,8	3,8	3,5	4,5	3,2	3,4	3,3	3,7	4,3	5,0	5,0	
Étranger	5,3	5,2	2,7	1,5	0,4	0,2	-	-	-	-	-	
	10,1	9,0	6,2	6,0	3,6	3,6	3,3	3,7	4,3	5,0	5,0	
Total des placements à long terme	90,1	91,2	95,3	94,5	94,0	96,0	94,0	95,1	95,5	95,0	93,2	
Valeurs à court terme												
Titres canadiens	5,3	4,7	1,5	2,7	5,8	3,3	5,8	4,3	4,3	3,9	5,2	
Titres étrangers	1,1	1,0	0,8	0,8	0,2	0,7	0,2	0,6	0,2	1,1	1,6	
	6,4	5,7	2,3	3,5	6,0	4,0	6,0	4,9	4,5	5,0	6,8	
Titres achetés en vertu de conventions de revente												
Titres canadiens	1,0	0,9	1,5	1,2	-	-	-	-	-	-	-	
Titres étrangers	2,5	2,2	0,9	0,8	-	-	-	-	-	-	-	
	3,5	3,1	2,4	2,0	-	-	-	-	-	-	-	
Total des placements à court terme	9,9	8,8	4,7	5,5	6,0	4,0	6,0	4,9	4,5	5,0	6,8	
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
Répartition des placements à long terme												
Secteur public	40,5	38,7	44,7	44,5	50,1	50,0	51,1	50,7	50,3	50,3	49,0	
Secteur privé	59,5	61,3	55,3	55,5	49,9	50,0	48,9	49,3	49,7	49,7	51,0	
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	

Les données antérieures à 1997 n'ont pas été redressées conformément à la présentation de 1998.

PLACEMENTS	Coût	Juste valeur									
	1998	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990	1989
Obligations											
Titres canadiens											
Gouvernement du Québec	10 375,6	11 497,9	10 835,3	10 649,2	9 735,3	9 830,3	10 158,6	8 173,2	8 771,1	8 773,8	8 717,7
Gouvernement du Canada	4 418,4	4 453,9	9 497,9	6 684,8	5 778,9	2 900,2	1 988,4	2 304,3	1 125,7	713,8	1 105,4
Autres gouvernements	532,8	565,3	652,9	14,7	7,2	176,8	44,2	18,1	65,9	14,8	-
Garantis par le gouvernement du Québec	4 388,4	5 236,2	5 305,5	5 436,3	6 110,9	5 717,0	6 762,5	5 190,2	4 588,2	3 454,7	2 573,1
Garantis par les autres gouvernements	299,7	326,1	364,0	110,0	104,8	133,4	177,9	175,5	228,3	154,7	215,9
Garantis par octroi	870,1	989,0	1 009,2	1 017,5	1 107,0	1 086,9	1 217,5	1 076,2	1 264,5	1 266,6	1 393,6
Municipaux et scolaires	849,9	985,5	1 013,2	1 004,1	1 090,1	1 124,8	1 230,7	1 051,8	1 174,8	1 121,7	1 028,3
Entreprises	2 014,2	2 013,9	1 243,9	301,4	246,7	138,9	121,7	146,9	169,8	150,6	421,2
	23 749,1	26 067,8	29 921,9	25 218,0	24 180,9	21 108,3	21 701,5	18 136,2	17 388,3	15 650,7	15 455,2
Titres étrangers											
Gouvernement des États-Unis	3 949,7	3 958,5	715,1	495,8	0,2	390,6	775,7	580,8	813,4	777,0	1 491,8
Gouvernement de la France	-	-	-	-	-	-	10,1	508,6	669,9	497,2	244,2
Gouvernement de l'Allemagne	-	-	-	-	-	-	3,6	528,9	423,4	374,8	-
Gouvernement du Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-	69,3	326,2	93,3	-
Autres	1 631,0	1 771,1	364,5	122,4	84,0	-	14,8	72,5	48,7	-	26,2
	5 580,7	5 729,6	1 079,6	618,2	84,2	390,6	804,2	1 760,1	2 281,6	1 742,3	1 762,2
	29 329,8	31 797,4	31 001,5	25 836,2	24 265,1	21 498,9	22 505,7	19 896,3	19 669,9	17 393,0	17 217,4
Actions et valeurs convertibles											
Titres canadiens											
Mines et métaux	673,3	539,9	745,1	1 118,3	1 143,9	1 071,1	966,5	773,8	722,3	563,0	700,7
Métaux précieux	909,3	750,7	721,0	1 295,4	1 122,3	1 025,0	882,0	590,2	590,4	693,8	661,1
Pétrole et gaz naturel	1 261,6	1 024,2	1 692,5	1 773,5	1 482,3	1 312,9	1 272,1	898,5	792,0	845,8	741,1
Papiers et produits forestiers	773,9	730,7	966,2	1 026,5	958,6	888,8	752,4	426,8	322,2	325,6	331,3
Produits de consommation	867,4	1 245,6	1 086,1	1 029,4	942,8	837,5	988,8	1 141,6	1 030,4	822,3	1 006,7
Production industrielle	2 220,1	2 951,1	2 524,2	2 135,9	1 905,1	1 861,7	1 522,0	1 340,4	1 210,5	901,6	946,0
Immeubles et construction	892,3	830,7	1 041,8	450,3	319,6	339,8	295,7	91,5	151,3	63,5	77,0
Transport et services environnementaux	479,3	456,5	665,1	414,0	323,1	332,1	272,1	294,9	268,6	351,3	373,5
Pipelines	387,3	418,2	259,1	138,8	180,0	135,9	176,2	213,5	255,8	207,7	181,5
Services publics	1 307,5	2 287,3	1 808,3	1 674,1	1 312,6	1 258,1	1 197,5	1 134,1	1 224,0	1 153,8	1 141,6
Communications	641,2	1 597,2	1 381,4	1 090,5	986,1	945,0	1 139,4	1 089,8	963,7	811,6	724,8
Distribution et services	844,8	1 006,7	877,6	686,0	842,7	705,5	798,0	581,7	826,0	760,3	748,9
Services financiers	2 435,5	3 859,0	3 154,4	2 379,3	1 969,4	1 905,8	2 191,3	2 056,6	2 439,7	1 925,0	2 069,2
Conglomérats	238,4	350,5	338,1	361,2	502,1	540,7	661,8	605,5	645,4	556,4	591,2
Participations indicielles - TSE 35	202,7	217,3	215,5	-	-	-	-	28,7	28,8	8,9	-
	14 134,6	18 265,6	17 476,4	15 573,2	13 990,6	13 159,9	13 115,8	11 267,6	11 471,1	9 990,6	10 294,6

Titres étrangers												
Fonds externes	5 987,3	6 753,0	5 930,4	4 357,4	2 913,1	2 415,3	1 769,5	1 852,7	2 184,4	2 179,2	2 050,4	
Fonds internes	7 181,8	8 835,9	6 113,4	6 141,9	3 271,2	2 223,9	2 896,2	2 343,7	1 573,1	953,2	940,8	
	13 169,1	15 588,9	12 043,8	10 499,3	6 184,3	4 639,2	4 665,7	4 196,4	3 757,5	3 132,4	2 991,2	
	27 303,7	33 854,5	29 520,2	26 072,5	20 174,9	17 799,1	17 781,5	15 464,0	15 228,6	13 123,0	13 285,8	
Financements hypothécaires												
Canada	1 538,6	1 563,9	1 398,0	1 445,7	1 659,8	1 842,0	1 957,9	2 047,4	2 104,9	1 984,0	1 969,2	
États-Unis	168,0	196,1	98,8	121,6	28,5	-	-	-	-	-	-	
	1 706,6	1 760,0	1 496,8	1 567,3	1 688,3	1 842,0	1 957,9	2 047,4	2 104,9	1 984,0	1 969,2	
Biens immobiliers												
Canada	3 510,1	3 120,3	2 413,3	2 679,8	1 634,2	1 527,4	1 517,2	1 519,0	1 744,0	1 788,0	1 836,3	
Étranger	3 892,2	4 230,1	1 868,2	930,5	210,6	74,0	-	-	-	-	-	
	7 402,3	7 350,4	4 281,5	3 610,3	1 844,8	1 601,4	1 517,2	1 519,0	1 744,0	1 788,0	1 836,3	
Total des placements à long terme	65 742,4	74 762,3	66 300,0	57 086,3	47 973,1	42 741,4	43 762,3	38 926,7	38 747,4	34 288,0	34 308,7	
Valeurs à court terme												
Titres canadiens	3 830,1	3 830,2	1 084,3	1 599,3	2 954,7	1 471,1	2 692,6	1 763,5	1 733,5	1 404,1	1 928,2	
Titres étrangers	818,6	846,3	533,4	494,2	114,1	323,9	101,6	224,9	70,0	416,0	592,0	
	4 648,7	4 676,5	1 617,7	2 093,5	3 068,8	1 795,0	2 794,2	1 988,4	1 803,5	1 820,1	2 520,2	
Titres achetés en vertu de conventions de revente												
Titres canadiens	724,8	724,8	1 025,7	770,7	-	-	-	-	-	-	-	
Titres étrangers	1 857,8	1 857,8	642,9	481,7	-	-	-	-	-	-	-	
	2 582,6	2 582,6	1 668,6	1 252,4	-	-	-	-	-	-	-	
Total des placements à court terme	7 231,3	7 259,1	3 286,3	3 345,9	3 068,8	1 795,0	2 794,2	1 988,4	1 803,5	1 820,1	2 520,2	
Total	72 973,7	82 021,4	69 586,3	60 432,2	51 041,9	44 536,4	46 556,5	40 915,1	40 550,9	36 108,1	36 828,9	
Répartition des placements à long terme												
Secteur public	26 606,5	28 954,6	29 632,1	25 412,4	24 018,4	21 360,0	22 384,0	19 749,4	19 500,1	17 242,4	16 796,2	
Secteur privé	39 135,9	45 807,7	36 667,9	31 673,9	23 954,7	21 381,4	21 378,3	19 177,3	19 247,3	17 045,6	17 512,5	
Total	65 742,4	74 762,3	66 300,0	57 086,3	47 973,1	42 741,4	43 762,3	38 926,7	38 747,4	34 288,0	34 308,7	

Les données antérieures à 1997 n'ont pas été redressées conformément à la présentation de 1998.

23

SOMMAIRE DES VALEURS À COURT TERME
au 31 décembre
(en pourcentage)

	Juste valeur		Valeur nominale									
	1998	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990	1989	
Bons du Trésor	20,2	20,6	27,6	48,6	50,4	52,3	53,3	56,7	67,2	45,8	33,5	
Effets d'institutions financières	43,0	43,8	24,9	31,3	31,0	21,8	17,6	13,0	15,8	10,5	29,4	
Billets de sociétés d'État	11,2	9,5	7,7	9,2	14,4	16,7	16,7	18,1	12,3	20,9	12,3	
Effets de commerce	25,6	26,1	39,8	10,9	4,2	9,2	12,4	12,2	4,6	22,3	23,5	
Autres papiers commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,5	1,3	
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	

24

SOMMAIRE DES PLACEMENTS À L'ÉTRANGER
au 31 décembre
(en millions de dollars)

	Juste valeur										
	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990	1989	
Obligations et titres achetés											
en vertu de conventions de revente	7 587	1 723	1 100	84	391	804	1 760	2 282	1 742	1 762	
Actions et valeurs convertibles	15 589	12 044	10 499	6 184	4 639	4 666	4 196	3 757	3 132	2 991	
Financements hypothécaires	196	99	122	29	-	-	-	-	-	-	
Biens immobiliers	4 230	1 868	930	211	74	-	-	-	-	-	
Valeurs à court terme	846	534	494	114	324	102	225	70	416	592	
Placements à l'étranger	28 448	16 268	13 145	6 622	5 428	5 572	6 181	6 109	5 290	5 345	

Les données antérieures à 1997 n'ont pas été redressées conformément à la présentation de 1998.

Le Rapport d'activités 1998
est une production du Service de l'information

Photo de la couverture : Stéphane Poulin

Ce rapport, de même que le *Survol des activités 1998*,
sont disponibles sur Internet : www.lacaisse.com

Renseignements :
(514) 842-3261
info@lacaisse.com

This report is available in English upon request

Dépôt légal – 1999
Bibliothèques nationale du Québec

ISBN 2-550-34336-0
ISSN 1207-3075
ISSN 1480-8099 (en ligne)

Ce rapport est imprimé sur du papier recyclé.

